

congres2013.eelv.fr



la TRIBUNE

D'EUROPE ECOLOGIE LES VERTS



**CONGRES DECENTRALISE
EXTRAORDINAIRE
16 novembre 2013**

**CONGRES FEDERAL
EXTRAORDINAIRE
30 novembre 2013**

PALAIS DES CONGRES DE CAEN, 13 RUE ALBERT SOREL, 14000 CAEN

CONVOCATION



Textes introductifsP 5 / 13

L'ÉDITORIAL DU SECRÉTAIRE NATIONAL.....	P 5
LE CONGRÈS : MODE D'EMPLOI	P 6
RENOUVELLEMENT DES INSTANCES, APPEL À CANDIDATURES	P 9
ORDRE DU JOUR DU CONGRÈS DÉCENTRALISÉ EN RÉGION DU 16 NOVEMBRE 2013.....	P 10
COORDONNÉES DU CONGRÈS DÉCENTRALISÉ EN RÉGION DU 16 NOVEMBRE 2013.....	P 11
ORDRE DU JOUR DU CONGRÈS FÉDÉRAL DU 30 NOVEMBRE 2013 À CAEN.....	P 12
TABLEAU DES ADHÉRENT-E-S, DES DÉLÉGUÉ-E-S	
TABLEAU PAR RÉGION DU NOMBRE D'ADHÉRENT-E-S 2013, DES DÉLÉGUÉE-E-S AU CONGRÈS FÉDÉRAL DE CAEN ET DES MEMBRES DU CONSEIL FÉDÉRAL.....	P 13

Bilans des instances politiques.....P 14 / 16

BUREAU DU CONSEIL FÉDÉRAL	P 14
---------------------------------	------

Bilans des organes de régulation.....P 17

COMITÉ NATIONAL D'ÉTHIQUE.....	P 17
OBSERVATOIRE DE LA PARITÉ.....	P 17

Bilans du Bureau exécutif.....P 18 / 24

FRANÇOISE ALAMARTINE	P 18
JACQUES ARCHIMBAUD	P 18
MARIE BOVÉ.....	P 19
DAVID CORMAND	P 19
GWENDOLINE DELBOS-CORFIELD.....	P 20
JEAN DESESSARD	P 20
NICOLAS DUBOURG	P 21
JÉRÔME GLEIZES.....	P 21
NATHALIE LAVILLE	P 22
ELISE LOWY	P 22
JEAN-PHILIPPE MAGNEN	P 23
SANDRINE ROUSSEAU.....	P 23
EVA SAS.....	P 24
MARINE TONDELIER	P 24



Sept motions d'orientation.....P 26 / 88

- a POUR UN CAP ÉCOLOGISTEP 26
- b LÀ OÙ VIT L'ÉCOLOGIE.....P 38
- c OBJECTIF TERRE.....P 46
- d VIA ECOLOGICAP 54
- e AVENIR ÉCOLO.....P 64
- f LA MOTION PARTICIPATIVE (LMP)P 72
- g DÉTERMINÉE-E-S.....P 82

Douze motions ponctuelles thématiquesP 90 / 113

- 1 COOPER "ACTION"P 90
- 2 IMAGINER UNE ÉCONOMIE ÉCOLOGISTE.....P 92
- 3 RENDRE PLUS EFFICACE LE TRAVAIL D'EELV SUR LE NUCLÉAIREP 94
- 4 POUR UN REVENU D'EXISTENCE UNIVERSELP 96
- 5 NON AU STOCKAGE EN COUCHE GÉOLOGIQUE PROFONDE
DES DÉCHETS NUCLÉAIRES, PROJET CIGÉO POUR UNE AUTRE GESTION
DURABLE ET SÛRE DES MATIÈRES RADIOACTIVESP 98
- 6 POUR LA CRÉATION D'UNE COMMISSION THÉMATIQUE
"INNOVATION DÉMOCRATIQUE"P 100
- 7 RÉFORMER NOTRE DÉMOCRATIE INTERNEP 102
- 8 POUR UNE ÉCOLOGIE POLITIQUE À LA POINTE
DES COMBATS SOCIAUX ET SOCIÉTAUX.....P 104
- 9 RÉFORMES STATUTAIRES.....P 106
- 10 L'URGENCE RURALE COMMANDE UNE ACTION FORTE
DES ÉCOLOGISTESP 108
- 11 LES PÉRIPHÉRIES, RENOUVELER PAR LES MARGES
POUR PRENDRE LE LARGE.....P 110
- 12 LA DISPARITIONP 112

Deux contributions au débat.....P 114 / 117

- I SAVOIR CE QUE NOUS VOULONS ET AGIR EN CONSÉQUENCEP 114
- II POUR UNE ÉCOLOGIE EXIGEANTEP 116

TEXTES SOUMIS AU VOTE

Chères amies, chers amis,

Un congrès est un moment de vérité nécessaire pour un mouvement politique. Il s'y exprime, mieux que par tous les discours, les postures et les commentaires, la volonté collective des militant-e-s de définir un objectif commun.

On pourra évidemment se rassurer en considérant que les écologistes, forts de leurs convictions, sont chaque jour confortés dans leurs analyses par la réalité d'un monde en déliquescence. L'écologie politique reste pourtant faible de ses divisions, et de sa difficulté à construire un discours audible. Elle est faible de n'avoir pas réussi à convaincre la société de son utilité.

Admettons-le, nous avons souvent confondu la fin et les moyens. Par facilité, parfois par paresse, nous avons limité notre réflexion des derniers mois à la seule question de notre présence au gouvernement et au commentaire quotidien des réussites et des échecs. Tel, pourtant, ne devrait pas être l'enjeu de notre congrès, ni du travail que nous devons mener au sein de notre mouvement.

S'il nous faut nous interroger sur les raisons de notre participation à la majorité élue en 2012, c'est d'abord en regard des objectifs que nous devons assigner à l'écologie politique. Nous n'avons pas, à cette heure, accompli ce travail. Disposer de deux groupes autonomes au Parlement et de deux ministres dans le gouvernement constitue un levier indispensable dans une démocratie parlementaire – a fortiori lorsque celle-ci est limitée par la prééminence de l'exécutif – mais cela ne peut constituer une fin en soi.

Il nous faut, collectivement, définir les objectifs à atteindre et élaborer les chemins des transitions. Celles d'une écologie des possibles, qui ne se limite pas à l'accompagnement de l'existant et porte une transformation du quotidien, une écologie qui ne se berce pas de l'illusion d'un futur idéalisé ou fantasmé.

Notre écologie doit se construire dans le monde réel, ici et maintenant, à l'intérieur de contraintes que nous nous n'avons pas choisies. Celles d'une société aux ressources qui s'épuisent, gangrénée par le chômage, la précarité et la dislocation des liens de solidarité, mais où les promesses de croissance, de production, de consommation, de progrès au sens le plus traditionnel du terme conservent dans l'imaginaire collectif tout leur caractère mobilisateur.

L'écologie que nous voulons, en Europe comme en France, ne se dissociera pas de l'écologie que nous pouvons. Elle dépend directement de notre capacité à être entendus de la société, à y construire des majorités d'idées, des mobilisations fortes.

Si les voies du succès restent à inventer, celles de l'échec sont en revanche bien connues. Il suffit de cultiver nos luttes intestines, l'entre-soi, de privilégier les logiques d'appareil aux débats d'idées, de nous complaire dans le refus et la critique plutôt que de dialoguer et s'ouvrir aux autres.

Il existe un autre chemin que celui de s'enfermer dans nos certitudes : celui d'élaborer de nouvelles solutions avec toutes celles et ceux qui dans la société possèdent les clés des convergences et des succès à venir. C'est le plus beau des défis, et il ne tient qu'à nous de le relever. Notre congrès est fait pour cela ! ■

PASCAL DURAND, secrétaire national d'Europe Écologie Les Verts

Comment ça marche ?

LE CONGRÈS DÉCENTRALISÉ

Lors du Congrès décentralisé en région du 16 novembre 2013, chaque adhérent-e ne peut participer qu'aux travaux et aux votes de la réunion indiquée par la région où il-elle est adhérent-e. En cas d'absence, tout-e adhérent-e peut se faire représenter lors des débats et votes du Congrès décentralisé en région par un-e autre adhérent-e à jour de cotisation. La personne remplaçante doit impérativement participer à la même réunion de Congrès décentralisé que la personne remplacée. Aucun vote par correspondance n'est possible en Congrès décentralisé.

Chaque adhérent-e participant au Congrès décentralisé ne peut avoir plus d'un pouvoir de vote en plus du sien propre, soit un maximum de deux voix par personne. Les seuls pouvoirs de votes recevables sont ceux établis par le Secrétariat national. En cas de perte, le Secrétariat national peut délivrer un duplicata.

Les Conseils politiques régionaux (CPR) font assurer les présidences de séance du Congrès décentralisé de leur région. Lors du Congrès décentralisé, sauf disposition ponctuelle et particulière explicitement précisée dans l'ordre du jour, il n'est procédé qu'à un seul tour de scrutin pour chacun des points soumis au vote.

LES DÉLÉGUÉ-E-S

Le 16 novembre, lors du Congrès décentralisé, des délégué-e-s rattaché-e-s à une motion sont désigné-e-s au scrutin proportionnel de listes, paritaires, ordonnées, complètes ou non, sans panachage et à la plus forte moyenne sur la base des résultats obtenus sur le vote des motions d'orientation. Le nombre des délégué-e-s de chaque région est proportionnel au nombre de ses adhérent-e-s arrêté à une date fixée par le Conseil fédéral (nombre d'adhérent-e-s de référence). Cependant, chaque région a droit au minimum à deux sièges de délégué-e-s au Congrès fédéral. Le nombre total de délégué-e-s au Congrès fédéral est égal à 600. Le Bureau exécutif (BE) suivant la fixation du nombre d'adhérent-e-s de référence détermine le nombre de délégué-e-s par région.

Les résultats de l'ensemble des listes sont communiqués au Secrétariat national par les Secrétariats régionaux dans les deux jours qui suivent le Congrès

décentralisé, en faisant apparaître, de façon distincte, les noms des délégué-e-s élu-e-s et des suppléant-e-s (suivant-e-s de liste). Les délégué-e-s au Congrès fédéral sont remboursé-e-s, sur le budget national d'Europe Écologie Les Verts de leurs frais de déplacement et d'hébergement, selon une base forfaitaire définie par le Conseil fédéral au plus tard lors de sa session ordinaire qui précède la convocation du Congrès décentralisé.

LE CONGRÈS FÉDÉRAL

Le rôle du Congrès fédéral est de répercuter le contenu des débats régionaux, d'en confronter les arguments, de discuter les éventuelles convergences possibles autour de textes de synthèse, et de définir les orientations politiques par des votes définitifs. Les synthèses pourront être réalisées jusqu'au moment du Congrès fédéral fixé dans l'ordre du jour.

Un mandataire de texte d'orientation national ne peut redéposer un texte non fusionné au Congrès fédéral s'il n'a pas obtenu au minimum 10% des suffrages lors du Congrès décentralisé. En outre, seuls les mandataires de textes ayant reçu plus de 5% des suffrages lors du Congrès décentralisé peuvent signer un texte déposé lors du Congrès fédéral. De manière parallèle, les listes de candidat-e-s au Bureau exécutif adossées aux textes d'orientation ne peuvent être maintenues ou fusionnées avec d'autres que si les textes associés ont reçu respectivement plus de 10 % ou de 5 % des suffrages.

Tout-e adhérent-e d'EELV peut assister aux délibérations du Congrès fédéral. Le Congrès fédéral peut prononcer le huis clos sur une partie de ses débats et votes. Lors des votes, chaque délégué-e au Congrès fédéral dispose d'une voix intransférable. Aucun vote par correspondance n'est possible au Congrès fédéral. En cas de maladie ou d'indisponibilité personnelle, un-e délégué-e peut se faire remplacer par le-la suivant-e de liste, à la condition qu'il-elle le signale par écrit au Secrétariat national ou au bureau du Congrès fédéral.

Le Conseil fédéral, ou par délégation le Bureau exécutif, fait assurer les présidences de séances du Congrès fédéral. Le Bureau exécutif pourra modifier l'ordre du jour du Congrès fédéral en fonction des résultats des votes du Congrès décentralisé.

suite page suivante 

Comment ça marche ?

L'ADOPTION DES DÉCISIONS

Lors du Congrès fédéral, les décisions sont prises à 50 % des votants, le total des "oui" doit être supérieur à 50 % des votants (total des oui, non, votes blancs) et ce aussi bien pendant sa phase du Congrès décentralisé que pendant sa phase Congrès fédéral. Un résultat supérieur peut être nécessaire s'il s'agit d'introduire une modification statutaire ou du Règlement intérieur. Tous les votes qui, lors du Congrès décentralisé, atteignent la majorité requise au plan national après addition des scrutins régionaux sont considérés comme acquis, et ne seront pas renouvelés durant le Congrès fédéral qui suit. Les décisions qui n'ont pu être prises lors du Congrès décentralisé, faute d'atteindre au plan national la majorité requise après addition des scrutins régionaux, peuvent être reportées au Congrès fédéral.

Un Conseil fédéral (CF) se réunira l'après-midi du second jour du Congrès fédéral. Il procédera aux désignations qui lui incombent.

LA DÉSIGNATION DES MEMBRES DU BUREAU EXÉCUTIF (BE)

Le nombre de sièges à pourvoir au sein du Bureau exécutif a été fixé à 15 par le Conseil fédéral qui a convoqué le Congrès. Un quart des postes, arrondi à l'unité supérieure, sont attribués à la motion arrivée en tête au Congrès fédéral, les autres postes sont attribués à la proportionnelle, au plus fort reste, selon les résultats de ce même Congrès. En cas de déséquilibre paritaire, la personne la moins bien élue du sexe surnuméraire est remplacée par son-sa suivant-e de liste.

Le Bureau exécutif comporte obligatoirement les postes suivants : deux porte-parole nationaux (un homme et une femme), un-e secrétaire national-e, un-e trésorier-ière national-e. La liste de ces postes obligatoires est complétée librement au sein du Bureau exécutif.

La procédure de désignation du Bureau Exécutif est la suivante :

Chaque motion d'orientation présentée au Congrès décentralisée (1^{er} tour) est liée à une liste complète, paritaire, d'adhérent-e-s présenté-e-s par les signataires du

texte pour les représenter au Bureau exécutif. Le Bureau exécutif ne peut être composé que des candidat-e-s figurant sur les listes présentées avec les motions d'orientation du Congrès décentralisé en région.

Seuls les deux premier-ière-s candidat-e-s de chaque liste sont susceptibles d'être élu-e-s secrétaire national-e. Au moment du Congrès fédéral (2^e tour), en cas de fusion de textes, la liste des membres du BE proposée par le texte fusionné ne peut être issue que de noms présents dans les listes initiales des motions fusionnées. La tête de liste d'une liste issue de fusion ne peut qu'être une des deux anciennes têtes de liste d'une des listes fusionnées. Un texte qui n'a pas fusionné ne peut modifier l'ordre de présentation de sa liste.

Les listes présentées en Assemblée fédérale comptent autant de candidat-e-s qu'il y a de sièges à pourvoir et ne peuvent être composées de plus d'un tiers d'adhérent-e-s d'une même région. Elles sont ordonnées et les postes statutairement obligatoires sont affectés nominativement. Les candidat-e-s de la liste arrivée en tête sont élu-e-s sur les postes auxquels ils-elles étaient affecté-e-s sur leur liste. Une liste fusionnée est validée par la signature de chacun des mandataires des différentes listes dont sont issus ses membres.

Les membres du Bureau exécutif participent aux sessions du Conseil fédéral sans pouvoir de vote. Ils-elles rendent compte de leur mandat devant le Conseil fédéral.

En cas de vacance d'un ou plusieurs sièges au Bureau exécutif en cours de mandature, le-la premier-ière candidat-e non élu-e de la liste présentée au Congrès décentralisé du membre faisant défection pourvoit la vacance, dans le respect de la parité finale du BE. Le-la premier-ière candidat-e non élu-e qui n'est pas nommé-e au Bureau exécutif à l'occasion d'un remplacement en raison d'une sur-représentation de son sexe reste cependant présent-e sur la liste à sa même place. Si la liste est épuisée, un appel à candidature est lancé au sein du Conseil fédéral dès la démission connue et le CF suivant procède à l'élection.

Les membres du Bureau exécutif issus du Conseil fédéral démissionnent du Conseil fédéral où ils sont remplacés selon les modalités définies pour le remplacement des membres du Conseil fédéral définitivement absent. Ils conservent leur droit de vote au Conseil fédéral au cours duquel ils ont été élus au Bureau exécutif.

Comment ça marche ?

Les membres du Bureau exécutif sont révocables à tout moment par le Conseil fédéral, collectivement ou individuellement par un vote majoritaire à 66 % des suffrages exprimés.

LE CONSEIL FÉDÉRAL (CF)

120 membres du Conseil fédéral désigné-e-s par les régions sont élu-e-s lors des Congrès décentralisés. Dans chaque région, des listes paritaires de doublettes sont constituées et déposées auprès du secrétariat du Congrès décentralisé concerné. Ces listes ne font pas nécessairement référence à des motions d'orientation. **Les adhérent-e-s réuni-e-s en Congrès décentralisé** votent pour l'une des listes présentées. Le nombre d'élue-e-s de chaque liste est déterminé à la proportionnelle au plus fort reste par rapport au nombre d'adhérent-e-s de chaque région à une date déterminée par le Conseil fédéral. Cette date doit être fixée au moins sept semaines avant la première phase du Congrès.

Chaque région a au minimum droit à deux sièges au Conseil fédéral.

Si un ajustement se révèle nécessaire pour que le sexe des doublettes élu-e-s corresponde au résultat déterminé par le BE, il porte sur la (ou les) doublette-s la (ou les) moins bien élue-s du sexe sur-représenté.

Le nombre d'adhérent-e-s à cette date est dit "nombre de référence". Le Bureau exécutif suivant cette date détermine le nombre de doublettes de membres du Conseil fédéral par région. Pour les régions étant représentées par un nombre impair de doublettes, il est procédé à un tirage au sort national des régions devant apporter une doublette supplémentaire masculine et celles devant apporter une doublette supplémentaire féminine. Ce tirage au sort se fait le même jour que celui de la détermination du nombre de délégué-e-s et de membres du Conseil fédéral par région.

30 membres du Conseil fédéral sont désigné-e-s par le Congrès fédéral à bulletins secrets au scrutin proportionnel de liste, paritaire, complète, à la plus forte moyenne pour trois ans.

Pour être membre du Conseil fédéral il faut être adhérent-e depuis au moins un an.

Tout membre du Conseil fédéral peut être suppléé par la personne de même sexe élue en doublette avec lui.

Le siège est déclaré vacant :

- s'il est constaté que les deux délégué-e-s élu-e-s en doublette ont, l'un et l'autre, perdu la qualité d'adhérent ;
- si le-la déléguée et son-sa suppléant-e sont absents plus de trois sessions consécutives du Conseil fédéral.

Tant que le Conseil fédéral ne sera pas paritaire, les doublettes démissionnaires sont remplacées systématiquement par la "doublette" suivante du sexe le moins bien représenté non encore élue venant sur la liste sur laquelle figurait le membre du Conseil fédéral dont le départ a provoqué la vacance. En cas d'impossibilité pour une liste de proposer une nouvelle doublette en remplacement de la doublette démissionnaire, le siège demeure vacant.

Chaque organisateur-trice de Congrès décentralisé est tenu de joindre au PV de leur Congrès toutes les doublettes présentées par toutes les listes, ordonnancées, pour communication au Bureau du Conseil fédéral. Lors des votes au sein du Conseil fédéral, chaque membre du CF dispose d'une voix non transférable.

Le Conseil fédéral se réunit au moins tous les trois mois en session ordinaire, suivant un calendrier prévisionnel de réunions établi annuellement par lui-même. Ce calendrier prévisionnel est diffusé auprès des adhérent-e-s au travers des média du mouvement.

Le CF se réunit en session extraordinaire à la demande du quart au moins de ses membres, ou sur convocation du Bureau exécutif.

Le Conseil fédéral prend ses décisions à une double condition, à 50 % des votants (le total des oui ou des pour doit être supérieur à 50 % des votants) et à 60 % des exprimés (le total des oui, ou des pour, doit être supérieur à 60 % des exprimés). ■

Voir les statuts d'Europe Écologie Les Verts :
<http://eelv.fr/lles-statuts>

Voir le Règlement intérieur d'Europe Écologie Les Verts :
<http://ri.eelv.fr>

Appel à candidatures

Le Congrès national procèdera à l'élection des **deux commissaires financiers-ères** d'Europe Écologie Les Verts (une homme, une femme). Pour être candidat-e, il vous suffit d'être adhérent-e à jour de cotisation [voir *Statuts EELV, art. 43*].

Par ailleurs, le Conseil fédéral nouvellement installé procèdera au renouvellement, partiellement ou en totalité, des instances nationales suivantes :

Comité national d'éthique : trois membres des instances du mouvement et trois personnalités qualifiées, désignées par le Conseil fédéral [*Règlement intérieur, art.V-2*].

Conseil statutaire : pour être membre du Conseil statutaire, il faut être adhérent-e d'Europe Écologie Les Verts et avoir exercé des fonctions exécutives internes locales ou nationales pendant au moins deux ans [*Règlement intérieur, art.V-1*].

Délégué-e-s au Parti Vert européen (PVE) : pour être candidat-e, il vous suffit d'être adhérent-e à jour de cotisation.

Observatoires de la parité et Observatoire de la diversité : les observatoires sont composés de vingt membres (adhérent-e-s ou coopérateurs-trices), dont dix issus du Conseil fédéral [*Règlement intérieur, art. V-3 et V-4*].

MERCI D'ENVOYER VOTRE CANDIDATURE À :

**Bureau du Congrès
6 bis rue Chaudron
75010 Paris
congres@eelv.fr**

avant le 20 novembre 2013

**accompagné d'une profession de foi
de maximum 2 500 caractères
(espaces compris)**

**pour diffusion sur le site web du congrès
<http://congres2013.eelv.fr> ■**

L'ordre du jour du 16 novembre

Au programme de ce samedi 16 novembre 2013, débats et votes sur les motions d'orientation, les motions ponctuelles thématiques, et élection des délégué-e-s pour Caen et de membres du Conseil fédéral.

- 13h(ou avant pour les régions qui le souhaitent) :
accueil et vérification des mandats
- 13h30Présentation des motions d'orientation et débat.
Il est proposé 8 minutes par motion, le reste étant consacré aux interventions des adhérent-e-s. Afin de garantir la parité et la diversité des interventions, il est proposé d'organiser ce temps comme suit : constitution de deux urnes, une dédiée aux hommes et une aux femmes ; le président tirera au sort alternativement dans l'une et l'autre urne pour donner la parole pendant 2 minutes par intervenant-e.
- 14h30Heure limite de dépôt des listes de délégué-e-s au Congrès et des listes de candidat-e-s au Conseil fédéral (part régionale).
Le dépôt des candidatures se fera sur un formulaire national normalisé.
- 15hFin de l'émargement et présentation des listes de délégué-e-s au Congrès fédéral. 30 minutes de présentation sont réparties entre les différentes listes qui peuvent disposer de leur temps de parole comme elles le souhaitent.
- 15h30Présentation des listes de candidat-e-s au Conseil fédéral.
Idem qu'au précédent point : le temps de parole est réparti entre les différentes listes qui peuvent en disposer comme elles le souhaitent.
- 15h45Ouverture des votes sur : les motions d'orientation ; des délégué-e-s au Congrès fédéral ; des membres du Conseil fédéral.
- 16h30Présentation des motions ponctuelles et débat. Chaque motion ponctuelle bénéficie d'un temps de parole de 5 minutes, suivie d'un pour et d'un contre tirés au sort parmi les demandes d'intervention de l'assemblée.
- 17hClôture des votes sur les motions d'orientation et des délégué-e-s au Congrès fédéral, des votes sur les membres du Conseil fédéral ; dépouillement.
- 17h30Ouverture des votes sur les motions ponctuelles.
- 18h30Clôture des votes sur les motions ponctuelles et dépouillement.

Le 16 novembre, lors du Congrès décentralisé en région, chaque motion d'orientation constituera une liste de délégué-e-s régionaux pour Caen. Manifestez-vous auprès des représentant-e-s régionaux de la sensibilité dont vous vous sentez proche pour en faire partie. Les frais de transport et d'hébergement sont totalement pris en charge.

Ça se passe où le 16 novembre ?

Lors du Congrès décentralisé en région, tou-te-s les adhérent-e-s se réunissent simultanément dans chaque région en respectant exactement le même ordre du jour...

Alsace	CIARUS, 7 rue Finkmatt, 67000 Strasbourg
Aquitaine	Salle Mozart, Place Mozart, 33400 Talence
Auvergne	Salle de la Galipote, Centre Associatif Beaumontois, 23, rue René Brut, 63110 Beaumont
Basse-Normandie	Salle polyvalente de la Grande Delle, Grande Salle, 16.06, quartier de la Grande Delle, 14200 Hérouville-Saint-Clair
Bourgogne	Salle du Prieuré, Saint-Pantaléon, 71400 Autun
Bretagne	Espace du Roudour, Rue Park ar Roudour, Ville de Saint-Martin-des-Champs, 29678 Morlaix
Centre	Salle du Foyer des Jeunes Travailleurs de Tours, 16 rue Bernard Palissy, 37000 Tours
Champagne-Ardenne	Salle Saint Thierry, 17 rue Saint Thierry, 51100 Reims
Corse	Université de Corse, 20250 Corté
Franche-Comté	Centre International de Séjour, 3 avenue des Montboucons, 25000 Besançon
Guadeloupe	15 novembre, de 17h à 21h30, Restaurant Le Triomphe, 3 rue François Arago, 97110 Pointe-à-Pitre
Guyane	16 novembre, de 9h à 13h, chez Michel Dubouillé, Chemin de la Désirée, 97351 Matoury
Haute-Normandie	Halle aux Toiles, Salles 1 et 2, Place de la Basse Vieille Tour, 76000 Rouen
Hors-de-France	
Ile-de-France	Amphithéâtre Berger, Centre des Congrès de La Villette, 211, Avenue Jean Jaurès, 75019 Paris
Languedoc-Roussillon	Salle Guillaume de Nogaret, Espace Pitot, Boulevard Professeur Louis Vialleton, 34000 Montpellier
Limousin	Salle Blanqui II, Place Léon Betoulle, 87000 Limoges
Lorraine	Foyer des Jeunes Travailleurs, Étap Habitat, 2, rue Georges Ducrocq, 57070 Metz
Midi-Pyrénées	Salle San Subra, 2 rue San Subra, 31300 Toulouse
Nord-Pas-de-Calais	Université de Lille 3, bâtiment B, salle B2, rue du Barreau, 59650 Villeneuve d'Ascq
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	COSEC (Gymnase), Stade Alain Prieur, avenue Claude Delorme, 43000 Forcalquier
Pays de la Loire	Salle Maine et Loire, Ethic Etapes, avenue du Lac du Maine, 49000 Angers
Picardie	Salle Polyvalente, rue de l'église, 80400 Brouchy
Poitou-Charentes	Centre Du Guesclin, place Chanzy, 79000 Niort
Réunion	Centre à la Réunion, 13, rue des Murex, 97434 La Saline Les Bains - Saint-Paul
Rhône-Alpes	Université Jean Monnet, Amphithéâtre KRI, 2 rue Tréfilerie, 42100 Saint-Etienne
Savoie	Foyer du Vernay, 22 rue Germain Perréard, 74960 Cran-Gevrier

Attention, certaines régions organisent le matin du 16 novembre ou la veille leur Congrès régional. Vous recevrez de leur part une convocation séparée. Cet éventuel congrès se déroulera dans tous les cas EN PLUS du Congrès décentralisé, qui partout en France se déroulera samedi 16 novembre.

L'ordre du jour du 30 novembre

Le 30 novembre 2013, à Caen, les 600 délégué-e-s se prononceront sur l'orientation du mouvement et les motions ponctuelles. Ils éliront les 15 membres du Bureau exécutif, 30 membres du Conseil fédéral et les commissaires financiers.

- 9hAccueil, vérification et validation des délégations.
- 10h30Réunions de motions.
- 13hHeure limite de dépôt des motions et des listes de synthèse ou de redépôt des motions et des listes, auprès du bureau du Congrès.
- 14hOuverture du Congrès par le bureau et/ou par le secrétaire national. Le bureau devra annoncer les résultats obtenus lors des congrès décentralisés en région.
- 14h15Rapport d'activité du Bureau exécutif représenté par le secrétaire national, rapport financier présenté par les trésorier-e-s nationaux.
- 15h30Présentation de la (des) motion(s) d'orientation soumise(s) au(x) vote(s).
- 17hVote sur la (les) motion(s) d'orientation.
- 18hClôture des vote(s) sur la (les) motion(s) d'orientation et dépouillement.
- 18hPrésentation des listes du cinquième national au Conseil fédéral.
- 18h15Présentation des candidatures aux postes de commissaires financiers.
- 18h30Vote sur les listes du cinquième national au Conseil fédéral et des commissaires financiers.
- 19h30Proclamation des résultats du vote sur les motions d'orientation, composition du Bureau exécutif, intervention du ou de la secrétaire national-e nouvellement élu-e.
- 20hProclamation des résultats du vote sur le cinquième national au Conseil fédéral.
- 20h15Vote sur les motions ponctuelles n'ayant pas atteint les 50% requis lors du congrès décentralisé en région.
- 21hFin des votes sur les motions ponctuelles et dépouillement.

Les 600 adhérent-e-s désigné-e-s lors des Congrès décentralisés en régions le 16 novembre formeront le corps électoral du Congrès fédéral de Caen le 30 novembre. Mais tout-e-s les adhérent-e-s d'EELV seront les bienvenus à Caen pour assister aux travaux...

Tableau région par région

Lors du Congrès décentralisé en région du 16 novembre, les adhérent-e-s d'Europe Écologie Les Verts éliront 600 délégué-e-s pour les représenter le 30 novembre au Congrès fédéral de Caen, ainsi que 120 membres (les 4/5^e) du Conseil fédéral...

RÉGIONS	ADHÉRENT-E-S 2013	DÉLÉGUÉ-E-S AU CONGRÈS FÉDÉRAL	CONSEILLER-IÈRES FÉDÉRAUX-ALES
Alsace	249	14	3
Aquitaine	455	26	5
Auvergne	164	10	2
Basse-Normandie	155	9	2
Bourgogne	210	12	2
Bretagne	410	24	4
Centre	344	20	4
Champagne-Ardenne	67	4	2
Corse	45	3	2
Franche-Comté	158	9	2
Guadeloupe	57	3	2
Guyane	12	2	2
Haute-Normandie	216	13	2
Hors de France	50	3	2
Île-de-France	3 050	176	32
Languedoc-Roussillon	605	35	6
Limousin	83	5	2
Lorraine	111	6	2
Midi-Pyrénées	420	24	4
Nord-Pas-de-Calais	553	32	6
Pays de la Loire	709	41	7
Picardie	158	9	2
Poitou-Charentes	212	12	2
PACA	863	50	9
Réunion	79	5	2
Rhône-Alpes	819	47	8
Savoie	104	6	2
TOTAL	10 358	600	120

Tableau des adhérent-e-s, des délégué-e-s et des membres du Conseil fédéral.

Bureau du Conseil fédéral

BILAN DE MANDAT, DE LA ROCHELLE À CAEN

Le Bureau, actuellement composé de Emmanuelle Cosse, Jacqueline Markovic, Michel Bock, Thierry Pradier, ainsi que du Président du Conseil Fédéral Philippe Meirieu, tient à remercier et associer à ce bilan Hélène Gassin et Alexis Braud, qui exercèrent leur mandat au BCF jusqu'en juin 2012.

Durant ces deux années et demi de mandat, le Conseil Fédéral s'est réuni douze fois. Les décisions et débats marquants de cette mandature :

- Motion contre le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes (juillet 2011)
- Adoption du nouveau Règlement Intérieur national (il aura fallu plus d'un an pour parvenir à l'adoption de tous les titres)
- Débats et votes sur l'accord électoral EÉLV-PS, et les investitures de nos candidat-es sur les circonscriptions autonomes et réservées (de novembre 2011 à janvier 2012)
- Élection de Pascal Durand à la succession de Cécile Duflot (juin 2012)
- Vote sur le TSCG et motion "Le droit de vote des étrangers c'est maintenant" (septembre 2012)
- Motion sur l'égalité des droits "mariage pour tous" (janvier 2013)
- Motion sur le projet de loi de traduction législative de l'accord national interprofessionnel (ANI) du 11 janvier (mars 2013)
- Motions "Droits de priorité locatif", "Right2Water" et "Gouvernement : un changement de cap s'impose" (mai 2013)

Évolution de la composition du Conseil Fédéral

En deux ans et demi, le renouvellement des doublettes élues au Conseil Fédéral (150 doublettes) a été très conséquent. Le Bureau déplore le nombre de doublettes épuisées ou vacantes en raison des listes régionales incomplètes, et recommande la constitution de listes complètes, ainsi que le recrutement de candidat-es expérimenté-es et averti-es, prêt-es à s'engager pour tenir leur mandat sur la durée.

La réforme introduite en 2011, qui a permis que le suppléant prenne la place du titulaire en cas de vacance, a néanmoins permis d'éviter une érosion encore plus forte. Conformément aux engagements pris par le BCF vis-à-vis de l'Observatoire de la Parité et de la Commission Féminisme, la participation genrée est publiée dans les comptes-rendus.

À propos du travail logistique de préparation et de conduite des sessions du Conseil Fédéral

Dès le début de son mandat, en juin 2011, le Bureau du Conseil Fédéral s'est attaché à rendre les règles accessibles à chaque membre en mettant à jour et en publiant un Mémo à l'attention des membres du CF.

Le BCF a également participé, pour une grande part, à la réforme de notre Règlement Intérieur, tant dans la phase de préconisation, que de rédaction ou d'adoption.

En application des nouvelles possibilités introduites par le RI, le BCF, en lien avec le Comité des Outils Numériques et les Écologieeks, a créé les conditions techniques et institutionnelles favorables au développement du télétravail ou de la rédaction collaborative en ligne (en particulier pour la rédaction des motions thématiques présentées au Conseil Fédéral) grâce aux framadates, aux Écolopads, ou encore aux salles de conférence téléphoniques. Il a, à plusieurs reprises, réfléchi à la bonne utilisation des listes électroniques et tenté de faire en sorte qu'elles soient un véritable outil d'échanges d'informations nécessaires au déroulement du Conseil et de débats permettant de préparer le travail de ce dernier. Mais l'utilisation de ces listes reste encore problématique et la réflexion devra être poursuivie. Les ateliers préparatoires, systématiquement proposés le samedi matin en ouverture des conseils fédéraux, ont également permis d'améliorer la préparation des textes soumis à l'examen du CF.

À plusieurs reprises, s'est posée la question de la participation au Conseil Fédéral. Le BCF a scrupuleusement examiné les feuilles d'émargement sur plusieurs mois, et aucune doublette n'a été prise

suite page suivante 

Bureau du Conseil fédéral

en défaut (absence trois fois de suite de la doublette). Le problème n'est donc pas un problème d'absentéisme, ni un problème de quorum (la majorité des membres du CF émerge), mais cela ne signifie pas qu'ils sont dans la salle... : il s'agit plutôt d'un manque d'implication des conseillers et conseillères fédéraux et -rales pendant leur mandat et au cours des séances elles-mêmes. Comment faire pour que les membres du CF restent à leur place pendant les débats et pendant les votes ? Pour qu'ils se sentent plus acteurs de la préparation et du déroulement du Conseil Fédéral ? Le BCF propose des solutions concrètes et constructives : n'excuser aucune absence, à charge au-à la titulaire et à son-sa suppléant-e de s'arranger pour assurer la présence ? faire émerger plusieurs fois dans la journée, ou/et en sortie de séance ? publier les feuilles de présence sur l'intranet ? consigner chaque vote (y compris ceux sur les amendements) et les rendre accessibles à nos adhérents afin que les membres du CF rendent compte des débats et expliquent leur vote en région ? retransmettre les séances en direct (streaming, MOOC) ? confier à des équipes (une équipe de 5 à 10 personnes par demi-journée) la tâche de rédiger un compte-rendu collaboratif (transparence, interactivité et implications garanties) ? d'autres propositions à la discrétion des futurs conseillers ?

Voilà des pistes possibles pour le prochain Conseil Fédéral.

En ce qui concerne l'animation elle-même des séances, le BCF se félicite d'avoir amélioré et pu continuer à faire respecter les horaires, même s'il a bien souvent ouvert les séances avec une ou deux dizaines de conseillers fédéraux et -rales.

Il s'est efforcé d'organiser les débats en donnant la parole de manière raisonnée et raisonnable en fonction du temps disponible. Il est, sans aucun doute, encore possible d'améliorer les choses dans ce sens. En particulier, les animateurs de séance sont toujours un peu choqués quand un intervenant, après avoir pris la parole, n'écoute pas la réponse ou les orateurs suivants. Ce comportement devra être régulé. Par ailleurs, à l'occasion de la discussion des motions, le BCF a souhaité, à plusieurs reprises,

que les amendements soit proposées par écrit ou avec une clé USB, comme le demande le Règlement Intérieur : cela n'a pas toujours été le cas, au détriment de l'efficacité du débat collectif.

Afin d'améliorer la qualité des débats et pour que la prise de parole ne soit pas accaparée par quelqu'un-e-s, les présidents de séance ont souvent eu recours au temps minuté pour les interventions. Cet exercice a conduit malheureusement parfois à des remises en cause sévères des présidences de séance par les participants aux débats, alors même que cette mesure permet une plus grande équité entre les membres du CF.

Motions et suivi des décisions, expression collective du mouvement

Le Bureau sortant a préparé minutieusement les projets d'ordre du jour en fonction des motions reçues, des questions d'actualité et des éléments incontournables des séances du CF. Il a soumis ces projets et les méthodes de travail afférentes au Bureau exécutif. Il a activement participé aux réunions du Bureau Exécutif afin de préparer au mieux les sessions du CF, mais aussi d'assurer au mieux le suivi des décisions et leur application. La mise en ligne rapide des textes adoptés sur le site national, qui s'est améliorée au cours du mandat, contribue aussi à la circulation de l'information au sein de parti.

Dans son rôle d'animation et avec le souci de permettre à chaque instance du mouvement de prendre sa part au déroulement du CF ou à l'activité d'EÉLV en général, le BCF a facilité :

l'examen de la possibilité d'une étude sur les facteurs empêchant la participation active des femmes à la vie politique, faite par l'Observatoire de la Parité devant le Conseil Fédéral en mars 2013. l'examen de deux motions à l'origine desquelles on trouve notre réseau de coopérateurs (budget et droit constitutionnel de l'eau).

Le BCF a utilisé les moyens à sa disposition pour faciliter l'accès de toutes et tous aux informations pratiques liées au CF (diffusion et mise en ligne du rétroplanning et des deadlines avant chaque session, motions sur Écolopads, envoi des documents de

suite page suivante 

Bureau du Conseil fédéral

séance dans des délais statutaires chaque fois que cela a été possible).

Le BCF a, à plusieurs reprises, quand il y avait plusieurs motions sur un même sujet, organisé, avec l'aide du bureau du COP, un travail entre les porteurs de motions afin de construire des argumentaires communs et/ou distincts, des choix alternatifs et des systèmes de prise de décision permettant une construction progressive d'une position majoritaire. Cette méthode s'est avérée féconde et devrait pouvoir être poursuivie.

Pour continuer d'améliorer notre fonctionnement, il convient de s'interroger sur la qualité de l'expression collective, publique, de notre mouvement. Et, pour cela, comment faire du Conseil Fédéral un lieu d'élaboration de positions politiques abouties ? Concernant la méthode, on pourrait s'inspirer de celle qui fut mise en place pour les retraites avec un groupe de travail ad hoc, chargé d'entretenir un lien étroit entre les bureaux nationaux, les groupes parlementaires, les commissions concernées, le COP, etc.

Relations avec le Conseil Statutaire

Il n'a pas toujours été facile de travailler en concertation avec le Conseil Statutaire, tant en raison des logiques de fonctionnement entre instances que de la spécificité de nos règles de fonctionnement, voire de leur inadaptation. Mais chaque fois qu'une consultation et un travail commun entre le BCF et le Conseil statutaire ont été possibles, ce fut particulièrement constructif. Le BCF prend sa part de responsabilité dans les difficultés vécues lors de la mandature et il recommande que le prochain BCF se rapproche très tôt du Conseil statutaire afin de stabiliser des modalités de travail sereines et en continue.

Le Bureau du Conseil Fédéral a esquissé quatre pistes de réflexion, l'idée générale étant de mieux valoriser le travail du Conseil Statutaire, et de faire preuve de plus de pédagogie dans la communication, notamment vis-à-vis des membres du Conseil Fédéral :

Améliorer la communication entre le CS et les autres instances, notamment en trouvant des manières d'éclaircir les avis et les décisions rendus.

Expliciter et formaliser le circuit de diffusion des avis et décisions du CS vers les instances et vers l'ensemble des adhérents du mouvement : chaque avis ou décision séparément ou sur un seul document ? Qui se charge des envois ? Par quels moyens (notamment électroniques) et vers quelles listes de diffusion ? Dans quels délais après le rendu par le CS ? Faire évoluer le moment d'expression du CS devant le Conseil Fédéral le dimanche matin : la lecture exhaustive et sans débat est-elle la meilleure publicité des avis et décisions ? Peut-on autoriser des questions émanant de la salle au CS ? Ne peut-on pas faire évoluer cet usage vers un moment d'échange autour d'un thème choisi à l'avance ?

Mettre en place un archivage efficace et sécurisé du corpus législatif élaboré par le CS : site consacré avec codes d'accès ? Stockage dans une base dédiée ?

De son côté, le Conseil Statutaire a rappelé les éléments suivants : Les réponses de l'instance ne peuvent pas être individuelles. Le travail se fait sur la base de documents écrits et par mandat impératif quand le CS est représenté. Le CS est très attaché à la publicité de ses avis et décisions, et au caractère collectif de ceux-ci. Le CS demande au BCF s'il est possible d'adapter le temps de parole devant le Conseil Fédéral en fonction du nombre et de la nature des messages à délivrer au CF, que cela soit pris en compte dans l'Ordre du jour, et que cette séquence n'intervienne pas systématiquement le dimanche matin à 9h.

Nous reconnaissons bien sur l'importance du travail et rendu du CS qui permet à notre parti d'établir un fonctionnement de parti moderne, garant du droit équitable de chaque adhérent en son sein.

Le BCF s'est efforcé de contribuer au bon fonctionnement du Parti en organisant au mieux la circulation de l'information et les débats. Il s'est efforcé de rappeler, en permanence, l'importance de cette instance législative structurante du Parti. Nous avons le sentiment d'avoir un peu fait progresser les choses, mais il reste encore, à nos yeux, beaucoup de progrès à faire. Il en va de la crédibilité, de la solidité et de l'efficacité de notre mouvement. ■

Comité national d'éthique

Le **Comité National d'Ethique** a été voulu et créé par EELV, ce qui constitue une première pour un parti politique. C'est en raison de cette singularité et des répercussions semblant possibles sur le mouvement, que les membres du CNE ont accepté de participer à cette innovation. Il ne s'agissait pas pour nous de constituer une instance surplombante, mais de formuler et travailler les problèmes liés à la difficulté, individuellement ou collectivement éprouvée, de mettre les principes et les valeurs en accord avec les pratiques. Or depuis le début du mandat les rares saisines reçues ont surtout été liées à des problèmes de comportement personnel, et non sur des questions relevant du collectif, telles que la difficulté à passer du conflit à un désaccord constructif, ou l'appropriation par chacun-e de l'intérêt commun, par exemple. Face à ce constat, avant d'utiliser l'auto-saisine prévue dans les textes, nous avons voulu privilégier l'écoute et favoriser l'appropriation de la

question éthique au sein du mouvement, par l'animation de deux ateliers (dont un en co-animation avec la Fondation) lors des journées d'été, et surtout par une lettre aux adhérent-e-s en juin dernier. Cette lettre, publiée sur le site ainsi que d'autres textes dont les compte rendu de toutes nos réunions, n'a fait l'objet d'aucun commentaire. Le bilan est donc à ce jour mitigé, même si nous restons persuadés du bien-fondé de cette instance. Un temps plus long est sans doute nécessaire, avec une réflexion collective visant à affiner le rôle du CNE, son articulation avec les diverses instances, y compris la Fondation, ainsi que ses modalités de fonctionnement. L'avenir du CNE dépendra de cette réflexion et de la volonté d'EELV à se saisir des enjeux éthiques de sa pratique politique. ■

*Olivier Abel, Frank Burbage, Véronique Dubarry,
Sandra Laugier, Dominique Normand,
Céline Poret, Patrick Viveret*

Observatoire de la parité

BILAN ET PERSPECTIVE DE L'OBSERVATOIRE DE LA PARITÉ.

L'Observatoire, créé 2011 a commencé par faire un état des lieux de la parité à la fois dans les instances et dans le résultat des investitures (élections législatives) et obtenu d'être associé à la CPE pour un suivi de la construction d'arbitrages.

Parallèlement à un travail sur la place des femmes à EELV (en interne et en externe), l'Observatoire s'inspirant d'une étude réalisée par les Verts autrichiens en 2006 vient de lancer une recherche/action portant sur les facteurs empêchant la participation active des femmes à la vie politique : candidatures aux élections, postes à responsabilités en interne... Cette étude a été confiée à Sophie Pioro, consultante, et est co-financée par EELV (parti) et les eurodé-

puté-e-s. Un projet de formation/action, dans la suite des enseignements de cette étude, a été également déposé auprès des sénateurs EELV.

Prochainement, des réunions en régions seront organisées pour présenter l'étude et un questionnaire ad hoc sera alors remis aux participant-e-s. Cette analyse doit aboutir à faire des préconisations et des propositions pour accroître le nombre de militantes à EELV et pour inciter les femmes à être candidates aux élections internes comme externes.

Deux autres points à souligner :

- Nomination et reconnaissance de l'Observatoire de la parité dans les statuts ;
- Adoption en Conseil Fédéral de la "parité de résultat" comme objectifs. ■

Françoise Kiéfé

Françoise Alamartine

SECRÉTAIRE NATIONALE ADJOINTE, CHARGÉE DE L'INTERNATIONAL

Partis et ONG sollicitent EELV sur de très nombreux sujets, car nous sommes au gouvernement et écologistes : mondialisation, raréfaction des ressources, réchauffement climatique, course effrénée aux matières premières, destructions, pollutions, manques démocratiques et résistances. Cela exige une attention permanente à ces dossiers et à l'actualité, et une gestion quotidienne des contacts.

D'où une action protéiforme (avec la Commission transnationale), de rencontres politique, économique, sociale, dont voici un extrait :

- Soutien aux mouvements contre l'extractivisme, en lien avec les propositions des député-es ;
- Echanges avec des dirigeants de nombreux partis (Togo, Barheïn, Palestine, Soudan, Tunisie, Djibouti, Comores, etc), informations (newsletter, communiqués, articles, « Planète Verte », site).
- Temps obligatoire consacré à l'international au Conseil fédéral :

- Motion « Mali », travail avec différents acteurs (diaspora, partis, ONG, habitants du Sahel), élaboration de docs, en lien avec le ministère du Développement : « Comment gagner la paix ? » ;

- Contribution et Motion Syrie, élaborées avec des partis d'opposition, de la Coalition, du parti kurde.

- Partis verts :

- Lien constant (grâce à Constantin Fedorovski salarié à l'international). Echanges avec le parti vert malien, malgache, tunisien. Soutien aux partis togolais, camerounais...

- Participation et intervention à la rencontre de la Fédération des Partis Américains, du PVE et Global Green.

- Participation au Forum social mondial à Tunis, multiples échanges (organisés par Tunisie Verte) avec partis et ONG.

- JDE : organisation animation de la plénière d'ouverture, du forum Syrie, et de nombreux ateliers.

Etc... ■

Jacques Archimbaud

SECRÉTAIRE NATIONAL ADJOINT, CHARGÉ DE LA COORDINATION

Chargé de la fonction (vague) de coordination j'ai, me semble-t-il, contribué à faire progresser :

- La coordination (avec Sandrine Rousseau) du travail autour du programme "Vivre mieux" et le compromis entre les positions défendues par les uns et par les autres
- La promotion et l'organisation (avec la même SR) des conventions thématiques dont le propos était de fixer les priorités d'actions et les alliances dans la société pour la transition écologique
- La coordination (avec Nathalie Laille) des pôles parlementaires/ministres/BE/Feve/jeunes écolos/permanents, dans des réunions intéressantes et conviviales. Jusqu'à mon départ, nous avons évité les gros couacs de ce côté. Nous sommes ainsi parvenus à installer la news-letter comme outil régulier de communication interne externe a minima.

Cependant je ne suis pas parvenu :

- À articuler bien ce travail avec la campagne présidentielle qui a suivi sa logique et ses propres thématiques

- À intégrer bien le travail des commissions dans cette coordination, les "commandes" que leur passent les différents organes d'animation restant ambiguës et l'évaluation de leur utilisation politique insuffisante

- À donner leur place aux secrétaires régionaux Et surtout :

- À donner quelque place que ce soit aux groupes locaux, qui sont les parents pauvres et délaissés de notre mouvement

J'espère que la prochaine équipe s'occupera de ces priorités et souhaite à mon (ma) successeur(e) le même plaisir à agir que j'en ai eu avec toutes les équipes. ■

Marie Bové

SECÉTAIRE NATIONALE ADJOINTE, CHARGÉE DE LA COOPÉRATIVE

Merci à tous les adhérents et à tous les sympathisants pour cette belle aventure passée sur le terrain des luttes de l'écologie politique.

Responsable du réseau coopératif regroupant les membres du parti politique et les citoyens de la galaxie écolo, je retiens deux éléments de mon travail à vos côtés.

D'une part, les difficultés du Réseau coopératif à se développer dans un appareil politique aux pratiques somme toutes assez traditionnelles, s'est transformé en un atout majeur. Les confrontations en région, les zones de tension en interne sur la stratégie du mouvement écologiste, l'expression des contradictions politiques ont permis aux membres du Réseau coopératif de créer une forme nouvelle d'action entre les voix citoyennes et le travail des représentants politiques en France et en Europe. Aujourd'hui,

le Réseau coopératif crée une articulation entre les mobilisations écologistes populaires et les lieux de décisions institutionnelles. L'objectif affiché est bien de gagner les combats de l'écologie sur les territoires tout en créant le droit de demain !

Le second point est contenu dans l'espoir partagé par tous les sympathisants du Réseau coopératif qui souhaitent vivre mieux en tissant de nouvelles solidarités dans un environnement protégés pour tous. Et quand on sait que 35% de la société française se dit œuvrer dans ce sens en reprenant des propositions écologistes de façon pragmatique, au quotidien... j'invite EELV à s'émanciper avec la société sans attendre ! ■

David Cormand

DÉLÉGUÉ AUX ÉLECTIONS, AUX ÉLU-E-S, ET AUX RELATIONS EXTÉRIEURES

La fonction de délégué national aux élections, aux élu-es et aux relations extérieures est évidemment stratégique à la veille d'élections présidentielle et législative. Surtout après 10 années de pouvoir de Droite et deux séquences législatives ratées pour les écologistes. En 2002, malgré un accord électoral, nous avons eu des scores médiocres (effet post 21 avril) avec peu de parlementaires.

En 2007, l'absence d'accord électoral conjugué à de faibles scores autonomes ont fortement réduit les recettes du Parti.

En 2011-2012, notre objectif était double:

- Obtenir des accords sénatorial et législatif qui nous permettent d'obtenir, pour la première fois de notre histoire, des groupes parlementaires écologistes tout en contribuant à la défaite de Nicolas Sarkozy.

- Limiter drastiquement les dépenses pour les campagnes législatives grâce à un travail de mutualisation

pour bénéficier pleinement de nouvelles recettes. Par ailleurs, avec l'observatoire de la parité et la CPE, nous avons mis en oeuvre une méthode dite de "la parité de résultat" qui a permis que nos deux groupes parlementaires soient les premiers de l'histoire de la République à être paritaires.

Je veux profiter ici de l'occasion qui m'est donnée de m'exprimer pour remercier mon prédécesseur Jean-Marc Brulé, le Président de la CPE, Michel Bock, ainsi que tous les membres de la CPE et du Bureau exécutif qui ont participé à ce travail collectif.

Un grand merci également à l'équipe salariée du siège qui a travaillé avec dévouement et professionnalisme pour permettre cette mutualisation et ainsi contribué à notre redressement financier. ■

Gwendoline Delbos-Corfield

DÉLÉGUÉE AUX RÉGIONS ET À L'EUROPE

La délégation aux régions fut l'objet d'un travail collectif et cohérent avec les secrétaires régionaux tout au long de ce mandat. Mon rôle : être en lien régulier avec les secrétaires régionaux, répondre à leurs sollicitations, élaborer avec d'autres membres du Bureau exécutif des notes de fonctionnement ou des actions stratégiques (communication, harmonisation des procédures d'adhésion ou de gouvernance des CPR, rétablissement des équilibres budgétaires entre le national et les régions). J'ai souhaité avec les secrétaires régionaux réaffirmer le caractère fédéral de notre parti et aider à des relations constructives entre le niveau national et l'échelon régional. Avec le trésorier adjoint, des avancées utiles ont été enregistrées en collaboration avec les régions, notamment la création d'un budget fédéral. En perspective, j'espère qu'aboutiront les projets de campagne de communication co-élaborées entre régions et national, et celui d'une présence

plus importante et plus active des régions dans le cadre des Journées d'Eté. En 2013, les ateliers et le forum sur les Grands projets inutiles, furent une première très belle expérience de ce qui pourrait être une meilleure mise en valeur de ce que font les régions.

Pour la délégation à l'Europe, le bilan est moins satisfaisant. La redynamisation de la commission, à travers une pertinente organisation collégiale, m'a grandement aidé dans la coordination du travail avec le Parti Vert Européen, et dans l'apport d'une réflexion de qualité. Mais faute de moyens, des projets nécessaires tels qu'une newsletter mensuelle sur ces enjeux, n'a jamais pu voir le jour. La dimension européenne, pourtant constitutive de notre identité, n'est pas encore assez prise en considération. ■

Jean Desessard

DÉLÉGUÉ AUX RÉGIONS, CHARGÉ DE L'ACCUEIL ET DE LA FORMATION

La mission agréable du délégué aux Régions est de suivre l'activité des régions, en participant aux échanges fructueux, concrets, et en toute convivialité, des secrétaires régionaux. La partie la plus délicate est le traitement des conflits dans les régions. En particulier, au cours de ce mandat, le suivi de la tutelle des 2 groupes locaux de Nîmes. Cela signifie passer du temps à organiser les AG de réconciliation, gérer le corps électoral, sans toujours réussir la réconciliation souhaitée. Pour traiter de façon uniforme à l'échelle nationale les flux importants d'adhésions en période de désignations internes, a été créée une structure nationale de vérification des procédures d'adhésions. D'autre part, j'ai participé, avec le groupe de trésoriers régionaux, à la mise en place d'une grille actualisée des reversements d'élu-e-s qui a été adoptée en 2013, à la quasi unanimité du Conseil fédéral. Au niveau de l'accueil et de la formation, pendant ces deux années, s'est créé le GIRAF, Groupe Interrégional Accueil et Formation, de plus de 40

bénévoles de toutes les régions qui a pour objectif de proposer des outils pour l'accueil et de formation. Suite à trois rencontres nationales, nous pouvons nous réjouir de l'édition de livrets d'accueil dans la majorité des régions. Un livret d'accueil national, complémentaire aux livrets régionaux, est également en cours de réalisation, ainsi qu'un guide pratique pour réussir l'accueil. Le groupe GIRAF a animé plusieurs ateliers aux Journées d'été de Marseille : « Les fondamentaux de l'écologie politique », « Comment accueillir les nouveaux-elles adhérent-e-s », « Comment animer un groupe local ? », « Comment prendre la parole en public ? » GIRAF recense actuellement l'ensemble des formations organisées, et constitue un fichier des intervenant-e-s, consultable sur un site dès décembre 2013. La dynamique accueil et formation est maintenant lancée, il convient de la renforcer. pour doter le mouvement de moyens humains (formateurs-trices), de supports (kits, vidéos) qui seront utilisables par tous les adhérent-e-s. ■

Nicolas Dubourg

TRÉSORIER NATIONAL ADJOINT, CHARGÉ DES RESSOURCES HUMAINES

Le mouvement a connu au cours de ces dernières années de profondes mutations politiques.

Du point de vue de son organisation ou de son financement, après des années de difficultés liées à des ressources publiques faibles, s'est ouverte une perspective plus soutenable à moyen terme.

Avec le soutien du Bureau Exécutif et de la conférence des Secrétaires régionaux, cette situation nouvelle m'a permis de lancer des chantiers en attente depuis plusieurs années.

Consolidation de la gestion financière, lancement d'une refonte de la base de données des adhérents, formalisation des procédures de recrutement de collaborateurs, tous ces chantiers ont permis d'ouvrir la perspective d'un siège national plus efficace et plus réactif aux besoins des adhérents. Mais surtout, le vote d'un budget à 5 ans prévoyant le désendettement du parti est un tournant décisif qui doit nous doter d'un mouvement fort, capable

d'affronter dans la confiance l'organisation des prochaines échéances électorales.

Ce budget comprend en outre une nouvelle donnée issue d'un travail inédit avec les régions : le budget fédéral. Ce budget qui ne demande qu'à se développer lors des prochaines années, doit donner des moyens concrets à la co-construction fédérale que nous appelons tous de nos vœux.

Son principe est simple, associer autour de projet militant (campagne thématique, outils numériques etc.) l'échelon national et régional en leur confiant un budget dédié.

Nous devons poursuivre ce travail qui est une des conditions incontournables d'un mouvement écologiste crédible et efficace dans sa capacité à porter notre projet commun. ■

Jérôme Gleizes

DÉLÉGUÉ AU PROJET, CHARGÉ DES RELATIONS AVEC LES ACTEURS SOCIAUX ET AVEC LA FONDATION

Mon bilan se décompose en deux temps, avant et après l'élection de François Hollande, l'accord EELV/PS.

Dans un premier temps, l'essentiel de mon action aura été de finaliser avec Sandrine le programme d'EELV pour l'élection présidentielle et législative, « Vivre mieux, vers une société écologique ». Ce programme, édité aux éditions « Les Petits Matins », est un travail collectif de longue haleine, commencé avant notre arrivée au BE, en lien avec les commissions thématiques d'EELV, un débat au Conseil Fédéral, des auditions de personnes extérieures... Il est une base importante de l'état de notre réflexion collective pour les années à venir. Nous avons ensuite travaillé sur l'accord EELV/PS qui est l'accord le plus accompli entre les deux formations (26 pages) mais qui a été rapidement abandonné en commençant avec le Mox ...

Dans un deuxième, je me suis occupé des relations avec les syndicats et les acteurs sociaux. Ce fut la période la plus tendue car sur de nombreux sujets, nous avons été souvent en contradiction avec l'action gouvernementale (TSCG, CICE, ANI et maintenant les retraites). C'est la première fois que des rencontres officielles avec le Secrétaire national, Pascal Durand ont été organisées avec l'ensemble des forces syndicales (de Solidaires à FO, en passant par la CFDT, CGT...). Nous avons aussi participé à des mobilisations unitaires sur ces sujets avec ATTAC, les amis de la terre, des syndicats, d'autres forces de gauche. L'autonomie de EELV est un combat ! ■

Nathalie Laville

CHARGÉE DES CAMPAGNES-ACTIONS ET DE LA COMMUNICATION

Au cœur de l'action militante, la délégation que j'ai assumée durant plus d'une année était fort riche. En entrant dans mes fonctions, j'ai souhaité créer des outils pour établir un lien entre la com des régions. En mettant en œuvre une boîte à outils sur le site national et une mailing liste entre les responsables régionaux de la communication, nous avons pu mutualiser un grand nombre de documents : des fonds de tract vierge, des vidéos, de nombreux tracts, des outils Web, des livrets thématiques, un 8 pages... Nos principales campagnes ont eu pour cible la lutte contre les gaz de schiste, pour la municipalisation de l'eau, la transition énergétique et l'inscription des citoyens sur les listes électorales.

En ce qui concerne le Web, nous avons publié une newsletter hebdomadaire. Cela a été rendu possible grâce à la mise en place par Jacques Archimbaud

d'une réunion hebdomadaire regroupant l'ensemble des salariés concernés par la com, les secrétaires des groupes parlementaires et des représentants des ministères, des Jeunes écolos, de la Feve...

Nous avons aussi tenté de « booster » des outils plus novateurs comme les « Mooc » (débat interactifs transmis en direct).

J'ai conscience que sur cette délégation les attentes sont profondes et difficiles à combler. Mon bilan, à mon sens positif, est à partager avec tou/tes les salarié/es ou prestataires qui ont toujours répondu présent, ont fait preuve d'une grande rigueur, d'un véritable talent et d'un investissement sans faille. Merci à eux. Vraiment. ■

Elise Lowy

PORTE-PAROLE

Le souci de respecter le mandat confié lors du Congrès de La Rochelle a été le fil vert qui a conduit mon action au sein du Bureau Exécutif, mis en acte à travers un investissement constant au service du collectif et structuré autour de la nécessité d'une écologie qui garde son autonomie, assume ses fondamentaux et mette en actes ce qu'elle propose pour la société. Dans le cadre du travail sur le Règlement Intérieur dont le Bureau Exécutif m'a confié la coordination, j'ai donc tenu à ce qu'un travail participatif donnant la possibilité à l'ensemble des adhérents de s'impliquer soit mis en place, sur plusieurs mois, avec des ateliers physiques et un site internet (ri.eelv.fr) permettant à chacun-e de proposer et d'accéder à l'ensemble des informations. J'ai également insisté pour que soit adoptée une grille de limitation du cumul des mandats, simultanément et dans le temps, et que soient inscrits dans nos règles internes des éléments comme la proportionnelle, les majorités

qualifiées ou au consensus, la prévention des conflits, la reconnaissance du vote blanc, le respect des minorités, la parité, la diversité et l'existence d'organes de régulation chargés de faire respecter ces règles et valeurs communes. Dans le cadre du mandat de porte-parole qui m'a été confié suite à l'arrivée au secrétariat national de Pascal Durand, j'ai voulu que nos positions écologistes soient portées, en assumant la radicalité de notre projet, irréductible aux accords institutionnels passés, en communiquant notamment aussi sur la sortie du nucléaire, les Grands Projets Inutiles et Imposés, les OGM, les sans-papiers, les Roms (voir tous les communiqués ici : <http://eelv.fr/category/communiqués/>). Le lien avec les Commissions et le souci constant de ne pas sortir du cadre collectif lié consubstantiellement à la fonction même du porte-parolat ont guidés mes choix. La lutte continue pour faire que notre mouvement assume collectivement une écologie autonome, radicale et responsable. ■

Jean-Philippe Magnen

PORTE-PAROLE

Il m'est revenu de remplir la fonction de porte-parole pendant 17 mois, lors d'une période qu'on peut qualifier d'« historique ». Pour la première fois, nous avons des groupes parlementaires et deux ministres : l'indicateur d'une certaine réussite... mais en même temps des conditions particulièrement délicates pour notre parti et son expression, et donc pour ses porte-parole. S'il faut reconnaître qu'il n'a pas été facile de définir une stratégie de communication, nous avons réussi à porter « la voix collective » du parti des écologistes, en articulation intelligente avec les ministres - souvent contraints à la discrétion - et les parlementaires - souvent gourmands d'exposition personnelle -, particulièrement sur nos fondamentaux, mais aussi sur les questions budgétaires ou des luttes exemplaires comme EPR Flamanville, NDDL... en assumant lorsque nécessaire de nets désaccords avec la ligne gouvernementale.

Au-delà des anicroches et de la complexité à organiser la mobilisation des uns et des autres pour bâtir dans l'urgence des prises de position, local et national - le sujet de NDDL l'illustre bien, notamment pour moi qui suis sur ce dossier un acteur de terrain ! - je crois que la période qui se termine a été fructueuse. La fonction de porte-parole d'EELV est désormais installée, elle s'est construite à travers des centaines de communiqués et de contacts et elle doit s'ancrer sur la durée. Si je la quitte aujourd'hui, avec un pincement au cœur, je serai avant tout attentif à transmettre le savoir-faire et l'expérience ainsi accumulés, pour éviter le syndrome de la page blanche. ■

Sandrine Rousseau

DÉLÉGUÉE AU PROJET, AUX CONVENTIONS ET AUX JOURNÉES D'ÉTÉ DES ÉCOLOGISTES,
CHARGÉE DES RELATIONS AVEC LES ACTEURS ÉCONOMIQUES

Ce mandat fut riche.

Riche de trois éditions des journées d'été : Clermont Ferrand en 2011 et le lancement de la campagne présidentielle, Poitiers en 2012 et la définition d'un cap pour la mandature qui venait, Marseille et la mise en valeur des solutions offertes par l'écologie.

Pour ces trois éditions, un travail important de concertation et de discussion en amont a permis de structurer les thématiques de ces journées d'été, d'en faire un moment fort de la coopérative et d'être le lieu de débat entre acteurs issus d'horizons très différents autour des grands enjeux de l'écologie politique.

Riche aussi de la coordination du programme « Vivre Mieux » des élections législatives et présidentielle. C'est un programme largement participatif qui a été finalement mis au point grâce à la partici-

pation des groupes locaux, des régions mais aussi des commissions, du Conseil d'orientation politique et bien sûr du conseil fédéral. Tout cela en appui à tout le travail fait par la précédente équipe.

Riche de la participation à la négociation de l'accord programmatique avec le PS. Coordination des groupes de travail et participation à l'écriture terminale.

Riche de l'organisation des conventions nationales EELV qui ont maillé l'année 2013 sur différents thèmes et qui ont permis de poursuivre le dialogue et les échanges avec des militants associatifs, syndicaux mais aussi avec beaucoup de citoyens en dehors de nos cercles habituels.

Riche enfin de la participation au conseil de surveillance de la fondation de l'écologie politique.

Et puis riche de bien d'autres choses encore mais qu'il est impossible de résumer en si peu de place...

Eva Sas

TRÉSORIÈRE NATIONALE

Après les difficultés financières et organisationnelles de la création d'Europe-Ecologie-Les Verts de 2009 à 2011, sorte de « crise de croissance » qui s'est traduite par une augmentation sensible des dépenses liées d'une part, à la professionnalisation de la communication du mouvement, et d'autre part, au doublement temporaire des structures, j'ai concentré mon mandat sur la nécessité d'assurer la pérennité du mouvement dans cette période difficile.

Côté organisation financière, la mise en place d'une saisie comptable mensuelle a permis, dès la clôture 2011, de pouvoir déposer les comptes du mouvement sans réserve des commissaires aux comptes, ni de remarques de la CNCCFP. Parallèlement, la mobilisation d'emprunts auprès de notre partenaire bancaire et auprès des régions nous a permis de traverser cette période de tension de trésorerie,

et mieux encore d'autofinancer la campagne présidentielle, fait rarissime pour un parti politique.

Je saisis l'occasion de cette tribune pour remercier chaleureusement tous les trésoriers régionaux pour la rigueur et la solidarité dont ils ont fait preuve dans ce moment difficile pour le mouvement. Depuis les élections de 2012, qui nous ont permis d'accroître un peu notre dotation (celle-ci reste toutefois sans comparaison avec celle des deux principaux partis) et le montant global de reversement des élus nationaux, une période plus sereine s'est ouverte, qui permettra un juste retour aux régions après cet effort substantiel de soutien à la structure nationale. ■

Marine Tondelier

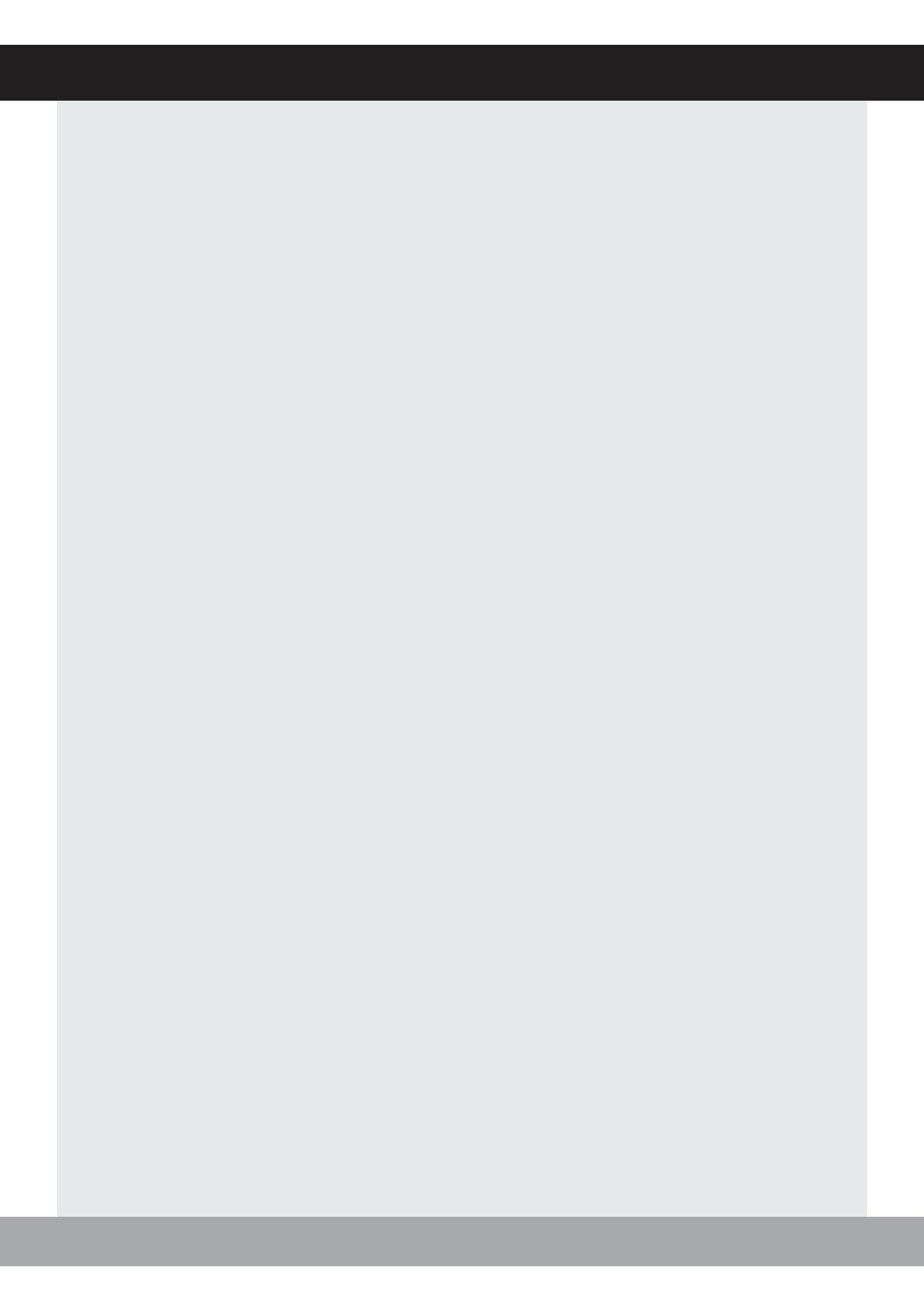
DÉLÉGUÉE AUX COMMISSIONS, CHARGÉE DES RELATIONS AVEC LES ASSOCIATIONS ET ACTEURS ENVIRONNEMENTAUX

Entrer au bureau exécutif en fin de mandat – en avril 2013, suite à la nomination d'Hélène Gassin à la Commission de Régulation de l'Energie – a quelque chose de frustrant : la sensation d'arriver en fin de partie. Mais cela fut aussi et surtout une invitation à se mettre dans le bain rapidement, sur les deux dossiers qui m'ont été confiés par le Secrétaire national.

Le premier, tourné vers l'interne, concernait le lien avec les commissions nationales thématiques. Fruit d'un travail de concertation au sein du mouvement, une « charte pour le bon fonctionnement des commissions » a été adoptée au mois de septembre, qui mutualise des bonnes pratiques expérimentées par certaines commissions, conforte les outils et les moyens mis à leur disposition et les engage dans une démarche d'ouverture et de qualité. Une campagne d'adhésion « l'intelligence collective grâce

à vous » a également été initiée, afin d'améliorer la visibilité des commissions. Et un Guide du responsable de commission est également en cours de rédaction, qui sera un outil précieux prévu pour leur simplifier la vie.

D'avantage tournées vers l'externe, les relations avec les associations et acteurs environnementaux ont dans la période récente surtout concerné la préparation de la seconde conférence environnementale. Il s'est principalement agi, dans un climat politique tendu, de coordonner la production des propositions qu'EELV y porterait, synthétisées dans un document intitulé « Des ambitions concrètes au-delà des discours ». Elus locaux, commissions, délégués thématiques et parlementaires : toutes les personnes motivées ont pu participer, en lien avec les ONG et associations environnementales ! ■



a

POUR UN CAP ÉCOLOGISTE



Quand les écologistes se rassemblent et enracinent dans le quotidien leurs propositions, ils sont entendus. Aujourd'hui, plus que jamais, nous avons besoin d'une écologie unie, concrète et déterminée.

En effet les crises environnementales, sociales et économiques qui ont toujours été au cœur de nos préoccupations, se sont concrétisées. Dégradation des écosystèmes, creusement des inégalités, raréfaction des ressources, réchauffement climatique, la planète est en danger !

Certes, depuis le sommet de Rio, beaucoup ont pris conscience des dangers du modèle productiviste, mais il s'agit maintenant de construire, avec les acteurs qui inventent concrètement les transitions, un nouveau modèle. Déjà sur les territoires se crée le monde de demain : coopératives et collectifs, nouveau partage du travail, covoiturage, AMAP et monnaies solidaires préfigurent une autre économie et contribuent à l'invention d'un futur désirable.

Porteurs d'une vision de la société résolument subversive, parce que non-issu des modèles dominants,

nous avons fait le choix d'un parti acteur de la transition, qui préfère aux incantations, agir partout où nous le pouvons.

Être utiles, être compris, rendre l'espoir, donner envie: voici notre ambition. Promouvoir une vision globale, faire un diagnostic juste de l'état de la société tout en pesant sur son cap politique, construire un parti ouvert où chaque adhérent-e trouve sa place : voici notre feuille de route.

L'écologie : une alternative globale

L'écologie n'est pas réductible à des aménagements, ni à des arrangements avec les traditions idéologiques et politiques qui l'ont précédée, y compris celles de nos alliés. Elle propose une alternative globale à la social-démocratie comme à l'étatisme et au néo-libéralisme. Nous croyons ainsi qu'à tous les niveaux il est possible d'impulser de véritables changements. Nous nous revendiquons à la fois radicaux et pragmatiques.

Radicaux parce que nous voulons substituer au modèle productiviste

fondé sur la croissance, qui pille le monde et génère des injustices, un modèle fondé sur la sobriété et la solidarité. Pragmatiques, parce que nous nous emparons de toutes les occasions et de tous les leviers possibles. Chaque victoire de l'écologie politique sur les territoires préfigure notre modèle et contribue à son avènement. Voilà le message que doit affirmer notre parti. Voilà la ligne d'action que nous devons tenir partout où nous sommes en mesure d'agir.

Notre force, dans un monde complexe et opaque, est de dire en quoi les combats pour l'environnement et pour l'emploi, pour les solidarités et la justice, sont liés, en ce qu'ils concernent la dignité de chacun-e, du Nord au Sud. L'écologie que nous voulons se mobilise pour changer le quotidien de tous-tes, du jeune sans travail au salarié laissé au bord du chemin, sans oublier les habitants des territoires délaissés. Elle fait le pari de la jeunesse, de la diversité et de l'innovation.

Un an de gouvernement : et maintenant ?

Sans être majoritaires, les écologistes ont toujours agi pour faire bouger

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE

a

POUR UN CAP ÉCOLOGISTE



les lignes. Renforcés par notre entrée au gouvernement et nos trois groupes parlementaires, nous avons gagné des combats menés de longue date : logement décent, droit au mariage pour tous-tes, politique de développement... Il n'en demeure pas moins que la ligne suivie par notre allié n'est indéniablement pas la notre.

La liste de nos désaccords est longue: austérité, TSCG, CICE, ANI, grands projets inutiles comme NDDL, nucléaire, droit de vote des étrangers, retraites, scrutins territoriaux, ondes électromagnétiques, expulsions des Roms, langues régionales, reconversion de l'agriculture...

La politique budgétaire d'austérité rend impossible les investissements nécessaires à la transition, alors même qu'ils lui sont indispensables. Notre urgence est justement de consacrer une part importante du budget de l'Etat à cette transition. Mais on en reste au stade des discours pendant que le gouvernement rogne le budget de l'écologie. Et alors que la pression fiscale s'accroît sur les ménages, elle diminue massivement sur les entreprises, les allègements de charges s'effectuant sans contreparties. L'affaiblissement

des protections collectives, la précarisation de l'emploi, la pénibilité croissante du travail induite par la course au moins-disant social nous font vivre dans la peur de l'avenir.

Sur le plan européen, le constat n'est pas plus satisfaisant. La mise sous tutelle de nombre d'États-membres du fait d'une politique économique inefficace et dangereuse alimente des replis nationalistes. Pourtant l'Europe est un échelon indispensable pour la transformation écologique de notre économie aussi bien que pour la reconstruction démocratique de notre société. Pour cela les politiques européennes menées doivent privilégier l'intérêt général et donner toute leur place aux citoyens.

Aujourd'hui, seule l'écologie politique propose un modèle alternatif, capable de faire face à ces défis. Parce que nous sommes européens et internationalistes, nous pouvons expliquer ce qui est commun entre les révoltes contre les usines polluantes en Chine ou en Inde et la violence des délocalisations en France.

Malgré le travail de nos ministres, la politique du gouvernement reste

rivée à une idéologie marquée par le libéralisme, le productivisme et une logique sécuritaire.

La question de la participation gouvernementale n'est pas taboue mais sa poursuite ne peut s'inscrire que dans la mise en œuvre de projets forts dans des domaines aussi déterminants et stratégiques que le logement et l'égalité des territoires, la coopération internationale, l'égalité des droits, l'emploi et la formation, la transition énergétique, la décentralisation, le scrutin proportionnel et le cumul des mandats, la lutte contre les inégalités sanitaires, sociales et environnementales, etc. Pour sortir des crises, nous devons repenser la société dans son ensemble et non nous contenter d'ajustements. Infléchir significativement les logiques structurantes du modèle productiviste afin de faire émerger de nouveaux paradigmes de gestion de l'Etat, d'organisation économique et de construction du lien social.

Notre tâche est de construire une société solidaire en luttant contre toutes les formes d'exclusion et de discrimination, en relançant une démocratie vivante et de proximité, afin de redonner espoir aux jeunes

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE

a

POUR UN CAP ÉCOLOGISTE



générations. C'est pour transformer la société que nous choisissons d'agir et de faire de la politique : de nos groupes locaux aux institutions.

Changer de cap : vers une écologie du vivre mieux

Les crises actuelles nous démontrent combien il est urgent de changer notre modèle de développement. Pour s'en donner les moyens, il est nécessaire de faire alliance avec la société pour la changer en profondeur et d'agir sur l'idéologie qui sous-tend l'action gouvernementale. Nous ne pouvons pas laisser la désillusion toucher des pans entiers de la société, et se traduire une abstention grandissante et un rejet de la politique, qui tend à faire le lit de l'extrême droite.

Nous devons mettre en place une réforme démocratique d'ampleur (VI^e république et Europe fédérale) et changer le cadre de notre pensée (nouveaux indicateurs de nos richesses).

Ne nous trompons pas : l'économie actuelle est punitive, l'écologie est

la solution. Le modèle dominant fondé sur le marché et la politique de l'offre en oubliant largement les ménages les plus précaires, est profondément injuste.

L'écologie que nous voulons est collective et suscite désir et adhésion. Elle aide chacun-e à se projeter dans des imaginaires et des trajectoires de vies nouvelles. Elle soutient celles et ceux qui, à côté d'un système à bout de souffle, prennent soin du monde et bâtissent des îlots de résistance et d'innovation. Les écologistes portent l'espoir de conquête de nouveaux droits fondamentaux, qu'il s'agisse de qualité de l'air, de l'eau à un prix juste, de l'alimentation, du travail qui n'altère pas l'intégrité physique et morale, de logements dignes et à un prix décent, d'un véritable accès à la santé de la prévention des risques sanitaires, d'un accès réel à l'éducation, d'une formation tout au long de la vie et de la culture sous toutes ses formes.

Notre mouvement doit retrouver sa capacité de débat et d'ouverture afin d'élaborer des majorités d'idées. La transformation écologique est une affaire avant tout collective. Notre priorité est de développer

des dynamiques avec les acteurs économiques et sociaux (ONG, syndicats, associations, entreprises porteuses de nos valeurs) mais aussi partis qui, à gauche, présentent une vision alternative de la politique d'austérité.

Notre ligne : peser en interne, lutter par l'externe, proposer, agir, refuser de se laisser enfermer dans la posture de la simple protestation. Nous assumons de vouloir (ré)concilier une écologie de contestation et une écologie de construction. Nous voulons rester visionnaires, même quand nous sommes gestionnaires, parce que nous voulons démontrer, fidèles à nos valeurs, que la gestion peut être action.

Sur cette base, nous impulserons un changement de cap pour que l'écologie permette encore une fois de passer des discours aux actes.

Agir collectivement : pour un parti fort

Ouverture, démocratie, dynamisme et convivialité, telles sont les conditions d'un parti fort. Assurer l'accueil et la formation, renforcer le lien entre le national et les territoires

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE

a

POUR UN CAP ÉCOLOGISTE



(fédéralisme), favoriser la démocratie et la non-violence au sein du parti, telles sont nos propositions pour y parvenir.

Et c'est en permettant à chacun-e d'y trouver sa place que nous pourrions avancer dans la réflexion programmatique, la diffusion de nos idées et la structuration de nos réseaux.

Pour jouer collectif, agissons sur notre fonctionnement. Les modes de prise de décisions doivent être plus transparents, nos règles internes plus simples et mieux partagées, les outils militants plus nombreux et co-élaborés avec les Régions.

L'efficacité passe par une meilleure définition de nos priorités autour des piliers de la transformation écologique. Transports collectifs, rénovation thermique, agriculture biologique, réduction des inégalités, partage du travail, égalité femmes-hommes, santé-environnement doivent rester nos lignes force.

Nous savons le mal que font nos désaccords et nos cacophonies. C'est la raison pour laquelle nous avons besoin d'un parti rassemblé autour de ces objectifs. Assumons de poser un regard sans concession sur les expériences passées et don-

nons-nous les moyens d'un fonctionnement interne « en confiance » et harmonieux pour concentrer notre énergie militante aux enjeux externes.

Des échéances pour rassembler

Les écologistes sont très présents dans les communes et les communautés urbaines. Leurs actions sont reconnues. Les élections municipales seront l'occasion de montrer l'intensité et la spécificité des avancées écologistes. C'est pourquoi l'autonomie, là où c'est possible, est utile. Les élections régionales seront l'occasion de proposer d'autres politiques économiques, sociales et environnementales. Trop souvent négligées, les régions sont l'échelon essentiel pour mettre en œuvre notre vision d'une société fédérale et européenne.

Enfin nous devons redonner espoir dans la construction européenne, proposer un changement radical qui en finisse avec l'Europe repoussoir pour construire une Europe fédérale et solidaire avec un véritable fonctionnement démocratique qui donne toute leur place aux citoyens.

Plus que jamais, l'écologie est l'alternative à la désespérance collective.

Une alternative déterminée mais ouverte à tout ce qui peut l'enrichir.

Une alternative lucide qui ne s'en laisse pas conter et ne se satisfait pas d'une brassée de propos généreux et de quelques actions symboliques.

Une alternative qui avance partout où c'est possible en mettant en actes ses solutions.

L'alternative d'un autre modèle de développement réconciliant les humains avec la nature, œuvrant inlassablement pour réconcilier les humains entre eux. ■

<http://CapEcolo.fr>

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE

a

POUR UN CAP ÉCOLOGISTE



LISTE POUR LE BUREAU EXÉCUTIF *

1.
Emmanuelle Cosse (Île-de-France)
2.
David Cormand (Haute-Normandie)
3.
Sandrine Rousseau (Nord-Pas-de-Calais)
4.
Eric Loiselet (Champagne-Ardenne)
5.
Maryse Oudjaoudi (Rhône-Alpes)
6.
Nicolas Dubourg (Languedoc-Roussillon)
7.
Marine Tondelier (Nord-Pas-de-Calais)
8.
Dan Lert (Île-de-France)
9.
Agnès Michel (Île-de-France)
10.
Nicolas Bonnet (Auvergne)
11.
Mireille Alphonse (Île-de-France)
12.
Bruno Delport (Provence Alpes Cote d'Azur)
13.
Julia Sanguinetti (Corse)
14.
Clément Rossignol (Aquitaine)
15.
Emmanuelle Bouchaud (Pays de la Loire)

* Sous réserve de validation par le Conseil statutaire.

Cher-e-s ami-e-s,

Dans quelles semaines nous choisirons lors de notre congrès la ligne politique de notre mouvement pour les trois prochaines années ainsi que l'équipe qui la portera.

La liste de la motion « Pour un cap écologiste ! » emmenée par Emmanuelle COSSE a vocation à représenter toute notre diversité, nos régions et nos parcours militants.

Cette liste de rassemblement, autour de la motion « Pour un cap écologiste ! » refuse de nous laisser enfermer dans une simple posture de protestation, car nous défendons une écologie debout ! Fière et exigeante. Généreuse et courageuse. Car notre écologie est de transformation.

Si nous voulons que nos idées progressent, s'imposent dans les politiques économiques et industrielles, nous savons que ce n'est pas le moment de nous recroqueviller sur nous-mêmes. Poursuivre nos combats et les gagner, tout en participant aux institutions, voilà des objectifs ambitieux mais tenables pour les années à venir. Nous pou-

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE

a

POUR UN CAP ÉCOLOGISTE



vons participer à une majorité gouvernementale tout en clamant haut et fort ses manques et ses insuffisances.

Ainsi disons-le clairement : sur le budget, le compte n'y est pas, notamment sur le budget de l'écologie. Concernant les retraites, nous ne pourrions accepter l'augmentation de la durée des cotisations. Nous serons combattifs sur le contenu de la loi sur la transition énergétique pour que les engagements de réduction de la part du nucléaire soient tenus. Et nous resterons mobilisés jusqu'à ce que le gouvernement réduise le poison du diesel : la lutte contre les pollutions, causes de tant de maladies et de décès prématurés reste pour nous une priorité. De même, face aux attaques contre les Roms – comme par hasard à quelques mois des municipales – nous continuerons d'affirmer une toute autre vision de la solidarité et la lutte contre les discriminations, pour résoudre les problèmes et non les instrumentaliser comme le faisait le précédent gouvernement.

Face aux politiques d'austérité, nous porterons au contraire l'écologie des solutions qui est la nôtre, celle

que nous déclinons à tous les échelons territoriaux, et qui démontre que ce qui est bon pour l'environnement et pour la qualité de vie, l'est aussi pour l'emploi, le pouvoir d'achat (en baissant les dépenses contraintes) et l'économie... Du moins une économie revisitée qui privilégie le réel plutôt que le profit à court terme.

Au vu de ces engagements, qui sont les nôtres de tous temps, personne ne peut dire si nous resterons jusqu'au bout de la mandature au gouvernement. Mais si nous le quittons, ce devra être un choix collectif, réfléchi, et surtout qui offre une perspective politique à toutes celles et ceux qui croient au projet écologiste.

Nous avons conscience de la difficulté de cette tâche. Elle doit être conçue que comme un engagement collectif, un travail d'équipe où chacun contribuera au rayonnement de notre mouvement. Comme l'a très bien souligné Pascal Durand, nous mesurons la difficulté d'animer un parti politique qui participe à une coalition gouvernementale, qui doit concilier cette participation avec une prise de parole autonome sur les sujets qui fâchent. C'est

cette ambition qui nous oblige à redoubler de solidarité et de coordination entre nous.

C'est cette ambition que nous vous invitons à partager ! ■

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE

a

POUR UN CAP
ÉCOLOGISTE**ALSACE**

BARBIER PATRICK, BARSEGHIAN JEANNE, BELIER SANDRINE, BRASSAC CHRISTIAN, BUCHMANN ANDREE, CENELI OZAN, EHRET DANIEL, FERNIQUE JACQUES, GUEGUEN PATRICIA, HARLE DIDIER, PAYRE MATHIEU, REGOL SANDRA, RIEBEL JEANMARC, SCHANN GERARD, TAQUARD CHRISTOPHE

AQUITAINE

ALCORTA MARTINE, BARRERE REMY, BAUDE DOMINIQUE, BELET ERIC, BOUTHEAU MARIE CHRISTINE, BRIZARD GAETAN, CAMINO FREDERIC, CHAUSSET GERARD, CONTREPOIS GERARD, COURONNEAU JEANLOUIS, CURVALE LAURE, DANJON FREDERIC, DAVID LAURENCE, DE MARCO MONIQUE, DELEST NATHALIE, DOUSSET DANIEL, FABRENADLER REMI, FABRENADLER ANNELAURE, FENOCCHIO PATRICIA, FLOCH FABRICE, FOLLET MURIELLE, FREL LIONEL, GASO STEPHANE, KAMAYENWODE NARCISSE, KERVENNIC JULIE, LAMOLLE JEANBERNARD, LISSAR JEAN, MOEBS CHRISTINE, MONTAGUT LOBJOIE MYRIAM, MOUNIER GAELLE, NOEL MARIECLAUDE, PELLET JOCELYNE, PERSILLON YANN, PRADELS JEANCLAUDE, RICHARD OLIVIER, ROSSIGNOL CLEMENT, ROUSSET JOEL, SAUBUSSE STEPHANE, SEJOURNET AGNES, THIERRY NICOLAS, TOURE DJADJI, TOURE DJADJI, VAILLANT DOMINIQUE, VIALA SEBASTIEN, VIALA MELANIE, WISNIEWSKI ANNE, WORINGER FREDERIC

AUVERGNE

AUROI DANIELLE, BABIANLHERMET ANNE, BEZLI FATIMA, BONNET NICOLAS, CHAMBEAU JEAN, COLLANGE POTRON ELISABETH, DEVOS PASCAL, DODEL

LAURE, DUBREUIL MAGALI, GIRODEAU CHANTAL, LAJOINIE OLIVIER, RONDEPIERRE DANIEL, ROUAIRE NICOLE, SKVOR FRANCOIS, SOULIER MICHEL

BASSE-NORMANDIE

ASTRUC ANTOINE, BOTHET ROMAIN, HERMILLY JULIEN, LEMASSON MARINE, LORPHELIN RUDY, MARIE MICKAEL

BOURGOGNE

BERTHELIN MICHEL, COLINCORDIER MARIECLAUDE, CORDIER ALAIN, HERVIEU PHILIPPE, HERVIEU DURNERIN CATHERINE

BRETAGNE

ANDRIEUX GAETAN, BALBOT MICHEL, DEVAL MAGALI, LABBE JOEL, OUNADJELA GUIZIEN DOMINIQUE HACIBA, TRILLET JEANPIERRE

CENTRE

BOUILLY NICOLE, BOURCE JEANLOUIS, CAZENEUVE MARIECLAIRE, CHEVREAU GUY, CHOLLET DAVID, CROSNIER MOISETTE, DAVIDROUSSEAU SYLVIE, DE CREMIERS CHRISTELLE, DEBAQUE PATRICE, EPINEAU CLAUDE, GRAND JEANPHILIPPE, HARCHI SAADIKA, HERPIN JEANSEBASTIEN, ISAMBERT MICHEL, JOLY CLAUDE, LAFOURCADE FRANCOIS, LAVAL PASCAL, LOUDIERE MARIE CLAIRE, LOUDIERE LUDOVIC, MAMAN LUCIEN, RENDA SANDRA, RONCERAY DOMINIQUE, SOLER THIERRY, SZABO SANDOR-PAUL, TOUZIN ESTELLE, VESQUES GERARD

CHAMPAGNE-ARDENNE

ANDRIOT PATRICIA, BEAULIEU MAXIME, COLLIAT CLAIRE, JOANNESSE RAYMOND, JOLY STEPHANE, LOISELET ERIC, MAYEUX

STEPHANIE, VARNEY PATRICK, WIPPLER THIERRY, WOWAK FABRICE

CORSE

ALLEGRIINI STEPHANE, ANDRE MARINE, ANTONA VALERIE, BATTILONI PIERRE PAUL, BRUNINI ANDRE, CANESSA JEAN JACQUES, CASALONGA ANTOINE MARIE, CASALONGA UGO, CAVIGLIOLI RAPHAEL, CHEBANI LAMIA, CULLIERET SARA, DHERISSART STEPHANIE, GALAVOTTI JEAN CHRISTOPHE, GALAVOTTI LISA, GUARDIOLA SERGE, GUARDIOLA JOELLE, LANFRANCHI DOMINIQUE, MAIRE PHILIPPE, QUILICHINI HERVE, SANCHEZ HELENE, SANGUINETTI JULIA, SANGUINETTI ROQUEFORT ANNA, SANNA JEAN BAPTISTE, SANSONETTI LAURA, SERIEYS FRANCOISE, TEXIER ELODIE, TOMEI LOUIS, VENTURI FREDERIQUE

FRANCHE-COMTÉ

ALAUZET ERIC, CHALUMEUX MARIE AGNES, CHATELAIN PHILIPPE, CHATELAIN CYRIELLE, LACHAMBRE BERNARD, LAZZARINI YVES, MONNET BRIGITTE, MORGEN ERIC, NOUVELLON ISABELLE, THIEBAUT CATHERINE, THOMAS MARIECLAIRE, TISSIER CORINNE

HAUTE-NORMANDIE

BOURLET JEROME, CARON MARIE, CORMAND DAVID, COUSIN GUILLAUME, LEVILLAIN GERARD, NIVIERE THIBAUT, TALEB CLAUDE

HORS DE FRANCE

ANGOELA KALLIOPI

ÎLE-DE-FRANCE

AARSSE RODERIC, AARSSE ROBERT, AARSSEPRINS GAP, ABOUDI SAID,

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE

a

POUR UN CAP
ÉCOLOGISTE

ABDERRAHMAN HERVE, ABOUT DE CHASTENET CEDISSIA, AHMINDACH DJAMILLA, AINAS SOUSSENE, AINAS YANIS, AINAS ADEL, AIT OUAZZOU LILIA, AIT OUAZZOU MEHANA, AKDOGAN DOGAN, AKTAS DENIZ, AKTAS SUPHI, AKTAS VEDAT, ALFRED GERARD, ALPHONSE MIREILLE, ALPTUZUN SADREDDIN SONER, ALTO YALCIN, ALTUN SAMI, AMAR CHANTAL, AMEUR KARIM, ARAS ZAFER, ARTIGUES JEAN, ASLAN ABDURRAHMAN, ASLAN RAMAZAN, ASLAN BESRA, ASLAN CYRIL, ASLAN DENIZ, ASLAN GUVEN, ATALLAH MARIE, ATEKIAN GERARD, AUDOUIN LAURENT, AUGER SUZANNE, AUMONBEMELMANS ROMARIC, AZOUG NADIA, BADINA FREDERIC, BAILLON JEAN FRANCOIS, BALDIT MAXIME, BALLOT CHRISTIAN, BARITAUD ISABELLE, BARTHELEMY GILLES, BATIOU BERENGERE, BAUPIN DENIS, BEAUMERT PIERRE, BEKKAYE DJAMILA, BELLART AGNES, BELLEC LEA, BELLIARD DAVID, BELLIARD MATHIEU, BEN MALEK FARID GEORGES, BENADDA SONIA, BENAZZOUZ MOURAD, BENBASSA ESTHER, BENDO FELIX, BENDRISS HASNA, BENDRISS MARYAM, BENEDICT KUNALATHAGOWRY, BENFREHA HOURIA, BENHAIM FREDERIC, BENHAMMADI MALIKA, BENTAHAR ABDELKADER, BENTAHAR FATIMA, BERANGER ALIX, BERNARD JEAN FELIX, BERNARD SYBILLE, BERREZAG OUASSILA, BERTHIOT VINCENT, BERTHOU AURELIEN, BERTIN MARIEAMELIE, BERTOLINI PASCAL, BESSON FRANCK, BIARDEAU ROZENN, BIZOUNKAD RACHID, BLACHE CHRISTINE, BLAUDEL CELIA, BLISSON NATACHA, BOCK MICHELLE, BOCK MICHEL, BONNEAU GUY, BONNET DELPHINE, BOSTON NADINE, BOUAFIA KARIM, BOUAFY LAENA, BOUALLAGA MOHAMED, BOUAZZA NABIL,

BOUGHILAS ZAIA, BOUGUEN JEANMARIE, BOULCH MARIANNE, BOUMAT FARIDA, BOUMAT YASMINA, BOUNOUA ABDEL, BOUNOURI SALEHA, BOURASSI MELISSA, BOURDAIS VERONIQUE, BOUZAR KARIMA, BOUZENOUNE TEWFIK, BRAUD AURELIEN, BREUILLER DANIEL, BRIERE SERGE, BRUEDER JOSEPHINE, BRUEDER MONOD MAGALI, BRUNETDINE SABINE, BRUNI LAURENT, BU LUDOVIC, BU ABDELLAH BRAHIM, BURBAGE FRANK, CAILLIE ALBINE, CALZETTONI GERALD, CANDELIER CATHERINE, CANFIN PASCAL, CARON GILBERTE, CARRE CLAIRE, CARRE DOMINIQUE, CASSAGNE JEAN FRANCOIS, CHADEMONY DANIELE, CHAGAM DRISS, CHAIMOVITCH PATRICK, CHALEARD FABRICE, CHALI MELISA, CHALLAL MADJID, CHAMBAUD MAITE, CHAUDHRY ADIBMOHAMAD, CHAUVET GISELA, CHAWAF RAYANE, CHERANE NADIA, CHERIFI ROMAIN, CHIBANE KADER, CHIBANE SAMIA, CHIROUSE ALBERT CLAUDE, CHOTARD PATRICK, CHOUALI MOURAD, CICEK MELVUT, CICEK FIRDES, CICEK HACI, CICEK LEYLA, CICEK NEJLA, CLOAREC DOMINIQUE, COFFLARD LOUIS, CONTASSOT YVES, CORDIER MARJOLAINE, COSSE EMMANUELLE, CRUSE JEAN PIERRE, DAMBREVILLE ANGELIQUE, DANG NICOLAS, DANIELE MATTHIEU, DARGERIE DIDIER, DAVID PHILIPPE, DAVID ALEXANDRE, DE BERNARDI ANDREA, DE CHASTENET HERVE, DE LEPINE HENRI, DE MASSOL DE REBETZ FLORENCE, DE PABLO CARMELINA, DEBBAH RAFIK, DEBBAH NORA, DEBRAS BIBASSE DOMINIQUE, DEBRUYNE PHILIPPE, DEFFARGE SOPHIE, DELASSUS ADRIEN, DELOBEL OLIVIER, DELPEYROU DIDIER, DEMDOUM HOURIA, DENIS FREDERIQUE, DERIN ALAIN, DERIN EMRAH, DERRAS SORAVA, DERUS GILBERT, DESDAMES GUY,

DESMET SYLVAIN, DESRIAUX FRANCOIS, DEY JEAN, DIAF YASSIN, DIEHLMANN FRANCOISE, DIF FAWZI, DIF HAKIMA, DIF KAMEL, DJALLI LAID, DJEMOUAI ABDERRAHMANE, DJOUADI IDRIS, DJOUDI KARIM, DOLLEANS THERRY, DROSSART FRANCIS, DUCHENE CHANTAL, DUFFRENE SYLVIE, DUFLOT CECILE, DUMEE PHILIPPE, DUMESNIL JEAN LUC, DURAND PASCAL, DUSSART DOMINIQUE, DUSSUD ARNAUD, ECHENE MAXIME, EDWARD NIROJ, ELMAHOUTI KAMAL, ELMALEH YASMINA, EPHESTION RAYMOND, ERDOGDU HAZAL, ESSAKHI LAHCEN, ESSAKHI ABED, ESSAKHI ALI, ESTROUMSA LEON, FACHE ALEXIS, FAMERY PASCAL, FASSIFIHRI HICHAM, FEKIH ZOHRA, FERREIRA LINO, FERRI MIREILLE, FILLON GUILLAUME, FOL JACQUES, FONTAINE MARIE, FRANCOIS BASTIEN, FRANJOU PATRICK, GAIRIN MIREILLE, GATTOLIN ANDRE, GECMEZ METIN, GELLE ANNE, GIBOUDEAUX FABIENNE, GRADWOHL FREDERIC, GRANDGERARD ARTHUR, GRANFORT MATHIEU, GREAU DAVID, GRENET MARIE CHRISTINE, GROVER CLAIRE, GUEGUEN CHRISTINE, GUENIN JACQUELINE, GUERIN ROCHWERG CHRISTIANE, GUERRE MUSTAPHA, GUERRIEN FREDERIC, GUERY FLORENCE, GUERY FLORENCE, GUHL ANTOINETTE, GUICHET CLAIRE, GUIRAUD NADEGE, GUL FONDA, GUL EMRE, GUL ERDAL, GUL ERKAN, HABRECHE ANISSA, HACENE SAMIR, HAMOUDI FODHIL, HAUCHEMAILLE MURIEL, HEUGAS ANNEMARIE, HEZZAB NAIMA, HOMSY BENJAMIN, HONORE EVELYNE, HOSTEN JULIETTE, HUBERT STANISLAS, HUIBAN YVON, JAAOUAR YOUSSEF, JADOT YANNICK, JOLY ELSA, JOMIER BERNARD, JOURDAN PIERRE, JOUVE NICOLAS, JULIEN DENIS, KALOCSAY TIBOR,

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE

a

POUR UN CAP ÉCOLOGISTE



KALOUSDIAN OLIVIER, KANOUTE HALIMATA, KARTAL SIBEL, KAUFFER GERALD, KEITA MAMADOU, KERAMANE NABILA, KESSAL KARIMA, KEZZAL ABDENOR, KHAIDER MOHAMED, KHAMCHANE BRAHIM, KHOUIDRAT MOHAMED AMINE, KHOUTH JULIEN, KOYUNCU VEYSEL, KUJAWSKI EMMANUEL, LAIGLE KAHINA, LAIGLE THEDDY, LAKEHAL KALIDA, LAPALUD PASCALE, LARONDE IMEN, LARONDE FATIMA, LARONDE CYRIL, LAROUJ KARIM, LAURET PIERRE, LAVAUD PAULINE, LAZREG FATNA, LE BACCON MURIELLE, LE BERRE FREDERIC, LE NAOUR LOIC, LE PABIC DAVID, LE TREUST FABIEN, LEBEAU PHILIPPE, LEBEAU PHILIPPE, LEBRETON ANDRE, LECHATILLIER LAURE, LECLERCQ JEAN, LECURIEUX GUYLAINE, LECURIEUX THIERRY, LEDUC JEANPATRICK, LEGHMIZI DJAMAL, LEIBUSKY ANNE LISE, LEJEUNE PASCALE, LEMERCIER MARTINE, LEMERCIER JACQUES, LEMERCIER FRANCOISE, LEPLAIDEUR SEBASTIEN, LERT DAN, LERT FRANCE, LEVEQUE DOMINIQUE, LOSBAR FRANCINE, LUZE MICHAEL, MAHLI NACERA, MAIRE SEBASTIEN, MALLET JEAN, MALOUIER ALEXANDRE, MAMACHE AHMED, MANFREDI ERIC, MARTIN RENAUD, MARYNOWER CLAIRE, MASSENGUE JACQUES, MATHIOUDAKIS ALAIN, MATOUSSI SOFIA, MAURICE BELAY RAYMONDE, MAURICE BELAY JACQUES, MAURICE BELAY JOEL, MAURICE BELAY EDOUARNE, MAURICE BELAY SAMANTHA, MAURICE BELLAY LOUIS GEORGES, MAURICEBELLAY JANINE, MBANGA FABRICE, MEES SANDRINE, MERIGUET DOMINIQUE, MEROUANE YASMINA, MERRACHI EL MAHDI, MESLE PATRICK, METAIRIE CHRISTIAN, MEZRAG ZAHIR, MICHEL AGNES, MINDAY SOPHIE, MIRAMONT YVES, MOCCOZET JULIEN,

MONINO JEAN FRANCOIS, MONOD CLAIRE, MONSOU BRIGITTE, MONTEAGLE ALAIN, MOREL HERVE, MORENO MICHELS JOHANNA, MORICE JONATHAN, MORISI MICHELINE, MORISSEAU DESSALINES, MOUE STEPHANE, MOULIN PAUL, MUSSEAU JEROME, NADIRI AICHA, NADIRI AHMED, NADOURI ALEXANDRA, NAHAPETIAN NAIRI, NAJDOVSKI CHRISTOPHE, NAOUENNEC ALAIN, NIAKATE WANDE, NIAKATE FAWA, NIAKATE AMINATA, NIAKATE MOUSSA, NOUMOUS LAHOUCINE, OURBIH PASCALE CAMILLE, OUSSEKINE SARAHNASSERA, OZDEMIR SONAY, OZDEMIR YUNUS, OZER HASSAN, PARAMSOTHY KRISHNA, PAREJA OLIVIER, PAYS LILIANE, PAYS JEAN JACQUES, PAYS ELEONORE, PELELLA DOMINIQUE, PELHUCHE ANTOINE, PELISSIER BRUNO FLORENCE, PELLERAY EDOUARD, PENEAU GUILLAUME, PERARD HERVE, PERARD HERVE, PERRIER STEPHANIE, PERRIN DAVID, PERRIN BRUNO, PHAM PHU CUONG, PHILIPPON GUY, PICQUENOT QUENTIN, PIERRE LOUIS PASCAL HUBERT, PIERREMARIE EMMANUELLE, PIGUEL CECILE, PILARTZ ANDREAS, PILLEMAND JEANPHILIPPE, PINTO HENRIQUE, PLACE JEANVINCENT, PLANQUE PATRICK, PRIMAULT LIONEL, PRIOU NICOLAS, PROKOPIEV ALEXIS, PROUST FRANCIS, PRUNIER LAURENT, QUESTERBERG MARIE CHRISTINE, RANAWANA VITHANAGE ERANDA, RANGUIN CECILE, RANSAY CHRISTIANE, RANSAY JULIEN, RAPINEL LOEIZ, REGHDI FARIDA, REGNAULT PATRICK, REMY CHARLES, REVELIN DAVID, RIBET CHRISTOPHE, RICHARD AUDE, RIO ANNE, RIOLLET BENJAMIN, RIPOLL XAVIER, RIPOLL ISABELLE, RIVIER EMMANUELLE, ROBINE PIERREDOUARD, ROCA JEANINE, ROCABERT JEAN PIERRE, ROUABEHI KARIMA, ROUABEHI SONIA,

ROUABEHI LAHBIB, ROUABHI KAMEL, ROUDOT DOMINIQUE, ROUMET FABIENNE, ROUSSEAU MICHEL, ROY PAULIN, RUFET CORINNE, RYZ EMMANUEL, SAMPAIO GABRIEL, SAMSON-PERRIN VALERIE, SANDOZ MAIA, SARFATI GILLES, SARI OKTAY, SAS EVA, SATOURI MOUNIR, SAYAH SAYAH, SCHAFFAUSER THIERRY, SCOGNAMIGLIO SEBASTIEN, SEHILI HOURIA, SEKER MEHMET ALI, SELLAMIESSAIAH WAHIBA, SERNE PIERRE, SERVIER GEORGES, SESTER OLIVIER, SIBY NDEYE COUMBA, SIGFRIT YVON, SIMEON ODETTE, SIMONPIERI JULIEN, SITBONGOMEZ STEPHANE, SLIMANI MOURAD, SOLANS YANN, SOLANS AURELIE, SOREL JONATHAN, SOTTO ISABELLE, SOULABAILLE FRANCOIS, SOURGENS VIRGINIE, SOUYRIS ANNE, SZULZYNGER OLIVIER, TANDJIGORA RAMATA, TANDU KIKOLO, TAUPIN LAURENT, TAUTOU MARC, THEBAULT ERIC, THIERRY NICOLAS, TIRARD HENRI, TOCHE OLIVIER, TOMBOIS KATIA, TOUSSAINT GARY, TRAN TAN, TUBIANA ALAIN, UTHAYAKUMAR NISANTHAN, VACHER PASCAL, VAIGUNTHANATHAN VISINTHIRA, VARRINDOYER CAROLINE, VERSTRAETE CHRISTOPHE, VILLEROY AURELIA, VILLEROY NESLY, VO HOANG CUONG, VOYNET DOMINIQUE, VUILLETET GUILLAUME, WALLE YANNICK, WANDJI DORETTE, WANNAKUWATTE PUSHPA, WEIDEMANNROUSSEAU KRISTINA, WEISSELBERG STEPHANE, YAHIAOUIIMAMACHE DAHBI, YAZGAN NURAY, YAZGAN SERVET, YOGARATNAM USHAGOWRY, YONKEU AUDREY, YONKEU AMIGO, ZANHELOU ROSALIE, ZAVALLONE ROMAIN, ZEMOURI DOUNIA, ZEMOURI ESSAID, ZEMOURI LILIA, ZHANI MEHDI, ZHANI SAMIR

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE

a

POUR UN CAP ÉCOLOGISTE



LANGUEDOC-ROUSSILLON

ADLI YOUNESS, ADLI REDOUANE, AHOUCI ABDENNADI, ALBERTINI MAYLIS, ALBERTINI MARINE, AUBY GUYOT LAETITIA, AZZAM MALIKA, BAHLOUL SOUKAINA, BARAIZE FRANCOIS, BASER MELIH, BASTIDE CLAUDETTE, BEAUGIER REMI, BEAUGIER JEAN-THOMAS, BENOIT JEAN, BENSCHIR RACHID, BERBACHE DRISS, BERRIN SYLVIE, BEZZOUH FADILA, BLANC GENEVIEVE, BOURGUET SANDRA, BOURGUET CECILE, BOURGUET DANIEL, BOURGUET ZINA, BRUDIEUX JEANPIERRE, BRUWIER JEROME, CABANTOUS STEPHANIE, CASELLES MONICA GRACIELLA, CAVARD CHRISTOPHE, CAVARD CHRISTIANE, CHAIBI MONIQUE, CHATOUI FATIMA, CODOGNES JEAN, COMPS MICHELE, COUSTELLIE ROSEMARIE, DAI VERONIQUE, DAVID MICHELE, DE ABREU BEATRICE, DE FRANQUEVILLE YVES, DE FRANQUEVILLE YVES, DE LAGAUSIE MICHEL, DIFAI NABIL, DIFAI MOUNIR, DIOUANI KHAMISSA, DIOUNI ABDELHALIM, DISSAUX CEDRICK, DUBOURG ANTOINE, DUBOURG FRANCOISE, DUBOURG NICOLAS, DUMAZER CHRISTOPHE, EL CHAMI SALIM, EL CHAMI TAHA, EL MALIH HICHAM, EL MALIH TURQUIN AURELIE, ELEDJAM CANO CLODIA, ELKACHACH SALAH, ERGUN DELPHINE, FABRE PUJOL ALAIN, FERRER MONIQUE, GAL ANNIE, GAUBY MELANIE, GILARDI GERARD, GLAUDE NATHALIE, GRANDIN DE L'EPREVIER LAURE, GRES SIMONE, GUILLEMOT STEPHANIE, GUYONNET THOMAS, GUYOT ARNAUD, HADJI ANOUAR, HAMAM HAYATE, HAMDI ABDELHAK, HARRAGA ABDELHAK,

HARRAGA SAID, HASNOUN ABID, HOLDRINET JEANCLAUDE, HUETTE FRANCK, IORDANOFF JEREMIE, JANNEKEYN SIBYLLE, JOHANNIN GUILHEM, LAMKADDEM AHMIDOU, LAMLIKI ZAKARIA, LANGEVINE AGNES, LANNES PATRICK, LEBRE JEAN, LEFLEM CHARLOTTE, LEFLEM DANIEL, LEFLEM LINDA, LEGER ELODIE, LEGER ALEXANDRE, LEMONNIER QUENTIN, LINARES PASCAL, MACOTTA MELANIE, MAJDOUL ABDERRAHIM, MAJDOUL MONCEF, MAJDOUL ABDELLATIF, MAJDOUL FARIDA, MAJDOUL RABIE, MAJDOUL SARAH, MAJDOUL IMANE, MAJDOUL ABDERRAHIM, MAJDOUL IMANE, MAJDOUL MONCEF, MAJDOUL MUSTAPHA, MAJDOUL EL MACHKOUR MAHA, MANAP DELPHINE, MARTINEZ ELISABETH, MARTINEZ CLAUDE, MASSART MARIE, MINGO KATIA, MONCOMBLE SERGE, MOREAU MATTHIEU, NINIO ELIANE, NOGUIER BERENGERE, PANCRACE PHILIPPE, PANIS JEANMARC, PANRAY ARTEE, PARROT PASCAL, PARROT PASCAL, PASHCHENKO ANNA, PASQUET CORINNE, PECHEVIS MARYSE, PIEROPAN ISABELLE, PINCHON NOELLE, PINNISI STELLA, PLANTARD ARNAUD, QUEFFELEC JEANMARC, REICHERT STEFAN, RENVOIRET EDITH, RICARD MARIE, ROBARD DANIEL, ROBARD CHANTAL, ROUMEGAS JEAN-LOUIS, SALVAT DENISE, SEIDENBINDER PACOME, SERVOUSE CATHERINE, SIBIEUDE MARIENOELLE, SILICE STEPHANE, SIOL YVETTE, SOULLIER HARRAGA CAROLE, TAOUCHIKHT YOUSSEF, TARDY CHRISTOPHE, TELIBA AHCENE, THURIAUX SEBASTIEN, TIXADOR JEANPIERRE, VERNHES PIERRE, VIALA MARC, VIDAL JOSETTE, WOLFF PASCAL, YOUSFI DALILA, ZIANI HANANE, ZLOCH ASSIE JULIEN

LA RÉUNION

BUSSER ALAIN, CLEMENTE MICHEL, COUDRIET BENJAMIN, DENYS THIERRY, ERPELDINGER JEAN, GOUDEAU CAROLINE, MARCHAU JEANPIERRE, MAZARIFROGER NADIA, MOYAC CHARLES, PAYET GENEVIEVE, PEKKIP MEHMET MAURICE, RADAKICHENIN MINATCHY NILA, TAGLIAFERRI JEANMARC, TROMBETTA AURELIE, VIAUD MANUEL

LIMOUSIN

ALDRIDGE EVE-MARIE, DANO YANNVINCENT, DESPAIN PIERRE, FREYGEFOND DANIEL, MARTINIE DENIS, NORMAND DOMINIQUE, TEILLOUT COLETTE, TESCHER DIDIER

LORRAINE

BILOT GILLES, CAPS ANTONY, DIDIER PASCAL, GILQUIN ARIANE, HARAU GUY, LEGENDRE BERNARD, PARACHINI ELISABETH, POIREL DAMIEN, REMAOUN AHMED, ROMANI ELIANE

MIDI-PYRÉNÉES

ADDA FATMA, ARCANGELI FRANCOIS, ARRIGHI RIBES CHRISTINE, BARBIER PASCAL, BOUDAUD ALEXIS, BROZIO BRIGITTE, BROZIO KARL HEINZ, CHAVAROT HENRI, CROS GUILLAUME, DEDIEUCASTIES FRANCOISE, GODEC REGIS, GOTTARDI MELANIE, GREZE CATHERINE, JEANDEL CATHERINE, MORETTO CHRISTIAN, NICKLAUS SOPHIE, NITOUMBI DOMINIQUE, PONS MARIECHRISTINE, PONS MARIECHRISTINE, POUPOUNOT BERTRAND, POUSSE DENIS, REDONNET PIERRE, RENAUX CATHERINE, ROD DIDIER CLAUDE, SABATIER PHILIPPE, SARRAILH JOCELYNE, SARRAILH MICHEL,

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE

a

POUR UN CAP ÉCOLOGISTE



SAUVAIRE GEORGETTE, SERIN CHRISTIAN, VITRAC AURELIEN

NORD-PAS-DE-CALAIS

AIT ESSAGHIR EL HASSAN, ALLARD PHILIPPE, BERNIER LAURENT, BERTIN GWENDOLINE, BIGOT FREDERIC, BOCQUET STEPHANIE, BOCQUET BERTRAND, BOULNOIS MARC, BOUTRY VINCENT, BURVINGT FLORENCE, CASSEZ PRISCILLA, CAU EMMANUEL, CAU DASSONNEVILLE FLORENCE, CHOUIA KARIMA, DALEUX LISE, DE VETTER FRANCOIS XAVIER, DE VEYLDER BERNARD, DELEBARRE XAVIER, DHAISNE DAVID, DHELIN VINCENT, DIZY HERVE, DRON SEBASTIEN, DUCHATEAU MARIECLAUDE, DUPONT SYLVIANE, FLAUTRE HELENE, GEST ALEX, GEST FRANCIS, GESTBAYLE MIREILLE, GOSTIJANOVIC FREDERIC, HOORNAERT PASCALE, JANUEL PIERRE, LAZAOUI CHRISTIAN, LAZAOUI ANDRE, LAZAOUI RACHIDA, LECAILLE JULIEN, LECAILLE JANINE, LECLERCQ SYLVIE, LEMOINE JEANMARIE, LLUCH RAPHAEL, LLUCH PLARD JOSIANNE, MOTTE IGNACE, OUFQIR JAMEL, POULTRENIER ENZO, PRADAL CYRILLE, RAHIM TOUNES, RAHNI YAMINA, RAISON ARNAUD, RAVAUX SERGE, ROUSSEAU SANDRINE, SBAI MAJDOULINE, SCAVENNEC CELINE, SERGEANT CHANTAL, SERGEANT BERNARD, STEINAUER MATHILDE, SZCZEPANSKI JEAN DAVID, TILLIE PATRICK, TONDELIER MARINE, VAILLANT CLAIRE, VANTROYS ALAIN, VERNIER BERTRAND, WILLEMAET DIDIER, WOJCIESZAK JULIEN

PAYS DE LA LOIRE

AURIOL DIDIER, BAFFOU THIERRY, BARON

BRUNO, BASSAL AICHA, BASSANI PILLOT CATHERINE, BAUCHET MANAI HEDIA, BAZIN FABRICE, BENHADJBA ALI, BILAND PIERRE, BIR CECILE, BOILEAU CLAUDIE, BOILEAU CLAUDIE, BONNET JOSEPH, BOUCHAUD EMMANUELLE, BOUCHOUX CORINNE, BRAUD ALEXIS, BRAUD JEANMICHEL, BRUNEAU DOMINIQUE, BULARD OLIVIER, CARDET CHRISTELLE, CARDET CHRISTOPHE, CARDIN CELINE, CARDIN CELINE, CHIRON PASCALE, COCHY JACQUES, COTREL PATRICK, CREACH PEGGY, DANTEC RONAN, DE RUGY FRANCOIS, DEBOST ELEN, DELABYE CHRISTINE, DOUGE CECILE, DOUGE CHRISTOPHE, DRONET LUDOVIC, DRONET LUDOVIC, DULONG VINCENT, GABORY FRANCOIS, GALLANT JEAN FRANCOIS, GALLANT MIREILLE, GARNIER BERNARD, GOICHON CLAUDINE, GRESSANT PIERRE, LAERNOES JULIE, LAINE LOIC, LAPLANE ANTOINE, LAVEAU ROMAIN, LE BRUN PIERREYVES, MAGNEN JEANPHILIPPE, MAHE GILLES, MARTIN NICOLAS, NAIZAIN PATRICK, NARIOO MICHEL, NAULIN HELENE, PENNUEN FRANCK, PEZOT BENOIT, RAMPONI DANIEL, RECLUS COLETTE, REMOISSENET JOELLE, ROLEZ ANAIS, SERS CLOTILDE, SERS CLOTILDE, TALLIO JEAN FRANCOIS, TRICHETALLAIRE DOMINIQUE, VOISIN ELODIE, ZEDIRA OIRDA,

PICARDIE

AHMEDALI NORA, BANVILLE FRANCOISE, BELLET CHARLES, BELLET LOUISE, BISMUTH JEANMARC, BLONDEL DOMINIQUE, BOUILLONCONRAD SIMONE, BOUVIER DANIELLE, BOUVIER FREDERIQUE, BROCHOT THIERRY, BROCHOT MIREILLE, CAHU MICHELE, CANON PATRICK, CHRISTMAN MARYSE, CORNUT SYLVAIN, DELATTRE FRANCK,

DELATTRE FLORIAN, DELATTRE MANON, DERVIN VALERIE, FERTE SOLANGE, FILLION CLAUDE, FONTAINE JACQUOTTE, FONTAINE MICHEL, FRANCK JEAN MARC, FRANCOIS ANNICK, FRANCOIS ARNAUD, FROIDEFOND CLEMENTINE, FROIDEFOND PASCAL, GERTENOT DANIEL, GOBRON LOUIS, GUILLEMIN CHRISTINE, GUILLEMIN BRUNO, HOUSSEAUX GERALD, JOURDAIN DOMINIQUE, LACROIXJAEGGY ELENA, LAFITE PIERRE, LEBEE STEPHANIE, MERZOUKI FAZIA, MERZOUKI AREZKI, METTAI FRANCINE, METTAI GIL, OLOCCO FRANCIS, PHILIPPE ROSELINE, POMPILI BARBARA, PORQUIER CHRISTOPHE, REDOUTE NATHALIE, REY MARC HERVE, ROGER PHILIPPE, TAHI SOFIANE, TETU JEANPIERRE, VAILLANT LUCIENNE

POITOU-CHARENTES

BRION YVES, COLLON JEAN, COUTANT FRANCOISE, DESVEAUX BRIGITTE, GRELLETY ELIANE, JOUBERT MARIE MADELEINE, JOURDAIN BERNARD, MASSONNEAU VERONIQUE, MASSONNEAU BRUNO, NOCQUET CHANTAL, PAILLER BEATRICE, ROCHAUD ROBERT, VIDOR VERONIQUE, VILLESSOT MICHEL

PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR

ANTRESANGLE CHRISTELLE, AUBANEL ALEXANDRE, BLANC FELIX, BLANC OLIVIA, BOLLET ELISABETH, BOUARD CHRISTINE, CABRILLON PATRICK, CHARRIAU COLETTE, DANIEL LAETITIA, DELHAYE ANNICK, DELPORT BRUNO, DENEÉ BEATRICE, DEPRET CHRISTIAN, DUFLOT NADINE, DUPOUY

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE

a

POUR UN CAP ÉCOLOGISTE



BERNADETTE, ELLA EBANG NATHALIE, FAUGERE ANNE LAURE, FERNANDEZ FRANCIS, GARRIC SEBASTIEN, GROGNOU ALAIN, GUENDOUZ HAMID, GUENDOUZ MYRIAM, HAMY FRANCOIS, HARBOURG STEPHANE, HERNANDEZ NICAISE MARI-LUZ, HISPA DORIAN, HOCQUAUX THIEMONGE JEANNINE, ISNARDON FRANCIS, LAFLOTTE JOHAN, LAMBERT FRANCOISMICHEL, LEFEVRE AYA, LISBONIS BRIGITTE, LISBONIS FRANCOIS, MARTINMENADIER ANTHONY, MICHEL EMMANUELLE, MICHEL HADRIEN, MINETTO ANDRE, ONANA JEANPAUL, PETIT JEANYVES, PONCET-RAMADE MICHELE, REVIRIEGO EMMANUELLE, RICHARD FERDINAND, RIESENMEY JEAN, RUBIROLA COLETTE, RUBIROLA BLANC MICHELE, SEMERIVA PIERRE, STEFANAGGI SEBASTIEN, TRINH HERVE, ZAIDAT HAMED, ZAVRSNIK DAMIEN

RHÔNE-ALPES

BACHELOT OUDJAUDI CECILE, BAILLY JEANMICHEL, BALMAIN HENRI, BARRE BERNARD, BERGER ERIC, BERNARD BRUNO, BESSET JEROME, BOSSY SOPHIE, BOYADJIAN MARTINE, BUCKI EMMANUEL, CANIN PATRICK, CHOLLET FLORIAN, COIFFARD LIONEL, COLLOMBET GERMAIN, COMBE JEAN MICHEL, DARRIAU VALERIE, DE BEAUMONT ANNE, DE MURCIA DANIEL, DECALF LAURENT, DEDONDER ERIC, DENISE JEANMARC, DEPLANCKE DIDIER, DUBOT FANNY, DUCHESNE MAURICE, DURIEUX YVES, DUVERGER JEAN, EHRSTROM ANNE, FALCHIER DANIELE, FORNITO VICTOR, FRACKOWIAK JEAN, FRANQUET CHRISTINE, GANDILHON STEPHANIE, HEMON PIERRE, JOUANY JEANPIERRE, KDHIR MONCEF, KHELIFI ZEMORDA, KRETZSCHMAR CYRIL, LANDEL PIERREANTOINE, LANTHEAUMEFAVIER

MARIE, LEGEAS PHILIPPE, LONGEON OLIVIER, MAISTRE ISABELLE, MEIRIEU PHILIPPE, MONANGE BENOIT, MOREL MAURICE, MOREL HELENE, MORLAND VINCENT, MOYERSOEN CHRISTIAN, ODIARD PATRICK, OUDJAUDI GEORGES, OUDJAUDI JEAN, OUDJAUDI MARYSE, PATUREAU MIRAND NICOLAS, PAYENVIGNE COLETTE, PERSICO DANIELLE, RAY JEANCLAUDE, RIVASI MICHELE, ROCHETTE MARIECLAUDE, ROUSTAN YANN, SENAL JACKY, SENNI NADIA, SERRATE BENEDICTE, SIEGWART CECILE, SILVA BRIGNARDELLO PATRICIO, TAIN DANIEL, THERY JOSELOUIS, THEVENIEAU FRANCOIS, TOUTANT VERONIQUE, VALLET CYRILLE, VESSILLER BEATRICE, VIALLETON PHILIPPE, VIALLETON MARIEMICHELLE, VILARS BERNARD, WEILER MARC

SAVOIE

ASTORG FRANCOIS, LOTODE LUDOVIC, WALTHERT SELOSSE CATHERINE ■

TEXTE SOUMIS AU VOTE



LÀ OÙ VIT L'ÉCOLOGIE !

Solidaires, indépendantEs et en mouvement...

Là Où Vit l'Écologie !

Avec le soutien d'Eva Joly, Julien Bayou, Isabelle Attard, Francine Bavay, Véronique Bérégovoy, Sébastien Barles, Laetitia Sanchez, Augustin Legrand, Albert Peirano, Emeline Baume, Safia Lebdi, Wandrille Jumeaux, Janick Magne, Maxim Hupel, Erwan Ruty...

De Rio à Istanbul, la planète est en mouvement. Des millions de personnes luttent, et inventent des alternatives au système actuel. Dans le domaine de la protection de l'environnement, de la consommation, du cadre de vie, des droits des individus, toutes et tous cherchent davantage qu'une issue à la crise, un changement de modèle.

Nous devons nous développer au cœur de ce foisonnement, là où l'alternative se construit, là où vit l'écologie.

EELV est confronté à un choix radical. Soit se satelliser davantage encore dans la dépendance à un parti socialiste incapable d'envisager une alternative au libéralisme. Soit faire le pari d'une orientation politique en

phase avec les défis de la planète, d'un parti plus ancré dans la société et d'une nouvelle stratégie d'alliance.

LES ÉCOLOGISTES AVAIENT RAISON, ET ALORS ? L'AVANT-GARDISME N'EST PAS UNE POLITIQUE.

La mutation écologique avance à pas de fourmi quand il faudrait cheminer par sauts de géants. Lancer l'alerte ne suffit pas à éteindre l'incendie. Pire, nous voilà dans la situation du sonneur de tocsin qui attire sur lui les reproches parce que ses cris troublent le sommeil collectif. Qui crie « *au feu !* » se voit répondre « *au fou !* ». **Pourtant, l'écologie n'est pas un nouveau millénarisme qui annonce l'apocalypse.**

Faute d'arriver à peser suffisamment sur la politique conduite par le gouvernement, nous sommes en voie de normalisation. Nos errements tactiques et leur théâtralisation donnent prise à un procès en opportunisme qui peut nous être fatal. L'écologie politique est en danger.

Dès lors, se féliciter de la justesse de nos positions comme nous le faisons congrès après congrès ne mène nulle part.

Avoir raison seulEs, c'est en somme avoir tort, puisque nous ne parvenons pas à convaincre la société de la justesse de nos solutions.

L'avant-gardisme catastrophiste nous a entraînés dans une impasse, parce qu'il a consisté à imaginer que nous pouvions conduire le changement écologique sans l'accord du plus grand nombre.

CONSTRUIRE L'ÉCOLOGIE POPULAIRE POUR GAGNER LA MAJORITÉ CULTURELLE.

« *Cessez d'être obsédés par la fin du mois. Vous ne voyez pas que nous nous parlons de la fin du monde ?* ». Nous semblons faire un bras d'honneur constant aux plus pauvres. De manière emblématique, le débat sur le diesel nous a enfermés dans une caricature, comme si nous étions insensibles à la question sociale. C'est que nous avons oublié les précieuses leçons de Chico Mendes ou Wangari Mathai : **Le meilleur des programmes écologistes vaut peu si une dynamique populaire ne porte pas sa mise en œuvre.** Agir avec le peuple pour transformer ses conditions de vie, voilà la feuille de route de l'écologie.

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



LÀ OÙ VIT L'ÉCOLOGIE !

Il nous faut mener la bataille pour la majorité culturelle. Nous défendons l'idée d'une écologie populaire, une écologie qui forge ses propres aspirations au diapason de celles des habitantEs de ce pays, en faisant de la lutte contre les inégalités une priorité.

Cette écologie ne court pas après la croissance verte : elle cherche l'égalité des conditions de vie à travers la défense des biens communs et la justice environnementale.

DU MIRAGE DE L'ÉCOLOGIE POSITIVE AU COURAGE DE L'ÉCOLOGIE MOBILISÉE.

Occupée par la seule stratégie électorale, la majorité sortante a tout basé sur l'idée qu'une conquête du pouvoir institutionnel suffirait à transformer la société, mettant au second plan la question de la mobilisation citoyenne.

Or c'est là que se préparent les victoires politiques. **La fragilité actuelle de notre position au gouvernement provient de notre faiblesse dans la société.**

Voilà pourquoi il ne faut pas seulement dire que nous marchons sur

nos deux jambes, l'une dans les institutions, l'autre dans les mouvements sociaux. Il faut aussi dire quel pied mène l'autre. **Pour nous, c'est bien l'implication dans la société qui doit être cardinale dans les années à venir.**

Cette orientation, c'est l'écologie mobilisée, une dynamique politique qui fait le pari du pouvoir des citoyenNEs et s'appuie sur les mouvements sociaux et environnementaux.

Faire le choix de l'écologie mobilisée c'est faire le choix du réalisme, et tourner le dos à l'idée selon laquelle l'écologie pourrait être consensuelle. Soyons lucides : les puissances financières ne sont pas disposées à jouer le jeu.

Nous savons que la démocratie nécessite de passer des compromis. Mais sans rapport de force, il n'y a pas de bon compromis possible.

Celles et ceux de nos amiEs qui se réclament de l'écologie positive, (comme si elle pouvait être négative !) doivent méditer les leçons du détricotage du Grenelle de l'environnement : **l'écologie positive ne pèse pas grand chose face au pouvoir des lobbies**, parce que la technocratie a été élevée dans le culte de la croissance et du

productivisme. L'écologie est une vérité qui dérange la culture dominante au sein des institutions.

Notre premier ennemi est l'opacité. Nos éluEs doivent être les fers de lance de la lutte pour la transparence et la redistribution des pouvoirs. Responsabilité et éthique sont essentielles dans le bras de fer qui nous oppose aux lobbies. **Si notre présence dans les institutions est essentielle, c'est pour bousculer les conservatismes et changer les règles du jeu.**

Tant que nous serons dans la coalition gouvernementale, la société attend de nous une double action : avoir le courage de peser en interne, et de lutter en externe, sans nous contenter de la faiblesse des arbitrages rendus à l'Elysée. C'est la stratégie de l'écologie mobilisée.

REDONNER UN SENS AU MOT ÉGALITÉ ET SORTIR DE L'AUSTÉRITÉ POUR COMBATTRE LE NATIONAL-POPULISME EN FRANCE ET EN EUROPE.

On peut lister nos divergences avec la politique menée : CICE, ANI, grands projets inutiles, EPR, retraites, expulsion des Roms, scrutins territoriaux, cumul des mandats, indi-

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



LÀ OÙ VIT L'ÉCOLOGIE !

gence de la loi pour l'égalité hommes femmes, absence d'une grande réforme fiscale ou statu quo nucléaire. On manquerait l'essentiel : **loin d'engager une politique porteuse d'un changement de modèle, le gouvernement est prisonnier du culte de la croissance et obsédé par l'idée de plaire aux marchés. Cette orientation empêche toute volonté et paralyse l'intelligence.** L'austérité enlise l'action du gouvernement en lui ôtant toute marge d'action budgétaire

Parce qu'elle n'ouvre pas de perspective d'émancipation individuelle ou collective, parce qu'elle n'endigues pas la montée du chômage, parce qu'elle refuse obstinément d'engager la transition vers un autre modèle de développement et de partage des richesses, **la politique menée conduit le pays à la catastrophe nationale populiste.**

Depuis des années, la lutte « *contre le FN* » ne fonctionne pas parce qu'elle se cantonne principalement au registre des valeurs. Or **c'est la République elle-même qui semble avoir abandonné la valeur égalité sous les coups d'un libéralisme qui démantèle la cohésion sociale et territoriale de notre pays.**

Pire, dans une société de consommation ou l'on confond l'être et l'avoir, la crise sociale nourrit une crise identitaire : « *qui suis je si je ne possède rien, ou si peu* » ?

S'adressant aux millions de personnes qui se sentent dépossédées de leurs vies, le FN a réussi à faire coïncider dénonciation de la corruption des élites, populisme islamophobe et sentiment anti-européen en une seule et même plateforme, plus dangereuse qu'un cocktail Molotov.

La construction européenne aurait pu être un rempart contre les extrémismes : elle est aujourd'hui un accélérateur de leur montée. Dans ce contexte ne pas avoir renégoциé le TSCG est une faute politique de grande ampleur.

Pour sauver l'idée Européenne, il faut la réorienter. Battons-nous sur plusieurs fronts : **contre le national-populisme et les égoïsmes nationaux, contre les politiques d'austérité et la confiscation démocratique.**

Lors des élections Européennes, défendons l'idée d'une Constituante pour une Europe démocratique, d'un pacte écologique et d'un traité social qui doteraient l'Union d'une stratégie de lutte contre le dérèglement climatique et d'un agenda précis

pour répondre à la crise sociale. Portons l'idée d'une Europe de la diversité culturelle et linguistique, **une Europe des régions** fière de ses richesses et de ses multiples facettes. Elle est pour nous le prolongement évident de notre engagement pour **une Sixième République, en rupture avec notre régime centralisateur pour une démocratie apaisée et régionaliste.**

BÂTIR DE NOUVELLES ALLIANCES CIVIQUES POUR TRANSFORMER LA SOCIÉTÉ

L'espoir n'a pas déserté la scène de l'histoire. La société ne s'est pas arrêtée de lutter, les intellectuel·lEs n'ont pas cessé de penser parce que la gauche a gagné les élections. Des Villes en transition au mouvement des Colibris, en passant par les mères des Quartiers Nord de Marseille, les initiatives de reprise en main de notre destin commun fleurissent.

Le Manifeste convivialiste paru en juin est une initiative capitale qui vise à construire une synthèse politique entre différents courants de la pensée critique. Nous tenons ce texte pour une

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



LÀ OÙ VIT L'ÉCOLOGIE !

avancée majeure qui pose la question de notre propre dépassement dans une dynamique plus large.

Des convergences nouvelles doivent voir le jour. Redonnons une dynamique de transformation à la majorité en faisant converger les forces environnementalistes, sociales, associatives et syndicales qui toutes donnent de la voix en ordre dispersé.

Proposons à ces acteurs de peser sur le cours des choses en organisant des Assises de la transformation écologique et sociale. Sans gommer les différences des unEs et des autres, proposons de travailler ensemble à une plate-forme de propositions et revendications capable de s'imposer au gouvernement.

CONSTRUIRE UNE NOUVELLE MAJORITÉ : RAPPROCHER L'AUTRE GAUCHE ET L'ÉCOLOGIE.

Nous proposons aussi d'engager la discussion avec le Front de gauche et la gauche hétérodoxe du parti socialiste : la ligne de fracture principale au sein des gauches n'est pas entre ceux qui participent au gouvernement et

ceux qui n'y participent pas, mais sépare les tenants d'une autre politique de ceux qui n'ont que l'orthodoxie comme horizon. A EELV de faire bouger les lignes pour une politique alternative.

Dès les municipales, favorisons la création de listes citoyennes de large rassemblement chaque fois que c'est possible.

Et pourquoi pas en 2017, des primaires de l'autre gauche et de l'écologie, ouvertes aux amiEs de Benoit Hamon, Christiane Taubira, Marie-Noëlle Lienemann mais aussi à ceux/celles de Jean-Luc Mélenchon ou aux membres de Roosevelt 2012 ?

Certes, de sévères désaccords existent. Mais le dialogue doit se nouer pour les dépasser. En 2017, la possibilité pour les écologistes de peser sur le scrutin passera par la création d'un bloc politique plus large.

RETROUVER NOTRE FIERTÉ : CONSTRUIRE UN GRAND MOUVEMENT PLUTÔT QUE CHERCHER À CONTRÔLER UN PETIT PARTI

En 2009, nous incarnions les combats du monde qui change, le mouvement, le renouvellement, la lutte contre l'oligarchie, la politique autrement.

Depuis, le repli, les querelles internes et les manœuvres pour le contrôle de l'appareil ont remplacé l'esprit d'ouverture et d'enthousiasme. **Pour renouer avec le succès, déverrouillons le parti.**

Pour permettre à chacun de devenir animateur/trice de la vie politique, créons une Académie verte : histoire de l'écologie, des mouvements sociaux, communication, partage de pratiques militantes...

Construisons un parti-réseau, relançons la coopérative comme espace d'expérimentations et d'initiatives communes au peuple de l'écologie.

Pour convaincre, allons à la rencontre du pays : **ouvrons une large campagne d'adhésion et de porte-à-porte, avec comme objectif des millions de signatures contre le dérèglement climatique, pour préparer la conférence de Paris.**

Un autre parti est possible si nous osons nous tenir au cœur de la société. Pour les années qui viennent, nous vous proposons **de relever la tête et de retrouver la fierté d'être écologistes.** ■

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



LÀ OÙ VIT L'ÉCOLOGIE !

LISTE POUR LE BUREAU EXÉCUTIF *

Julien Bayou (IdF), conseiller régional d'EELV, co-fondateur de Génération Précaire, Jeudi Noir, Sauvons les Riches, ou plus récemment, de la Nouvelle école écologiste, qui vise à recréer le lien entre EELV et la société, et actuellement chargé de campagnes chez Avaaz.

Francine Bavay (IdF), ingénieure, par deux fois vice-présidente du Conseil régional IDF. Engagée au sein du collectif des « non » au Traité Constitutionnel Européen, puis dans le collectif pour un rassemblement anti-libéral de gauche, fut ensuite l'une des fondatrices du Grenelle alternatif et citoyen. Elle est également fondatrice de « EluEs contre la violence faite aux femmes » et a été membre du CE des Verts.

Sébastien Barles (PACA), porte-parole EELV PACA, conseiller municipal de Marseille, cofondateur du collectif des Gabians, très impliqué dans la création de l'Ecomotive de Marseille. Directeur de campagne de Michèle Rivasi et de Laurence Vichnievsky aux dernières élections européennes et régionales. Militant

altermondialiste au sein d'Attac, organisateur du Forum social Européen 2003.

Véronique Bérégovoy (Haute Normandie), rédactrice territoriale, déléguée syndicale, Vice-Présidente de la région Haute-Normandie déléguée au développement durable (transition énergétique, préservation de la biodiversité et éducation à l'environnement et au développement durable). Membre du CF. Très engagée pour une écologie populaire et participative.

David Mbanza (IdF), enseignant, conseiller régional IdF, conseiller municipal de Bois-Colombes. Militant et bénévole auprès de plusieurs associations de solidarité internationale. Avant son arrivée, il n'y avait aucun adhérent EELV à Bois-Colombes.

Marie Toussaint (IdF), cofondatrice de la Nouvelle école écologiste, ancienne Secrétaire Fédérale des Jeunes écologistes, investie dans les réseaux internationaux, Jeunes écologistes européens, Falafel, préparation du KlimaForum de Copenhague, Rio +20 Jeunesse, actions

internationales d'ATD Quart Monde, et Attac. Membre du CF et du COP.

Bernard Derbez (PACA), ingénieur, Hautes-Alpes, a participé à la création du mouvement Biocoop, membre du CPR PACA et du CF.

Lela Bencharif (Rhône Alpes), ingénieure et Docteure, est Vice-présidente du Conseil régional Rhône-Alpes déléguée à la démocratie participative et à l'éducation populaire et Membre du Conseil national de lutte contre les exclusions. Présidente de l'association Es-sadi et engagée dans l'éducation à la santé et à la citoyenneté.

Aurélien Danvert (NPdC), fonctionnaire stagiaire à l'institut régional d'administration de Lille. Ancien responsable des Jeunes écologistes de Lille/NPDC et ancien syndicaliste étudiant.

Zita Tugaye (Midi Pyrénées), secrétaire adjointe EELV Toulouse. Travaille dans une collectivité locale pour la mise en œuvre des politiques de développement durable.

Adrien Brunetti (Rhône Alpes), juriste en droit de l'environnement

* Sous réserve de validation par le Conseil statutaire.

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



LÀ OÙ VIT L'ÉCOLOGIE !

(Frapna, FNE, Confédération Paysanne...), militant des droits de l'homme et ancien membre du CPR délégué à la coopérative en Rhône-Alpes.

Cécile Prudhomme (Franche-Comté) Attachée des élu-e-s EELV à la mairie de Besançon. Membre du CPR. Engagée et secrétaire de l'association «Zutique Production»: actions culturelles où se conjuguent démarche artistique et lien social.

Fredric Toutain (Basse Normandie), spécialiste des questions numériques et de leur impact sur la société, partisan du logiciel libre.

Isabelle Attard (Basse Normandie), chercheuse, Directrice de musée, Députée de la cinquième circonscription du Calvados, spécialiste de culture et de libertés numériques, engagée dans l'adoption d'une Charte pour des éluEs responsables.

Mathieu Bouchard (Languedoc Roussillon), journaliste et doctorant en histoire, spécialiste des conflits du Moyen-Orient. Militant au sein du GL d'Agde-Pézenas (34), il lutte pour implanter une écologie populaire en zone péri-urbaine et semi-rurale.

Là Où Vit l'Écologie !

Avec le soutien d'Eva Joly, Julien Bayou, Isabelle Attard, Francine Bavay, Véronique Bérégovoy, Sébastien Barles, Laetitia Sanchez, Augustin Legrand, Albert Peirano, Emeline Baume, Safia Lebdi, Wandrille Jumeaux, Janick Magne, Maxim Hupel, Erwan Ruty...

Présentation des candidatures au Bureau exécutif

De Rio à Istanbul, la planète est en mouvement. Des millions de personnes luttent, et inventent des alternatives au système actuel. Dans le domaine de la protection de l'environnement, de la consommation, du cadre de vie, des droits des individus, toutes et tous cherchent davantage qu'une issue à la crise, un changement de modèle. Nous devons nous développer au cœur de ce foisonnement, là où l'alternative se construit, là où vit l'écologie.

C'est l'engagement qu'ont pris ensemble les candidat-e-s de la motion LOVE au Bureau exécutif. C'est l'engagement qu'à travers leurs expériences sur des territoires, dans des conditions diverses, ces candidat-e-s font vivre depuis plusieurs années.

La volonté d'abord de faire vivre des alliances renouvelées, à toutes les élections, du niveau local au niveau européen, que nous considérons comme seul moyen de nous sortir de notre face à face mortifère avec le Parti Socialiste.

La volonté ensuite de permettre le dépassement de la forme partidulaire traditionnelle, en faisant écho avec le mouvement des Indignés ou Occupy partout autour de la planète. La Nouvelle école écologiste est née de cette volonté, tout comme les ruches écologiques, dont l'Ecomotive à Marseille, centre de ressources et pépinière de projets écolos.

Au-delà des initiatives individuelles, et pour faire revivre la flamme de 2009, les candidat-e-s de la motion LOVE au Bureau exécutif auront à cœur, pendant leur mandat, de repenser les liens de notre mouvement avec la société, le mouvement social, les collectifs et associations « en lutte » ou encore les écologistes du quotidien. ■

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



LÀ OÙ VIT L'ÉCOLOGIE !

AQUITAINE

NEVEU DANY, NUNES CHRISTOPHER,
PAUL NATHALIE, PERE BERNARD

AUVERGNE

BESSAT VINCENT, CARRILLO BESSAT
CLARISA, FRECHOU STEPHANE,
GEOFFRIAU ARIEL, GUEROULT OLIVIA,
MASSIP-FRECHOU AGNES

BASSE-NORMANDIE

ALBERT SARAH, AMIEL CAROLINE,
ATTARD ISABELLE, BELLET SEBASTIEN,
BOYER PAUL, CHANU DIDIER, FACCHINI
PIERRE, FILLIATRE NOELLE, LEFEBVRE
DOMINIQUE, TOUTAIN FREDRIC

BOURGOGNE

BERBAIN PIERRE, REJASSE ALEXIS, ROUX
ANDRE

BRETAGNE

PIERSON PASCAL, TILLOY JEAN-MICHEL

CENTRE

GUERRIERI FERNANDO-J

FRANCHE-COMTÉ

GONTHIER NICOLAS, LANDRY MARTINE,
PRUDHOMME AHONDEME CECILE

HAUTE- NORMANDIE

BEREGOVY JEAN MICHEL, BEREGOVY
VERONIQUE, BOUCHON NICOLE,
BOUCHON PIERRE, CUSSIGH LAURENT,
DEVIN NATHALIE, DEVIN YANN, DOURY
SERGE, EL KHILI FATIMA, GOODE
CATHERINE, LESCONNAC FRANCOISE,
MARTOT STEPHANE, PERSIL MARIE-
FRANCE, SANCHEZ LAETITIA, WEISZ
FREDERIC

HORS DE FRANCE

DRUI DAVID, GUILLOT CORALIE, POMEZ
CHISTOPHE, PUISIEUX KEVIN, VINCENT
ARTHUR

ÎLE-DE-FRANCE

BAVAY FRANCINE, BAYOU JULIEN,
BONNIN MARCEL, BONNIN SIMONE,
BOUCHET BRIGITTE, BOUMENDIL
NATHAN, BRAVO SYLVIE, BRUGEAUD
ISABELLE, COQUELIN ERIC,
DASSONNEVILLE LOUIS, DESCHAMPS
ARNAUD, DESQUILBET JEROME, DJABALI
FARID, DUCASSE BENOIT, DUTREY
MARIE-AMELIE, FRADET ELODIE, GABRIEL
MARCUS, GIRARD CLEMENT,
GODIGUEN SEVERINE, HOLMAN
CLEMENCE, JOURDAIN PIERRE-YVES,
JUMEAUX WANDRILLE, KARKIDES JEAN-
LOUIS, LACOUR BLANDINE, LACOUR
BLANDINE, LAUNAY ANNE, LAUNAY
NATHALIE, LAURENT VINCENT,
LAVASTRE PHILIPPE, LECLERCQ
SEVERINE, LEKIN SYLVIE, LEPERS ELLIOT,
MADELINE VINCENT, MATA JEAN,
MBANZA DAVID, MENDY STANISLAS,
MIRZAYAN PHILIPPE, OULD JIDDOU
BABA, PEIRANO ALBERT, POINTAL
ROLAND, POIRIER MARIE-CATHERINE,
PONGE PHILIPPE, POTHIER JEANNE,
POUROUCHOTTAMIN PRABODH,
RABEAU ROLAND, STEINBERG
FREDERIC, SUAUDEAU HERVE, TISSIER
CATHERINE, TOUSSAINT MARIE, VILAIN
CLAUDE

LANGUEDOC- ROUSSILLON

ATTARD JEAN-LOUIS, BOUCHARD
MATHIEU, BOUSQUET CHRISTIAN,
DACHEUX PIERRE-YVES, MATELLY JEROME

LA RÉUNION

KICHENASSAMY JEAN

LIMOUSIN

DORANGE ALAIN, MANDONNAUD PAUL

LORRAINE

BILLON SERGE,

MIDI-PYRENEES

CLAIRIN ANNICK, COULIOU BENOIST,
SIMON PASCAL, TUGAYE ZITA, VIGNE
MICHELE

NORD- PAS-DE-CALAIS

DANVERT AURELIEN, DECARPENTRY
EMMANUEL, NICOSTRATE BRUNO,
RIMBERT ANNETTE, WERY AURELIEN,
ZINGIRO MARLENE

PAYS DE LA LOIRE

BOIS HERVE, GONTAUD BERNARD,
HOFFMANN LIONEL, MICHEL PIERRE,
NEAU FREDERIC

PICARDIE

JEANDEL BERTRAND

POITOU-

CHARENTES

BOISSET JACQUES

PROVENCE-ALPES- CÔTE-D'AZUR

ANTONI CAROLINE, BARLES FLORE,
BARLES GUILLAUME, BARLES SEBASTIEN,
BEAUJARD CLAUDE, BERROD PHILIPPE,
CANTON JEAN, CAPITAINE MORVANA,
CARLIER ANNE-SOPHIE, CARLIER DANIEL,
CARLIER HERMINIE, CARLIER LYDIA,
COLAS JACQUELINE, COLOMBANI

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



LÀ OÙ VIT L'ÉCOLOGIE !

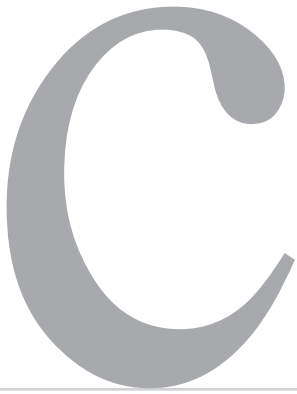
ESTELLE, DEGIOVANNI ALAIN,
DELEUNEVILLE SYLVAIN, DERBEZ
BERNARD, DESERT CLAIRE, DESERT JEAN-
JACQUES, FARASSE FELICIE, FAUCHE
JEAN-LUC, FERRIER EMMANUEL,
GAILLARD FLORENCE, GANDOLFO
ADRIEN, GARCIA EMMANUEL, GLEIZES
JEAN-MARIE, JAMGOTCHIAN SERGE,
JIMENEZ CEDRIC, LAISNEY ALAIN,
LAISNEY MONIQUE, LEGOFF YANN,
LEGROS DOMINIQUE, LOUIS URSULE,
MAGNIGNY EMMANUELLE, MARTIN
SANDRINE, MURAGLIA MAGALI, PEREZ
JACQUES, PIBOULEU VIRGINIE, PRIMARD
LAURE, RIALLAND MARIE-EVE,
ROSENBLATT ANNIE, SANTINI
DOMINIQUE, SAUTEL ROGER,
VERHERBRUGGEN FRANCK

RHÔNE-ALPES

BAUME-DE-BROSSES EMELINE,
BENCHARIF LELA, BRUNETTI ADRIEN,
DI NOTO ROMUALD, DOUADY
GUILLAUME, OLIVERI SERGE,
SCHNEIDER JEAN-FRANCOIS

SAVOIE

ALLAMAND NOELLE, BOSSON
HERVE ■



OBJECTIF TERRE



La tête dans l'utopie, les pieds sur la terre : la terre des femmes et des hommes, la terre du Sud et du Nord, celle du local et du global, celle qu'on enrichit de nos idées, de nos actions et qui fait grandir ; s'il faut « orienter EELV » c'est avec un projet de société qui n'attend pas des lendemains qui chantent mais qui nous fait chanter tous les matins, car c'est ici et maintenant que nous inventons la terre de demain.

LES PIEDS SUR TERRE ET LA TÊTE DANS LES ÉTOILES :

4 piliers pour regarder le ciel sans peur que la maison s'écroule

« S'orienter », c'est retrouver notre capacité collective à montrer que si des alternatives se développent et montrent qu'un autre monde est possible, elles peuvent changer d'échelle en étant appuyées, soutenues, défendues et approfondies par les politiques: tel est le rôle du parti. Pour cela nous proposons de mettre en débat et en marche un véritable projet de société sur la base de

quatre principes fondateurs en capacité de fédérer les révoltes et les indignations en sachant qu'on ne change pas le monde avec des pratiques et des modèles d'organisation qui ont mené à sa destruction.

I – en l'air : transition énergétique et sobriété

Si l'arrêt du nucléaire conditionne la transition, (car comment désirer un autre monde sous la menace permanente de sa destruction), le développement des énergies renouvelable ne peut être un objectif écologiste s'il n'a pour seul motif de substituer les énergies fossiles par des énergies "propres": cet objectif est techniquement illusoire et socialement non désirable. Nous ne pouvons pas demander l'arrêt du nucléaire, de l'extraction du gaz de schiste, la réduction de la consommation du pétrole, du charbon ou du gaz, sans revendiquer en cohérence qu'en prônant la résilience, il nous faut limiter drastiquement nos besoins énergétiques ! Si nous sommes écologistes nous devons rendre la sobriété désirable, car fondée sur le partage équitable des ressources à l'échelle du pays et de la planète.

C'est ainsi qu'il nous faut penser la décroissance non pour revenir à la flamme vacillante de la bougie, mais pour nous éclairer à la lumière du partage. Penser la décroissance, c'est comme penser le désarmement ou la décarbonisation; c'est vouloir sortir du monde de la croissance qui colonise la politique et nos imaginaires, comme nous voulons sortir du monde des armes et du carbone qui ont construit la désastreuse géopolitique mondiale actuelle. Si la récession est à l'opposé de la décroissance, sachons lire dans les mesures qu'elle semble nous « imposer » ce qu'elle porte de désirable : le développement des TER au détriment des TGV n'ouvre-t-il pas un autre rapport au temps, à la vitesse, en rendant du sens et de la valeur à la vie locale et à l'autonomie ? C'est tout le sens du combat contre les Grands Projets Inutiles Imposés : le concept de « buen vivir » doit être le seul à même de mesurer la richesse d'une société. Ainsi, tout comme pour la croissance, la notion de progrès est à reconsidérer profondément en jugeant l'histoire de l'humanité comme non linéaire mais buissonnante : à l'image de l'art, nombreux sont les espaces où notre progrès n'a pas de sens.

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



OBJECTIF TERRE



2 – sur terre : alimentation, climat et droits de la nature

Prendre la terre comme objectif, c'est retrouver nos racines. C'est mettre la défense des terres agricoles et leur exploitation "durable" au cœur de notre action. **L'agro-écologie paysanne est la seule agriculture mondialement soutenable. Il nous faut assumer ce retour à la terre qu'induit cette revalorisation des pratiques et des savoirs qui ont construit les civilisations.** Via Campesina nous montre que refuser la domination mercantile de l'agro industrie, qui fait de nos campagnes des terres sans hommes et sans abeilles, c'est valoriser l'expérimentation locale, les échanges de savoirs et renouer les liens sociaux qui fondent les sociétés humainement vivables. Penser en « terre de liens », c'est refuser l'exploitant exploité-isolé et défendre le paysan du paysage, soucieux de l'animal comme des sols ou de l'eau, acteur social d'un autre monde qui se construit à l'échelle du territoire, autonome en alimentation et en énergie. Œuvrer pour la souveraineté alimentaire à l'échelle du territoire c'est aussi soutenir la nécessité d'une alimentation moins carnée et ne plus

considérer l'animal comme un produit. Soutenir sans réserve les luttes locales contre l'artificialisation des sols c'est également faire le lien entre l'environnement et la santé en défendant l'accès à tous à un air, une eau et une nourriture saine. La Nature doit être un sujet de droit constitutionnel. C'est ce que font des pays d'Amérique Latine comme la Bolivie ou l'Equateur, tel que devrait le garantir un Tribunal International de l'Environnement.

3 – sous terre : remettre l'économie "à sa place"

« L'économie a transformé le monde, mais l'a transformée en monde de l'économie » Guy Debord avait déjà dit l'essentiel. **Les échanges marchands, la consommation, la rémunération ou le pouvoir (devoir) d'achat ne doivent plus être à la base de l'organisation de nos sociétés.** Celles-ci doivent fonctionner pour garantir à toutes et tous un accès universel aux biens fondamentaux grâce à des modes de coopération entre tous les acteurs. L'extension de la gratuité et la mise en place d'une dotation inconditionnelle d'autonomie, d'un revenu universel associé à un revenu

maximum, sont à la base de cette organisation. Biens communs et services publics doivent être étendus et valorisés à l'exemple de la mise en œuvre d'un service bancaire non spéculatif au service de la régénération des économies locales. Quant à la dette, elle n'est pas plus à sa place que l'économie : c'est à la corbeille qu'elle doit aller ! Son illégitimité tout comme son irréalité n'est plus à prouver. Seul reste l'argument d'une volonté délibérée de mettre les peuples sous astreinte permanente. Pour les uns l'enfer, pour les autres les paradis fiscaux, voilà l'ultime logique de la domination du dieu « économie ».

4 – au ciel : la démocratie !

Choisir la voie d'une véritable démocratie citoyenne innovante et capable d'ouvrir les chemins de la transition, est le principal objectif que doit porter un parti politique écologiste. A nous de faire le pas de côté de l'an 01 d'une nouvelle république !

Comment aujourd'hui garder en tant que parti politique, une crédibilité au sein d'institutions qu'une

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



OBJECTIF TERRE



nouvelle société en marche a choisi de rejeter en les considérant comme incapables de prendre la mesure des transformations à opérer ?

Comment retrouver un rôle « alternatif » et une organisation susceptible de préfigurer ce que doit être l'organisation démocratique d'une société écologiste ?

L'appel à l'organisation d'une Assemblée Constituante doit tout d'abord nous permettre de poser les bases d'un projet global de gestion citoyenne décentralisée, autonome et solidaire. Permettre à touTEs d'exercer la délégation ou la représentation, c'est d'abord s'interdire de l'incarner seule ; c'est refuser la personnalisation et la professionnalisation ; c'est refuser l'idée même de carrière politique. C'est aussi assumer pleinement la non-violence comme valeur essentielle de la démocratie et que ruinent les enjeux de pouvoir.

Le parti doit dès à présent être un relais à l'image de cette nouvelle démocratie. Le mandat court, tout comme la parité, doivent être de mise pour répondre à cette nécessité d'ouverture. L'expérience acquise doit être partagée comme

sera le pouvoir provisoirement délégué le temps d'un « congé politique citoyen ».

La réduction du temps de travail devient ainsi un outil qui accompagne l'ouverture citoyenne à l'exercice de la politique. Pensée avec des phases choisies sur l'ensemble de la vie, elle ouvre la sphère de la citoyenneté au delà de l'acte de produire, et devient ainsi un objectif prioritaire des luttes sociales.

Les formes de démocraties auto-gestionnaires ou coopératives doivent de cette façon trouver leur écho au sein même de notre parti : de la rotation des tâches et des responsabilités, aux écarts de rémunération, il doit en être de même pour les salariés des SCOP comme pour nos éluEs.

Ainsi, sans attendre cette 6e République, « soyons dès à présent le monde que nous voulons pour demain » et voyons dans quelle mesure cela nécessite une remise en question profonde de notre organisation et de nos statuts. C'est la condition pour ouvrir la voie de la politique pour touTEs, quel que soit leur milieu, leur genre ou leur lieu d'origine. C'est la raison d'être d'un parti écologiste.

SOYONS TERRE À TERRE !

L'écologie par sa remise en cause du productivisme et du dogme de la croissance est le nouvel horizon des luttes d'émancipation qu'historiquement la gauche a toujours porté.

Il est impératif de tirer le bilan de nos alliances, en analysant pourquoi les urgences climatiques ou énergétiques, l'effondrement de la biodiversité ou la menace nucléaire imposent de déplacer notre champ d'influence au-delà des partis et des seules échéances électorales.

La plupart de nos alliés socialistes sont aujourd'hui dans l'incapacité d'une remise en question du modèle productiviste qu'ils défendent pour la France comme pour l'Europe. L'augmentation du nombre d'abstentionnistes, tout comme l'émergence des organisations politiques « alternatives », nous confirment une nouvelle fois que la société dite « civile » devance « l'institutionnelle ». Qu'il s'agisse des ZADistes, des transitionneurs, ou autres AMAPistes, décroissants, ou altermondialistes, la nécessaire transition écologique en dehors

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



OBJECTIF TERRE



des partis est en marche pour construire un autre monde et nous rappeler, s'il en était besoin, que **le modèle actuel, même réformé, ne répond plus aux attentes des peuples et aux nécessités des générations futures.**

Rejeter l'artificialisation des terres, le dogme de la croissance, la vitesse et les GPII, prôner la gratuité de l'échange ou du service, défendre une Citoyenneté Universelle et l'égalité entre tous les êtres humains, telles sont les luttes dont l'objet est de rompre radicalement avec un modèle économique et politique qui organise la spoliation de la majorité des citoyens et les prive de leur capacité à agir sur leur existence.

L'ouverture sur cette citoyenneté en action faite d'associatifs non encartés, ou de membres d'autres mouvements politiques, restent une aspiration jamais traduite dans les faits si ce n'est sous forme d'alibis plus ou moins médiatisés. Car de quelle ouverture parle-t-on quand la maison n'est plus habitable parce que l'air y est vicié et qu'ainsi la porte de sortie marche davantage que celle de l'entrée ?

S'il s'agit d'ouvrir la maison du parti, sachons montrer que nous n'avons pas changé que le papier peint, mais que nous avons aussi renforcé nos fondations pour permettre d'y accueillir le plus de monde possible !

Ces fondations, sont les fondamentaux de l'écologie, nous en avons proposé quatre piliers. Elles ne pourront être stables que si la convivialité, la non violence, la fraternité, l'innovation sociale et culturelle, le plaisir du travail en commun sont présents pour que soit possible et désirable de construire dès à présent et ensemble un autre monde.

Tel est l'objectif de notre courant d'air qui se donne pour mission d'ouvrir les fenêtres pour changer d'ère.

A l'issue de ce congrès, nous aurons besoin de la contribution de toutes et tous ! Pour être efficace, si ce nouveau souffle doit être puissant et majoritaire dans le parti, il doit aussi atteindre une masse critique de citoyenNEs qui se reconnaissent dans ces valeurs, ces ambitions et cette nouvelle approche de la poli-

tique. Tel est l'ambitieuse orientation que nous vous proposons. ■

Cette motion d'orientation a été initiée par des adhérentEs d'EELV dont certainEs sont membres du mouvement Utopia. Que ce soit dans ou au delà des partis, nous souhaitons développer avec touTEs, une façon de militer qui s'enrichisse des expériences, des savoirs et des engagements de chacunE.

*En savoir plus :
<http://eelvobjectifterre.org/>*

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



OBJECTIF TERRE



LISTE POUR LE BUREAU EXÉCUTIF *

Pierre LUCOT Ile de France

Odile MONTAGNE Ile de France

Christian VERNET Languedoc Roussillon

Louise CROVETTI PACA

Sylvain RAIFAUD Ile de France

Catherine PAPYLE Nord Pas de Calais

Jean-Pierre HARDY Midi Pyrenées

Juliette CHESNEL LE ROUX PACA

Christophe ZANDER Bourgogne

Catherine REGARD Bretagne

Lionel MARTIN PACA

Bénédicte MONVILLE DE CECCO Ile de France

Philippe JOLY Rhône Alpes

Gabrielle JOLLY Poitou Charentes

Barthélémy BROSSEL PACA

15 NOMS SORTIS DE TERRE... POUR UN BE DE MANDATS... TERRE

Ne cherchez pas ! A moins d'être de leur région ou de leur groupe local, les membres de cette liste vous seront inconnus. Nous éviterons donc la litanie des cursus et autre curriculum vitae; l'engagement politique ne passe pas par un entretien d'embauche !

Si ils ou elles vont au BE, ce sera pour eux une « première ».

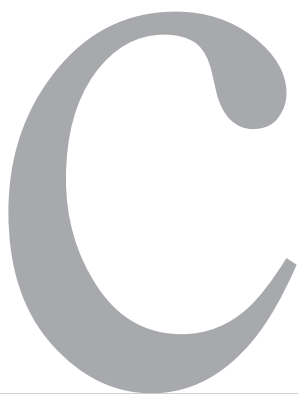
Ce choix du renouveau nous renvoie à la forme même de démocratie et de citoyenneté que nous voulons construire : une cité où chacun et chacune s'implique non par devoir ou pour son intérêt personnel mais parce qu'il souhaite mettre une partie de son enthousiasme, de son énergie, de sa détermination, de ses compétences tout comme une (bonne !) partie de son temps au service des adhérentEs, sans en faire profession et sans but de carrière.

Parce que notre projet écologique commun à toutes et tous à EELV a pour objet de transformer la pers-

* Sous réserve de validation par le Conseil statutaire.

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



OBJECTIF TERRE



pective des crises et des bouleversements à venir en opportunités pour que change vraiment l'organisation du Monde, nous pouvons considérer que la « crise » démocratique que vit notre parti à quelques semaines de notre congrès peut être une chance pour son avenir et pour celui de la démocratie dans notre pays : nous sommes en partie responsables du désaveu des citoyens envers leurs représentants !

Ayons le courage de saisir l'opportunité du congrès avant que ne se mettent en place ou ne se confirment les tractations de postes dont nous ne voulons plus, qui font de notre parti un « syndicat d'élus », qui font des motions « des écuries électorales » et qui détournent de façon catastrophique la voie de la démocratie que nous voulons défendre au-delà du parti. Il en va de sa survie, il en va de notre crédibilité en tant que parti écologiste.

En étant au BE, notre premier objectif sera donc d'œuvrer à ce que cette instance soit à l'image de cette volonté. Ceux qui ont fait le choix de figurer sur cette liste s'y sont engagés.

« Ils ont échoué car ils n'avaient pas commencé par le rêve »

Cette « charge » que nous souhaitons porter en travaillant au sein de l'équipe « dirigeante », nous voulons surtout la mener en convivialité avec les autres membres du BE: nous revendiquons la nécessité absolue de donner la place au rêve, au souffle, au plaisir, à l'envie.

S'il s'agit « d'exécuter » les choix politique des adhérents et de leur Conseil Fédéral, ce sera en concrétisant l'image de cette autre façon collective de faire de la politique.

Permettre à touTEs d'exercer la délégation ou la représentation, c'est tout d'abord s'interdire de l'incarner seule ; c'est refuser la personnalisation et la professionnalisation; c'est refuser l'idée même de carrière politique en défendant en notre sein même l'idée d'un engagement politique citoyen limité dans le temps. C'est comme le voulait Albert Jacquard défendre l'émulation plutôt que la compétition et assumer pleinement la non-violence comme valeur essentielle de la démocratie et que ruinent les enjeux de pouvoir.

Le parti doit dès à présent être un relais à l'image de cette nouvelle démocratie conviviale, émulative, non violente et fraternelle.

Ces fondations, sont les fondamentaux de l'écologie, Objectif Terre dans sa motion d'orientation en a proposé quatre piliers. Elles ne pourront être stables que si le plaisir du travail en commun au BE, et bien au-delà, est présent pour que soit possible et désirable de construire dès à présent et ensemble un autre monde.

C'est sous cette forme et avec cet engagement que nous mènerons notre action au Bureau Exécutif. ■

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



OBJECTIF TERRE



ALSACE

DUCOUT SOLLIER AXELLE, GRUCKER SYLVIE

AQUITAINE

MORIN MICHEL

AUVERGNE

ADAM JACQUES, DURON MICHELE, MARAND FLORENCE

BOURGOGNE

DUCOL FRANCOIS, ZANDER CHRISTOPHE,

BRETAGNE

DE KIEVIT EVA, REGARD CATHERINE

CENTRE

BARDI JEAN MARC, COUSIN EMILIEN

CHAMPAGNE- ARDENNE

POTIER BRICE

FRANCHE-COMTÉ

CHAPUIS JEAN MARC, RAIGNEAU CELINE

HAUTE- NORMANDIE

VERGEON DAVID

HORS DE FRANCE

CONSOLO OLIVIER,

ÎLE-DE-FRANCE

AUBOUY VERONIQUE, BERETTA VALENTINO, BOISSON OLIVIER, BOSSE CORINE, BUGEAT VINCENT, BUISSET GEORGES, CADOUX DAMIEN, CANARD BECHADE NATHALIE, CLUZEAU PHILIPPE, DAVID DELCOMBRE CATHERINE, DEBARGUE DANIEL, DEBLED ARMELLE,

DEHAUDT MATHIEU, DELCOMBRE FRANCOIS, FLOURY DELPHINE, FREUDENTHAL SEBASTIEN, FRIBOURG SUGEETA, GEYRES BEATRICE, GONIAK NICOLAS, GRANGE JEAN PAUL, GRASLAND CLAUDE, GRASLAND DESLOT SYLVIE, GRILLE JOELLE, GROBOIS NADEGE, HERON SIBYLLE, KASPERET PATRICIA, KERVIEL SIMONE, KIRSCH RONAN, LABERTRANDIE LYDIA, LE HUEROU FRANCOIS, LE TORREC VIRGINIE, LEMAIRE JEAN, LEPRETRE CHRISTOPHE, LUCOT PIERRE, MAZET CORINNE, MONTAGNE ODILE, MONVILLE DE CECCO BENEDICTE, NENNER CHARLOTTE, ORZONI GILLES, PEREIRA ELSA, PICHELIN LAURENCE, PIGNET FRANCOIS, POLIZZO ILIANE, PULIDO SYLVIE, RAIFAUD SYLVAIN, RIBAY MICHEL, ROUSSEAU DAVID, SATO FABIEN KENZO, SERVIERES LAURENT, SIMONEAU CEDRIC, SINDACO DONATA, VAN DEN BERG ANNE, VERBEKE CLAIRE, ZANKPE YOVO CORENTINE

LANGUEDOC-

ROUSSILLON

ARRIPE MARIE LAURE, AUBE JOEL, CARBONEL PIERRE, CORMARY FABIENNE, CORMARY ALBERT, GARREC BENOIT, LARGEAU ABAD JEAN MARIE, STHEMER CHRISTINE, VERNET CHRISTIAN

LORRAINE

ACHOUR PIERRE, BAËY DOMINIQUE, LAMAZE ROBERT, STEUNOU JEAN PAUL

MIDI-PYRÉNÉES

CAZOTTES JEAN MARC, DOERLER BERENGERE, HARDY JEAN PIERRE, MOLINARO GISELLE, NOWAK ANNICK, PINTO MONIQUE, SOUILLARD DAVID

NORD- PAS-DE-CALAIS

ACHOUR NASSER, BONTUS STEVE, CALCOEN JEAN MICHEL, CREPEL JEREMIE, DEBRUYNE JEREMY, PAPYLE CATHERINE, PAPYLE MAX, PENET MARIE FRANCOISE, ROUSSEL ERICK, SEGARD PHILIPPE, TREDEZ ALAIN

PAYS DE LA LOIRE

BOILEAU VINCENT, CORMIER AMAURY

POITOU- CHARENTES

HEROUARD JEAN FRANCOIS, JOLLY GABRIELLE, PANNIER QUENTIN

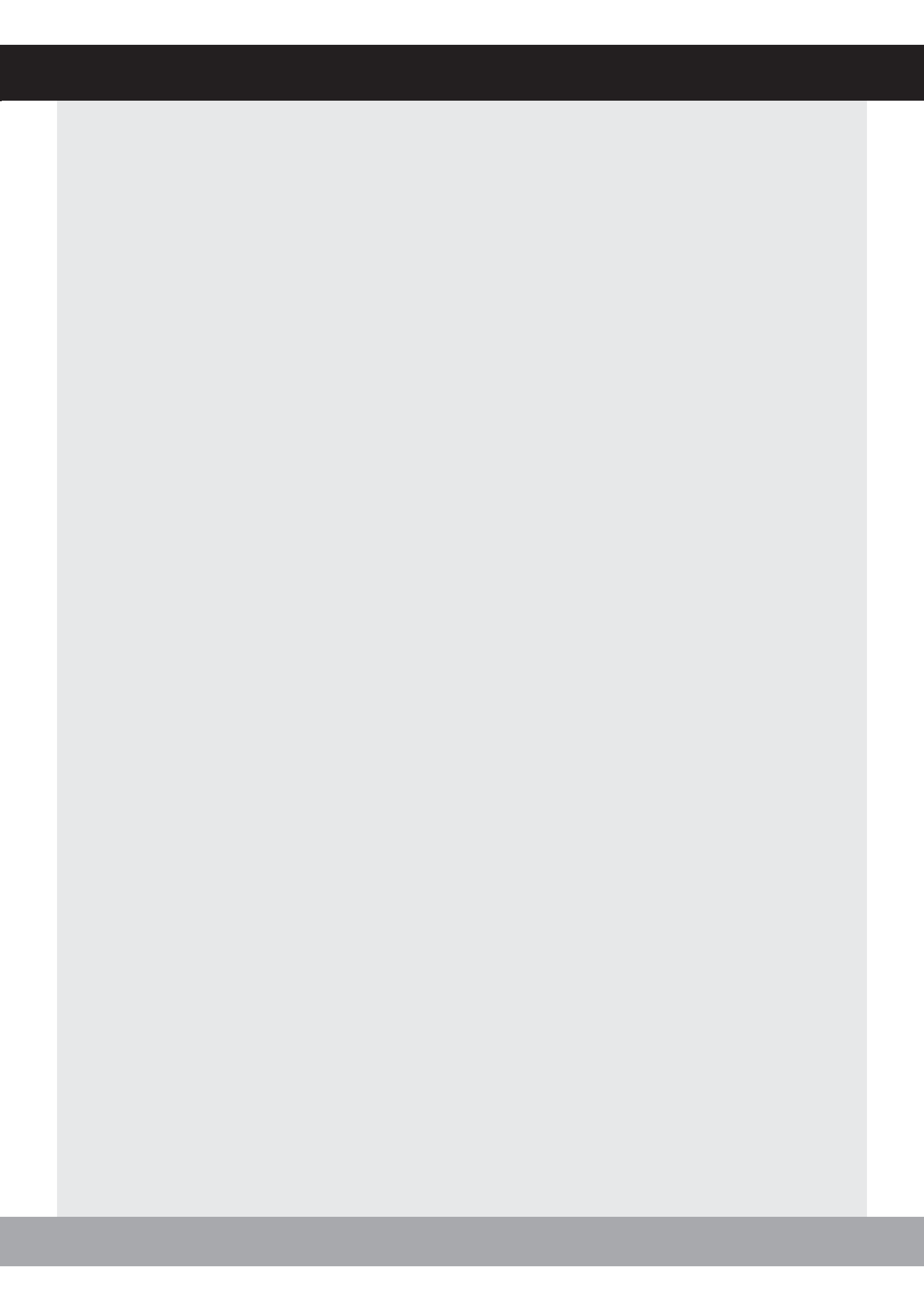
PROVENCE-ALPES CÔTE-D'AZUR

BERTRAND CHATARD ARMELLE, BROSSEL BARTHELEMY, CAPITAINE MORVANA, CHESNEL LUC, CHESNEL LE ROUX JULIETTE, COMUNELLO MARIANO, CROVETTI LOUISE, CUOCO MICHEL, FONTAINE GENEVIEVE, FRICK PIERRE, GIGNOUX LAURE, GONCALVES MICHEL, JENTA CHRISTOPHE, LARGIER GUY, LAUZON BERNARD, LETIENT MARC, MARTIN LIONEL, VERNET AURELIEN

RHÔNE-ALPES

DIZIERE MARTIN, JOLY PHILIPPE, POUSTHOMIS FRANCIS ■

TEXTE SOUMIS AU VOTE



d

VIA ECOLOGICA !



VIA ECOLOGICA ! S'ouvrir à la société, partager l'écologie

Europe Écologie Les Verts, né d'une puissante dynamique d'ouverture et d'innovation, suite aux européennes de 2009 avec Dany Cohn-Bendit, avait soulevé un immense espoir de renouveau politique. L'enthousiasme qui nous portait promettait de nous mener vers une plus grande implantation dans la société et vers d'autres succès électoraux.

Ces rendez-vous ont été manqués et notre influence n'est pas à la hauteur de nos percées dans les institutions. Notre organisation interne n'a pas su enclencher de nouvelle dynamique, susciter l'envie et l'adhésion.

Notre parti doit impérativement retrouver le débat et la démocratie, l'ouverture et la dynamique créatrice.

Via Ecologica ! fédère celles et ceux qui veulent reconstruire notre parti en un mouvement accueillant, vivant, où l'intelligence collective et la créativité sont mises au service d'une écologie concrète à partager

avec la société, une écologie sociale, rurale et urbaine, une écologie de la jeunesse et de la mémoire.

Notre influence décroît, notre organisation déçoit. Nous voulons que notre parti retrouve la vitalité et l'élan qui ont prévalu lors de sa constitution.

Nous vous invitons à bousculer l'immobilisme, à franchir les lignes de l'indécision, à retrouver la voie d'un large et puissant rassemblement, à la fois force d'indignation, force de gouvernement, force de transformation.

Via Ecologica ! appelle à :

- Réaffirmer **nos fondamentaux** pour construire un nouveau modèle de société.
- Rénover EELV pour une **gouvernance démocratique et partagée**.
- Conquérir notre **autonomie** pour peser sur les politiques publiques.
- Créer des convergences sur des objectifs écologiques concrets avec les mouvements sociaux, syndicaux, associatifs et des personnalités aussi diverses que Pierre Rabhi, Vandana Shiva ou Nicolas Hulot...

- Agir pour une **VI^e République** et une **Europe fédérale** renforcée.

LE PARTI QUE NOUS VOULONS

Notre parti souffre de son dysfonctionnement. Ses postures politiques brouillées et les déclarations de circonstance désorientent les militants-es et l'électorat. EELV fait l'objet d'un déficit de confiance comme alternative politique, malgré le travail de nos ministres, de nos parlementaires, de nos élus locaux. Notre parti a besoin d'un sursaut !

• **Autonomie**

Le parti doit garder son autonomie de pensée, de réflexion et d'expression, reprendre un temps d'avance pour construire le projet et ne pas limiter son horizon programmatique à l'ordre du jour du Conseil des ministres !

EELV doit réaffirmer ses priorités dans le cadre de la participation gouvernementale pour lancer d'urgence la transition écologique.

• **Rénovation**

La richesse délibérative doit fonder notre action politique. En réponse

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE

d

VIA ECOLOGICA !



au malaise que nous traversons, Via Ecologica ! exige plus de démocratie participative, le respect des décisions communes, la nécessaire séparation des pouvoirs. Notre mouvement ne saurait être l'otage d'un cercle restreint et de ses obligé-es. Un pôle de stabilité n'est pas un pôle d'enlèvement !

EELV doit se féminiser, se rajeunir, s'ouvrir vers toujours plus de diversité et de richesse d'expériences et de parcours. Simplifier les textes qui nous régissent conduira à leur efficacité. Mettre en place le vote électronique sécurisé facilitera la consultation des adhérents-es. Respecter les votes militants – y compris pour les investitures – et appliquer la proportionnelle pour garantir la représentativité. Prendre en compte le vote des coopératrices et coopérateurs et instaurer le principe de primaires ouvertes pour les élections externes, nous ouvrira davantage à la société civile.

• Cohésion et partage

Affaibli par les clivages et l'isolement l'énergie militante s'épuise parfois en de vaines initiatives qui s'ignorent ; quand elles ne se jalouent pas. Les groupes locaux et les commissions thématiques doivent être de libres espaces de réflexion et de propo-

sition. Nous proposons d'organiser la circulation des idées et des projets entre toutes les composantes du mouvement, de valoriser et mettre en réseau les compétences et les centres d'intérêts partagés.

• Adhésions

Simplifions les modalités d'entrée et fixons la cotisation de base à 20 euros pour permettre de nous rejoindre plus facilement. Nous pouvons devenir un large parti représentatif de la société.

• Accueil et formation

Faute de ne pas avoir pas été intégrés, beaucoup nous ont quittés. Pour combler les lacunes de l'accompagnement des initiatives ont germé, mais elles n'ont pas été généralisées. Il est urgent d'y remédier. L'écologie implique de se former, d'échanger, de partager. Que la formation et la transmission s'intègrent à la pratique militante et c'est le parti qui se mue en « organisation apprenante » en phase avec la société. À l'instar de la FEVE qui impulse des formations de qualité et favorise les échanges d'expériences entre élu-es, il faut donner des moyens au GIRAF pour développer ses missions auprès des adhérents-es.

LE RÉSEAU COOPÉRATIF, LE PARI DE L'ÉMANCIPATION

Via Ecologica ! soutient le réseau coopératif pour l'émancipation citoyenne de l'écologie politique. Le réseau coopératif a porté les propositions d'une société créatrice d'un vivre mieux auprès des législateurs nationaux et européens. Qu'il s'agisse du combat reconnaissant l'eau comme un bien commun, du principe de précaution appliqué aux ondes électromagnétiques, de la remise en question du code minier pour interdire la recherche d'hydrocarbures, ce laboratoire de nouvelles pratiques fertilise la décision politique à tous les niveaux institutionnels. Aujourd'hui, le réseau a acquis la force d'un « groupe de pression » ouvert et efficace. La Fondation, centre d'étude et de recherche, en constitue l'un des plus récents maillons ayant vocation à s'affermir.

TENSIONS GÉOPOLITIQUES, TENSIONS ÉCOLOGIQUES

La crise écologique surdétermine la crise économique, accentue la crise sociale, elle provoque des ten-

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE

d

VIA ECOLOGICA !



sions internationales. L'impact des activités humaines sur la biosphère dépasse ses capacités de régénération. La finitude des ressources et la vulnérabilité de notre planète nous obligent à une civilisation respectueuse du vivant, sobre, sans dévotion au dogme de la croissance à laquelle les politiques passéistes de droite comme de gauche restent soumis.

La majorité des conflits est déjà d'origine environnementale : concurrence pour les ressources alimentaires et énergétiques, prédation des terres arables, dérèglement climatique, surpopulation... Les afflux de réfugiés et les effondrements étatiques ouvrent la brèche aux tyrannies.

Le monde a un besoin urgent d'écologie. Elle apporte des réponses politiques non violentes pour la sauvegarde des équilibres. Le traitement des causes et la coopération permettent d'éviter que les conflits ne naissent et ne prolifèrent.

ÉCRIRE UNE AUTRE HISTOIRE

La transition écologique clarifie le débat entre croissance et décroissance. Elle est source de renouveau économique. Elle s'appuie sur l'édu-

cation à l'environnement et à la santé, le respect du vivant, la réconciliation entre l'humain et la nature. Elle favorise la recherche, promeut la vie associative et citoyenne. Elle soutient les initiatives alternatives, crée de nouvelles habitudes, de nouvelles façons d'agir.

Avoir à cœur d'inventer une nouvelle société et écrire une autre histoire, c'est :

- **Défendre les biens communs**, à commencer par la santé et l'éducation.

- Agir pour l'**égalité des territoires**.

- **Favoriser la relocalisation**, privilégier les productions locales et régionales : agriculture biologique, énergies renouvelables, transports doux, éco-produits, circuits courts...

- **Établir une société du dialogue social** par des mesures fortes pour sortir du chômage et en finir avec la précarité et les exclusions : repenser le travail et son partage, s'interroger sur son utilité sociale, redéfinir l'éducation et la formation professionnelle...

- **Réinventer la solidarité nationale** pour assurer la protection sociale, un logement, un revenu universel d'existence, un droit à une retraite décente.

- **Décentraliser** les pouvoirs, redonner du sens à la démocratie parlementaire et mettre en place la démocratie participative.

• Via la transition énergétique

Nos productions et consommations d'énergie sont soumises à quatre obligations : **sobriété, efficacité, énergies renouvelables et sortie du nucléaire**. Ces obligations portent en elles quatre bénéfices : **protection de l'environnement, création d'emplois, indépendance énergétique et réduction de la fracture énergétique**.

Nous devons ainsi démontrer qu'écologie rime avec développement économique et mieux vivre.

• Via le monde du travail

La transition écologique est un atout. Ses perspectives stimulent l'esprit d'entreprendre et la créativité, invitent au dialogue avec les acteurs économiques, les représentants syndicaux et les entrepreneurs. Elles doivent favoriser la relation de confiance avec les TPE, les PME et les artisans délaissés par les politiques et qui participent à la vie de nos territoires.

• Via le levier des initiatives solidaires

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE

d

VIA ECOLOGICA !



Partout, des femmes et des hommes imaginent, expérimentent : villes en transition, commerce équitable, économie sociale et solidaire, AMAP, Colibris, SELs... Ces mécanismes s'opposent à l'emprise des firmes transnationales, au système financier, à l'accumulation et au gaspillage. Ces expériences redonnent du « pouvoir d'agir » aux citoyens-nes, vivifient un monde de solidarité, d'autonomie et de partage.

• Via la République et les citoyens

La rencontre se doit d'être féconde entre l'écologie et les quartiers populaires, les espaces ruraux et les zones péri-urbaines parfois tentés par l'abstention ou le vote extrême, voire par un rejet des règles et de la République. C'est dans le dialogue et la participation à un projet commun que la confiance peut se renouer entre les élus-es, les militants-es écologistes et ces territoires délaissés.

Lutter contre les discriminations, garantir l'égalité entre les sexes, prévenir les tensions dans les mégapoles, défendre la laïcité garante du vivre ensemble, relèvent aussi de l'écologie politique.

Notre projet est un projet de transformation globale de la société.

VERS UNE VI^E RÉPUBLIQUE...

Emparons-nous de l'indispensable réforme constitutionnelle pour aller vers la VI^{ème} République : égalité femmes-hommes, droit de vote des étrangers, pluralisme, fédéralisme, éthique, fin du cumul des mandats, redéfinition du statut de l'élu politique, création d'un statut de l'élu associatif.

La proportionnelle pour chaque élection est le gage d'une meilleure représentativité et du rééquilibrage des pouvoirs entre les formations politiques.

Menons campagne pour la rénovation politique indispensable à notre pays !

L'élaboration d'un nouveau pacte institutionnel et fiscal est nécessaire à la coopération et à la solidarité entre les territoires et les citoyens. Nous avons besoin d'une réforme territoriale qui dote les régions de nouvelles compétences : organisation administrative, pouvoirs régionaux renforcés en cohérence avec le projet européen (décentralisation des pouvoirs et fédéralisme différencié). La progressivité de l'impôt et l'équité fiscale tiendront compte d'une réelle péréquation entre les territoires. Il

faudra envisager un transfert des charges du travail vers les activités polluantes.

...DANS L'EUROPE, NOTRE AVENIR COMMUN

Aujourd'hui, la crise, l'austérité, l'impression de dissolution de la nationalité, l'illusion de la puissance des États-nations favorisent le retour des populismes.

Nous, écologistes et Européens, appelons à la relance d'une politique fédérative pour une Europe des régions qui ne soit pas l'addition d'intérêts nationaux. Construisons une Europe citoyenne, sociale, fiscale, judiciaire, de la défense ; une Europe économique, culturelle.

Plus que jamais, défendons une Europe solidaire et démocratique, notre dessein commun. ■

SOYONS INVENTIFS ET AUDACIEUX !

Pour une gouvernance de notre parti mieux partagée, pour une écologie ouverte, populaire, concrète, prenons de nouveaux chemins avec Via Ecologica !

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



d

VIA ECOLOGICA !

LISTE POUR LE BUREAU EXÉCUTIF *

- 1
Marie-Pierre BRESSON NORD PAS DE CALAIS
- 2
Jean DESESSARD ILE DE FRANCE
- 3
Marie BOVE AQUITAINE
- 4
Zine Eddine M'JATI ILE DE FRANCE
- 5
Fatiha BENAHMED RHÔNE ALPES
- 6
Julien VICK LORRAINE
- 7
Christine JUSTE PACA
- 8
Philippe STANISIERE ILE DE FRANCE
- 9
Catherine RABIER CENTRE
- 10
Serge RIVET POITOU CHARENTES
- 11
Hélène LEVET AUVERGNE
- 12
Dominique GUIZIEN BRETAGNE
- 13
Evangelia RALLI PICARDIE
- 14
Gilles DENIGOT PAYS DE LOIRE
- 15
Nathalie LAVILLE ILE DE FRANCE

* Sous réserve de validation par le Conseil statutaire.

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE

d

VIA ECOLOGICA !



VIA ECOLOGICA, pour s'ouvrir à la société et faire partager l'écologie !

Nous voulons un congrès utile, rompre avec l'immobilisme, re-devenir le parti de la transformation écologique, nous voulons qu'EELV retrouve la vitalité et l'élan qui ont prévalu lors de sa constitution.

Nos représentant.es sont des militant.es engagé.es et expérimenté.es, capables d'assurer une direction collective de notre mouvement. Ils défendent nos fondamentaux pour construire un nouveau modèle de société, ils s'engagent pour la rénovation d'EELV dans une gouvernance démocratique et partagée, pour la conquête de notre autonomie pour peser dans les politiques publiques, pour une plus grande implantation dans la société.

Nos candidat.es au Bureau exécutif sont issu.es d'horizons divers, d'histoires singulières, ils sont déterminés à enclencher avec toutes et tous la nouvelle dynamique dont nous avons tant besoin.

Démocratie participative, respect des décisions communes, nécessaire séparation des pouvoirs, soutien au réseau coopératif, accueil et formation des adhérent.es, partages d'expériences, notre mouvement a besoin de prendre avec vous de nouveaux chemins.

Prenons la Via Ecologica, pour une écologie ouverte, populaire et concrète ! ■

suite page suivante



TEXTE SOUMIS AU VOTE



d

VIA ECOLOGICA !

ALSACE

DESVERNOIS FLORENCE, DUPONT MICHEL, LAYMAND ALEXANDRE, SCHARSCH JULIEN

AQUITAINE

BELITZERKAUFSKI MICHELE, BOVE MARIE, BRUEY STEPHANE, BUNEL GERARD, BUSSIÈRE SOPHIE, COURCHINOUX MICHEL, DUCASSE JEAN DANIEL, DUPOUY MARIE CLAIRE, GODOT ALAIN, GRENAILLE ALAIN, INIZAN FREDERIC, SEVIN NATHALIE, SUBIL MICHEL, TORTES SAINTJAMMES HUBERT

AUVERGNE

GIRARD MICHAEL, LEVET HELENE

BASSE-NORMANDIE

GARNIER CHRISTIAN

BOURGOGNE

AREZKI FETH, BURLET MARTINE, CHAMPAGNE GILBERT, ROYCOURT DENIS

BRETAGNE

DESMARES CLAIRE, GUIZIEN DOMINIQUE, LE GOIC JULIE, LE MOUËLLIC JEAN, LEFLOCH STEPHANE, MORICEAU JANICK, POTTIER MANUEL, PRIGENT CHRISTINE, VIGNES LILIANE

CENTRE

AHUIR CHRISTOPHE, ATTEYE ROUKYA, ATTEYE RACHID, BARROS MIGUEL, BERTRUD ALEXANDRE, BORDJAH REY CLAUDE, BOUGAFER MOHAMED, BROCHERIOU THIERRY, BURING MARIANNE, CROTTE JOEL, DEFORGE CAROLINE, DIACRE JEROME, FIMAT STEPHANE, FREROT ANNE MARIE, GAETE FERNANDO, GHAILOUR MOUNIRA, JABRANE AICHA, JAUZENQUE OLIVIER,

KHAOUDI YASMINE, KRIEF ANDRE, LAANAYA KARIM, LABES CHRISTIAN, LABRO FRANCE, LASSUS BERNADETTE, MEIRINGER ALICE, NOEL SYLVAIN, RABIER CATHERINE, REDOIS PHILIPPE, REPARAT FRANCOISE, RITZENTHALER GILBERT, ROSSIGNOL PIERETTE, ROSSIGNOL CHRISTOPHE, TASSAOUI RACHIDA, TERRIER FREDERIC, TOLBA MEHDI, TROUVE SPIESSERT CHRISTIANE

CHAMPAGNE- ARDENNE

BRAILLON MELANIE, BRUNEL FRANCOISE

GUYANE

DUBOUILLE MICHEL, GAILLOU JOSE, RENE CORAIL BRIGITTE

HORS DE FRANCE

KAISER MORRIS XIMENA, ROSASCO ALESSANDRO

ÎLE-DE-FRANCE

ABEILLE LAURENCE, ABICHOU AMINE, ABREU LEITAO DANIEL, ADALI YOUSSEF, ADON MICHEL, AICHI LEILA, AISABIVI KARIM, ALDEANO CLUZEAU SOPHIE, ALLAM OMAR, AMARA MORGAN, AOUTIA FATIMA, ARENAS MUNOZ RODRIGO, ATALAY MICHEL, AUBARD JACQUES, AUERBACH CHIFFRIN DAVID, BAKA HYACINTHE, BARANGER GRAFFIN LAURENCE, BATHILY ABDOUL KARIM, BAUDE JEANINE, BCHIHY MILOUDA, BEKKOUCHE OUASSINI, BELKHODJA CATHERINE, BENOUCHE MARIE, BENTAYEB MOHAMED, BERREBIH ABDALLAH, BERREBIH FAROUK, BERREBIH FATIMA, BERREBIH MOHAMED, BERREBIH REBHA, BERREBIH KHEIRA, BERREBIH LHAOUARI, BIBAUT SERGE, BIHNER FABIENNE, BOCHER LENOIR NATHALIE,

BONNAUD XAVIER, BONNICI DANIEL, BONZANI LAURENCE, BORG JANET, BOUAKAZ SLIMANE, BOUCHENTOUF YASSINE, BOUDISSA BOUBAKER, BOUHNIC SALIM, BOUNON MARIE CLAIRE, BOURAKBA ABDEL KRIM, BOURAKBA LATEFA, BOURDEIX BERNARD, BOURICHA FAICAL, BOURICHA FATIHA, BOURICHA MIMOUNA, BOUZID AHMED, BRAS DIDIER, BRAS HELENE, CAZAL KOUZIAN MAGGIE, CELIK VEYSEL, CHABANI NABILA, CHAPPELLIER BERNARD, CHAPRON CLAUDE, CHERID KARIM, CHERKAOUI NAWEL, CRUSEYANN, D AMBRA ANNE, DAHO MAZOUNI, DE LA FUENTE ROSE, DE LAVILLATTE MARIE PASCALE, DENJEAN JEAN MARC, DESESSARD JEAN, DEVILLE DANIEL, DEVILLE ELISABETE, DIALLO SELLE, DIAWARA MOHAMED, DIDIER NICOLAS, DINNER ROLAND, DIOP ELHADG, DJEMA SAIDA, DORMY NATHALIE, DUREL BASTIEN, DUSSART CROZATIER CHRISTEL, EL HADI NAJATE, ELMAHI SIHAM, FECIL MAUD, FKILI LASSAAD, FRAGER DOMINIQUE, GARBELL CAMILLE, GATIGNON STEPHANE, GIRAUT SYLVAIN, GOURINEL CHANTAL, GRATZ JULIE, GUELA RAOUF, GUILLET QUENTIN, GUILLET YANN, HAMDANE BOUCHRA, HAMDANE SAMIR, HARIRI FATIMA, HASHAS ABDELAZIZ, HAY SREAN, HERNAUT CHRISTELLE, ILLIKOUD YOUSSEF, JARRY ISABELLE, KAADI NORA, KEBBATI DANYA, KEBBATI INES, KEBBATI KARIMA, KEBIR SAIDA, KERSPERN SYLVAIN, LAHRIM SOUFIANE, LAIB NASSERA, LAIB RABAH, LARAICHI OUSSAMA, LAUDILLAY SABINE, LAURENT HERVE, LAVILLE NATHALIE, LE BESCO JOWAN, LE BLANC HENRI, LE NOE JULIA, LEBIK NACERA, LEBIK OURDIA, LEBIK AHMED, LEBIK IDIR, LEITAO BELITA, LIENARD SANDRA, LMOUDN FATIHA, MAAMERI FADILA, MAINTENANT FREDERIC, MAIZA TEDIINI-MICHEL,

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE

d

VIA ECOLOGICA !



MAKOURI RACHID, MANIER LAURENT,
MANIER LAURENT, MANSOURI NORA,
MARGUERITE ANNIE, MARTIN ALEXIS,
MARTINS DANIEL, MAZOUNI HAMID,
MAZOUNI MALIKA, MEDJALDI KHADIDJA,
MEDJALDI MOULOUD, MEDJALDI SOFIA,
MEHSAS HOURIA, MEJDI AMINE, MEKRI
SABRI, MELLITI ANGELE, MEMAN
MOHAMED, MERABTINE AMINA, MEREL
KARINE, MERRA RICHARD, MERT SEVINC,
MESSIER MAXIME, MEZIANE ABDELALI,
MEZIANE BOUCHRA, MICHELOT JEAN
CLAUDE, MJATI ZINE EDDINE, MOHAR
MOHAMED, MOINAECHE YOUSSOUF,
MONIE MBARKI CATHERINE, MONTEIL
LUDOVIC, MOREIRA GEORGES, MOREIRA
NASSERA, MOUKA FARIDA, MOUKA
YAZINE, MOULIN JACQUES, MPIKA
DONATIEN, MURILLO PIERRE, NAJM
RACHIDA, NIAKATE ISSA, NICOU
ANTHONY, NIMAGA IBRIHIM, OTMANE
KHALED, OUACHER MOULOUD,
OUERFELLI MOHAMED, PELLADEAU
BERNARD, PILLOIS ZULITTA, PILLOIS
GERARD, PIO REGIS, PIVARD CORALIE,
PORCHE MARIE FRANCOISE, PORCHE
MARIETTE, RACHEDI HAKIM, RACHEDI
OUERDIA, RAMI AHMED, RIFAAT ROULA,
RIZZO MICHEL, ROBINET RAYMOND,
ROLLAND FRANCK-GEORGES, ROSNER
ADRIAN, ROSSI JEAN CLAUDE, ROSSI
LINDA, SAID ASMA, SALATTI CHRISTIANE,
SALDIVIA-GONZALEZ PILAR, SAMBU
SIKA, SAUVAGE JOSETTE, SAVRY JOEL,
SBRIGLIO BENJAMIN, SEKER MEHMET ALI,
SELIMI ALBAN, SGHAIER SADOK,
SIEGWALD AURELIE, SOUMARE DIALLA,
STANISIERE PHILIPPE, TAJINI CHEKIB,
TARQUIN THIERRY, TAULLE MARIE HELENE,
THOMAS CATHERINE, TOURNERIE WALSH
CELINE, TRAN PIERRE, TREGOAT YVON,
TRIPOLI ALEX, VALABREGUE ANTOINE,
VALLERAY ROSANDRE, VALPREDIA PIERRE,
VAN CRACYNNEST PASCAL, VENE DENIS,

VESVRE PASCAL, VIENOT PIERRE, VURAL
GALIP, VURAL METIN, YVERNAT MICHEL,
ZAID NADIA, ZOUGAGH KHALID

LA RÉUNION

ODAYEN DANON LUTCHMEE

LIMOUSIN

BRULIN BENOIT

LORRAINE

ALBERTAZZI ANTHONY, BONORIS EDITH,
CASIN PHILIPPE, DJERBOUA EMILIE,
FLEURY JEAN MARC, FRANCOIS DIANE,
GRATZ JULIE, ISLER BEGUIN MARIE-ANNE,
KESSOUS SABRINA, MOLINET EMMANUEL,
MOLINET MARYLIN, PONTON BERNARD,
VICK JULIEN

MIDI-PYRÉNÉES

ANNE JEAN CLAUDE, AREVALO HENRI,
ARTHUYS JACQUES, AUZEMERY
BERTRAND-YVES, BOISSAY ARMAND,
BRUGAROLAS ELISEE, CASTAN MONIQUE,
CHIOCCA MARIE, DOERLER BERENGERE,
DONATY CAROLE, DUBUISSON
CATHERINE, JEAN ALAIN, PEYRESAUBES
NICOLE, SANNAC GERARD, SARACINO
MARC, TORRECILLAS JEAN LUC,
TOURNERIE GUY

NORD- PAS-DE-CALAIS

AMOZ MOULOUD, BAGHDADOU
MESSAOUDA, BALLY STEPHANE, BEN JEAN
MARC, BEN HAIDA ABDELADIM,
BOUZROU DONIA, BRESSON MARIE
PIERRE, CUCCHI MICHEL, DELACROIX
MELANIE, FABER VINCIANE, FABER ROSSI
MARYSE, FLODRUPS HELENE, GUITTET
BENOIT, KNECHT NICOLE, KOUJANE
BRAHIM, LEBRUN FABRICE, MARCHI
CECILE, PELABON MARC, PETITPREZ
PATRICK, PIRSON DIDIER, ROBERT

ISABELLE, SEYS MELISSA, TALPAERT
CHARLOTTE, TEMPEZ BENJAMIN,
VERVACKE ARMAND, VINCENT NACEIRA,
VINCENT SADEK, WOSAK ANDRE

PAYS DE LA LOIRE

BOUZAT XAVIER, COULAIS MARINE,
DENIGOT GILLES, DESPLANS JEAN PIERRE,
EON ANNE, GAVALLET JEAN CHRISTOPHE,
GOUHIER CATHERINE, GOUPIL PAULETTE,
GUIGNARD CORINE, GUINEL JEAN PAUL,
KOGAN JEAN JACQUES, LABARRE
EMMANUEL, LECOQ NICOLAS, MERCIER
MICHELE, RENAUD VERONIQUE, ROMI
RAPHAEL, ROUTIER RICHARD, VIAU
MICHELE, VIDIANI MARIE THERESE

PICARDIE

DE BRUYN ARISTOTELIS, DUFRETEL MARIE
REINE, HARMELLE CLAUDE, HENRI
GERARD, RALLI EVANGELIA

POITOU-

CHARENTES

CAROFF GILBERT, DELICOURT GABRIEL,
RIVET SERGE

PROVENCE-ALPES- CÔTE-D'AZUR

AHMED RACHA, AISABIVI NADIA,
ALILUCHE RABAH, AMERGOU CIIHAME,
ARICHE NADIR, AZIBI GERARD, AZIBI
LUDOVIC, AZIBI SEBASTIEN, BAIAN
ALAIN, BARRERE ELLUL FABIENNE, BCHINI
NAZIA, BELISTAN ERIC, BENARROCHE
GUY, BERGE DENIS, BONFILS NADEGE,
CAROZ CHRISTIAN, CERVANTES JEAN
PIERRE, CHERKAOUI HAKIM, CUSCUSA
CELINE, DANIELE ANNE MARIE, DE
COUPIGNY FABRICE, DJEBBOUR
ASMARNE, DKHISSI CHAINEZ, DKHISSI
MOHAMED, DUCLOT ANDRE, FRENTZEL
CARLE LYDIA, GAUDIN GILBERT,

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE

d

VIA ECOLOGICA !



GINOUVIER ALAIN, GOLEA ALAIN, GROS OLIVIER, HENAUULT COLLE ERICK, HUGON NICOLE, IMER ETIENNE, INAUDI ROSY, ISSAD MELISSA, KAHIA AKILA, KAHIA SONIA, LA ROCCA MARIA, LALDJI LEILA, LARGER JACQUES, LECLERE CLAUDE, JUSTE CHRISTINE, MADI DJAE ANTOISSY, MENCHON HERVE, MORAND NATHALIE, MSALLAM JACQUES, MUNIGA AICHA, MUNIGA JACQUES, NOBLE CLAUDE, OLIVERIO VINCENT, PAULEAU GREGORY, PONCELET GAEL, PONT BERNARD, RAYNAUD CHRISTIAN, RICHARD COCHET JOSEPH, ROUABAH MERIEM, ROYER FRANCOIS XAVIER, SIRBEN ERIC, SIRBEN NATHALIE, SITTY MOUSSA, TAILLARDAT JACQUES, VELLA PATRICK, ZERGUI ITINES, ZERIBI RAYANE, ZERIBI FATMA, ZERIBI SAMIR, ZERIBI KARIM

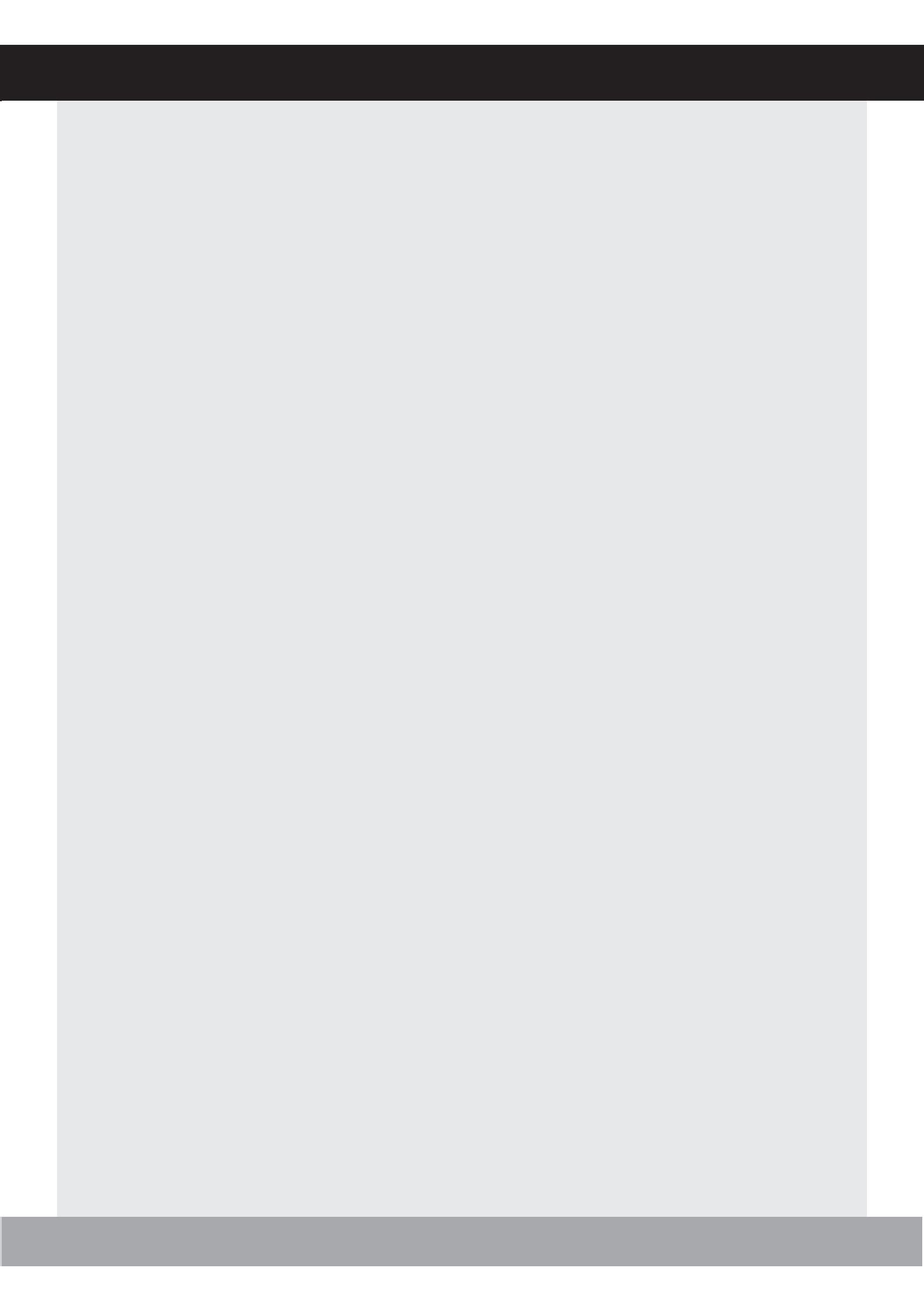
RHÔNE-ALPES

ABED SAMIRA, BENAHMED FATIHA, BENAHMED MOHAMED, BENAHMED SABAH, BOUHANA ERIC, CHICHEREAU-DINGUIRARD MAGUIE, COMTE ROLAND, DELBES MARIE ELISA, DINGUIRARD YANN, FINTZ DANIEL, INKABARIAN TAMAR, LAKEHAL NADIA, LEHNEBACH THIERRY, MAZALAIGUE JOEL, PERROUD BRIGITTE, REGANI REZELA, ROGEZ SEBASTIEN, ROLEWSKI REGINE, SAME PATRICIA, SCHEMIDLING LYDIE, THOMASSET OLIVIER, TOURNU-BOIS SABINE, VALLEE CLAIRE

SAVOIE

BRUNET ANDRE GILLES, DECLIPPELEIR FRANCOISE, GUILHAUDIN NICOLE, JAUMAIN FRANCOISE, PLASSIARD BRUNET CAROLE ■

TEXTE SOUMIS AU VOTE





AVENIR ÉCOLO



AVENIR ECOLO

Pour une écologie de rupture

Nous nous inscrivons dans une écologie politique en rupture, assumée et revendiquée, avec le dogme de la croissance. Une écologie qui met au premier plan l'interdépendance entre la question sociale et la préservation/restauration des équilibres écologiques naturels. Une écologie non violente, respectueuse de chacun, de la laïcité et de l'égalité entre les femmes et les hommes. Une écologie consciente qu'il faut imaginer de nouvelles bases démocratiques et économiques. Une écologie autonome qui accompagne les initiatives concrètes, citoyennes et résilientes qui préfigurent un monde nouveau. Une écologie joyeuse et audacieuse qui rende attractives la sobriété et la solidarité.

Si nous voulons construire un projet d'écologie politique crédible, porteur de la réalité sociale de demain, EELV doit réaffirmer ses fondamentaux.

AFFIRMER LA FINITUDE DE NOTRE PLANÈTE

Nous ne disposons que d'une seule planète compatible avec la vie humaine et le maintien d'une diversité du vivant. Notre civilisation a développé un sentiment de domination face à la Nature. Cette croyance en béton a contribué à légitimer tous les abus que nous dénonçons : épuisement des sous-sols et des terres arables, destruction de la biodiversité et des paysages, pollution et dérèglement du climat, assimilation des humains et des animaux à de simples facteurs économiques. Elle a fondé un «vivre ensemble» sur la base de l'avoir au détriment de l'être. Elle a construit un monde de compétition généralisée au mépris de la coopération. C'est avec la remise en cause de ce modèle que l'écologie forge le paradigme écologiste, interpelle l'histoire des idées et fonde une pensée originale et novatrice. Ce paradigme est à la source de notre projet et de notre capacité à imaginer des solutions inédites à l'ensemble des problèmes sociaux. Quand EELV oublie cet axe fondamental de notre doctrine, l'écologie disparaît des radars.

DÉNONCER LE CONSENSUS SUR LA CROISSANCE

Nous nous sommes efforcés depuis des décennies «au langage clair pour ne pas épaissir le mensonge universel» (1) fondé sur le mythe de la croissance. Un mythe qui a engendré un système instable et injuste, incapable de promouvoir un optimum social en mesure de répondre aux besoins élémentaires de tout individu sur la planète. A vouloir se rapprocher d'une gauche social-démocrate foncièrement productiviste, de nombreux «écologistes» cèdent aux sirènes de la relance verte ou du libre marché... Glissements sémantiques lourds de sens et inquiétants parce qu'ils portent en germe la neutralisation de l'écologie politique.

La croissance n'est ni neutre ni indolore. Qu'elle soit bleue, rose ou verte, elle produit les mêmes rapports de domination : dégradation de l'atmosphère et de la nature, inégalités Nord-Sud et entre classes, dérives anti-démocratiques.

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



AVENIR ÉCOLO



IMAGINER LE «BIEN-VIVRE» SANS CROISSANCE

Un peu partout dans le monde des citoyen-ne-s imaginent et expérimentent des initiatives en réponse à la crise écologique : AMAPs et habitat partagé, coopératives et monnaies locales, basses technologies et déplacements doux, démocratie participative et territoires en transition, Colibris, défense des biens communs et collectifs contre les GPI...

Tous ces projets reposent sur la sobriété, l'autonomie et la solidarité et **dessinent insensiblement un monde nouveau. Ils anticipent la décroissance à venir, alors qu'EELV ne cesse d'éluder la question. Ils sont porteurs de nouveaux liens sociaux face à la précarité, au chômage, aux dégradations environnementales, à l'explosion des coûts du logement, de l'énergie et de la nourriture engendrée par une économie devenue hors-sol.**

Nous voulons un parti qui se mobilise aux côtés de celles et ceux qui, sur le terrain, construisent la résilience face à la crise écologique. **Nous proposons la création d'une délégation «à l'écologie des réseaux citoyens» (au BE).**

L'objectif étant d'engager avec cette mouvance un dialogue constructif et d'envisager dans le respect mutuel des diagnostics partagés, des dynamiques locales collectives et des actions co-construites vers la résilience.

REMETTRE AGRICULTURE ET ALIMENTATION AU PREMIER PLAN

Les famines réapparaissent un peu partout dans le monde. La Banque mondiale, elle-même, nous alerte sur la nécessité d'anticiper les effets du réchauffement climatique, au risque de voir les récoltes affectées et la nourriture faire défaut. La dégradation des sols du fait d'une agriculture productiviste s'amplifie. L'économie alimentaire doit rester l'un des fondements de notre organisation sociale.

Une telle priorité implique le développement d'une agriculture bio, sans OGM, respectueuse de la biodiversité, capable de combattre les pénuries alimentaires, et une vraie politique d'aménagement pour revitaliser les territoires sans artificialisation des terres dans des régions fortes.

COMBATTRE LES PHÉNOMÈNES DE MÉTROPOLISATION

«Pôles de compétitivité» ou métropolitains : ces formes d'organisation urbaines sous-tendues par les concepts d'attractivité, de compétitivité, d'innovation au service de l'efficacité économique développent un modèle unique, celui de l'hyper concentration des richesses et des emplois, des grands projets de prestige et d'infrastructures nouvelles et inutiles, de la surconsommation, dans des grands centres urbains congestionnés, où le toujours plus vite prend le pas sur les liens sociaux. Ces pôles accroissent la fracture avec les villes moyennes et les territoires ruraux qui deviennent des réservoirs de main d'œuvre et des zones dévitalisées vouées à l'appauvrissement.

Nous portons une autre vision, celle de territoires à taille humaine, vivants et conviviaux, assumant l'interdépendance rural/urbain, où les innovations sociales, économiques, culturelles sont pleinement reconues. Des territoires réconciliés avec la nature, sobres et solidaires, à l'opposé des gaspillages imposés par les gouvernements productivistes.

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



AVENIR ÉCOLO



Si nous refusons ce modèle économique et social qui affaiblit les régions, met en concurrence les territoires et renforce les inégalités sociales, comment comprendre le vote de nos députés sur le volet métropole de la loi de décentralisation ? Nous devons être cohérents et refuser de soutenir une loi «non aménageable» qui reste contraire à nos valeurs.

RENOUER AVEC NOS PROJETS DE RÉFORMES STRUCTURELLES

Notre parti doit reprendre la réflexion sur le partage du temps de travail et le revenu d'existence universel individuel et inconditionnel, afin de réduire le chômage, combattre l'exclusion, et ménager de nouveaux temps libres, hors de l'emprise du marché.

La possibilité pour tou-te-s les citoyen-ne-s d'accéder à une fonction élective reste une fiction, comme le montre la sociologie de nos assemblées. Qu'attendons-nous pour penser un statut de l'élu ? Un statut avec des droits et des devoirs, qui renforce la limitation du cumul des mandats

et donne les moyens de l'appliquer. Nous défendons également l'émergence de régions fortes, cohérentes historiquement et culturellement, dotées d'autonomie fiscale et de compétences normatives, aptes à promouvoir les langues régionales. A tous les échelons, nous demandons la séparation des pouvoirs exécutifs et législatifs, un vrai fonctionnement parlementaire, un mode de scrutin proportionnel. L'élu se doit avant tout d'être un fédérateur d'énergie capable de faire émerger les solutions par les citoyens concernés.

Nous ne pourrons sortir par le haut de cette crise que par une participation active du citoyen, ce qui implique une réinvention de notre modèle démocratique, dans une approche beaucoup plus horizontale, directe, remontante... Pourtant, nous courbons trop souvent l'échine face aux aménagements successifs qui n'ont d'autre objectif que de différer la démocratisation radicale de notre république et de l'Europe, de pérenniser un bipartisme d'alternance qui alimente la crise du politique.

Nous demandons à nos parlementaires de travailler à une révision de la loi sur le «référendum d'initiative partagée», pour lever les restrictions inad-

missibles qu'elle contient, en faire un véritable outil d'expression citoyenne, et permettre à tout un chacun de participer à l'élaboration et au vote de ces réformes indispensables au renouvellement de la démocratie.

REFONDER L'AUTONOMIE CONTRACTUELLE

EELV a réduit «l'autonomie contractuelle» à un écran de fumée pour légitimer ses accords successifs. C'est dire à quel point nous sommes loin de la rigueur et de la méthode nécessaires à l'évaluation de nos partenariats. Loin de les penser et de les débattre sérieusement sur le fond.

Pour nous, le contrat précise ce que nous voulons/pouvons mettre en œuvre en accord avec nos partenaires. L'autonomie impose une évaluation du respect du contrat au vu des circonstances.

Faute d'avoir su donner sens et contenu à « l'autonomie contractuelle », sortir ou non du gouvernement devient une question inextricable. À Marseille, la conférence de bilan a été un leurre teinté de langue

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



AVENIR ÉCOLO



de bois. Pourtant de nombreux adhérents s'interrogent sur notre utilité en tant que parti au sein de ce gouvernement pro nucléaire et qui défend si peu l'écologie. C'est pourquoi nous demandons un vrai bilan avec analyse indépendante. Et si nous le jugeons opportun, nous demanderons un référendum d'initiative militante sur la sortie du gouvernement.

EUROPE : NI ADORATION NI REJET !

Un droit d'inventaire s'impose sur les politiques européennes, l'idéologie qui les inspire et leur influence sur la vie des peuples. Une Europe qui accélère l'exode rural, favorise une agriculture industrielle avec la PAC, contraint à des politiques de privatisation qui détruisent le tissu économique, réduit les peuples à la misère pour rembourser des dettes illégitimes, favorise implicitement la fraude et les paradis fiscaux... conduit à une fuite en avant devant la concurrence forcenée entre Etats. Nous voulons une Europe plus démocratique, au service des peuples et non des lobbies, avec un réel pouvoir à l'Assemblée Européenne et se donnant pour priorité de li-

miter l'impact des bouleversements à venir sur les populations et leur environnement. Une Europe non pas repliée sur elle-même, mais solidaire avec le reste du monde.

BÂTIR UN FONCTIONNEMENT À LA HAUTEUR DES ENJEUX

Nos instances doivent respecter le pluralisme, **la séparation des pouvoirs**, et lutter contre les conflits d'intérêts. Nos élus externes doivent refléter la diversité y compris idéologique de notre mouvement. Le respect de la proportionnelle et du non cumul en sont des conditions impératives. **Sur ces points comme sur d'autres, les décisions du Conseil statutaire doivent être appliquées.**

Nous demandons un grand débat interne pour faire émerger, **concrètement, un fonctionnement en transparence** efficace et dynamique sur la base :

- de **textes cohérents et lisibles** d'une véritable politique d'information à l'interne comme à l'externe, destinée à tous les membres du parti, une politique dans les deux sens, montante et pas seulement descendante ;

- d'une politique volontariste **d'accueil et de formation** des adhérents ;
- d'une dynamique de mutualisation des expériences, des actions, des moyens des élus en direction du collectif ;
- d'un « choc de simplification » pour amener la coopérative dans son rôle d'interface entre EELV et les mouvements écologistes citoyens ;
- d'un soutien à la Fondation de l'Écologie Politique ;
- **d'une réflexion de fond pour donner aux commissions thématiques le rôle central qui leur revient.**

L'heure est à la maturité et à l'affirmation d'une écologie de rupture qui puisse être une alternative face à la crise de civilisation que nous traversons. Eluder encore et encore ces exigences, c'est refuser d'assumer notre destin, c'est assister impuissant à la montée de l'extrême-droite, c'est donner du temps supplémentaire à un monde invivable. ■

Il n'est d'autre Avenir qu'Ecolo !

(1) Camus, L'homme révolté.

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



AVENIR ÉCOLO



LISTE POUR LE BUREAU EXÉCUTIF *

- 1
Alexandre JURADO (Midi-Pyrénées)
- 2
Claudine PARAYRE (Ile-de-France)
- 3
Thierry PRADIER (Pays-de-la-Loire)
- 4
Jocelyne LE BOULICAUT (Bretagne)
- 5
Pascal BOURGOIS (Aquitaine)
- 6
Isabelle URBAN (PACA)
- 7
Michel POIRIER (Ile-de-France)
- 8
Claire LUTZ (Haute-Normandie)
- 9
Bruno BOURGEON (Réunion)
- 10
Lydia MORLOT (Languedoc-Roussillon)
- 11
Hugues STOECKEL (Alsace)
- 12
Hélène HAREL (Ile-de-France)
- 13
Jacques MINNAERT (Rhones-Alpes)
- 14
Hélène CHESSE (Midi-Pyrénées)
- 15
Alain SELLIER (Nord-Pas-de-Calais)

* Sous réserve de validation par le Conseil statutaire.

suite page suivante 

TEXTE SOUMIS AU VOTE



AVENIR ÉCOLO



La liste que nous vous présentons est issue d'une consultation démocratique de tou/tes les signataires d'Avenir Ecolo. Ni choisi/es par cooptation des « amis » ni issu/es d'un casting, les candidats/es d'Avenir Ecolo au Bureau Exécutif sont représentatif/ives de l'ensemble de la Motion. Ils s'engagent à impulser une dynamique pour un véritable changement de trajectoire, de ligne politique de notre parti. Nous devons, ensemble, retrouver notre capacité à être en avance sur notre temps, renouer avec le caractère précurseur, inédit et créatif de nos idées d'avant garde, cultiver la cohérence entre les valeurs que nous défendons et leur mise en pratique, aussi bien dans la gestion interne du parti que dans les relations avec les militants afin de retrouver le plaisir de militer.

Nos élus/es sont prêt/es à expérimenter des formes nouvelles de fonctionnement et d'organisation au sein du BE, le travail en transversal doit être la norme. La démarche initiée par le collège des secrétaires de région, quant aux employeurs que nous sommes, doit être soutenue. Et c'est par la mise en place d'un dialogue constant que nous veillerons à l'amé-

lioration des conditions de travail au siège. Dans une réflexion large sur le bien-être et la qualité de vie dans le parti, nos élu/es au BE travailleront à une prise en compte efficace des situations de handicap, fragilité, précarité financière dans les conditions de militance. Aucune situation ne doit empêcher un/e adhérent/e de militer.

Nous proposerons la **création d'une « délégation à l'écologie des réseaux citoyens »** afin d'établir des liens plus étroits avec ceux et celles, dont nombre d'entre nous font partie, qui sont dans la recherche de réponses concrètes pour anticiper la décroissance à venir. Nous voulons un parti qui se mobilise aux côtés de celles et ceux qui, sur le terrain, construisent la résilience face à la crise écologique. Nous veillerons à ce que soit assurée et renforcée une réelle rigueur et transparence de nos finances afin de redonner les marges comptables nécessaires à notre autonomie politique.

Nous sommes convaincu/es qu'une Europe différente est possible. L'Europe doit être pour notre parti plus qu'un mot dans un titre. Nous nous engageons au sein

du BE, et de la délégation responsable de l'Europe en son sein, à travailler et à renforcer notre dimension réellement européenne. Nous devons remettre « de l'Europe » au sein d'EELV et redonner à notre parti toute sa place au sein du PVE.

Nos élus/es au BE soutiendront la vision d'un parti fort, qui prend ses positions indépendamment du pouvoir en place et en cohérence avec son programme.

Parce qu'il est temps de s'inscrire dans une écologie de rupture et non d'accompagnement de la croissance destructrice des individus comme de la planète, Avenir Ecolo vous propose de soutenir les candidats/tes au BE qui défendront cette vision de l'écologie politique.

Pour une écologie de rupture avec le dogme de la croissance, EELV doit réaffirmer ses fondamentaux, seule boussole capable de fixer un cap. ■

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



AVENIR ÉCOLO



ALSACE

BRAUD MARIE MADELEINE, BREUNE CLAUDE, COMTE MICHELE, DALPRA BRUNO, DEBEIRE PHILIPPE, EHLENBERGER JEAN YVES, HAUSS YVES, ROOS FRANCOIS, STOECKEL HUGUES, VALLON JEAN

AQUITAINE

AGUIRRE ANTOINE, ARNAUD JEAN PIERRE, AVIANO OCEANE, BOURGOIS PASCAL, CHRETIENNEAU PATRICK, COLOCOLOFF CHANTAL, COMBRES MARYSE, COQUILLARD CORINE, COUSIN PATRICK, COUSIN ELISA, DEFFIEUX MARC, DUPUCH ROBERT, HUERTA CESAR, JOLY JEAN PAUL, KNIBBS PAULA, LAUGA BERNARD, LE BARS JEAN HERVE, LOUGNON-SAMEL MARTINE, MARTINEZ FERNANDEZ ANGEL, MINNAERT ANNICK, MORISSET MARC, PETIT ARNAUD, PLANDE HENRI, ROUZOUL ROMAIN, SAMEL MATTHIEU, SENDIN JACQUOTTE, SEVE MARC

BASSE-NORMANDIE

HEDOUIN GEORGES

BOURGOGNE

LOUIS BRUNO

BRETAGNE

BRANCHU PASCAL, CALVEZ PATRICK, LEBOULICAUT JOCELYNE, SAUVAGE YVES

CENTRE

CABAT MAXIME

CHAMPAGNE- ARDENNE

PETIT MARIE ANGE

HAUTE- NORMANDIE

DURAND ALAIN, EUZENAT GILLES, LUTZ CLAIRE

ÎLE-DE-FRANCE

BARRAUD FRANCK, BASTIDE JEAN PIERRE, BOISARD JACKY, BREGEAULT JEAN MARC, CHENAIS JOEL, CHIARADIA ROMAIN, CLAIRIERE HANNA, CORVIN ELINA, COUPAS ANNIE, DAGUENET PHILIPPE, DENIS MARC, DIEBOLT SERGE, DOUCET FRANCOIS, DURGEAT MARIBE, FAVRE JEAN MICHEL, FIAT FRANCOISE, GAMBIER JEAN MICHEL, HAREL HELENE, HOFFET FRANCOISE, LADUREE LAURENCE, LE JEUNE ISABELLE, LEBOT ANNE, LECLERC ALAIN, LEGUENNIU ANNE, LEMERCIER JEAN PIERRE, LEPARMENTIER GIL, LORTHIOIS JACQUELINE, MARGAIN PIERRE, MICHEL JEAN FRANCOIS, MOREAU YANN, MORLAIS JEAN, PARAYRE CLAUDINE, POIRIER MICHEL, RADIX JEAN PAUL, RAVENEL BRUNO, RODRIGUEZ EMMANUEL, ROUYER MICHEL, ROZE BERNARD, ROZE CHRISTIAN, SAINTE FARE GARNOT DENISE, SAINTE FARE GARNOT LAURENT, SALVI PHILIPPE, SAWICKI NICOLAS, SIMONET BENJAMIN, THIBAUT LAURENT, ZENTELIN JEAN LOUIS

LANGUEDOC- ROUSSILLON

BERTRAND ALIENOR, BOISSEAU ERIC, BOYER PIERRE, DUPONT LAURENT, GIZARD AGNES, MORLOT LYDIA

LA RÉUNION

BOURGEON BRUNO

LORRAINE

VOGIN FRANCIS,

MIDI-PYRÉNÉES

BALLESIO FELIX, BARDOUX MARIE REGINE, CAMINEL THIERRY, CASTAGNET-SIMONET JOELLE, CHARLES DANIELLE, CHARLES MICHEL, CHESSE HELENE, CLEMENT BOLLEE OLIVIER, DHOYE GREGORY, DOERLER BERENGERE, GRIALOU CHRISTIAN, GUILLOU CHARLES, JORNET HENRI, JURADO ALEXANDRE, LE GOANVIC PHILIPPE, LECOURT YVES, MARIN FREDERIC, MAURY JEAN FRANCOIS, MELLO BENEDICTE, PIQUET ERIC, QUEIJA DOMINIQUE, RINGUET OLIVIER, SCHLUMPF THIERRY, SEIGLE VATTE MARIE CECILE, VALADE CHRISTIAN

NORD- PAS-DE-CALAIS

SELLIER ALAIN

PAYS DE LA LOIRE

BERMENT CATHERINE, DEBORD PASCALE, DESPREZ FRANTZ, GILBERT ROMAIN, HERIDEL BRIGITTE, LAIGNEL MARIE LOUISE, LAYRE CLAUDINE, METIVIER MICHEL, MIANT MICHELE, MOTREUIL MARIE LAURE, OLLIVIER YVES, PRADIER THIERRY, PRADIER CATHERINE, ROCHERON ALAIN, SIMONET LOIC, TOUCHE THIERRY

POITOU- CHARENTES

ADAM BOUYER SOPHIE, POUCKET CYRIL, SOURROUILLE MICHEL

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE

e

AVENIR ÉCOLO



PROVENCE-ALPES- CÔTE-D'AZUR

BELOTTI ISABELLE, BELTRAME ELISE,
DUFRENE SANDRINE, DUFRENE PHILIPPE,
GALDO MAGALI, LACORDAIRE ANNE
ISABELLE, LINDECKERT ROBERT, MUSSI
PHILIPPE, URBAN ISABELLE, VEYRET
FABIEN

RHÔNE-ALPES

BARBASSO ALAIN, BONY CATHERINE,
MINNAERT JACQUES, ROUSSON
CHRISTIAN

SAVOIE

MOCCOZET LAURENT ■



LA MOTION PARTICIPATIVE (LMP)

LA MOTION PARTICIPATIVE (LMP)

Pour une écologie autonome, radicale et responsable

Nous vivons une période critique de l'humanité marquée par les effets déstabilisants de l'activité humaine sur l'évolution de la planète. La fuite insensée d'une société industrielle obsédée par la chimère d'une croissance infinie nous presse de tout changer.

Chômage de masse, dérèglement climatique, productivisme forcené, tentations autoritaires... les crises s'aggravent. Précarité et inégalités explosent, diffusant les colères extrémistes dans la société. Alors qu'institutions et élites sont rejetées, les rangs des IndignéEs grossissent, ici et ailleurs. En France, après la défaite de Sarkozy, le soulagement a laissé place à l'exaspération. Et malgré les progrès de la conscience écologiste, notre mouvement ne représente pas une alternative quand nous sommes relégués au rang de

supplétifs du PS. La question de la sortie du gouvernement se pose. Les enjeux dépassent largement notre sphère nationale. Justice globale, démocratie, Biens communs, biodiversité... Du combat des sans-terre indiens aux maraîchers bios, de Snowden aux lanceurs d'alerte isolés des déserts médicaux débordés par l'explosion des maladies industrielles, ces militants du quotidien convergent dans un même mouvement, une écologie politique mobilisée. Nous devons offrir une traduction institutionnelle et des solutions politiques à leurs luttes.

Alors redevenons nous-mêmes, innovons, proposons et agissons. Décolonisons les imaginaires à coup d'écologie joyeuse, créative et partagée. Soyons à la fois radicaux et responsables, idéalistes et pragmatiques.

Discutons sans tabous des questions qui fâchent : participation au gouvernement, relance de l'espoir suscitée par la création d'EELV, relations avec le mouvement social face à un parti tenté par le repli, possibilités d'influer la politique du pays et de l'Europe.

Changer de modèle : vivre heureux sans croissance

Épuisement des ressources, dérèglement climatique, perte de biodiversité... ce modèle de développement est insoutenable. « La croissance » n'est pas la solution mais le problème car notre empreinte écologique dépasse les capacités de régénération de la biosphère. La conclusion est simple : sobriété et partage sont les seules issues écologiques, démocratiques et solidaires, viables dès à présent et pour les générations à venir.

La nouvelle société écologique : produire et consommer écolo, la démocratie au cœur de la décision

Cessons de trancher bureaucratiquement les débats sur l'énergie, la sécurité alimentaire et notre système économique. Ouvrons-nous à la société. Moins, mieux, autrement : mettons la transition en œuvre. La question sociale doit rester au cœur des propositions écologistes, car la lutte contre les inégalités et les discriminations est dans notre ADN.

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



LA MOTION PARTICIPATIVE (LMP)

La contribution climat énergie ou autres pollutaxes n'iront pas sans aides aux plus modestes.

Résorber la dette publique, ce n'est ni rechercher la croissance, ni réduire les services publics, mais réformer la fiscalité, aujourd'hui anti-écologique et anti-redistributive, et combattre les niches fiscales pour aller vers un véritable revenu maximal.

Sortons de la logique du gaspillage, de l'abrutissement publicitaire et de l'injonction consumériste, par la qualité écologique des produits locaux, l'affichage du coût carbone des produits, l'encouragement des filières d'écoproduits à bas prix sans obsolescence programmée, la propriété partagée et la consommation coopérative. Moins de biens, plus de liens, pour faire décroître notre consommation matérielle, pour une sobriété choisie et une prospérité partagée.

Donner corps à la solidarité

Générationnelle et universelle, la solidarité est la manifestation de nos interdépendances. C'est un choix politique fondamental, pour

l'épanouissement individuel, l'égalité femmes/hommes, la lutte contre toutes les formes de discriminations ; celui de la cohésion d'une société apaisée, ouverte, non-violente, laïque, respectant les croyances et aspirations de chacun-e.

De nouveaux espaces d'autonomie individuelle et collective émergent déjà, préparant la sortie des crises ; encourageons ces dynamiques, vers la transition et la décroissance, par une solidarité réorganisée, la création de nouvelles activités et une mobilité professionnelle choisie et sûre.

Nous irons à contre-courant des idées reçues, porter haut notre idéal de transformation sociale, alors que la gauche de gouvernement y a renoncé, qu'il s'agisse d'augmenter le temps libre, de réduire le temps de travail, ou de créer un revenu d'existence universel, personnel et inconditionnel, pour affranchir les individus de l'angoisse du chômage, de l'exclusion, et de l'emprise du travail.

Une République parlementaire dans une Europe fédérale

Dans nos sociétés multiculturelles et globalisées, la légitimité démo-

cratique doit retrouver un nouveau souffle. Pour un régime parlementaire, la proportionnelle est la mère de toutes les batailles. Outre le non-cumul des mandats, la lutte contre les conflits d'intérêts et le clientélisme, un statut de l'élu est nécessaire pour permettre à chacunE de participer à la vie publique. Alternative à la métropolisation qui déséquilibre les territoires, un fédéralisme différencié reste à construire, fondé sur des régions fortes en capacité de légiférer, défendant les langues et spécificités régionales, et des intercommunalités élues au suffrage direct, dans un esprit de coopération. L'autonomie fiscale implique un système de péréquation et de coopération.

L'Europe que nous voulons est une étape vers la démocratie mondiale, pas un instrument au service des lobbies des entreprises multinationales. Mais cet idéal est aujourd'hui menacé par un bureaucratisme absurde imposant l'austérité au profit des intérêts privés. Passons de l'Europe des technocrates à la démocratie européenne, du TSCG à un Pacte Social. La critique des politiques régressives menées par les majorités actuelles ne peut être un prétexte au repli national. L'inté-

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



LA MOTION PARTICIPATIVE (LMP)

gration politique de l'Europe est le levier de la transformation écologique, une UE régionaliste, solidaire, parlementaire, transnationale, qui protège et cultive sa diversité contre les intégrismes identitaires, assume ses responsabilités dans le monde, et non la défense des intérêts d'États et de lobbies économiques.

Une stratégie : rassemblés, radicaux, responsables

Le gouvernement actuel est sourd à l'urgence: statu quo sur le nucléaire, austérité budgétaire, absence d'ambition sur l'Europe, oubli de la révolution fiscale, recul sur le cumul des mandats, allongement de la durée de cotisation de retraite, crédit d'impôt aux entreprises sans critères sociaux et environnementaux, abandon du récépissé pour les contrôles d'identité et peut-être du droit de vote des étrangers, évacuation de campements Roms : ce sont des boas qu'avalent les écologistes ! Les principes économiques que le gouvernement défend – retour de la croissance, allègement du coût du travail, orthodoxie budgétaire – sont contraires à nos valeurs.

Alors faut-il continuer à amender à la marge ? « *Nous ne pouvons nous satisfaire de rafistolages. Conscients de la gravité des enjeux, puisque tout est déréglé, nous proposons de tout changer* » (synthèse de notre congrès de La Rochelle). Avons-nous été à la hauteur de cette ambition ?

La question de rupture des majorités peut se poser à tous les échelons : municipal, régional et national. Quand nos partenaires dévient des contrats de mandats, nous ne devons ni nous taire ni claquer la porte immédiatement. Un gouvernement, un parlement, un conseil municipal ou régional, n'est ni un lieu qu'on déserte à la légère, ni un poste honorifique justifiant des compromissions inacceptables. On s'y bat, au risque de s'en faire exclure, pour faire respecter les contrats, en prenant l'opinion à témoin, pour sortir du tête-à-tête stérile avec un allié socialiste qui renie son propre projet de changement de 2012.

Des milliers d'initiatives locales se diffusent : ESS (Économie sociale et solidaire) et monnaies complémentaires, Amap, agroécologie, jardins partagés, habitats groupés, fablabs, éoliennes citoyennes...

L'action politique des écologistes a besoin de se ressourcer dans un parti ouvert aux expérimentations. Nous refusons que notre mouvement se transforme en parti d'élus, coupé des initiatives locales. C'est en ce sens que nous devons toujours viser l'autonomie au premier tour des élections municipales et régionales, sur des listes ouvertes à la société.

La poursuite de notre participation à la majorité doit dépendre de notre capacité à y peser et à mobiliser au-delà de nos rangs, partout les militants non-encartés, les écologistes du quotidien, les forces culturelles et les gens isolés. L'écologie n'est pas la propriété du parti politique qui la porte.

Elle est notre bien commun. Notre priorité : rechercher des alliances avec ceux qui partagent nos objectifs de transformation écologique et sociale.

Soyons exigeants et modestes. Si nos enfants nous pardonneront de ne pas avoir tout réussi, ils nous accuseront de n'avoir rien tenté.

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



LA MOTION PARTICIPATIVE (LMP)

La politique autrement : un état d'esprit

« Sois toi-même le changement que tu veux voir dans le monde » disait le Mahatma Gandhi. Nos appels à changer la société seront crédibles quand nous serons capables de changer nos comportements. Aujourd'hui, ce parti ne ressemble pas à celui dont nous rêvons. Notre faiblesse organisationnelle, l'écart entre nos ambitions politiques et le nombre de nos adhérents, le manque de transparence de certaines décisions, notre manque d'ambition se traduisant par le suivisme paresseux d'un partenaire socialiste dépourvu d'idées, ne cessent de nous inquiéter. L'écologie politique s'adresse à touTEs, elle est populaire au sens noble du terme.

Notre parti est en crise. Ces dernières semaines ont révélé un fonctionnement délétère. Nous devons retrouver l'élan de 2009-2010, quand l'importance du projet politique l'emportait sur le repli et la défense des positions de pouvoir au sein du parti.

Clarifions nos statuts ! Faisons du Conseil d'Orientation Politique un lieu de valorisation des commissions

thématiques (suppression des délégués thématiques). La consolidation de la proportionnelle et du non-cumul en externe et en interne assurera une autonomie du mouvement par rapport aux compromis externes. Le Bureau Exécutif et nos parlementaires doivent être le relais des décisions prises par les militants et le Conseil Fédéral. Évoluons vers un parti de mouvement, de liberté de parole, d'écologie plurielle au sein d'une coopérative militante ouverte, d'utopies concrètes, en phase avec son ancrage transnational européen. Pour sortir des logiques étroites du débat franco-centré, expérimentons un Erasmus des écolos, avec échanges multiples entre militants des partis verts européens et mondiaux. Renforçons l'autonomie politique et financière des régions.

Surtout, pour établir la parité, animer le parti en interne, porter la parole en externe et combattre la présidentialisation des pratiques internes, créons un co-secrétariat national. Trois défis se posent à nous : la réponse du gouvernement aux crises, l'absence de d'incarnation crédible pour représenter l'alternative et l'incapacité de notre parti à défendre les solutions de l'écologie politique. Pour y répondre, travaillons à

construire des majorités parlementaires comme celle tentée sur l'ANI (Accord National Interprofessionnel), à rechercher des alliances originales, ponctuelles ou durables, avec les forces sociales anti-productivistes et avec des forces politiques qui, par exemple au sein du Front de gauche ou des socialistes critiques, s'ouvrent à l'écologie.

L'avènement d'une société écologiste se construira par un autre système économique, social et culturel, un réinvestissement démocratique, des expériences alternatives.

Sinon, loin d'un changement de cap, même positif, nous naviguerons à vue, sans boussole, en prenant le risque d'échouer sur l'écueil d'un nouveau "21 avril" en 2017. ■

Contact : gleizes@free.fr

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE

LA MOTION PARTICIPATIVE (LMP)



LISTE POUR LE BUREAU EXÉCUTIF *

- 1
Lucile Schmid (Île-de-France)
- 2
Jacques Boutault (Île-de-France)
- 3
Elise Lowy (Basse-Normandie)
- 4
Denis Grandjean (Provence-Alpes-Côte d'Azur)
- 5
Hélène Pelletier (Auvergne)
- 6
Alain Coulombel (Savoie)
- 7
Yvette Duchemann (La Réunion)
- 8
Olwen Denes (Bretagne)
- 9
Djamila Sonzgoni (Alsace)
- 10
Edouard Gaudot (Hors de France)
- 11
Alix Téry-Verbe (Centre)
- 12
Alain Lipietz (Île-de-France)
- 13
Christine Garnier (Rhône-Alpes)
- 14
Yves Cochet (Île-de-France)
- 15
Françoise Alamartine (Languedoc-Roussillon)

* Sous réserve de validation par le Conseil statutaire.

suite page suivante 

TEXTE SOUMIS AU VOTE

LA MOTION PARTICIPATIVE (LMP)



LMP : LA MOTION PARTICIPATIVE

**Radicaux, responsables,
rassemblés/es**

La Motion Participative est née autour de deux objectifs. Le premier objectif est de faire progresser l'écologie dans l'ensemble de la société en donnant la priorité aux classes populaires, en luttant contre les inégalités sociales et environnementales, et en retrouvant le chemin des débats et des mouvements sociaux qui ont fait naître l'écologie politique. Le second porte sur la vie de notre parti. Nous le voulons plus éthique, plus humain, mais aussi plus politique, animé de débats de fond, sans peur des confrontations, propre à définir des positions collectives, visibles et compréhensibles pour toutes et tous. L'équipe des candidats au bureau exécutif pour LMP a été choisie dans cet esprit. Les parcours des un/es et des autres sont divers, (diversité régionale, de caractères, de vie simplement). Mais nous sommes uni/es par un même souhait: radicaux, responsables, rassemblés/es, donnons à l'écologie la force qu'elle mérite.
Mandataire de liste : Jérôme Gleizes ■

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



LA MOTION PARTICIPATIVE (LMP)

ALSACE

BECHU MATHIEU, BROM JEAN MARIE, CADIOU MICHEL, GUCLU SELMA, HILBERT MATTHIEU, KARAKAYA FATIH, SCHAEFFER ANDRE, SCHULTZ ERIC, SONZOGNI DJAMILA, SONZOGNI GERARD, WALDVOGEL LAURA

AQUITAINE

BARBIER MARIE CHRISTINE, CLAVERIE PATRICE, DERACHE PASCAL, DUPONT FRANCOIS, FEUILLAS LIONEL, GREZES JEAN FRANCOIS, GUIOT SERGE, LASAYGUES MARC, MARSAT ALEXANDRE, MEYROU FREDERIC, MOTOMAN LAURENCE, NEVEU DANY, PETITJEAN PATRICK, REFFAY DOMINIQUE, SALANE PIERRE, SIMON MARC

AUVERGNE

GIRARD ROGER, LIMOGES MICHEL, PELLETIER HELENE, PETIT BELOUIN MARIE CHRISTINE, RUPNIK ALEXANDRE

BASSE-NORMANDIE

GRUENAI ALAIN, HAMON MICHEL, HAMON MONIQUE, HENRY GUILLAUME, LANGRIS MICHEL, LE MAULF NOELLE, LEZIER PIERRE, LOWY ELISE, LOWY PAUL

BOURGOGNE

ARTAZ JEROME, DELVALEE PHILIPPE, DHOUKAR CHANTAL, LOTTEAU FRANCOIS, RECHAGNEUX ANITA, ROLLAND-REMY MYLENE

BRETAGNE

BALLON JUSTINE, BARON XAVIER, BIGOUIN YANNICK, BORVON SERGE, BOUCHARDON DENIS, BOUDOU ANNE MARIE, BRIELLE SERGE, CHAUVIERE MICHEL, DANIEL CHRISTOPHE, DELTOUR JEANNICK, DENES OLWEN, FOUCHER

NICOLAS, FREZE ANNICK, GAUDRY ANTOINE, GAUGAIN ASTRID, GOATER JEAN MARIE, GREGOIRE JEROME, HAMON LAURENT, HASCOET JEAN, KASSIS NADINE, KERBIQUET RENAN, KOCH SCHLUND LUCILE, LE GALLES ANNE, LE PAUMIER CHRISTIANE, LE POHON JEAN PAUL, MARECHAL GILLES, MAUDET NORBERT, MECHIN BRUNO, MERMET LAURENCE, MOISAN ANDRE, PERNES MICHELE, PETIT MARTINE, PICHON RONAN, RAUDE SOLENE, RAULT LISIANNE, REBILLON ROMAIN, RIHET CHRISTIANE, ROLLAND MICHEL, ROUGIER GAELLE, SALMON DANIEL, SALMON YVES, SILORET MARTIN, THEURIER MATTHIEU, YVEN RAPHAEL

CENTRE

BEIGBEDER FRANCOISE, BENOIT FRANCIS, BOULANGER CHRISTOPHE, BRAGOLET JEAN CLAUDE, COMBAZ PIERRE, DANGUY PATRICIA, DEGUET GILLES, DELAVERGNE JEAN, DEPREZ DANIEL, DUTHU MARIE FRANCOISE, ENGELS GILLES, FAUCHEUX BENOIT, FOURNIER CHARLES, GAUTHIER CAROLINE, GEIGER PHILIPPE, LAJONCHERE MONIQUE, LE COROLLER GAEL, MASCA JACQUES, MORIZET PIERRE, MOULIN BERNADETTE, NOBLE HERVE, PETIOT NICOLAS, PETIT MARIE THERESE, PRINET CLAUDE, REBOUT CHANTAL, RIVET MICHELLE, ROBIN MARIE, TERY ARNAUD, TERY VERBE ALIX, THIOLLET FRANCOIS, VALTRID MARIE FRANCOISE

CHAMPAGNE-ARDENNE

DUMONT CHRISTOPHE, MURGIER HERVE

CORSE

ALFONSI CACCIAGUERRA MONIQUE, BEGUE TRAMONI MATTHIEU, FAUCONNIER MARIE ANTOINETTE, FAUCONNIER DENIS, GRAZIANI JEAN, TRAMONI FRANCINE

FRANCHE-COMTÉ

BOUTANQUOI MICHEL

GUADELOUPE

CIVILISE CHRISTIAN

HAUTE-NORMANDIE

BOUCHON PIERRE, LANCRY JEAN PIERRE, SORET YVES

HORS DE FRANCE

BROCHARD AURELIE, CORONADO SERGIO, GAUDOT EDOUARD, HEUSQUIN CLARISSE, SELIER GUILLAUME, SUPIOT FREDERIC, VOGEL MELANIE

ÎLE-DE-FRANCE

AMIEL FREDERIC, AOUSTIN MARIE, ASCOET CHANTAL, AUGE GENEVIEVE, BELACEL FATIHA, BENARD GILLES, BERGEMER MARGUERITE, BERNARD STEPHANE, BIBAS BENJAMIN, BICEP JEAN JACOB, BIRETTE FABRICE, BLANCHARD LUC, BOUAGGA YASMINE, BOURGAIN MICHEL, BOUTAULT JACQUES, BURCH NOEL, BURETTE DANIEL, CARIME JALIME KATHY, CHAGNEAU YVES, CHAIX BRUNO, CHALEYAT GISELE, CHAPLAIN MATHIAS, COCHET YVES, COTTIN MARX SIMON, COUMEL LAURENT, D HERMIER SUZANNE, DAS NEVES BICHO LEA, DELLI KARIMA, DESCALZO HENRI, DOMERGUE MANUEL, DONNARD GILLES, DREANO BERNARD, DUBARRY VERONIQUE, DUBREUIL FRANCOIS, DURANTON

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



LA MOTION PARTICIPATIVE (LMP)

JANINE, FADEIEFF EDWIGE, FARGEAS REMI, FAUGERON CORINE, FEUILLETTE SARAH, FOURLON KARINE, FOURNIER ALAIN, FOURNIER MARIE CLAUDE, FREMION YVES, GALLAIS SEREZAL ANNE CLAIRE, GALLAND FRANCOISE, GANDAIS RIOLET NATALIE, GERBEAUX MAGGY, GLEIZES JEROME, GUERBER REMI, GUESSOUS GHIZLAINE, HAMADACHE NEILA, HAMADACHE DALILA, HERON BERNARD, HERVE NICOLAS, JOXE CECILIA, JOYEUX BENJAMIN, JUTIER DAVID, KAABI CHEKRA, KHALDI SAMY, KIEFE FRANCOISE, KIEFE FRANCOISE, LAFONT JEAN, LAGNEAU ANTOINE, LAHMER ANNIE, LAIZE BERNARD, LE CORNEC CLAIRE, LEBRANCHU MARTINE, LECERF THIERRY, LEMAIRE GILLES, LENTAIGNE MARIE GENEVIEVE, LETISSIER FLORENTIN, LIPIETZ ALAIN, MANDEL RENAUD, MARKOVIC DOUCHKA, MARTIN ANDRE, MARTINEZ YANN, MARTINI LUCIA, MASSIOT OLIVIER, MEKER PASCALE, MILLOT PATRICIA, MLEKUZ NATHALIE, MULLER HASSIBA, NESSAH HOCINE, PIGNOT SONIA, PONGE PHILIPPE, POPESCU ALIN, POURSINOFF ANNY, PRISER MICHELE, PUZIN FREDERIC, RATZEL TOGO CHRISTINE, RIVRET SERGE, ROBERT MARION, ROS ELODIE, ROURE VERONIQUE, SANTANA DAVID, SCHMID LUCILE, SCHNEIDER HERMANN, SEBERT MONTELS STEPHANE, SIEBECKE FRANCOIS, STOEBER PIERRE, TOUATI ANASTASIA, TOULZE PIERRE FRANCOIS, TOURE SOUALIO, VICHERAT PHILIPPE, VON GASTROW STEPHANE

LANGUEDOC-ROUSSILLON

ALAMARTINE FRANCOISE, BEN BAKIR ABDELHALIM, BENSON CLAUDE MARIE,

HORDE MAURICE, MATTERA MARIE THERESE, MERCIER MARIE PIERRE, VALNET BERNARD-ANGE

LA RÉUNION

ABOUQUIR BORIS, BAPTISTO JEAN-FRANCOIS, CADET JEAN ALAIN, CALIAMOU GRAZIELLA, CASTEL SANDRINE, CHAN YO THU CHRISTELLE, DIE FABIENNE, DIE EMMANUELLE, DUCHEMANN YVETTE, DUCHEMANN YANNICK, FRADELIN GILLES, GOURVILLE JONATHAN, GRONDIN BERTRAND, GRONDIN CHARLES, IMANATZE ERIC, IMANATZE FANNY, KICHENASSAMY THIERRY, MAILLOT ANNE, MORATI LUDOVIC, NATIVEL JEAN-BERNARD, ODAYEN DANONE-LUTCHMEE, PAJANIE ADRIENNE, PAUVREZE ROLANDE, RAYMOND ELODIE, SILOTIA WILLIAM, VARONDIN RACHEL

LIMOUSIN

COGNERAS CYRIL, LEROUX MICHEL, PADOVANI LORIOUX MURIELLE, TEYSSENDIER LAURENT, WADIER PIERRE

LORRAINE

CHRISTOPHE PIERRE

MIDI-PYRÉNÉES

SIMON FRANCOIS

NORD-PAS-DE-CALAIS

COMPERE DANIEL, DRAPIER VIRGINIE, KOKOSZYNSKI PATRICIA, LAVENNE YANNICK

PAYS DE LA LOIRE

AIRAUD SAMUEL, ALLAIRE MARIE ELISABETH, BATIOU GUY, BLOUIN GUY, DEMEURANT TONY, ERCEAU CHRISTINE, ESTAY DANIELLE, GAONACH GILDAS,

GOUJON NICOLAS, MAGE MATHILDE, NICOLAS FRANCOIS, RANNOU MAEL, RENIER STEPHANIE, RONDEAU DANIEL

POITOU-CHARENTES

FREBEOUF LAURENT, TRIFILETTI STEPHANE, TRILLON DANIEL

PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR

AGULLO OLIVIER, AKUTSA KOAMI ANDRE, ALBERIGO JEAN CLAUDE, AMADOR SANDRINE, BAUD THIERRY, BEAUJARD CLAUDE, BORDIN ROBERT, BOÏER GERALDINE, CARRAT CAROLINE, CHENET PIERRE, DEBORDE ELISABETH, DEL PERUGIA BRIGITTE, DEULOFEU ANNE FRANCOISE, DJERARI ABEL, DRAOUI SETTY, DRAOUI SOUMICHA, ERRANTE CAROLE, ERRANTE LYDIE, FAGUER JOELLE, FLORENS OLIVIER, GAMOT JEAN CLAUDE, GONDEAU STEPHANE, GONINET KARINE, GRANDJEAN DENIS, GRIMALDI SEBASTIEN, GRIMALDI CORINNE, GRIMALDI AUDREY, HADDAD VIRGINIE, KADRI FOUZEZ, KADRI SAHRA, KADRI NABIL, LAOUENAN HELENE, MAROLLEAU SERGE, MARTIN CHRISTINE, MESSAOUD MONIA, MEUNIER JEANNE, MILOUDI RACHIDA, MILY HOARIDY, MOUMEN ABDERAHMAN, MOUTTET CHANTAL, MRAD NABIL, NEDGAR KARIM, OLIVIER DANIELLE, OLIVIER JACQUES, PAZ THEODORE, PIERRE MICHEL, PRUVOT JOEL, REBEC GUY, REVERDITO DENISE, SINAI AGNES, SONCIN JACQUES, THANOON YASAMINE, THOMAS EMILIE, VINAPON GEORGES, ZAIDAT MOHAMED

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



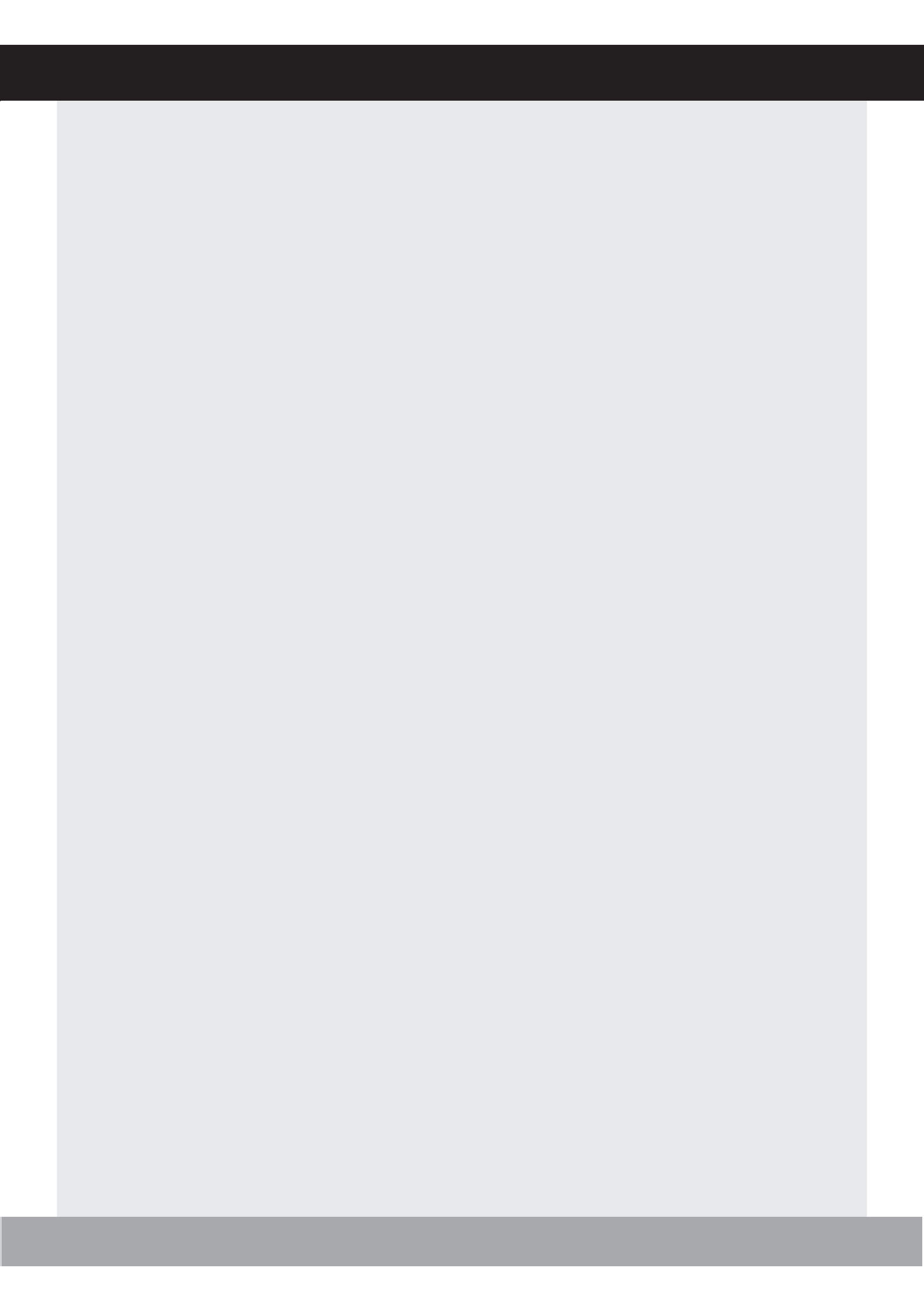
LA MOTION PARTICIPATIVE (LMP)

RHÔNE-ALPES

ALIBERT SERGE, ANDRE CONSTANTIN
PATRICIA, BONNETON MICHELE,
CHAMBOLLE FLORIAN, CHARBONNEL
PIERRE, CROS GENEVIEVE, ELLOUMI
MOHAMED-CHEDLY, FREY MICHEL,
GALLO GILLES, GARNIER CHRISTINE,
GARNIER MARC, GONNOT JOSIANE,
KELLER OLIVIER, LAIDOUNI DENIS
MYRIAM, LE GARDEUR HELENE, LEGRAND
ZHORA, LERAS GERARD, MOREIRA
VERONIQUE, ORAN MARTZ SIRMA,
PLANEL HELENE, PONCET RAYMONDE,
REBREYEND SURDON CHRISTINE,
RIGUET PIERRE, RIOCHE MICHEL, VERNAY
PAUL, WILSON MICHEL

SAVOIE

BENARAB ATTOU MALIKA, BIARD ANNE
MARIE, COLLINET ANNIE, COULOMBEL
ALAIN, LACROIX-SCHMUTZ CLAUDE,
LEGER MARTINE, MAROUZE OLIVIER,
METZ MAURICE, MEUNIER YVES,
POUSSARD RENEE, ROULET ELISABETH,
ROULET MICHEL ■





DÉTERMINÉ-E-S !



« C'est la résistance aux rêves qui facilite la victoire de tous les conservateurs.

Mais nous ne dormons pas : si nous pouvons rêver avec l'écologie, notre vocation n'est pas de faire de l'écologie un rêve. »

Serge Moscovici

La situation dans laquelle nous nous trouvons est inédite : d'un parti marginal, nous sommes devenu-e-s un mouvement dont le projet apparaît à beaucoup comme la seule alternative crédible à l'affaissement de la social-démocratie et à l'autoritarisme violent et xénophobe de la droite dure et de l'extrême droite.

Il ne suffit pas d'être la seule idéologie neuve du XXe siècle ; si nous voulons vraiment devenir le projet humaniste du XXIe siècle, il faut encore progresser. Nous savons que malgré les grandes conférences, l'état de la planète continue inexorablement de s'aggraver, nous savons que le libéralisme ne fait qu'accroître le délitement social, nous savons que la 5^e République est déficiente et archaïque. **Alors rappelons-le : la solution aux crises c'est l'écologie politique qui aborde les questions de manière globale**

et non sectorisée ! C'est une Europe fédérale, l'égalité des territoires et le respect des générations futures, une société où les droits de chacun-e sont respectés.

C'est pour transformer radicalement la société, redonner espoir aux jeunes générations, que nous faisons de la politique et participons aux institutions ; c'est à la lumière de ces exigences que nous jugeons nos actions.

LA LUCIDITÉ DU BILAN ...

Malgré les avancées sur le logement, le mariage pour tou-te-s, la politique de développement ou la justice, force est de constater aujourd'hui que **la politique d'ensemble du Gouvernement n'est pas à la hauteur des enjeux.** Trop souvent, elle s'inscrit dans une idéologie marquée par le mythe de la croissance et des réflexes sécuritaires. TSCG, CICE (ce cadeau de 20 milliards d'€ aux entreprises payé par les ménages, les collectivités locales mais aussi par les associations qui subissent un plan social sans précédent !), ANI, grands projets inutiles, nucléaire, expulsions de Roms,

politique agricole, ... Où se situe la rupture avec l'ère sarkozyste ? Les renoncements sont tout aussi graves : droit de vote des étrangers, réforme territoriale, cumul des mandats, proportionnelle... et, aujourd'hui, réforme des retraites.

Ce sont aussi les coupes budgétaires mécaniques, opérées sous le joug des lobbys libéraux, associées à une politique de l'offre que nous dénonçons. L'austérité – que nous ne confondons pas avec une gestion rigoureuse des deniers publics ! – aggrave la crise sociale et empêche les investissements nécessaires à la transition.

Évitons les faux débats : depuis plus de quinze ans les écologistes assument d'agir au sein des institutions, du local au gouvernement. Mais, aujourd'hui, la question de notre participation à un gouvernement qui ne tient pas ses engagements se pose avec acuité. Elle n'est pas taboue. Il est deux écueils qu'il nous faut pourtant éviter.

La fuite d'abord. C'est le refus de participer à l'exercice d'un pouvoir dont nous ne détiendrions pas les rênes. C'est dire implicitement – contrairement à ce que nous faisons dans nombre d'exécutifs territoriaux – que nous renonçons à peser tant que nous ne sommes pas majori-

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



DÉTERMINÉ-E-S !



taires. C'est le choix du repli pour préserver notre « pureté idéologique ».

La soumission ensuite. Se réfugier derrière de menues avancées – en perdant notre horizon politique – nous amène parfois à trouver les plus subtiles arguments pour légitimer un partenariat que nous savons structurellement inopérant. Plus qu'à la pression de nos partenaires, nous nous soumettons alors d'abord au carcan des institutions et nous nous auto-censurons.

Élevons donc nos exigences ! Nous devons donner les preuves que nous ne nous compromettons pas pour rester à tout prix au gouvernement, sans pour autant gesticuler à chaque insatisfaction. Un rapport de force offensif, sans être agressif, comporte nécessairement une part de risque qu'il convient d'assumer : c'est la condition sine qua non de notre réussite à long terme.

... LA NÉCESSITÉ DU CHANGEMENT

C'est d'autant plus important que des réformes majeures se présentent sur la fiscalité, la transition énergé-

tique, les transports, les retraites, les politiques européennes, la décentralisation, la justice... Nous devons également être les moteurs des débats fondamentaux qui animent notre société : le droit de vote des résident-e-s étranger-e-s, l'accueil des gens du voyage, la lutte contre la pauvreté, la protection de l'environnement... Mener le combat contre la droite et son extrême, c'est aussi oser le débat avec la majorité pour que les arbitrages n'aillent pas à celles et ceux qui lorgnent sur des logiques conservatrices et productivistes.

C'est pourquoi, pour 2014 et 2015, l'Europe fédérale par et pour les citoyen-ne-s, la transition énergétique avec une sortie rapide du nucléaire, le partage du travail, le contrôle des marchés financiers, l'abandon des projets inutiles et la promotion des services publics seront nos priorités. Sans jamais oublier nos combats de toujours pour une éducation émancipatrice, une politique de santé-environnement, le développement d'une agriculture locale et biologique, la défense de la biodiversité, le droit au logement, le fédéralisme différencié, la solidarité nord-sud, la culture partagée...

Ce congrès ne doit pas être un congrès de transition, mais un congrès qui clarifie notre ligne politique. Ce ne doit pas être un congrès de non-dits et d'impensés, mais un congrès de débats, pour demain, tenir sereinement et collectivement le cap. C'est la condition pour regagner la confiance des citoyen-ne-s.

UN MOUVEMENT FORT ANCRÉ DANS LA SOCIÉTÉ

Lancer un mouvement social et entrer en transition ne se décrètent pas. Il est impératif, pour faire progresser l'écologie, d'avoir des alliés. Sur ce point, il est des raisons d'être optimistes. Des AMAP à l'ANI, de Notre-Dame-des-Landes à ACTA, de l'habitat coopératif aux chaînes humaines contre le nucléaire : nous sommes en lien avec les syndicats, les associations, les collectifs et avons la légitimité de celles et ceux qui n'imposent pas mais participent. **Continuons inlassablement à puiser dans les projets innovants d'acteurs associatifs, de syndicalistes, d'entrepreneurs, de créatifs culturels, de citoyen-ne-s, qui chaque jour inventent déjà la société de demain. Du**

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



DÉTERMINÉ-E-S !



local au global, nos partenariats sont le gage de notre rapport de force. En ce sens le rôle de nos commissions est essentiel. N'oublions jamais aussi de faire valoir les alternatives que portent et mettent en œuvre au quotidien nos élu-e-s locaux et nos parlementaires.

Notre action est moins reconnue auprès des personnes en difficulté, comme les salarié-e-s menacé-e-s de licenciements. Nous avons donc le devoir de toujours présenter en quoi nos solutions sont un progrès pour elles : emplois stables et non délocalisables, réduction des budgets énergie ou transport...

Assurons une vraie pérennité à la Fondation de l'écologie politique afin qu'elle joue son rôle de creuset et de diffusion de nos propositions.

Concernant notre fonctionnement interne : trop de fois ces derniers mois les prises de parole individuelles et non concertées ont pris le pas sur la réflexion et l'expression collective.

Ne retombons pas dans nos pires travers. Nos règles et nos procédures, souvent illisibles et quelques fois contradictoires, ont permis de s'affranchir parfois de l'éthique et de la transparence dans nos décisions. Remettons de la clarté dans nos modes de fonctionnement.

Ces derniers mois ont cependant été mis à profit pour renforcer l'architecture fédérale du parti : régions et national ont su coopérer et construire un budget fédéral. Nos finances sont en cours d'assainissement, la formation des adhérent-e-s et des notes thématiques commencent à voir le jour. Ce sont de bonnes bases : amplifions le mouvement. Du matériel militant manque encore dans les groupes locaux. La communication doit être davantage co-élaborée avec les échelons locaux, quelques grandes campagnes sur des thématiques ciblées doivent exister en dehors des échéances électorales. Un débat politique interne doit émerger sur les lieux de contre-pouvoir au bureau exécutif et de régulation en définissant mieux les rôles de chacun, leurs droits comme leurs devoirs : conseil fédéral, COP, conseil statutaire, régions et groupes locaux.

L'EUROPE COMME HORIZON, NOS TERRITOIRES POUR LA TRANSITION

Les élections municipales et européennes sont une chance pour réaffirmer la nécessité de penser global

et agir local, pour mobiliser notre mouvement au service des militant-e-s et pour retrouver l'enthousiasme qui a fait notre succès.

En mars 2014, les municipales seront l'occasion de présenter nos propositions concrètes, une écologie de terrain, au plus près des citoyen-ne-s. Soyons toujours moteurs pour faire émerger de nouveaux candidats, et particulièrement des candidates. Soyons volontaristes pour rechercher des personnes qui représentent la diversité de notre société. Soyons vigilants à la formation de nos futur-e-s élu-e-s. Soyons attentifs enfin à accompagner nos sortant-e-s : on ne lutte pas contre le cumul dans le temps avec des incantations. L'autonomie, matérialisée par des listes écologistes et citoyennes partout où c'est possible, donnera une forte visibilité à notre projet. Mais nous ne devons jamais oublier nos candidat-e-s dans les plus petites communes. Les intercommunalités renforcées seront enfin un enjeu majeurs de ces élections et devront faire l'objet de négociations avec nos partenaires.

En mai 2014, nous devons convaincre nos concitoyen-ne-s que l'Europe peut être un atout. L'Union européenne est un recours face à l'État français quand il ne

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



DÉTERMINÉ-E-S !



respecte pas les droits des Roms ou ses engagements en termes de pollution. Malheureusement, les politiques européennes s'incarnent plus souvent aujourd'hui à travers des coupes financières intenable dans les budgets publics et une politique libérale qui organise la concurrence entre les États. Pour cette élection, restons nous-mêmes : européen-ne-s, sans ambiguïté et sans angélisme. Nos eurodéputé-e-s sont les plus crédibles pour nous libérer de la menace du traité de libre échange transatlantique. Conscient-e-s que ce n'est qu'à l'échelon européen que la lutte contre les marchés financiers peut se mener, comme la bataille contre le dumping social, nous avons la responsabilité de travailler à une autre Europe, démocratique et solidaire, avec un Parlement renforcé et un véritable budget. Le Green New Deal que nous proposons en 2009 est plus que jamais d'actualité !

Au-delà de ces échéances, les écologistes doivent être les garant-e-s de l'égalité des territoires : par leurs votes et leurs actions. La métropolisation telle qu'elle est élaborée aujourd'hui aggrave la concentration des richesses et la compétition entre territoires. Nous défendons un aménagement du terri-

toire respectueux de la diversité des histoires et résorbant les disparités économiques et sociales.

Pour les élections régionales en 2015, la réussite des listes autonomes doit se renouveler partout. N'ayons pas peur d'afficher nos ambitions : nous avons la légitimité et l'expérience pour présider certaines régions. Qui mieux que nous pour œuvrer à la solidarité entre tous les territoires et engager la transition énergétique ?

La radicalité et l'audace du projet écologiste sont notre force. Si des alliances sont parfois nécessaires et légitimes et si l'ouverture doit toujours orienter notre volonté de rassemblement lors des constitutions de liste, nous n'avons pas à tenter de ressembler à d'autres ou à créer des connivences artificielles avec les rhétoriques anciennes de la gauche. Les écologistes ont toujours surpris leurs partenaires par leur constance dans l'autonomie contractuelle : loyaux dans des majorités, mais conservant pleinement leur liberté de vote. ■

AUTONOMIE, SOLIDARITÉ ET RESPONSABILITÉ : VOILÀ NOS VALEURS. JAMAIS, QUAND LE NAVIRE TANGUE, NOUS NE QUITTONS DES YEUX NOTRE BOUSSOLE. ELLE GUIDE NOTRE CAPACITÉ À PORTER LE PROJET ÉCOLOGISTE AVEC FIERTÉ. SANS ARROGANCE, LUCIDES, MAIS DÉTERMINÉ-E-S. DÉTERMINÉ-E-S À VIVRE ENSEMBLE ET VIVRE MIEUX.

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



DÉTERMINÉ-E-S !



LISTE POUR LE BUREAU EXÉCUTIF *

- 1°
Michèle LE TALLEC (Bretagne)
- 2°
Olivier BERTRAND (Rhône-Alpes)
- 3°
Anne DE RUGY (Ile-de-France)
- 4°
Thomas CUTUIL (Rhône-Alpes)
- 5°
Corinne BERNARD (Rhône-Alpes)
- 6°
Bernard CROZEL (Pays-de-la-Loire)
- 7°
Catherine NAVIAUX (Ile-de-France)
- 8°
Patrick GARNON (Provence-Alpes-Côte-d'Azur)
- 9°
Claude COMET (Savoie)
- 10°
Lars KIIL-NIELSEN (Bretagne)
- 11°
Sandra LECHARTRE (Provence-Alpes-Côte-d'Azur)
- 12°
Eric QUIQUET (Nord-Pas-de-Calais)
- 13°
Françoise DORVAL (Bretagne)
- 14°
Gérard PEURIERE (Ile-de-France)
- 15°
Gwendoline DELBOS-CORFIELD (Rhône-Alpes)

* Sous réserve de validation par le Conseil statutaire.

suite page suivante 

TEXTE SOUMIS AU VOTE



DÉTERMINÉ-E-S !



Déterminé-e-s ! pour un sursaut ! Au sortir des Journées d'été, les journalistes titraient sur "l'euphorie" et la dynamique retrouvée des écologistes. Quelques semaines plus tard, patatras ! : Pascal Durand ne se représente pas, Noël Mamère nous quitte et les petites phrases reprennent.

Déterminé-e-s est né ces dernières semaines face au spectacle affligeant que nous donnons aux Français. Déterminé-e-s est né pour impulser un sursaut : permettre au mouvement de retrouver sa boussole et redonner aux militants quotidiens de l'écologie la motivation de leur engagement.

Pour beaucoup d'entre-nous, engagés sur le terrain, notamment dans la préparation des prochaines élections municipales, il n'est pas possible de donner une aussi piètre image de l'écologie politique. **Notre mouvement doit être une aide, pas un fardeau avec une bataille des égos qui nuit au travail de milliers de militants dans toutes les régions.** Nous devons relever la tête et conserver l'envie de porter les couleurs de l'écologie à quelques mois des municipales et des européennes.

L'orientation que nous proposons est claire : porter haut les valeurs et la parole de l'écologie politique. La question n'est pas de rester ou sortir du gouvernement mais de porter clairement et fortement nos convictions et nos propositions. Nous ne pouvons déterminer nos actions et expressions en fonction de la perception qu'en aura le gouvernement. L'écologie a deux pieds : l'un dans les institutions et l'autre dans les mouvements sociaux. Nous voulons parler fort et clair, retrouver la société en sortant du piège d'une action politique monopolisée par les institutions. C'est à cette condition que notre action sera comprise et que nous redonnerons envie d'écologie.

L'équipe qui se présente à vos suffrages rassemble des nouveaux adhérents et des militants historiques. Elle est à l'image des militants de terrain, elle rassemble des « petites mains » d'Europe Écologie Les Verts, de celles et ceux qui souhaitent une ligne claire, refusent les logiques de blocs et de clans, travaillent inlassablement, dans l'ombre, à faire progresser notre maison commune. Elle rassemble des militants et des élus, des personnes

disponibles pour assurer les missions que vous nous confierez. Tous, nous prenons l'engagement de travailler dans l'intérêt général, d'éviter les faux clivages internes et de porter une parole collective en externe.

Nous sommes persuadés qu'il faut construire un pôle stable au centre du mouvement. Mais nous ne pouvons pas accepter les décisions prises en petit comité et les déclarations dans la presse qui nous déstabilise et préempte notre démocratie interne. **Nous serons responsables : nous avons vocation à nous rassembler au second tour avec d'autres pour former une majorité stable.** Mais nous voulons construire cette majorité sur des bases claires : au gouvernement, au parlement comme dans les collectivités locales, l'autonomie contractuelle doit rester notre boussole.

Si, comme nous vous pensez qu'il est encore possible de rebondir, que l'écologie peut et doit retrouver ses couleurs, rejoignez et votez pour Déterminé-e-s ! ■

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



DÉTERMINÉ-E-S !



AQUITAINE

FARAH CATHERINE, GRANDIDIER JEAN YVES, HEGOBURU DANIEL

BOURGOGNE

DUTOT ALAIN, LAOUES MOURAD, LAOUES CHRISTINE, RIALLAND MICKAEL, SCHMITT PHILIPPE

BRETAGNE

ANNE PATRICK, AUCHER JEAN PAUL, AUGEREAU JEAN, BROSSAY PATRICK, CAILLET ANNE, CAREIL BENOIT, CHAPELLON DIDIER, HASCOET GUY, KIIL NIELSEN LARS, KIIL NIELSEN NICOLE, LE BOUDOUIL ALLAIN, LE GALL MICKAEL, LE GOFF CLAUDINE, LE GUILLERM LAURENCE, LE TALLEC MICHELE, NOISETTE NADEGE, PIGRE CATHERINE, RAULT SYLVIANE, TURBE GAEL, DORVAL FRANCOISE

CENTRE

MARZOUKI ABDERRAHMANE

HORS DE FRANCE

CHATEAU DUCOS ALEXANDRE

ÎLE-DE-FRANCE

DE RUGY ANNE, GARCIA NURIA, GRANDPEIX SUZANNE, LANCO PATRICE, MARTIN GOUSSET CLAIRE, MERLE DOMINIQUE, MINNAERT PIERRE, NAVIAUX CATHERINE, PERSICO SIMON, PEURIERE GERARD, PICARD JACQUES

LANGUEDOC-ROUSSILLON

FOUILLEUX EVELYNE

LIMOUSIN

HORVAT MARC

NORD-PAS-DE-CALAIS

AARAB MOHA, BAGGIO AURELIEN, BERNARD MARIE NOELLE, BERNARD GERARD, BOUHALLEL DAOUHIA, BOUTIN BEATRICE, COUDRON LAURENCE, COUROUBLE LAURENT, DELPIERRE SOFIANE, DELPIERRE HUGUES, DUBOIS JULIEN, GADENNE CHRISTOPHE, GAIFFE LAURENCE, HUYGHE PIERRE JOCELYN, IFRI RACHID, IFRI MALIK, LAZAOUI NASSER, PAVY ARNAUD, POURCEL FREDDY, PRUVOT CLAUDE, QUIQUET ERIC, RAHNI ZAHIA, VIAL RAPHAEL

PAYS DE LA LOIRE

AUREGAN YVES, BUREAU JEAN MARC, CARRE YVES, CLEMENT JEAN CLAUDE, CROZEL BERNARD, FRAPPIN ALAIN, MEELDIIK COLETTE, RICHARD CAROLE, TENDRON SYLVIE, TRICHET ALLAIRE SARAH, VALIN ANNE, BEAUMERT FRANCOIS

PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR

LECHARTRE SANDRA, QUINSON DANIELE

RHÔNE-ALPES

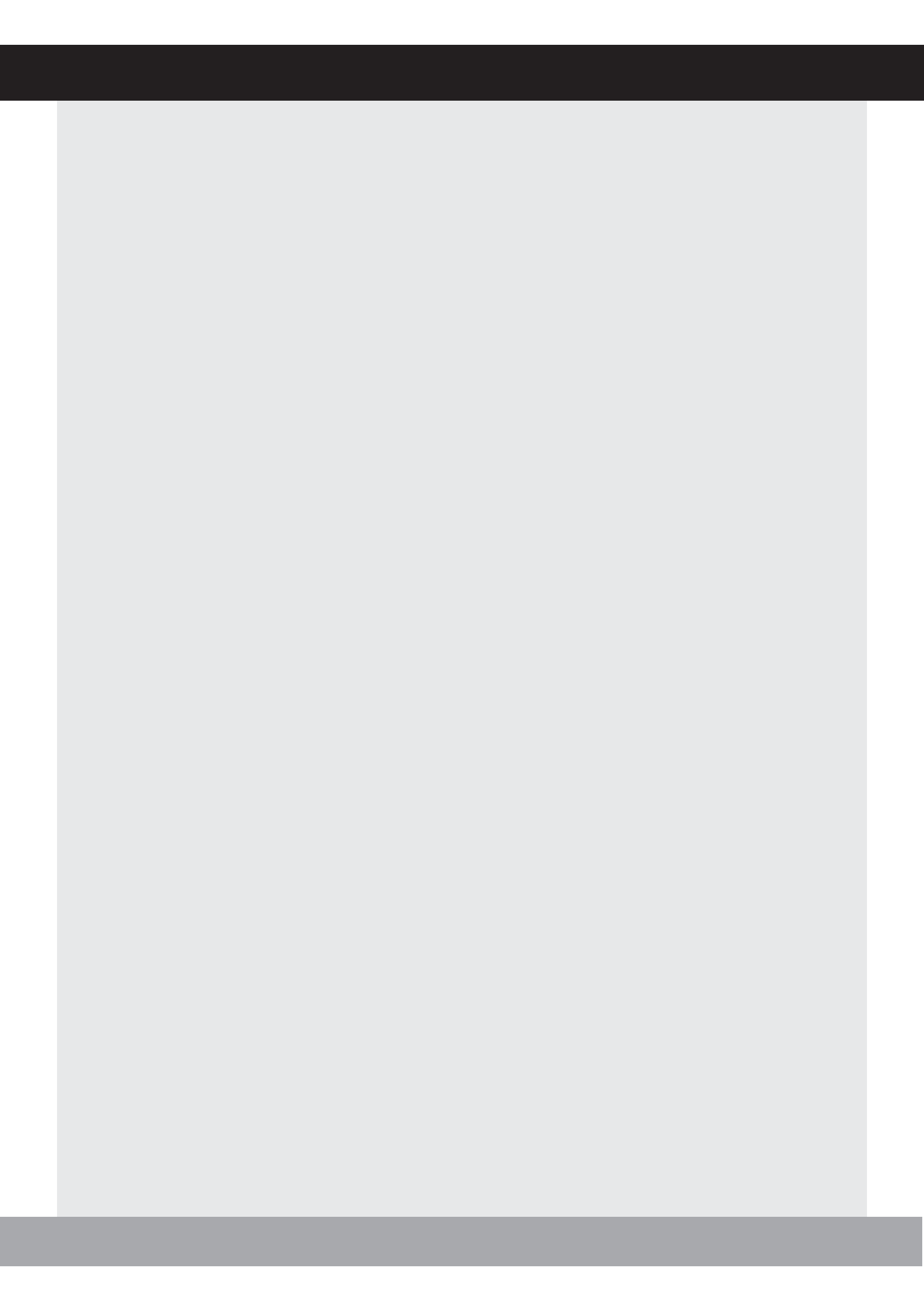
ABEL JEAN DAVID, BADOUARD THIERRY, BAREAU CHRISTIAN, BERNARD CORINNE, BERTRAND OLIVIER, BRAS GUILLAUME, CHOSSON JEAN MARIE, COLIN ALBANE, COMPARAT VINCENT, COSSON MONIQUE, CUCAROLLO JEROME, CUTUIL THOMAS, DETONNAC MANON, DELBOS CORFIELD GWENDOLINE, FIORAVANTI GEORGES, GAPENNE CELINE, GILBERT MICHEL, GUIGUET ANDREE, JARRY MICHEL,

KOHLHAAS JEAN CHARLES, LESOURT ENZO, LHEUREUX LUCILLE, MANEL ALAIN, MERIAUX PIERRE, MONGABURU DOMEJEAN YANN, MOREAU PIERRE, MUNTAK BEATRICE, NAMIAS PHILIPPE, PONCET JEAN LUC, PONCET JEANNE MARIE, REUX NADINE, RIVOIRE JEAN YVES, ROUSTAN GAEL, TROCME BENJAMIN, BOILEAU COMPARAT MARYVONE, MARTIN JULIEN, NOUGIER FRANCOIS, RICHARD OLIVIER

SAVOIE

COMET CLAUDE, TREMBLAY JEANNIE ■

TEXTE SOUMIS AU VOTE





COOPER « ACTION »

D'UNE ÉCOLOGIE REVENDICATIVE À L'ACTION POLITIQUE

Motion portée par des coopérateurs/coopératrices. Nous remercions par avance l'ensemble des adhérents et adhérentes qui permettront par leur signature, de porter cette motion lors du congrès.

Pourquoi une motion portée par des coopérateurs/ coopératrices ?

Le réseau coopératif eelv a été créé à l'initiative des adhérents / adhérentes d'Europe Ecologie et des Verts lors de la création du Mouvement EELV et inscrits dans ses statuts. Après trois ans d'existence, et deux motions votés au CF (gestion des listes, et gestion du budget), le réseau coopératif, composé d'un millier de coopératrices/teurs, a maintenant les moyens statutaires de se structurer.

Dans les faits, les coopérateurs/trices sont le plus souvent isolés sur le territoire. Pourtant, la présentation du bilan des mobilisations à l'initiative de coopérateurs/trices lors de l'agora en Août 2013 a permis d'attester de l'activité du réseau coopératif et de la pertinence des actions initiées dès lors qu'il est structuré régionale-

ment et travaille en collaboration avec des adhérents et des élus de leurs territoires.

Structurer le réseau coopératif à l'échelon régional

Nous avons l'intention dans la prochaine mandature de l'agora d'augmenter fortement le nombre de coopérateurs/trices. Nous pouvons pour cela nous appuyer sur les exemples qui fonctionnent en région. Dans l'année qui vient, toutes les régions devraient pouvoir bénéficier d'un réseau coopératif structuré avec des référents gérant les listes de discussions, et des référents gérant le budget dédié à la région.

Ceci implique de pouvoir travailler en lien étroit avec les secrétaires de régions, des représentants des adhérents au niveau régional (CPR, BER), ainsi que les élus locaux et leurs collaborateurs.

Coopérateur, sympathisant et plus encore ?

Non, le statut de coopérateur ne peut se résumer à un statut de « sympathisant ». Nous savons qu'il est pour certain un premier pas avant de prendre une adhésion au parti, mais il constitue en soit, un élément fondamentale dans la vision de l'écologie politique.

Si la fondation pour l'écologie permet de faire le lien entre le parti et l'ensemble des composantes structurelles s'impliquant dans l'écologie, le statut de coopérateur permet lui de faire le lien entre la société civile, au plus près des citoyens avec la « sphère » politique.

La pertinence de la rencontre se révèle dans l'action revendicative.

Ce statut permet de faciliter le lien entre les citoyens et le parti politique dans une véritable respiration démocratique : Faire remonter vers le parti et nos élus les attentes citoyennes et faire valoir lors des actions la nécessité de leur inscription dans le champ politique.

Mais nous devons aller plus loin pour que l'ensemble du mouvement EELV s'approprie cet enjeu.

Faire du Mouvement EELV un « poumon démocratique »

Le mouvement doit pouvoir se doter d'outils permettant de faciliter cette « respiration démocratique ».

Nous avons la chance d'avoir des adhérents et des coopérateurs-trices particulièrement actifs, inscrits pour la plupart dans des associations militantes (collectifs citoyens, entreprises issus de l'économie sociale et solidaire). Il devient souvent

difficile de faire valoir l'étiquette EELV au sein de ces structures issues de la société civile créant ainsi une dichotomie entre l'action menée sur le terrain et sa place de militant au sein du mouvement.

Nous avons découvert la grande diversité, l'engagement et la qualité de nos élus qui sont les premiers à porter les dossiers quelque soit l'échelon politique concerné. (Local, régional, national et européen).

Mais il n'existe pas d'outil pour faire le lien entre leur propre calendrier et la mise en place d'actions.

Des réseaux d'actions

La création de "Réseaux d'actions" réunissant adhérents/tes et coopératrices/teurs doit permettre de faire ce lien entre les militants actifs et/ou les élus.

Le « Réseau d'action » doit permettre :

- de faire remonter les questionnements citoyens au niveau des instances du mouvement,
- de proposer et/ou organiser des actions militantes sur le terrain
- de coordonner ces actions avec nos élus
- de choisir des stratégies en fonction du public et des enjeux concernés
- d'élargir le champ des actions régionales rapidement grâce à

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



COOPER « ACTION »

1

la mise en relation des différents Réseaux d'actions.

- de trouver les financements à la réalisation de ces actions.

Nous proposons donc la création :

1. D'un « réseau d'actions » au niveau national. Composé de représentants nationaux du réseau coopératif, de la responsable de l'action revendicative du BE, de représentants du Conseil Fédéral et de représentants des élus (ouverture vers la FEVE). Ce « Réseau d'actions national » aura lors de chaque CF, un minimum de trente minutes qui lui seront réservés. Il pourra proposer au vote des orientations d'actions d'ampleur nationale ou européenne, voire mondiale. Il pourra aussi faire valoir des actions menées sur le plan local ou régional.

2. D'un « Réseau d'actions » décentralisé pour chaque région. Ils seront composés des représentants du réseau coopératif régional, de membres du BER chargés du réseau coopératif, de membres du CPR chargés des projets et actions, et des élus locaux. Ces « Réseaux d'actions régionaux » auront lors de chaque CPR un minimum de 15 minutes qui leur seront réservés. Ils pourront avoir les mêmes prérogatives que le « Réseau d'actions na-

tional » décliné à leur niveau.

3. Ces Réseaux d'actions pourront être sollicités par tout adhérent(e) ou coopérateur-trice souhaitant organiser une action.

L'enjeu est bien de faire de notre Mouvement le véritable moteur de la transition écologique en organisant des actions citoyennes et en ouvrant à la société civile une inscription politique portée simultanément par le réseau coopératif, le parti, et les élus du Mouvement EELV. ■

AQUITAINE

BOVE MARIE, COLOCOLOFF CHANTAL, DUPOUY MARIE CLAIRE, MIALOCQ DOMINIQUE, MOEBS CHRISTINE, MOTOMAN LAURENCE, RICARD ALAIN, RICARD BERENICE, SUBIL MARTINE

AUVERGNE

ARBEL DENIS, BONNET NICOLAS, BOREK OLIVIER, DEPALMA JOCELYNE, GIRARD ROGER, GUEROULT OLIVIA, LABORIE MIREILLE, LIMOGES MICHELE, MASSIP FRECHOU AGNES, MATASSE RENEE, PELLETIER HELENE, PETIT BELOUIN MARIE CHRISTINE, POTION ELISABETH, ROGUE SALLARD DOMINIQUE, RUPNIK ALEXANDRE

BRETAGNE

GUIZIEN DOMINIQUE, LEGUILLERM LAURENCE, MORICEAU JANICK, PETIT MARTINE

CENTRE

CANIVET BRICE, DE CREMIERS CHRISTELLE, RABIER CATHERINE

HAUTE-NORMANDIE

LEFEBVRE DANIEL, PILINSKI JEAN JACQUES

ÎLE-DE-FRANCE

AHAMADA FAOUZI, AICHI LEILA, ARENAS RODRIGO, BENOUCHE MARIE, BERNARD CATHERINE, BRAS HELENE, CHAUVAUD VALERIE, CHEVALIER DIDIER, CLAIRIERE HANNA, D AMBRA ANNE, DEBRAS DOMINIQUE, DESESSARD JEAN, DJEBBARRI HADJIA, DOLLEANS THIERRY, FAUCHIER BERNARD, FRAGER DOMINIQUE, FRICK PIERRE, GATIGNON STEPHANE, GATTOLIN ANDRE, GUEROUT VALERIE, JARRY ISABELLE, LAHMER ANNIE, LAIZE BERNARD, LAUDILLAY SABINE, LAVILLE NATHALIE, LE TREUST FABIEN, LUCOT PIERRE, MAINTENANT FREDERICK, MARTIN ALEXIS, MATHIOUDAKIS ALAIN, MAUREL PIERRE, MEILHAC VIVIANE, MOULIN JACQUES, PROUST FRANCIS, RACHEDI HAKIM, SCHMID LUCILE, SIMEON ODETTE, SIMONPIERI JULIEN, VALABREGUE ANTOINE, VARRIN DOYER CAROLINE

LANGUEDOC-ROUSSILLON

BOUSQUET CHRISTIAN, CANILAC SOPHIE, CODOGNES JEAN, FLANK NAJDA, FOUILLEUX EVE, GRAU JACKY, GUERIN HELENE, HOLDRINET JEANCLAUDE, HUETTE FRANCK, JANNEKEN SIBYLLE, LANGEVINE AGNES, LEMEILLEUR SYLVAIN, MARKOVIC JACQUELINE, MARTINEZ ELISABETH, MARTINEZ CLAUDE, MASSART MARIE, MINGO KATIA, PANIS JEAN MARC, RICHOU ALAIN

LORRAINE

VICK JULIEN

MIDI-PYRÉNÉES

ARTHUYS JACQUES, BRU MAGALIE, DUBUISSON CATHERINE, GREZE CATHERINE, SARACINO MARC

NORD-PAS-DE-CALAIS

BRESSON MARIE PIERRE

PAYS-DE-LA-LOIRE

CROZEL BERNARD

PICARDIE

RALLI EVANGELLI

POITOU-CHARENTES

COLLON JEAN, RIVET SERGE

PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR

ACCHIARDO VIVIAN, BENARROCHE GUY, BERGE DENIS, BONFILS NADEGE, BORDIN ROBERT, CAROZ CHRISTIAN, CHUNIAUD DANY, COROYER PIERRE, DALLE BRIGITTE, DANIELE ANNE MARIE, DELHAYE ANNICK, DOMENACH OLIVIER, DUCLOT ANDRE, DUFLLOT NADINE, GAUGAIN PIERRE, GOIRAN MAURICE, GOLEA ALAIN, GRANDJEAN DENIS, GROGNOU ALAIN, GUILMAILLE CAHERINE, HENAUT COLLE ERICK, HISPA DORIAN, INAUDI ROSY, LAMBERT FRANCOIS-MICHEL, LECHARTRE SANDRA, MAROLLEAU SERGE, MENCHON HERVE, MORAND NATHALIE, NOBLE CLAUDE, PONCET-RAMADE MICHELE, QUAIREL JEAN MARIE, RICHARD COCHET JOSEPH, SIRBEN ERIC, SIRBEN NATHALIE, TEYCHENEY MICHELLE, TRINH HERVE, VINAPON GEORGES, ZAVERNIK DAMIEN, ZERIBI KARIM

RHÔNE-ALPES

AGIER ANNIE, BARRE BERNARD, BRUNETTI ADRIEN, LE GARDEUR HELENE, MITTELBERGER ALAIN, PETIT DELPHINE ■

TEXTE SOUMIS AU VOTE



IMAGINER UNE ÉCONOMIE ÉCOLOGISTE

2

L'écologie se heurte aux lois du «réalisme économique» du capitalisme et de l'économie de marché. Les tentatives d'utiliser des outils économiques pour tempérer les excès de notre système économique par des considérations écologiques ont abouti à des échecs, ces deux logiques sont incompatibles.

L'ÉCHEC DE NOTRE SYSTÈME ÉCONOMIQUE

La consommation effrénée des ressources terrestres

La croissance indispensable au fonctionnement du système nécessite d'accroître en permanence la pression sur les ressources terrestres, les progrès technique et méthodologique ne suffisant pas à alimenter cette croissance. Le moteur physique de la croissance repose sur l'accroissement de l'exploitation des ressources terrestres. Et il privilégie les ressources les plus simples d'exploitation en négligeant les effets à long terme. Or les limites de ces ressources (énergies fossiles, ressources minières, ressources halieutiques, réserves d'eau, terres arables, ...), les effets

néfastes d'une exploitation excessive de certaines d'entre elles (GES, forêts, dégradation des sols, ...), les risques encourus par l'utilisation de certaines autres (pollution due à l'agriculture industrielle, nucléaire, ...), nous amènent à une impasse. Il n'y aura plus de croissance, même si quelques artifices de gestion permettent de prolonger l'illusion dans certains pays.

Un système économique qui fait fi des limites de la terre n'est pas viable.

Le dérèglement du système financier

Ces artifices de gestion apparaissent dans le fonctionnement du système financier qui est le moteur artificiel de l'économie. Pour alimenter ce moteur, le monde financier s'invente un fonctionnement à crédit en dehors de toute raison (création monétaire via le crédit bancaire, endettement des Etats sans aucune chance de remboursement, multiplication de produits financiers boursiers s'éloignant des produits physiques, recours à des marchés privés en dehors de tout contrôle, prise de contrôle des entreprises par l'actionariat, ...), ce qui ne peut aboutir qu'à des crises

graves quand le système s'enraye. En outre le monde financier dicte ses lois en se déclarant indispensable et se place au-dessus des Etats en se réfugiant dans des paradis fiscaux opaques.

Un système économique qui repose sur un moteur artificiel n'est pas viable.

L'exploitation des hommes et la disparité des richesses

Par sa mainmise sur l'économie, le monde financier répartit les richesses à son profit. Malgré la crise, dont elles sont la première cause, les fortunes établies continuent à croître et les travailleurs sont soumis à toutes les pressions par une mise en concurrence généralisée. Dans nos pays occidentaux cela génère chômage, égalisation des salaires vers le bas, réduction des prestations sociales, ... Dans les pays pauvres les petits paysans sont expulsés de leurs terres pour venir s'entasser dans les bidonvilles et grossir le volume de main d'œuvre à bon marché.

Un système économique qui ne partage pas de façon équitable les richesses n'est pas viable.

IMAGINONS UNE ÉCONOMIE ALTERNATIVE

Nous ne sortirons pas de cette impasse sans proposer un système économique alternatif qui prenne en compte les considérations suivantes :

- les ressources de la terre sont limitées et nous devons veiller à leur pérennité pour notre descendance,
- l'équilibre physique de notre planète est précaire, il nous faut le conserver, les richesses sont à partager équitablement entre tous les humains,
- l'homme n'est pas seul sur terre, il a le devoir de partager l'espace et les ressources avec les autres espèces tant animales que végétales.

EELV doit s'engager résolument dans la promotion d'une macro économie écologiste. Cela passe par:

- un travail à plusieurs facettes, à la fois concomitantes et coordonnées : vis à vis du monde scientifique, médiatique, économique, syndicaliste ...
- la remise en question du dogme de la croissance et de la financiarisation de l'économie dans le débat public (et pas seulement dans des cercles initiés)
- la présentation et l'explication de concepts économiques nou-

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



2

IMAGINER UNE ÉCONOMIE ÉCOLOGISTE

veaux comme l'empreinte économique neutre, les biens communs, le protectionnisme environnemental et social, le revenu maximum, le Revenu Universel d'existence...

- la promotion des expériences réelles et probantes : les monnaies uniques, les entreprises ESS....

MOTION

Le congrès d'Europe-Ecologie-Les-Verts, réuni les 16 et 30 Novembre 2013, propose la création par le conseil fédéral, dans les 3 mois suivant le congrès, d'une instance de réflexion et de propositions en lien avec l'ensemble de nos commissions et avec la Fondation de l'Ecologie Politique, chargée à partir de l'ensemble des expériences existantes et des diverses propositions du réseau écologiste, de décrire un système économique qui aille bien au-delà d'une simple adaptation du système artificiel dominant et de sa logique destructive. ■

ALSACE

BRAUD MARIEM, DALPA BRUNO, DEBEIRE PHILIPPE, HAUSS YVES, ROOS FRANCOIS, SONZOGNI DJAMILA, STOECKEL HUGUES, WEITH MARGUERITE

AQUITAINE

AVIANO OCEANE, BLANCHARD DOMINIQUE, COLOCOLOFF CHANTAL, COUSIN ELISA, COUSIN PATRICK, LE BARS JEANHERVE, LOUGNON MARTINE, MINNAERT ANNICK, MORISSET MARC

AUVERGNE

LIMOGES MICHEL, MATICHARD GERARD

BASSE-NORMANDIE

HEDOUIN GUILLAUME

BRETAGNE

BRANCHU PASCAL, GUIZIEN DOMINIQUE, LE BOULICAUT JOCELYNE

CENTRE

CAZENEUVE MARIECLAIRE, DAVIDROUSSEAU SYLVIE, DE CREMIERS CHRISTELLE

FRANCHE-COMTÉ

PRUDHOMME CECILE

HAUTE-NORMANDIE

DELAHAYE TIMUR, DURAND ALAIN, EUZENAT GILLES, LUTZ CLAIRE

HORS DE FRANCE

LEDAN PERRINE, XIMENA KAISER MORRIS

ÎLE-DE-FRANCE

BOUTAULT JACQUES, BRULE JEANMARC, CHAMBAUD MAITE, CHENAIS JOEL, CLAIRIERE HANNA, CORVIN ELINA, DAGUENET PHILIPPE, DE RUGY ANNE, DOUCET FRANCOIS,

DUFFRENE SYLVIE, DURGEAT MARIBE, FASSIFHIRI HICHAM, FAVRE JEANMICHEL, GAMBIER JEANMICHEL, GAY CYPRIEN, GUENIN JACQUELINE, GUEROUT VALERIE, HAREL HELENE, HEDREUL ERIC, HOFFET FRANCOISE, HULIN VINCENT, LAHMER ANNIE, LE GUENNIU ANNE, LECLERC ALAIN, LEMAIRE GILLES, LORTHIOIS JACQUELINE, MICHEL JEANFRANCOIS, MINNAERT PIERRE, MORLAIS JEAN, PARAYRE CLAUDINE, POIRIER MICHEL, PORTUGAL MARIA, POURSINOFF ANNY, RODRIGUEZ EMMANUEL, ROUSSEAU DAVID, ROUYER MICHEL, SAINTE FARE GARNOT DENISE, SAINTE FARE GARNOT LAURENT, VUIDEL PATRICE, ZENTELIN JEANLOUIS

LANGUEDOC-ROUSSILLON

BERTRAND ALIENOR, BOYER PIERRE, DUPONT LAURENT, MORLOT LYDIA

LA RÉUNION

BOURGEON BRUNO, DENYS THIERRY, MINATCHY NILA, PAYET GENEVIEVE, SUDNIKOWICZ CHRISTIANE, TAGLIAFERRI JEANMARC

MIDI-PYRÉNÉES

BALLESIO FELIX, CHESSE HELENE, JURADO ALEXANDRE, LECOURT YVES, MENA FANOUE, QUEIJA DOMINIQUE, RINGUET OLIVIER

NORD-PAS-DE-CALAIS

SELLIER ALAIN,

PAYS DE LA LOIRE

BERMENT CATHERINE, DEBORD PASCALE, DESPREZ FRANTZ, LAIGNEL MARIELOUISE, LAYRE CLAUDINE, METIVIER MICHEL, MIANT MICHELE, MOTREUIL MARIELAURE, PRADIER CATHERINE, PRADIER THIERRY,

ROCHERON ALAIN, XHAARD JEANPAUL

POITOU-CHARENTES

SOURROUILLE MICHEL

PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR

CHESNEAU PHILIPPE, DERBEZ BERNARD, MUSSI PHILIPPE, URBAN ISABELLE, ZAIDAT MOHAMED

RHÔNE-ALPES

BARBASSO ALAIN, BONY CATHERINE, MINNAERT JACQUES, MINNAERT JEAN, ROUSSON CHRISTIAN ■

TEXTE SOUMIS AU VOTE



3

RENDRE PLUS EFFICACE LE TRAVAIL D'EELV SUR LE NUCLÉAIRE

L'opposition au nucléaire est un des fondamentaux historiques de l'écologie politique. La volonté d'engager la transition énergétique et la sortie du nucléaire fait consensus au sein d'EELV.

L'enjeu de la sortie du nucléaire est souvent réaffirmé dans nos débats. Les grands rassemblements, comme les chaînes humaines, mobilisent largement au sein de notre mouvement. Mais, si ces grandes mobilisations sont indispensables, elles sont manifestement insuffisantes.

Car il faut regarder la réalité en face : notre pays reste le plus nucléarisé au monde. L'accord parlementaire PS-EELV, repris par F. Hollande, prévoit notamment de baisser la part du nucléaire à 50% d'ici 2025. A ce stade, et malgré l'annonce de l'arrêt de la centrale de Fessenheim, les choix stratégiques nécessaires pour atteindre un tel objectif tardent à venir.

La loi sur la transition énergétique sera bien sûr une étape importante qui permettra aux parlementaires écologistes de peser sur les arbitrages. Mais, pour la suite, nous pouvons prévoir que le travail restera colossal pour fédérer une majorité citoyenne et politique permettant de faire de la sortie du nucléaire une réalité.

Une difficulté importante est que le travail concret pour surveiller et révéler les faiblesses de l'option nucléaire repose sur un nombre trop faible d'individus :

- les groupes de militant-e-s antinucléaires locaux sont portés par quelques bénévoles et n'ont pas toujours les capacités de mener un travail régulier ;

- le nombre de militant-e-s et salarié-e-s des grandes associations (Réseau Sortir du Nucléaire, Greenpeace, Criirad, ...) affectés aux questions techniques reste limité ;

- les scientifiques engagé-e-s pour la sortie du nucléaire (comme ceux du GSIEN ou de Global Chance) se comptent sur les doigts de la main ;

- quant à EELV, nous constatons que notre capacité de travail et de coordination interne reste trop faible.

Notre mouvement doit renforcer sa capacité de travail pour davantage peser dans le rapport de force avec les lobbies économiques, étatiques et politiques. Nous sommes convaincus que seul un travail approfondi sur la sûreté et toutes les autres problématiques du nucléaire (déchets, démantèlement, ...) permettra de franchir une nouvelle étape.

Les grandes déclarations et les positionnements po-

litiques ne suffisent pas. Il nous faut approfondir notre travail de fond, installation par installation, filière par filière...

Il s'agit d'un travail à coordonner avec tou-te-s les militant-e-s de terrain, la commission Energie d'EELV, les élu-e-s, les associations, les syndicats... Un travail technique et juridique devant aboutir à des initiatives politiques et des mobilisations citoyennes. Un travail d'enquête, d'expertise, de confrontation aux lobbies pour aboutir à des rapports qui permettront de mobiliser et de convaincre les citoyen-ne-s **L'expérience montre que la difficulté de ce travail n'est pas sa technicité, mais le temps et l'énergie qu'il nécessite.**

Ainsi, nous souhaitons interpellier les candidat-e-s au Conseil fédéral et au Bureau exécutif.

La sortie du nucléaire doit faire l'objet d'un travail renforcé et coordonné de notre mouvement. Nous demandons donc aux futur-e-s membres du Conseil Fédéral et du Bureau Exécutif de porter cette stratégie et de la traduire en actes. Notamment :

- Une feuille de route stratégique doit être rapidement adoptée par le nouveau Conseil Fédéral pour mieux définir les priorités, les moyens, l'organi-

sation et les étapes que se donne notre mouvement sur le nucléaire, à commencer pour faire respecter les différents points de l'accord parlementaire PS-EELV de 2012 ;

- Un-e membre du Bureau Exécutif doit être chargé-e prioritairement de ce dossier ;

- Un-e salarié-e du siège national doit être identifié-e comme interlocuteur/trice sur ce dossier ;

- Dans la perspective des élections locales et européennes de 2014 et 2015, les différentes instances de notre mouvement doivent sensibiliser les candidat-e-s EELV pour qu'ils recherchent une fois élu-e-s à travailler sur les dossiers « énergie » et sur le suivi des installations nucléaires existantes.

Cela peut se traduire notamment par un investissement renforcé dans les Commissions Locales d'Informations et toutes les instances de concertation et de régulation, ainsi que par une réflexion sur les moyens salariés correspondants.

- Quel que soit leur échelon d'élection, et dans le cadre des compétences de leur collectivité ou assemblée, les élu-e-s écologistes sont invité-e-s à multiplier les actions, expertises et études permettant de déconstruire les mythes du nucléaire et de promouvoir la crédibilité des alternatives.

- Travailler au renforcement de Nuclear Transparency Watch,

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



3

RENDRE PLUS EFFICACE LE TRAVAIL D'EELV SUR LE NUCLÉAIRE

le réseau européen favorisant la contribution systématique de la société civile en matière de sûreté nucléaire

Étapes par étapes, la sortie du nucléaire et la transition énergétique deviendront des réalités !

Mandataire : Olivier Bertrand – Rhône-Alpes ■

AQUITAINE

COLOCOLOFF CHANTAL, DUPOUY GERARD, DUPOUY MARIE CLAIRE, PETITJEAN PATRICK

AUVERGNE

LIMOGES MICHEL

BASSE-NORMANDIE

BOYER PAUL, FILLIATRE NOELLE, WOLFF ELISABETH

BOURGOGNE

CORDIER ALAIN

BRETAGNE

AUCHER JEAN PAUL, BOIVIN MARC, BORVON GERARD, BUCHER CHRISTIAN, FERRON REGINE, KIIL NIELSEN LARS, LE BOULICAUT JOCELYNE, PEUZIN JEAN, LOCUSSOL ANDRE

CENTRE

THIOLLET FRANCOIS, DE CREMIERS CHRISTELLE

CHAMPAGNE-ARDENNE

ANDRIEUX PATRICIA, VARNEY PATRICK,

FRANCHE-COMTÉ

LACHAMBRE BERNARD

HAUTE-NORMANDIE

BODINEAU RENE, DELMAERE

PASCALE, EDOUARD THIERRY, JOULIN FRANCOISE, MEMBRADO MARIE PIERRE, MEMBRADO HERVE, REGENTETE CHRISTINE, REGENTETE DANIEL, SALLE YVES, SANCHEZ LAETITIA

HORS DE FRANCE

DRUI DAVID

ÎLE-DE-FRANCE

BAUPIN DENIS, BAYOU JULIEN, BERGEMER MARGUERITE, COSSE EMMANUELLE, DELCOMBRE FRANCOIS, DELMAS ANNE MARIE, DENIS MARC, DUMESNIL JEAN LUC, GREAU DAVID, GUERRIEN FREDERIC, LALANNE DOMINIQUE, LAPONCHE BERNARD, LAYRE CLAUDINE, LEMAIRE GILLES, MORLAIS JEAN, PARIS JOELLE, PRIMAUT LIONEL, ROSENBERG WOLFGANG, ROUYER MICHEL, VICHERAT PHILIPPE

LANGUEDOC-ROUSSILLON

DACHEUX PIERREYVES, MARAIS DAVID, MALTINI FULCIERI

LORRAINE

FAIVRE MARIE HELENE, HARRAU GUY, HOELLINGER ISABELLE, HOUCARD JEAN LOUIS, MADELAINE JOSIANNE

MIDI-PYRÉNÉES

BAITICHE MOINE NADIA, BELLANGER PASCAL, BERARDI BRUNO, BLEUSE MICHELE, BONHOMME CLAUDINE, BONNEFONT ANNIE, BOURDEU D AGUERRE CECILE, BROZIO BRIGITTE, CALMETTES JEAN LOUIS, CARLIN MARIE CLAUDE, CAU MICHEL, CHARLES DANIELLE, CHESSE HELENE, DELSOL ANNE MARIE, DENIS DOMINIQUE, GREZE CATHERINE, HORLAVILLE MICHELE, JEAN ALAIN, JEANDEL CATHERINE, MOINAT PHILIPPE, PEGUIN CECILE, PONS MARIE CHRISTINE, SABATIER PHILIPPE, SARRAILH

JOCELYNE, SAUVAIRE GEORGETTE, DELFAIS JEAN PIERRE

NORD-PAS-DE-CALAIS

BALY STEPHANE, LOPES PAULO SERGE

PAYS DE LA LOIRE

BLOUIN GUY, DANTEC RONAN, GAONAC H GILDAS, METIVIER MICHEL

POITOU-CHARENTES

COUTANT FRANCOISE, JOYAUX ERIC, LARIBLE PATRICK, PAILLAUD GENEVIEVE, ROCHAUD ROBERT, HORTOLAN JEAN CHRISTOPHE

PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR

BEAUJARD CLAUDE, BORDIN MARIE CHRISTINE, BORDIN ROBERT, CHAMONIN DENIS, CHESNEAU PHILIPPE, DECOURT JACQUELINE, DELHAYE ANNICK, LE BLANC PATRICE, LUCAS CHRISTOPHE, MAROLLEAU SERGE, MARTIN LIONEL, MEUNIER JEANNE, QUINARD JOEL, RECOSIO LUCIEN, ROSENBLATT ANNIE, COLLET GERARD, DUBIEF HUGUET MICHELLE, FAUGERE LAURIE, GREGOIRE PATRICIA, GROS DOMINIQUE, GUILNAILLE CATHERINE, LE BOULANGER PHILIPPE, SIMON ELISABETH, TREVET NICOLE

RHÔNE-ALPES

ABEL JEAN DAVID, AGIER DENIS, AGIER ANNIE, ANDRE CONSTANTIN PATRICIA, ARNAUD JUSTINE, BADOUARD THIERRY, BARRE BERNARD, BAZIN NADEGE, BENAHMED FATIHA, BENCHARIF LELA, BERNARD CORINNE, BERTRAND OLIVIER, BRETTE CATHERINE, BRUNET CHRISTOPHE, CHABROLLE ALAIN, CHASTAGNER THIERRY, CHOSSON JEAN MARIE, COLIN ALBANE,

COLIN DEVERDIERE EMMANUEL, COSSON MONIQUE, COURTOIS JEAN RENE, CROS GENEVIEVE, CROZET BLANDINE, DELAGE CLEMENT, DELBOS CORFIELD GWENDOLINE, DUBESSET MATHILDE, DUBOT FANNY, DURIEUX YVES, FRACKOWIAK JEAN, FRERY MARIE NOELLE, GARNIER MARC, HENRY FRANCOISE, HERBERTZ CATHERINE, KELLER OLIVIER, KOHLHAAS JEAN CHARLES, KRETZSCHMAR CYRIL, LART PATRICK, LE GARDEUR HELENE, LE GARDEUR HELENE, LEHNEBACH THIERRY, LERAS GERARD, LESOURT ENZO, LETZ ELISABETH, LONGEON OLIVIER, MANCEAU THIERRY, MEJEAN PHILIPPE, MERCIER JACQUES, MERIAUX PIERRE, MOREAU PIERRE, MOREIRA VERONIQUE, MOREL MAURICE, NOVELLI MARIE ODILE, OUDJAUDI MARYSE, PERSICO DANIELLE, PIOLLE ERIC, PONCET RAYMONDE, PONCET JEANNE MARIE, PUECH CLAUDINE, REUX NADINE, RIGUET PIERRE, RIVOIRE JEAN YVES, ROBICHON XAVIER, ROCHETTE MARIE CLAUDE, ROUSSELLE VERONIQUE, SEROT BENOIT, TETE ETIENNE, TIBERTI DENIS, UCA ELVAN, BOILEAU MARYVONNE, BONICALZI HERRERO VALERIE, CASSE CLAUDE, DARBON BRUNO, GARNIER CHRISTINE, HENNION ROLLAND DOMINIQUE, JOUVE DIDIER, LE CAMUS HELENE, LOUNES BELKACEM, MERIEU PHILIPPE, PERRET MARIE LOU, PETIT DELPHINE, RIVASI MICHEL, SURDON CHRISTINE, WERLER MARC

SAVOIE

COMET CLAUDE, COULOMBEL ALAIN, LECLAIR BENOIT, ROTH MARIE CECILE, TREMBLAY JEANNIE, COMMUNOD NOEL, CUSEY ALEXANDRA, PACCALET YVES, POUSSARD RENEE ALICE, VACHETTE PHILIPPE ■

TEXTE SOUMIS AU VOTE



4

POUR UN REVENU D'EXISTENCE UNIVERSEL

L'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 stipule : « *Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires (...)* ».

Qu'on l'appelle revenu de base, social, garanti, d'existence... LE REVENU D'EXISTENCE UNIVERSEL s'adresse à tout.e citoyen.ne sans contrôle des ressources ni exigence de contrepartie.

Voici sa définition telle que figurant dans la Charte du Mouvement français pour le Revenu de Base, lequel s'inscrit dans le mouvement international impulsé depuis 1986 par The Basic Income Earth Network (BIEN) :

« **Le revenu de base est un droit inaliénable, inconditionnel, cumulable avec d'autres revenus, distribué par une communauté politique à tous ses membres, de la naissance à la mort, sur base individuelle, sans contrôle des ressources ni exigence de contrepartie, dont le montant et le financement sont ajustés démocratiquement.** »

Ce montant de solidarité doit permettre d'assurer un niveau de vie décent et son insertion sociale au bénéficiaire, sans le stigmatiser.

Face au chômage et à la précarité, le REVENU D'EXISTENCE UNIVERSEL n'est pas simplement un instrument de partage de la valeur ajoutée du travail et de redistribution efficace, il traduit la reconnaissance par la société que la richesse globale et le bien-être dépendent de l'activité de chacun.e, et pas du seul travail codifié et rémunéré.

Il se justifie aussi comme **un dividende reçu par chacun** au nom de la propriété commune **de la Terre et de ses biens et du fruit en partage des progrès techniques**. Il aidera à promouvoir **une société plus juste, plus solidaire et plus responsable vis-à-vis d'un développement soutenable**.

L'octroi sans critère particulier d'un pouvoir d'achat plutôt qu'une prestation de service public ferait faire **des économies d'échelle** par substitution partielle, regroupement et simplification des systèmes d'aides multiples actuelles : cotisations sociales, fiscales, aides aux transports, allocations au

logement, allocations familiales, bourses, accès aux loisirs, à la culture...

Cette allocation universelle **réduirait les effets de seuil** produits par les prestations sociales. Elle redonnerait au système de protection sociale et à l'État-providence l'efficacité et la cohérence qui leur manque. Cela constituerait un socle nouveau de la solidarité active de la société.

LE REVENU D'EXISTENCE UNIVERSEL plonge ses racines dans Utopia (1516) de Thomas More. Son concept attribué à Thomas Paine, promoteur d'un capital garanti pour les pauvres privés de terre dans Agrarian Justice (Justice Agraire) publié en français en 1797 et dédié au Directoire, trouve son inspiration chez Montesquieu et Rousseau par l'obligation d'assistance impartie au gouvernement.

Depuis 1920, ce système est connu sous le nom de **crédit social ou dividende social** par les travaux de Clifford Hugh Douglas.

Aujourd'hui, le REVENU D'EXISTENCE UNIVERSEL est soutenu par des Prix Nobel d'économie ou de philosophie, des sociologues, des syndica-

listes, des chefs d'entreprises, des ONG, des mouvements citoyens, des altermondialistes...

En Suisse, l'initiative populaire fédérale « Pour un revenu de base inconditionnel » a été lancée le 11 avril 2012. Elle doit rassembler 100 000 signatures d'ici au 11 octobre 2013.

Depuis le **14 janvier 2013**, l'initiative citoyenne européenne « **Revenu de base inconditionnel - Explorer une voie vers des conditions sociales émancipatrices dans l'UE** » est lancée par des citoyens et des organisations de 15 pays à ce jour. Passé le 14 janvier 2014, et sous condition du million de signatures recueillies, cette initiative sera examinée par la Commission européenne*.

MOTION PONCTUELLE POUR LE CONGRÈS EELV :

Europe Écologie Les Verts réaffirme clairement sa volonté de mise en place pour toute citoyenne et pour tout citoyen d'un REVENU D'EXISTENCE UNIVERSEL, INCONDITIONNEL, CUMULABLE avec d'autres revenus, y compris salariés, d'un montant suffisant pour vivre décentement.

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



4

POUR UN REVENU D'EXISTENCE UNIVERSEL

* Pour signer l'initiative
citoyenne européenne (ICE) :
<http://basicincome2013.eu/ubi/fr>
Site du Mouvement français
pour le revenu de base :
HYPERLINK
"[http://www.mfrb.fr/](http://www.mfrb.fr/association/notre-charte)
[association/notre-charte](http://www.mfrb.fr/association/notre-charte)
[www.mfrb.fr/association/](http://www.mfrb.fr/association/notre-charte)
[notre-charte](http://www.mfrb.fr/association/notre-charte)

Mandataire :
Jean DESESSARD ■

ALSACE

SCHULTZ ERIC, STOECKEL
HUGUES, WEIBEL CHRISTOPHE

AQUITAINE

AMOURGIS CHRISTINE,
LOUGNON MARTINE

AUVERGNE

CATY GILLES

BASSE- NORMANDIE

ATTARD ISABELLE, MARIE
MICKAEL, MICHAUX SABINE,
TOUTAIN FREDERIC

BOURGOGNE

BERGER GEORGES, BERTHELIN
MICHEL, CHARVY NATHALIE,
LOTTEAU FRANCOIS

BRETAGNE

AUFFRET ANTONY, GUIZIEN
DOMINIQUE, LEGOIC JULIE,
PEUZIN JEAN, QUERNE YVES,
SILORET MARTIN

CENTRE

BOUGAFER MOHAMED, DEBOISE
PATRICK, HARCHI SAADIKHA,
JABRANE AICHA, LAANAYA
KARIM, MARZOUKI
ABDERRAHMANE

CHAMPAGNE- ARDENNE

ASASI JULIEN, BRUNEL
FRANCOISE, CLAIRIN ANNICK

CORSE

ALFONSI-CACCIAGUERRA
MONIQUE

FRANCHE-COMTÉ

BOCQUET VINCENT

HORS DE FRANCE

LEDAN PERRINE, SUPIOT
FREDERIC

ÎLE-DE-FRANCE

ABEILLE LAURENCE, BASTIEN
AGNES, BAVAY FRANCINE,
BELKHODJA CATHERINE, BERTIN
MARIEAMELIE, BOMPARD
AURELIEN, BOULANGER ALAIN,
BOURDEIX BERNARD, BOURICHA
FAYCAL, BOUTAULT JACQUES,
CALLONNEC GAEL, CHAPLAIN
MATHIAS, CHAPPELLIER
BERNARD, CLAIRIERE HANNA,
COCHET YVES, DAMBRA ANNE,
DECREMIERS CHRISTELLE,
DELIASSUS ADRIEN, DELCOMBRE
FRANCOIS, DELLI KARIMA,
DENJEAN JEAN-MARC,
DEORSOLA ERIC, DESESSARD
JEAN, DEY JEAN, DJABALI FARID,
DOERLER PIERRE, DOUIDI
HETMAN, DUCASSE BENOIT,
DUSART-CROZATIER CRISTEL,
EPIARD CHRISTIAN, FASSIFIHRI
HICHAM, FAUGERON CORINE,
FAVRE JEANMICHEL, GAMBIER
JEANMICHEL, GATIGNON
STEPHANE, GAY CYPRIEN,
GLEIZES JEROME, GONCALVES
ANTONIO, GOUDIGUEN
SEVERINE, GOURINEL CHANTAL,
GROVER CLAIRE, GUENIN
JACQUELINE, HERON BERNARD,
HYAFIL JEAN-ERIC, JOURDAN
PIERRE, KESSAL KARIMA, LAFITTE
ESZTER, LAPERROUSAZ
MICHELLE, LARAICHI OUSSAMA,
LARONDE FATIMA, LEBERRE
FREDERIC, LECLERCQ SEVERINE,
LEMAIRE GILLES, LENOUEV

DAMIEN, LESCOEUR REMI,
LORTHIOIS JACQUELINE, LUCOT
PIERRE, MAINTENANT FREDERIC,
MAIZA TEDDINI-MICHEL,
MALLEVERGNE MARIE-CLAUDE,
MARTINI-SCALZONE LUCIA,
MBAPE AMARU, MJATI
ZINEEDDINE, MONINO JEAN-
FRANCOIS, MOULIER-BOUTANG
YANN, PORCHE MARIE-
FRANCOISE, ROLLAND FRANCK,
ROSSIGNOL CHRISTOPHE,
SATOURI MOUNIR, SAVRY JOEL,
SCHAFFAUSER THIERRY,
STANISIERE PHILIPPE, TISSIER
CATHERINE, VALABREGUE
ANTOINE, VESVRE PASCAL,
ZILBERG ARLETTE

LANGUEDOC- ROUSSILLON

BOURGUET ZINA, BOYER PIERRE,
CABURET ANNIE, CAVARD
CHRISTOPHE, DUPONT LAURENT,
LEMEILLEUR SYLVAIN, VIGNE
MICHELE

LA RÉUNION

BOURGEON BRUNO, CLEMENTE
MICHEL, COUDRIET BENJAMIN,
COUSIN MELISSA, DUCHEMANN
YVETTE, MOYAC CHARLES,
SUDNIKOWICZ CHRISTIANNE,
TAGLIAFERRI JEANMARC

LIMOUSIN

ALDRIDGE EVELYNE, HORVAT
MARC

MIDI-PYRÉNÉES

ANTOINE MAURICE, CARRERE
LAURENT, CLAIRIN ANNICK,
DUBUISSON CATHERINE,
GOIRAND PHILIPPE, HARDY
JEANPIERRE, JURADO
ALEXANDRE, LECOURT YVES,
MAURICE ANTOINE, NICKLAUS
SOPHIE, REFALO ALAIN, TUGAYE
ZITA, VALADIER JEANCHARLES

NORD- PAS-DE-CALAIS

VERNIER BERTRAND

PAYS DE LA LOIRE

BARILLE ANTHONY, BORDRON
PASCAL, DEBORD PASCALE,
DENIGOT GILLES, EON ANNE,
KOGAN JEANJACQUES, VIAU
MICHELE

PICARDIE

RALLI EVANGELIA

POITOU- CHARENTES

BRACH ODETTE, CARDOSO
CHRISTINE, CARDOSO TITO,
COLLON JEAN, DESVEAUX
BRIGITTE, ERRATH CHRISTIAN,
FAYAUD PIERRE, KOCH
CLAUDINE, RIVET SERGE, THOMAS
DOMINIQUE

PROVENCE-ALPES- CÔTE-D'AZUR

CAROZ CHRISTIAN, DUCLOT
ANDRE, GIRY BRIGITTE, GOLEA
ALAIN, INAUDI ROSY,
JAMGOTCHIAN SERGE, JENTA
CHRISTIAN, LINDECKERT ROBERT,
NICAISE GHISLAIN, OLIVIER
MATTHIEU, PONCET-RAMADE
MICHELE, QUAIREN JEAN-MARIE,
SIRBEN ERIC, SIRBEN NATHALIE,
VERNET AURELIEN

RHÔNE-ALPES

BUISSON-DESCOMBES NOELIE,
CHELEPINE MARINA, COUX
EMMANUEL, FRAISSARD
BERNARD

SAVOIE

JAUMAIN FRANCOISE, LOTODE
LUDOVIC, POTOENJAK JORGE ■

TEXTE SOUMIS AU VOTE



5 NON AU STOCKAGE EN COUCHE GÉOLOGIQUE PROFONDE DES DÉCHETS NUCLÉAIRES, PROJET CIGÉO

POUR UNE AUTRE GESTION DURABLE ET SÛRE DES MATIÈRES RADIOACTIVES

Depuis cinquante ans la filière nucléaire civile et militaire accumule des quantités considérables de matières radioactives dont la nocivité est avérée. Plus que tout autre déchet, les déchets nucléaires représentent un risque environnemental et sanitaire que les industriels sont bien en peine de maîtriser. Les différents sites d'entreposage et de stockage actuels ne garantissent aucunement la sûreté promise à leur création et des impacts non négligeables sont mesurés régulièrement par les laboratoires indépendants évaluant la radiotoxicité.

Si des solutions ont été proposées pour les déchets de faible et moyenne activité à vie courte, le problème demeure entier pour les matières les plus durablement dangereuses. C'est le cas en particulier des combustibles usagers et des matériaux les plus sévèrement contaminés. A ce jour, il n'existe en France aucune installation pour la gestion à long terme des déchets classés HA-VL, MA-VL et FA-VL. Ils sont entreposés en peu partout en France sur des sites provisoires

qui n'assurent pas une protection satisfaisante des populations et de l'environnement.

L'agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, l'ANDRA, travaille depuis vingt ans pour trouver un mode de stockage durable pour ces déchets nucléaires dans le cadre des mandats définis par les lois de 1991 et de 2006. Force est de reconnaître qu'aucune des propositions présentées à ce jour ne fait consensus. Le débat public de 2006 sur la gestion des déchets radioactifs a mis en cause le principe du stockage en couche géologique profonde. En 2008, le stockage des FA-VL a été bloqué par une action résolue du mouvement écologiste. Aujourd'hui le débat public sur le projet Cigéo donne à voir une opposition résolue à la stratégie de l'ANDRA.

L'enfouissement des déchets radioactifs n'est pas une solution efficace à la mesure des enjeux. Non seulement les incertitudes techniques, budgétaires, et en matière d'impacts économiques restent trop importantes mais le principe même du stockage en couche géologique profonde pose question. Il est urgent aujourd'hui de prendre en compte l'ensemble des problèmes inhérents à la gestion à long terme des dé-

chets radioactifs avant d'initier des projets incertains.

Europe Écologie Les Verts (EELV) propose la suspension des projets de stockage en couche géologique profonde des déchets HA-VL et MA-VL à Bure (Cigéo) et de stockage des FA-VL à Crépy-le-Neuf et dans le canton de Soullaines. Pour EELV cette suspension est en cohérence avec son projet de sortie progressive du nucléaire, seule à même de mettre un terme à l'accumulation irresponsable de matières dangereuses et aux risques immenses auxquels elles nous exposent.

Dans le cadre du débat public sur le projet Cigéo organisé par la Commission Nationale du Débat Public, du 15 mai au 15 décembre 2013, EELV demande ... :

- une étude complémentaire sur les alternatives au stockage en couche géologique profonde,
- qu'une mission de la cour des comptes soit consacrée aux coûts de la gestion des matières et déchets radioactifs en France
- l'amélioration des conditions de stockage des déchets à Digulleville, Morvilliers et Soullaines
- la sécurisation des centres de stockage provisoire de matières

radioactives en particulier à la Hague, Marcoule et Cadarache

- que soient garantis les financements de l'ANDRA pour une gestion durable et sûre des matières radioactives notamment celles qui ne sont pas aujourd'hui classifiées comme déchets (notamment stériles et résidus miniers)

- l'arrêt de la filière de retraitement des combustibles usagers et la fabrication de MOX.*

Plus que jamais les déchets sont le "cauchemar du nucléaire". La masse considérable de déchets de très longue vie laissée par l'industrie nucléaire représente une charge colossale pour l'économie française et les générations futures.

La nécessité de gérer ce passif si elle impose de mettre fin à la production de déchets nucléaires ne nous exonère pas de trouver des solutions efficaces pour la gestion des matières radioactives accumulées. Cigéo est "l'Arbre qui cache la forêt". Ce ne sont pas seulement les HA-VL et les MA-VL qu'il convient de traiter aujourd'hui mais l'ensemble des matières radioactives des stériles miniers, des réacteurs, des usines d'enrichissement, des activités dites de retraitement et de la filière militaire.

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



5 NON AU STOCKAGE EN COUCHE GÉOLOGIQUE PROFONDE DES DÉCHETS NUCLÉAIRES, PROJET CIGÉO

Il est utile de rappeler, en outre, que l'accord de mandature conclu avec le Parti socialiste le 15 novembre 2011, prévoit la reconversion du site de Bure en centre d'excellence pour la gestion des déchets radioactifs et le démantèlement des réacteurs nucléaires.

Il revient au mouvement écologiste de garantir à tous la sûreté nucléaire admise par la Charte de l'environnement et d'œuvrer à une transition énergétique qui seule peut nous prémunir du risque atomique. ■

ALSACE

STOECKEL HUGUES

AQUITAINE

BLANCHARD DOMINIQUE, COLOCOLOFF CHANTAL, DE MARCO MONIQUE, DUPOUY MARIE CLAIRE, KNIBBS PAULA, RICHARD OLIVIER

BOURGOGNE

BERNHARD CAROLE, CHATEAU PATRICE, DELVALEE PHILIPPE, DHOUKAR CHANTAL, DUCOL FRANCOIS, HERVIEU PHILIPPE, HERVIEU CATHERINE, LAQUES MOURAD, MORAND MICHEL, PAGNIEZ PHILIPPE, REBILLARD CHAVANET SYLVIE, RIALLAND MICKAEL, ROY ANDRE, ZANDER CHRISTOPHE

BRETAGNE

AUCHER JEAN PAUL, FERRON REGINE, PEUZIN JEAN

CENTRE

BOURCE JEAN LOUIS, ENGELS GILLES

CHAMPAGNE-ARDENNE

ANDRIOT PATRICIA, BEAULIEU MAXIME, COLLIAT CLAIRE, COMMOY JEROME, DELIERE BENOIT, DUMONT CHRISTOPHE, FARINA JOSETTE, JOANESSE RAYMOND, JOBARD CHRISTOPHE, JOLY STEPHANE, LOISELET ERIC, REDON RACHEL, ROFFIDAL VALERIE, THOMAS MICHEL, VAILHE VINCENT, VARNEY PATRICK, VARNEY MICHELE, VIOLLE FREDERIC, VRAY EMMANUEL, WIPPLER THIERRY, WOWAK FABRICE

FRANCHE-COMTÉ

CHATELAIN PHILIPPE, THOMAS MARIE CLAIRE

HAUTE-NORMANDIE

BODINEAU RENE, CORMAND

DAVID, SANCHEZ LAETITIA, TALEB CLAUDE

HORS DE FRANCE

DRUI DAVID

ÎLE-DE-FRANCE

ALPHONSE MIREILLE, AZOUG NADIA, BAUPIN DENIS, BERNARD SYBILLE, CANDELIER CATHERINE, CHAPLAIN MATHIAS, COSSE EMMANUELLE, DELCOMBRE FRANCOIS, DELMAS ANNE MARIE, DENIS MARC, DI GIUSTO MARCO, DUMESNIL JEAN LUC, GREAU DAVID, JADOT YANNICK, JUTIER DAVID, LAFFON SARAH, LAPONCHE BERNARD, MAMACHE AHMED, MORLAIS JEAN, MOURANCHE DANIEL, PARIS JOELLE, POULTRENIER ENZO, POURSIHOFF ANNY, PRIMAULT LIONEL, ROSENBERG WOLFGANG, ROUMET FABIENNE, SANTANA DAVID, SARFATI GILLES, SOREL JONATHAN

LANGUEDOC-ROUSSILLON

BOUSQUET CHRISTIAN

LORRAINE

BILOT GILLES, COMTE MARIE PIERRE, DIDIER PASCAL, DIDIER PAUL, DUCAMIN SOLANGE, FAIVRE MARIE HELENE, FONTAINE JACQUELINE, FRANCOIS DIANE, GILQUIN ARIANE, HARAU GUY, HOELLINGER ISABELLE, HOUCARD MARIE NEIGE, KANT CHRISTINE, L HEUREUX CHRISTINE, LAMAZE FLORENCE, LEFORT DANIEL, MADELAINE JOSIANE, MONNIN MARIE NOEL, PARACHINI ELISABETH, ROMANI ELIANE, VICK JULIEN, VINCENT THIERRY, WETZEL RENE

NORD-PAS-DE-CALAIS

BALY STEPHANE, PLANCKE DOMINIQUE, TONDELIER MARINE

PAYS DE LA LOIRE

BELUET MARYLINE, BELUET MARC, BRAUD JEAN MICHEL, CROZEL BERNARD, DI BARTOLO CARMELO, HOUSAIS HENRY CLAUDE, LAVEAU ROMAIN

PICARDIE

VEILLERETTE FRANCOIS

PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR

BOUCHET ELISABETH, CAINAUD MARIE HELENE, CHESNEAU PHILIPPE, DELHAYE ANNICK, FLORENS OLIVIER, RIVASI MICHELE

RHÔNE-ALPES

BAZIN NADEGE, BERTRAND OLIVIER, DUBOT FANNY ■

TEXTE SOUMIS AU VOTE



6 POUR LA CRÉATION D'UNE COMMISSION THÉMATIQUE "INNOVATION DÉMOCRATIQUE"

I. – CONSTATS

a) Contexte général

La collusion des crises économiques et sociales avec celle de l'écosystème n'est probablement que le prélude à de plus graves dysfonctionnements, à une échelle inédite. Aussi, la situation politique, économique, sociale et environnementale nous conduit-elle inmanquablement à de profonds changements dans la façon dont nos sociétés sont organisées : systèmes de production et de consommation, échanges sociaux, mobilité, habitat, alimentation, éducation, non violence, cycles environnementaux, transition énergétique, etc. Ces éléments constituent autant d'axes politiques sur lesquels les écologistes et les partis qui relèvent de l'écologie politique travaillent depuis des décennies. L'accumulation des mesures à prendre est donc vertigineuse et la complexité des choix à faire nous oblige à traiter de manière spécifique la question de la décision politique.

Le principal écueil à la mise en œuvre des politiques nécessaires concerne l'implication des habitant-e-s, qui, au finale, doivent constituer les meilleurs agents de la transition écolo-

gique. Il revient naturellement aux écologistes de réaffirmer la place de l'être humain et de l'environnement au centre du renouvellement nécessaire. Mais celui-ci exige de profonds changements dans nos comportements. Les politiques publiques et l'implication du tiers secteur, mêmes lorsqu'elles sont parfaitement adaptées au terrain, s'avèrent insuffisantes pour mener à bien cette évolution.

Dès lors, que faudrait-il faire pour que les habitant-e-s de ce pays puissent être/devenir des citoyen-ne-s de plein exercice ? Telle est la question centrale que nous devons nous poser pour conduire à l'évolution des comportements selon un mode qui respecte les aspirations et les choix du peuple. Ainsi, convient-il de trouver les moyens d'impliquer des citoyen-ne-s, dans de nouvelles formes démocratiques – il s'agit parfois de pratiques oubliées – notamment par la recherche sur les conditions du débat public, sur les modes d'information, d'implication, de représentation et de délibération.

b) Contexte politique national

Le contexte politique national nous force à nous ré-interroger sur le fonctionnement des institutions de la République fran-

çaise. La perte de confiance envers le politique et son personnel constitue une menace singulière dans la conduite des affaires publiques : si les citoyen-ne-s perdent leur souveraineté sur les choix qui nous concernent tou-te-s, par absence d'intérêt pour la chose publique, voire par dégoût, aucune politique ne peut alors s'appliquer avec légitimité et efficacité.

Le forum public « Retrouver la République », qui s'est tenu le 21 avril 2013, à la Maison de la Mutualité, à Paris, prenait pour départ trois constats :

— « le choc de l'affaire Cahuzac aggrave encore la défiance des citoyens envers les responsables politiques. Mais la faute d'un homme n'explique pas tout : la défiance se nourrit, depuis trop longtemps, de l'insupportable décalage entre l'ampleur des promesses et la réalité des actes ;

— la gravité de la situation appelle des réponses concertées, collectives, courageuses : transparence et modernisation de la vie publique, lutte contre la fraude et les paradis fiscaux, régulation accrue du secteur bancaire ;

— onze ans jour pour jour après le 21 avril, il est plus que temps de répondre à la crise démocratique qui mine notre pays ». ... Parallèlement aux urgences en-

vironnementales et climatiques, économiques et énergétiques, sociales et sociétales, il y a l'urgence démocratique. Nous postulons que répondre à cette dernière urgence peut constituer un moyen nécessaire, quoique insuffisant, pour faire face aux premières. Telle serait le rôle de la commission « innovation démocratique ».

2. – DESCRIPTIF (PROVISOIRE) DE LA COMMISSION

a) Objet

Nous proposons un travail permanent sur les pratiques démocratiques, visant l'innovation, susceptibles de permettre qu'advienne le profond changement des comportements nécessaire à notre (sur)vie, ce, de façon librement consentie, en référence à l'article II-6-I du règlement intérieur d'EELV (janvier 2013).

b) Périmètre

Le thème de l'« innovation démocratique » est central, tant pour notre mouvement que pour la société. Il est également transversal à l'ensemble des politiques dont s'empare EELV, en raison de l'impératif d'engagement soulevé plus haut :

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



6

POUR LA CRÉATION D'UNE COMMISSION THÉMATIQUE "INNOVATION DÉMOCRATIQUE"

les pratiques démocratiques doivent s'adapter aux politiques à mener, en tenant compte, notamment, de leur échelle de territoire, de leur urgence et de leur complexité, et selon les choix librement consentis des citoyens-ne-s.

c) Méthodes de travail et fonctionnement

Le fonctionnement de cette commission est fixé par l'article II-6-3 du règlement intérieur d'EELV (janvier 2013). Toutefois, la commission « innovation démocratique » pourra tester en son sein les méthodes et usages qu'elle entend prôner dans le fonctionnement et dans le projet politique de notre mouvement.

La commission lancera un débat portant sur la forme du travail à mener collectivement. Celui-ci s'accompagnera d'un recensement de la littérature, académique ou non, et des pratiques (dans les pays scandinaves...) nous permettant de disposer d'un référentiel théorique et pratique important dont il conviendra de nous emparer.

La suite relèvera des choix qui seront définis par les futurs membres de la commission « innovation démocratique ».

MOTION :

Les signataires de cette motion demandent aux instances d'EELV :

— d'autoriser la création d'une commission thématique « innovation démocratique »

— et de proposer au bureau exécutif de prendre toutes les mesures nécessaires pour soutenir les travaux de celle-ci. ■

ALSACE

HAUSSYVES, SCHULTZ ERIC, WERCKMANN FRANCOISE

AQUITAINE

ALCORTA MARTINE, FOLLET MURIELLE, MINNAERT ANNICK, PELLET JOCELYNE

AUVERGNE

ALEXANDRE ARNAUD, BELOUIN MARIE CHISTINE, BONNET NICOLAS, LIMOGES MICHEL, PELLETIER HELENE, ROGUE SALLARD DOMINIQUE

BASSE-NORMANDIE

ATTARD ISABELLE

BOURGOGNE

DHOUKAR CHANTAL

BRETAGNE

GUIZIEN DOMINIQUE, LE BOULICAUT JOCELYNE, LE GALLES ANNE, MECHIN BRUNO, MORICEAU JANICK, OUNADJELA DOMINIQUE

CENTRE

BRAGOLET JEAN CLAUDE, DE CREMIERS CHRISTELLE, ISAMBERT MICHEL, TERY VERBE ALIX, THIOUET FRANCOIS

FRANCHE-COMTÉ

THOMAS MARIE CLAIRE

HAUTE-NORMANDIE

EUZENAT GILLES

HORS DE FRANCE

DELAHAYE TIMUR, SUPIOT FREDERIC

ÎLE-DE-FRANCE

BAVAY FRANCINE, BAYOU JULIEN, BENARD GILLES, BENTAHAR KADER, BOUTAULT JACQUES, CHAPPELLIER BERNARD, DELPEYROU DIDIER, FRANJOU PATRICK, GAY CYPRIEN, GIRAULT SYLVAIN, GUEROUT VALERIE, HOFFET FRANCOISE, JUTIER DAVID, LAHMER ANNIE, LECLERC ALAIN, LEVY GERARD, LORTHIOIS JACQUELINE, LUCOT PIERRE, MINNAERT PIERRE, PARAYRE CLAUDINE, PICARD JACQUES, PORCHE MARIE FRANCOISE, ROUYER MICHEL, SAINTE FARE GARNOT DENISE, SCHMID LUCILE, TOUSSAINT MARIE, VALABREGUE ANTOINE, ZENTELIN JEAN LOUIS

LANGUEDOC-ROUSSILLON

ALAMARTINE FRANCOISE, BENBAKIR ABDELHALIM, BENOIT JEAN, BENSON CLAUDE MARIE, BERTRAND ALIENOR, BOUCHARD MATHIEU, MORLOT LYDIA, QUEFFELEC JEAN MARC

LA RÉUNION

BOURGEON BRUNO, DENYS THIERRY, MINATCHY NILA

LIMOUSIN

PADOVANI LORIOUX MURRIEL, WADIER PIERRE

LORRAINE

ACHOUR PIERRE ANDRE, BILLON SERGE, BONORIS EDITH, CAILLE XAVIER, CHRISTOPHE PIERRE, DUCAMIN SOLANGE, FAIVRE MARIE HELENE, FONTAINE JACQUELINE, HERBUVAUX VINCENT, HOELLINGER ISABELLE, HOUCARD MARIE NEIGE, L HEUREUX CHRISTINE, LECORVAISIER GUILLAUME, POIREL DAMIEN, POIROT GILBERT, ROOS THIERRY, WETZEL RENE

NORD-PAS-DE-CALAIS

PAPYLE LEFEBURE CATHERINE, SUDIC LISETTE

PAYS-DE-LA-LOIRE

LAYRE CLAUDINE, NICOLAS FRANCOIS, PRADIER THIERRY

PICARDIE

RALLI EVANGELIA

POITOU-CHARENTES

COUPEAU DIDIER, VIDOR VERONIQUE

PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR

CROVETTI LOUISE, FAUGERE LAURIE, HENAUT COLLE ERICK

RHÔNE-ALPES

BONY CATHERINE, MEIRIEU PHILIPPE, MINNAERT JACQUES, MINNAERT JEAN

SAVOIE

COULOMBEL ALAIN, LACROIX SCHMUTZ CLAUDE ■

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



RÉFORMER NOTRE DÉMOCRATIE INTERNE

Notre volonté de créer un parti-mouvement plus ouvert, mieux adapté aux modes d'engagement contemporains, s'est éteinte dans le quotidien de la construction politique. Il nous faut capitaliser sur nos expériences et nos savoirs pour le faire grandir, être le parti où la transition se pense et s'organise, où une nouvelle société s'écrit et dont chaque militant-e puisse se saisir pour contribuer à la production et la diffusion de nos idées.

Nous devons nous donner des objectifs sociétaux, démocratiques, statutaires et réglementaires pour notre réforme interne dans les trois années à venir.

Réformer pour gagner en transparence, rationalité et réactivité ;

Réformer pour retrouver le plaisir de militer, de s'investir dans nos instances et sur le terrain ;

Réformer pour porter nos idées plus haut, plus fort, plus loin.

RASSEMBLER ET CONVAINCRE

Intégrer : Mettons en place un véritable parcours d'accueil et d'accompagnement des adhérent-es qui leur permette de

se familiariser avec notre fonctionnement, nos instances, nos principes et propositions. Cela permettra aux groupes locaux de mener à bien l'accueil et la formation de leurs militant-es afin que chacun-e puisse participer aux actions et à la vie du parti à hauteur de ses envies.

Outils : Organisons au niveau national des campagnes d'adhésion adossées à des actions et campagnes thématiques. Mettons en place des outils pensés par et pour les militant-es qui les relayeront sur le terrain avec des kits complets (papier, web et argumentaires) permettant des déclinaisons locales. Mettons à disposition une large base de tracts thématiques régulièrement renouvelés (toutes les semaines à tous les mois).

Faire réseau : Poursuivons l'ouverture avec le souci constant de laisser de la place au renouvellement dans nos instances et lors des élections en présentant des listes constituées d'élus-es expérimentés-es, de militant-es EELV non élus-es et de personnalités nouvelles. Entretienons un dialogue permanent avec la société dans son ensemble (organisations associées, associations, syndicats).

Communiquer autrement : Déterminons des objectifs sur

lesquels concentrer notre communication pour donner un agenda à la mobilisation de tous les groupes locaux et ainsi peser collectivement sur l'opinion. Inventons une communication en accord avec nos principes, visible, originale et compréhensible par toutes autour de thèmes prioritaires clairs. Mobilisons au quotidien sur le terrain, à travers les territoires (porte-à-porte, cafés-débats, occupation de l'espace public...). Privilégions les rencontres festives, développons une communication papier régulière, coordonnons mieux les communications et actions existantes (régions, national, élus-es)...

FORMER ET PARTICIPER

Former : Organisons des temps et des espaces de formation et de mutualisation des pratiques (militant-es, responsables, élus-es) et formons responsables locaux et régionaux à la gestion de leurs salariés-es, la communication non-violente, la gestion des conflits et l'animation de réunions.

Valoriser : En lien avec la FEVE, les commissions et les régions, regroupons les ressources, sous forme de biblio-

thèque intranet avec fiches argumentaires, actions/expérimentations mises en place par les élus-es, livrets de nos programmes et propositions.

Porter le fédéralisme : réaffirmons le principe de subsidiarité et le fédéralisme de nos instances.

PRIORISER ET SIMPLIFIER

Améliorer nos règles : Nos règles sont trop complexes, mal écrites et parfois changeantes. Simplifions-les et renforçons le rôle de conseil à destination des instances du Conseil statutaire.

Simplifier nos instances : Fusionnons le comité national d'éthique, l'observatoire de la parité et l'observatoire de la diversité. Ils seront plus efficaces et les questions qu'ils traitent mieux considérées. Le rôle du Conseil d'Orientation Politique doit être mieux défini. Supprimons les délégués-es thématiques et intégrons les commissions dans son bureau. La coopérative doit se développer en lien avec le parti et servir à réunir des gens ponctuellement autour d'une action ou d'un projet concret, en toute indépendance.

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



RÉFORMER NOTRE DÉMOCRATIE INTERNE

Améliorer le fonctionnement du Conseil fédéral : diffusion des débats, limitations des motions thématiques pour renforcer leur poids et leur qualité, meilleure répartition de la parole, règles contre l'absentéisme strictement appliquées.

Echanger : Favorisons la communication entre les instances du parti et entre militant-es et instances du sommet vers la base et de la base vers le sommet. Ouvrons un site HYPERLINK "<http://opendata.eelv.fr>" opendata.eelv.fr pour mieux faire circuler les informations et favoriser la transparence. Accélérons la diffusion des comptes-rendus (BE, CF etc.). Améliorons le serveur de listes et généralisons les outils de co-élaboration (écolopads). Contre les multiples abus sur les listes, faisons respecter une netiquette écologiste (pas d'envois sur plusieurs listes, limitation du nombre de message par personne, non-violence). ■

ALSACE

BELIER SANDRINE, OZENNE PIERRE, PAYRE MATHIEU, REGOL SANDRA

AQUITAINE

ROSSIGNOL CLEMENT

AUVERGNE

ALEXANDRE ARNAUD, BONNET NICOLAS, RONDEPIERRE DANIEL

BASSE-NORMANDIE

HERMILLY JULIEN, MARIE MICKAEL

BRETAGNE

BRIELLE SERGE, DEVAL MAGALI, GUIZIEN DOMINIQUE, OUNADJALA-GUIZIEN DOMINIQUEHACIBA

CENTRE

BLANCHARD MARIE NOELLE, BOURCE JEAN LOUIS, DE CREMIERS CHRISTELLE, EPINEAU CLAUDE, JOLY CLAUDE

FRANCHE-COMTÉ

CHATELAIN PHILIPPE, CHATELAIN CYRIELLE, LACHAMBRE BERNARD

HAUTE-NORMANDIE

CORMAND DAVID

HORS DE FRANCE

KAISER XIMENA,

ÎLE-DE-FRANCE

AARSSE RODERIC, AUDOUIN LAURENT, AUGER SUZANNE, AZOUG NADIA, BADINA FREDERIC, BAILLON JEAN FRANCOIS, BELLEC LEA, BELLIARD DAVID, BENARD GILLES, BERTHOU AURELIEN, BOCK MICHEL, BOUGUEN JEAN MARIE, BRIERE SERGE, DELPEYROU DIDIER, DIEHLMANN FRANCOISE, FASSI FIIHRI HICHAM, GOSTIJANOVIC FREDERIC, GUENIN JACQUELINE, GUICHET CLAIRE, JOURDAN

PIERRE, LERT DAN, LUZE MICHAEL, MICHEL AGNES, MONOD CLAIRE, MUSSEAU JEROME, PELISSIERBRUNO FLORENCE, PINTO HENRIQUE, ROBINE PIERRE EDOUARD, ROY PAULIN, SAMSON PERRIN VALERIE, SATOURI MOUNIR, VALABREGUE ANTOINE, ZLOCH ASSIE JULIEN

LANGUEDOC-ROUSSILLON

COMPS MICHELE, PANRAY ARTEE

LA RÉUNION

TAGLIAFERRI JEANMARC

LIMOUSIN

NORMAND DOMINIQUE

LORRAINE

POIREL DAMIEN

MIDI-PYRÉNÉES

BROZIO BRIGITTE, CHESSE HELENE, SEIGLEVATTE MARIECECILE

NORD-PAS-DE-CALAIS

CASSEZ PRISCILLA, JANUEL PIERRE, POULTRENIER ENZO, ROUSSEAU SANDRINE, STEINAUER MATHILDE, TONDELIER MARINE

PAYS DE LA LOIRE

BRAUD ALEXIS, DEBOST ELEN, MAGNEN JEAN PHILIPPE, TRICHET ALLAIRE DOMINIQUE

PICARDIE

BELLET CHARLES, BELLET LOUISE, BOUVIER DANIELLE, BOUVIER FREDERIQUE, BROCHOT THIERRY, CHRISTMAN MARYSE, CORNUT SYLVAIN, DERVIN VALERIE, FERTE SOLANGE, FROIDEFOND CLEMENTINE, FROIDEFOND PASCAL, JOURDAIN DOMINIQUE, LACROIX JAEGGY ELENA, LANDER PASCALE, PHILIPPE ROSELINE, REDOUTE NATHALIE,

REY MARC HERVE, ROGER PHILIPPE, VAILLANT LUCIENNE

POITOU-CHARENTES

DELICOURT GABRIEL, VIDOR VERONIQUE

PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR

BERVILLER ISABELLE, CHESNEAU PHILIPPE, DELPORT BRUNO, DENEÉ BEATRICE, FAUGERE ANNELAURE, GARNON PATRICK, HAMY FRANCOIS, MICHEL HADRIEN, MICHEL EMMANUELLE, MICHEL ROBERT, PERIS NADINE, RUBIROLABLANC MICHELE, ZAIDAT MOHAMED

RHÔNE-ALPES

BERNARD BRUNO, BOSSY SOPHIE, DUBOT FANNY, MEIRIEU PHILIPPE, MITTELBERGER ALAIN, MONANGE BENOIT, OUDJAUDI MARYSE ■

TEXTE SOUMIS AU VOTE



8

POUR UNE ÉCOLOGIE POLITIQUE À LA POINTE DES COMBATS SOCIAUX ET SOCIÉTAUX

L'écologie politique a de multiples facettes. Parce que l'environnement, le social et l'humain sont inséparables. Planète viable, nature protégée, biodiversité assurée, air respirable, nourriture saine, eau pure, économie non productiviste, tout cela n'est souhaitable que parce que – et n'est possible que si – l'humain reste au cœur d'une vision de la société qui se construit sur la justice, l'égalité des droits, la non-discrimination, le respect de chacunE.

La pauvreté, la précarité, l'injustice sociale, les discriminations, le non-respect des droits humains n'entrent pas moins que d'autres des fléaux écologiques en conflit flagrant avec nos principes. Défendre les fondamentaux de l'écologie, c'est aussi défendre des fondamentaux sociaux et sociétaux. C'est une seule et même société que nous voulons changer : celle qui pollue, exploite et discrimine. C'est la même course au profit sans limite et la même exaltation de la compétitivité qui produisent le chômage, ruinent la santé des humains, abrègent leurs jours et détruisent leur cadre de vie. Ces maux sont interdépendants et l'écologie politique doit pleinement remplir ce rôle crucial qui lui échoit.

Aucune participation gouvernementale, aucun engagement parlementaire, aucune charge dans quelque instance de décision politique que ce soit, ne devrait nous détourner de l'action à mener sur ces terrains.

CONTRE LES DISCRIMINATIONS

En dépit de la promesse électorale du candidat François Hollande, les étrangers non-communautaires n'ont toujours pas le droit de vote et d'éligibilité aux élections locales. EELV s'engage à se battre par tous les moyens pour que ce droit devienne enfin et sans délai une réalité.

Les enfants et petits-enfants de ces étrangers, parce qu'ils sont simplement des Français comme les autres, doivent aussi voir leurs droits garantis, au même titre que leurs concitoyens. Vont-ils indéfiniment continuer à habiter des ghettos, à fréquenter les écoles de ces ghettos et à finir chômeurs dans ces ghettos? Encourager localement la création d'entreprises, stimuler l'accès aux grandes écoles et à l'université, améliorer le réseau de transports en commun, rénover et humaniser l'habitat, voilà des combats écologistes prioritaires. EELV s'engage aussi à lutter

contre le contrôle au faciès dont sont victimes les jeunes de ces quartiers et en faveur de la délivrance d'un récépissé à chaque contrôle, autant pour restaurer des liens de confiance entre la population et la police, que pour enrayer la multiplication des contrôles abusifs et de fait inefficaces. EELV s'engage à combattre les discriminations dont souffrent ces jeunes des quartiers.

EELV s'engage d'un même mouvement à combattre toutes les formes de discrimination, de l'handiphobie à l'agisme, sans hiérarchie aucune.

CONTRE TOUS LES RACISMES

EELV s'engage à s'opposer par tous les moyens à l'islamophobie, au racisme, à l'antisémitisme et à la xénophobie, quelle que soit leur origine et à empêcher qu'ils ne combent, chez certains, l'absence de tout programme politique crédible. Les Roms sont aujourd'hui devenus les nouvelles cibles de la haine. Ils sont devenus, sous la gauche, ce qu'ont été, dans le passé, sous d'autres pouvoirs, les juifs dans les années 30, les Algériens dans les années 60-70, les musulmans il y a peu. Il n'existe pas de peuples non intégrables. Seulement des peu-

ples non accueillants. Si les frictions avec les populations locales sont bien réelles, il convient de chercher à les réduire plutôt qu'à les exacerber. C'est l'intégration des Roms à notre société et non leur exclusion qui le permettra. EELV s'engage à travailler avec les associations pour défendre les droits des Roms.

EELV s'engage aussi pour la suppression du livret de circulation des gens du voyage qui sont eux, de surcroît, français, et pour le respect de leurs droits de citoyens.

IMMIGRATION, ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES, DROITS LGBT

EELV s'engage aux côtés des sans-papiers pour un plus grand respect de leurs droits et un assouplissement immédiat des critères de régularisation. Les conditions d'accueil des demandeurs d'asile doivent être améliorées, la France doit redevenir terre d'accueil. EELV appelle à une réforme sans délai et sans compromission du CESEDA.

EELV s'engage pour l'égalité femmes-hommes à tous les niveaux de la société.

EELV s'engage auprès des LGBT dans leurs luttes et se battra

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



POUR UNE ÉCOLOGIE POLITIQUE À LA POINTE DES COMBATS SOCIAUX ET SOCIÉTAUX

pour le changement de la mention du sexe à l'état civil des trans et pour que le dossier de la PMA pour les couples de lesbiennes ne soit pas enterré.

OUVRIR LES DÉBATS SOCIÉTAUX DE DEMAIN

EELV s'engage à ouvrir le débat sur des questions sociétales comme la légalisation contrôlée du cannabis, la condition des personnes prostituées, la pédagogie du civisme sur internet, etc. Parce que nous, militants EELV, avons le devoir d'affronter également les questions difficiles, qui parfois nous divisent, et ce sans tabou. ■

ALSACE

SONZOGNI DJAMILA

AQUITAINE

DUPOUY MARIE CLAIRE, PETITJEAN PATRICK, ROSSIGNOL PUECH CLEMENT

AUVERGNE

ALEXANDRE ARNAUD, BONNET NICOLAS, LIMOGES MICHEL, PELLETIER HELENE, RONDEPIERRE DANIEL

BASSE-NORMANDIE

LE MAULF NOELLE

BOURGOGNE

HERVIEU CATHERINE

BRETAGNE

ANDRIEUX GAETAN, BIGORGNE JEAN PIERRE, DEVAL MAGALI, LEPAUMIER CHRISTIANE, MECHIN BRUNO

CENTRE

ENGELS GILLES, DE CREMIERS CHRISTELLE

FRANCHE-COMTÉ

CHATELAIN CYRIELLE, LACHAMBRE BERNARD, LANDRY MARTINE, MONNET BRIGITTE

GUADELOUPE

CIVILISE CHRISTIAN

HAUTE-NORMANDIE

CORMAND DAVID, TALEB CLAUDE

HORS DE FRANCE

ANGO ELA KALLIOPI, CORONADO SERGIO, DELAHAYE TIMUR, SUPIOT FREDERIC

ÎLE-DE-FRANCE

AARSSE RODERIC, AOUSTIN MARIE, ARCHIMBAUD ALINE, AUDOUIN LAURENT, BAILLON JEAN FRANCOIS, BALDIT MAXIME, BEAUJEU MELODIE, BELLEC LEA, BENARD GILLES, BENBASSA ESTHER, BERTHOU AURELIEN, BIHNER FABIENNE, BLACHE CHRIS, BONNET DELPHINE, BOUGUEN JEAN MARIE, BOULC H MARIANNE, BOUMENDIL NATHAN, BOUTAULT JACQUES, BOUZENOUNE TEWFIK, BRAULT JEAN FRANCOIS, BREUILLER DANIEL, BRIERE SERGE, CHAIMOVITCH PATRICK, CHAPPELLIER BERNARD, CLAIRIERE HANNA, COLOMB PHILIPPE, CONTASSOT YVES, COSSE EMMANUELLE, DELLI KARIMA, DELPEYROU DIDIER, DESJARDINS EVE, DIEHLMANN FRANCOISE, DUBARRY VERONIQUE, DUCASSE BENOIT, DUCHENE CHANTAL, DUMESNIL

JEAN LUC, DURAND PASCAL, FAUGERON CORINE, FOURNIER MARIE CLAUDE, FOURNIER ALAIN, FRADIN YANN, GAMBIER JEAN MICHEL, GATTOLIN ANDRE, GUICHET CLAIRE, JADOT YANNICK, JOUVE NICOLAS, JOXE CECILIA, KERAMANE NABILA, LAHMER ANNIE, LAIZE BERNARD, LECHATTELLIER LAURE, LEVY GERARD, LIPINSKI MARC, MAMACHE AHMED, MANDEL RENAUD, MECARY CAROLINE, MENHOUDJ HALIMA, MERLE DOMINIQUE, MESLE PATRICK, METAIRIE CHRISTIAN, MJATI ZINEDINE, MONOD CLAIRE, NESSAH HOCINE, NIAKATE AMINATA, PELISSIER COMBESCURE FLORENCE, PERREUX JACQUES, PIERRE MARIE EMMANUELLE, PINTO HENRIQUE, PLACE JEAN VINCENT, PORCHE MARIE FRANCOISE, PRIMAULT LIONEL, RIBES CATHERINE, RICHARD GWENAEL, RIO ANNE MARIE, SAHOUM JAMILA, SALLERIN SEBASTIEN, SAMPAIO GABRIEL, SAS EVA, SATOURI MOUNIR, SCHAFFAUSER THIERRY, SCHMID LUCILE, SEHILI HOURIA, SERNE PIERRE, SITBON GOMEZ STEPHANE, SOREL JONATHAN, SOUBRA CHRISTIAN, SOULABAILLE FRANCOIS, STANISIERE PHILIPPE, TORRENS ANTOINE, TOUSSAINT MARIE, XAMBEU ANNE MARIE

LANGUEDOC-ROUSSILLON

BENBAKIR ABDELHALIM, GILARDI GERARD, JANNEKEYN SIBYLLE, MARAIS DAVID

LA RÉUNION

DENYS THIERRY, TAGLIAFERRI JEAN MARC

MIDI-PYRENEES

RENAUX CATHERINE

NORD-PAS-DE-CALAIS

JANUEL PIERRE, KOZLOWSKI THERESE, POULTRENIER ENZO, ROUSSEAU SANDRINE, TONDELIER MARINE

PAYS DE LA LOIRE

BOUCHOUX CORINNE, DEBOST ELEN, DRONET LUDOVIC, LAPLANE ANTOINE, LAYRE CLAUDINE, LE BRUN PIERRE YVES, RECLUS COLETTE, TRICHET ALLAIRE DOMINIQUE, TRICHET ALLAIRE SARAH

PICARDIE

BRIENS SIMON, BROCHOT THIERRY

POITOU-CHARENTES

COUPEAU DIDIER

PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR

DELPORT BRUNO, FAUGERE LAURIE, MINETTO ANDRE, RUBIROLA BLANC MICHELE

RHÔNE-ALPES

BOILEAU COMPARAT MARYVONNE, BOSSY SOPHIE, CHIHU MOHAMED, DURIEUX YVES, IEHL CORINNE, MITTELBERGER ALAIN, MONANGE BENOIT, RIGUET PIERRE, ROUSTAN YANN, TRAYNARD MARITSOU

SAVOIE

COULOMBEL ALAIN, WALTER SELOSSE CATHERINE ■

TEXTE SOUMIS AU VOTE



RÉFORMES STATUTAIRES



Motion portant

- **modification des Statuts nationaux et du Règlement intérieur national sur la composition du Conseil Statutaire**

- **création d'un Comité de la réforme statutaire**

I - MODIFICATION DES STATUTS NATIONAUX ET DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR NATIONAL SUR LA COMPOSITION DU CONSEIL STATUTAIRE

Tirage au sort de 4 membres

Le résultat du référendum interne, publié en avril 2011, indiquait que les adhérent/es souhaitaient à titre d'expérimentation un pourcentage de 20% de membres tirés au sort dans les instances délibératives à l'échelon régional et local. Cette expérimentation ne s'appliquait donc pas dans les instances nationales.

Actuellement, le nombre de membres du CS est de 12 dont quatre tiré/es au sort.

Ce type de désignation peut être pertinent lorsque le nombre de candidat/es est grand, l'expérience montre que pour le Conseil statutaire le tirage au sort se fait parfois avec un/e seul/e candidat/e perdant toute justification.

Il est même bien moins démocratique que le choix des membres du Conseil statutaire élu/es à 66% du CF ; les délégué-es élu/es au CF sont les représentant-es des adhérent/es et on leur retire voix au chapitre pour 1/3 du CS.

Le Congrès peut décider que l'expérimentation du tirage au sort, validée dans les Statuts de quelques régions, n'a pas fait ses preuves et n'est pas justifiée pour le Conseil statutaire.

En conséquence le Congrès décide de modifier comme suit les statuts et le règlement intérieur.

Dans l'article 39 (Titre III – sous-titre VII) des Statuts nationaux

« *Le Conseil statutaire est composé de 12 membres dont 4 tirés au sort parmi l'ensemble des adhérent/es* »

Suppression de « 12 » remplacé par « 9 »

Suppression de la mention : « *dont 4 tirés au sort parmi l'ensemble des adhérent/es et 8* » ...

Dans l'article V-I-I-1 du Règlement intérieur national

« **Élection et tirage au sort** »
Suppression de : « *et tirage au sort* » dans le titre

Dans l'article V-I-I-2 du Règlement intérieur national

« *Les membres du Conseil statutaire sont désigné/els par vote du Conseil fédéral ou tirage au sort* »

Suppression de la mention : « *ou tirage au sort* » ...

II - CRÉATION D'UN COMITÉ DE LA RÉFORME STATUTAIRE

Nos Statuts et notre Règlement intérieur sont touffus, héritage de la diversité du mouvement écologiste au moment de la naissance d'EELV en 2010, et nécessitent aujourd'hui une remise à plat pour plusieurs raisons :

- clarté des textes : le Conseil statutaire reçoit beaucoup de

demandes d'avis pour les interpréter. Les militants et même les instances internes ne s'y retrouvent pas,

- mise en cohérence statuts-RI : le RI ne reprend pas toujours les Statuts,

- l'expérience de ces 3 dernières années doit servir à actualiser les textes,

- les décisions de modification du RI faites par le CF ne sont pas intégrées aux documents,

- besoin de simplification : le Règlement intérieur d'EELV de 132 pages s'est alourdi de 30% de textes en plus par rapport à celui des Verts, déjà pléthorique.

Il apparaît donc nécessaire de travailler nos outils de fonctionnement dès maintenant. Les travaux pourront être validés par référendum ou au prochain congrès, seuls habilités à changer les Statuts.

En conséquence le Congrès décide :

Le Congrès fédéral demande au Conseil fédéral de constituer dans l'une de ses deux premières sessions un « comité de la réforme statutaire », représentatif de toute la diversité du parti, qui devra mettre en cohérence l'ensemble des textes statutaires.

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



RÉFORMES STATUTAIRES

9

Ce comité veillera à ce que ses travaux n'aient pas pour résultat de porter atteinte à la liberté des régions attachées au fédéralisme, l'un des principes fondamentaux de notre parti. ■

ALSACE

FERNIQUE JACQUES, REGOL SANDRA

AQUITAINE

BAUDEVITAL, CHEVAUCHERIE MARTINE, CURVALE LAURE, DE MARCO MONIQUE, LISSAR JEAN, MINNAERT ANNICK, MOUNIER GAELLE, PERSILLON YANN, PRADELS JEAN CLAUDE, ROSSIGNOL CLEMENT, WISNIEWSKI ANNE

AUVERGNE

GIRODEAU CHANTAL, PELLETIER HELENE, RONDEPIERRE DANIEL

BASSE-NORMANDIE

HEDOUIN GEORGES, MARIE MICKAEL

BOURGOGNE

DHOUKAR CHANTAL

BRETAGNE

DEVAL MAGALI, DORVAL FRANÇOISE, HAMON LAURENT

CENTRE

BOURCE JEAN LOUIS, BROCHERIOU THIERRY, EPINEAU CLAUDE, HERPIN JEAN SEBASTIEN

CHAMPAGNE-ARDENNE

LOISELET ERIC

CORSE

TRAMONI FRANCINE

FRANCHE-COMTÉ

THOMAS MARIE CLAIRE

HAUTE-NORMANDIE

CORMAND DAVID, EUZENAT GILLES

ÎLE-DE-FRANCE

AARSSE RODERIC, AINAS YANIS, AIT OUAZZOU LILIA, AKTAS

SUPHI, AKTASVEDAT, ALTUN SAMI, ARAS ZOFER, ASLAN RAMAZAN, ASLAN DENIZ, AUDOUIN LAURENT, AUGER SUZANNE, AZOUG NADIA, BEKKAYE DJAMILA, BENARD GILLES, BENHAMADI MALIKA, BENTAHAR KADER, BONNET DELPHINE, BOUTAULT JACQUES, BUSSEY ALAIN, CICEK NEJHA, COSSE EMMANUELLE, COUMEL LAURENT, DE RUGY ANNE, DEBBAH RAFIK, DELLI KARIMA, DELPEYROU DIDIER, DENIS MARC, DERIN EMRAH, DOMERGUE MANUEL, DUMESNIL JEAN LUC, DUSSART DOMINIQUE, DUSSUD ARNAUD, FANZI DIF, GEGMEZ MARTIN, GUERRIEN FREDERIC, GUL ERKAN, KOYUNCU VEYSEL, LAROUY KARIM, LEBRANCHU MARTINE, LEMAIRE GILLES, LORTHIOIS JACQUELINE, MANNACHE AHMED, MINNAERT PIERRE, MONOD CLAIRE, MOREL LENA, MORLAIS JEAN, NADOURI ALEXANDRA, NAVIAUX CATHERINE, PELISSIER COMBESCURE FLORENCE, PERSILLON RENAUD, PIERRE MARIE EMMANUELLE, PINTO HENRIQUE, PLACE JEAN VINCENT, POURSIHOFF ANNY, REMY CHARLES, SARFATI GILLES, SCHMID LUCILE, SEKER MEHMET ALI, SOREL JONATHAN, SOULABAILLE FRANCOIS, SZULZYNGER OLIVIER, VERSTRAETE CHRISTOPHE, VICHERAT PHILIPPE, YALCIN ALTO, ZENTELIN JEAN LOUIS

LANGUEDOC-ROUSSILLON

BENSON CLAUDE, BERRIN SYLVIE, BERTRAND ALIENOR, HOLDRINET JEAN CLAUDE, JANNEKEIN SYBILLE, MARKOVIC JACQUELINE, MORLOT LYDIA

LA RÉUNION

BOURGEON BRUNO, DENYS THIERRY, MARCHAU JEAN PIERRE,

SUDNIKOWICZ CHRISTIANE, TAGLIAFERRI JEAN MARC

LIMOUSIN

NORMAND DOMINIQUE

MIDI-PYRÉNÉES

BARBIER PASCAL, CHESSE HELENE, LECOURT YVES, MAURICE ANTOINE, ROD DIDIER CLAUDE, SAUVAIRE GEORGETTE

NORD-PAS-DE-CALAIS

JANUEL PIERRE, LECAILLE JULIEN, STEINAUER MATHILDE, TONDELIER MARINE

PAYS DE LA LOIRE

BRAUD ALEXIS, BRAUD JEAN MICHEL, CROZEL BERNARD, DEBOST ELEN, TRICHET ALLAIRE DOMINIQUE

PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR

DELPORT BRUNO, MUSSI PHILIPPE, NICAISE GHISLAIN

RHÔNE-ALPES

BONY CATHERINE, BOSSY SOPHIE, BOURET OLIVIER, DUBOT FANNY, MEIRIEU PHILIPPE, MINNAERT JACQUES, MINNAERT JEAN, OUDJAUDI MARYSE, OUDJAUDI GEORGES, TROUSSELLE MARIE

SAVOIE

WALTHERT SELOSSE CATHERINE ■

TEXTE SOUMIS AU VOTE



L'URGENCE RURALE COMMANDE UNE ACTION FORTE DES ÉCOLOGISTES

10

Les campagnes ressentent de plus en plus l'abandon dans lequel les laissent les politiques publiques et deviennent le creuset de la désespérance. Cela n'a rien d'une fatalité.

Notre projet écologiste en faveur d'une relocalisation des activités en milieu rural centrées sur une agriculture créatrice d'emplois et répondant aux besoins alimentaires de la population doit être porté de façon volontariste.

Partie prenante dans un exécutif de gauche, nous devons saisir cette occasion historique de peser sur ce sujet alors que se finalise une réforme de la PAC et s'élabore une loi d'avenir agricole. Nous devons parvenir à poser les jalons d'une réorientation de notre économie rurale sans quoi nous aurons failli dans nos responsabilités politiques.

Prolonger nos mobilisations et institutionnaliser nos alternatives

La réforme que nous souhaitons est difficile à imposer tant les conservatismes et l'agro-business verrouillent toute action d'ampleur mais nous ne devons pas renoncer à porter ce qui, dans bien des territoires, a contribué à construire notre mouvement.

Des mobilisations du Larzac à Notre Dame des Landes, militant-e-s, responsables associatifs, élu-e-s écologistes, nous avons

su non seulement nous opposer mais aussi proposer des alternatives. À l'ombre d'écrasantes politiques monolithiques, ces alternatives ont initié des solutions sans pour autant parvenir à se diffuser aussi largement que nous l'aurions souhaité.

C'est notre rôle, dans la situation actuelle, de gagner les dispositions légales et les moyens financiers avec lesquels nous pourrions favoriser le développement d'une économie rurale relocalisée, le retour de l'emploi et des services publics.

Dans les diverses collectivités, nous soutenons les initiatives, mais, sans valoriser pleinement le relais national dont nous disposons, nous ne répondons pas aux aspirations du monde rural et à l'urgence de la situation. Nos solutions attendent les éléments constructifs d'une politique publique qui encouragent l'innovation sociale et écologique.

Réinvestir la politique rurale et répondre à l'état d'urgence écologique et social

Il serait fastidieux de citer à nouveau ces défis qui meurtrissent notre conscience politique. À la pollution de nos rivières, à l'appauvrissement des sols, à l'étiollement des services publics, au recul de la biodiversité, le projet dont nous sommes porteurs peut répondre et doit être mieux entendu de nos partenaires.

Il est toutefois un défi qu'il nous semble important de rappeler ici car il découle de l'ensemble. D'élections en élections, dans le cœur d'une population rurale désorientée, les promesses faciles des marchands de colère s'insinuent et prolifèrent. Chaque scrutin est l'occasion de constater la percée de l'extrême droite dans nos campagnes. Ce phénomène s'étend avec le sentiment d'abandon et l'absence de perspectives de celles et ceux qui ont peur d'être oubliés. Il est renforcé par le contingent d'autres qui, du fait de leur « rurbanité subie », parcourent des dizaines de milliers de kilomètres par an pour se rendre à leur travail.

Seule une politique de transition écologique ambitieuse peut donner des réponses à cette dangereuse évolution. Et, s'il est vrai que nous travaillons concrètement à construire des solutions en matière de logement, nous devons aussi porter notre regard bien au-delà des périphériques, au-dessus de ces fossés qui se creusent.

Le renouvellement de notre économie rurale n'est pas un rêve inaccessible. Rejetant l'hyper-concentration urbaine, beaucoup, avec la vitalité de leur jeunesse ou leur projet de reconversion peuvent insuffler une nouvelle vie dans les territoires.

Notre devoir est d'aménager les conditions leur permettant de se construire une place mais

aussi, par une politique structurante, de renforcer les circuits courts économiques indispensables à cette renaissance.

Aspirant à une alimentation saine ainsi qu'à la prédominance de la santé et de l'économie locale sur les objectifs d'une compétitivité et d'une productivité agricole en réalité dépendieuses d'argent public et de surcroît incapable d'édifier une société rurale, **nous demandons :**

– à la nouvelle direction du Parti :

- de prendre la mesure de la nécessité d'un engagement fort pour la transition écologique de l'économie rurale,
- de porter le débat avec les parlementaires hors des murs des Assemblées durant la discussion de la loi d'avenir agricole

– à nos ministres

au Gouvernement :

- d'engager une concertation avec les ministères de l'agriculture et de l'écologie afin d'obtenir des avancées sur nos propositions, d'œuvrer auprès du Président de la République pour obtenir les arbitrages favorisant le vote des amendements de nos parlementaires durant l'examen de la loi d'avenir agricole. Nous affirmons que l'avancée des idées écologistes pour l'avenir des campagnes doit être un élément indispensable de notre action et de notre bilan au cours de cette mandature. ■

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



10

L'URGENCE RURALE COMMANDE UNE ACTION FORTE DES ÉCOLOGISTES

ALSACE

BELIER SANDRINE, BURVINGT FLORENCE, DUPONT MICHEL, GRUCKER SYLVIE, GUCLU SELMA, JUND ALAIN, REGOL SANDRA, ROOS FRANCOIS, SCHARSCH JULIEN, SCHULTZ ERIC, WEISSENBACHER MICHEL, PAYRE MATEO

AQUITAINE

BOURGOIS PASCAL, COLOCOLOFF CHANTAL, DUPOUY GERARD, DUPOUY MARIE CLAIRE, JUYOUX NICOLE, MOEBS CHRISTINE, MOTOMAN LAURENCE, PERE BERNARD, ROSSIGNOL PUECH CLEMENT, ROUMY MICHEL

AUVERGNE

AUROI DANIELLE, BONNET NICOLAS, MATICHARD GERARD, RONDEPIERRE DANIEL, TESTU VIALANEIX CLAIRE, PETIT BELOUIN MARIE CHRSTINE

BASSE-NORMANDIE

ATTARD ISABELLE, BOTHET ROMAIN, DAVEAU JEAN PAUL, DUPONT YVAN, GRUENAI ALAIN, HEBERT JACQUES, HEDOUIN GUILLAUME, HERMILLY JULIEN, HUET LAURENT, JAMBU YVES, L'ORPHELIN RUDY, LE MAULF NOELLE, LEMASSON MARINE, LEZIER PIERRE, LOWY PAUL, MARIE MICKAEL, MARREY CATHERINE, OSADTCHY CLARA, REYNAUD ARIELLE, RIOU ERWANN, VERON JEROME, VIRLOUVET JEROME, DUBOS JACQUES, DUFOUR FRANCOIS

BOURGOGNE

BERNHARD CAROLE, CHAMPAGNE GILBERT, DHOUKAR CHANTAL, MALLARD CLAIRE, MARTIN ALICE, MOUREY ERIC, PAGNIEZ PHILIPPE, POUILLOT JEAN PAUL, POUILLOT LAURENT, ROUAT ALAIN, ROY ANDRE, FAURE LUCIE TERESE, HERVIEU CATHERINE, LAOUES MOUARD

BRETAGNE

BRIELLE SERGE, DESMARES CLAIRE, DEVAL MAGALI, FERRON REGINE, GUIZIEN DOMINIQUE, KIIL

NIELSEN NICOLE, KIIL NIELSEN LARS, LABBE JOEL, MERMET LAURENCE, MORICEAU JANICK, PETIT MARTINE, PEUZIN JEAN, PIERSON PASCAL, ROLLAND MICHEL, SAUVAGE YVES, TRILLET JEAN PIERRE, GOUELON CAPLAT JACQUELINE, HACIBA OUNADJLA DOMINIQUE, HASCOET ELISABETH

CENTRE

BERDON DOMINIQUE, BLANCHARD MARIE NOELLE, BROCHARD JEAN MARIE, DE CREMIERS CHRISTELLE, ENGELS GILLES, FAUCHEUX BENOIT, GERBAUD CHANTAL, GROSPART FLORENT, ISAMBERT MICHEL, LEDOUX ROGER, MASCA JACQUES, PETIT MARIE THERESE, RIVET MICHELLE, ROIG JORGE

CHAMPAGNE-ARDENNE

COLLIAT CLAIRE, LOISELET ERIC, VARNEY PATRICK

CORSE

ALFONSI CACCIAGUERRA MONIQUE, CASALONGA TONY

FRANCHE-COMTÉ

CHATELAIN PHILIPPE, CHATELAIN CYRIELLE, MANDIL FRANCOIS, MONNET BRIGITTE, THOMAS MARIE CLAIRE

GUADELOUPE

CELINI LEONIDE

HAUTE-NORMANDIE

CORMAND DAVID, TALEB CLAUDE MARIE

HORS DE FRANCE

CHATEAU DUCOS ALEXANDRE, JAMMET MARION, SANTINI FABIEN, DELAHAYE TIMUR

ÎLE-DE-FRANCE

AARSSÉ RODERIC, ABEILLE LAURENCE, Aoustin MARIE, AZOUG NADIA, BAILLON JEAN FRANCOIS, BERTHOU AURELIEN, BOUGUEN JEAN MARIE, BOUTAULT JACQUES, BRUN FREDERIC, CANDELIER CATHERINE, CHAPLAIN MATHIAS, CHIARADIA ROMAIN, CONTASSOT YVES, COSSE

EMMANUELLE, DELPEYROU DIDIER, DUCASSE BENOIT, DUCOUT DOMINIQUE, DUMESNIL JEAN LUC, DUSSUD ARNAUD, GRUBER MICHEL, GUEROUT VALERIE, GUERRIEN FREDERIC, GUILLERME ELODIE, GUIOMAR XAVIER, JUTIER DAVID, LANGLET PHILIPPE, LE JEUNE ISABELLE, LORENZINI LOIC, MORLAIS JEAN, NAVIAUX CATHERINE, ORCEL MICHELE, PARAYRE CLAUDINE, PLACE JEAN VINCENT, POLO DE BEAULIEU MARIE ANNE, PORTUGAL MARIA, POURSIHOFF ANNY, POUX CORINNE, PRIMAULT LIONEL, PROUST FRANCIS, ROBERT MARION, ROBINE PIERRE EDOUARD, ROUSSEAU DAVID, ROUYER MICHEL, SAINTE FARE GARNOT LAURENT, SAMSON PERRIN VALERIE, SATOURI MOUNIR, VAMPOUILLE MICHEL, BOUVET ELISABETH, CHALI GUERRIEN MELISA, DELASSAS ADRIEN, FEUILLETTE SARAH, MORNICHE PIERRE, PELISSIER FLORENCE, POULET ALAIN, THERY MATHILDE

LANGUEDOC-ROUSSILLON

ALAMARTINE FRANCOISE, BARAIZE FRANCOIS, BENSON CLAUDE MARIE, BERRIN SYLVIE, CABURET ANNIE, COMPS MICHELE, GERBER MARIETTE, GILARDI GERARD, HOLDRINET JEAN CLAUDE, MARAIS DAVID, MINGO KATIA, BOISSEAU ERIC, FOUILLEUX EVE, JANNEKEYN SYBILLE

LA REUNION

DENYS THIERRY, TAGLIAFERRI JEAN MARC

LIMOUSIN

BRULIN BENOIT, DORANGE ALAIN, HORVAT MARC, LORIOUX DIDIER, MAS JEAN PAUL, NORMAND DOMINIQUE, PADOVANI LORIOUX MURRIEL, TEYSSENDIER LAURENT, LABAT MARIE

MIDI-PYRÉNÉES

ARTHUYS JACQUES, BROZIO BRIGITTE, CALMETTES JEAN LOUIS, CLAIRIN ANNICK, CROS

GUILLAUME, FAVRE LUDOVIC, GOTTARDI MELANIE, GREZE CATHERINE, MENA FRANCOISE, SARACINO MARC, SARRAILH JOCELYNE, TOURNERIE GUY, VIGNE MICHELE, BONNOT SABINE

NORD-PAS-DE-CALAIS

CASSEZ PRISCILLA, TONDELIER MARINE, RAVAUX SERGE

PAYS DE LA LOIRE

AIRAUD SAMUEL, BRINGUY SOPHIE, BUREAU JEAN MARC, COCHY JACQUES, CROZEL BERNARD, DEMEURANT TONY, ESTAY DANIELLE, HOUSSAIS HENRI CLAUDE, LAYRE CLAUDINE, COCHY MARIE FRANCOISE, DEBOST ELEN

PICARDIE

BROCHOT THIERRY, COMMECY XAVIER, CORNUT SYLVAIN, GUILLEMIN CHRISTINE, LACROIX JAEGGY ELENA, LAUVERJAT NADINE, RALLI EVANGELIA, VEILLERETTE FRANCOISE

POITOU-CHARENTES

BRACH ODETTE, COLLON JEAN, DELICOURT GABRIEL, RIVET SERGE, VIDOR VERONIQUE, CAYLA YVES, COITEUX JEAN MARC, THIBAULT MICHEL

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

BAUD THIERRY, BERVILLER ISABELLE, CHESNEAU PHILIPPE, DELPORT BRUNO, MARTIN LIONEL, MINETTO ANDRE, OLIVIER JACQUES, URBAN ISABELLE, BENSON FRANCOIS, GARNON PATRICK, NICAISE GUISLAIN

RHÔNE-ALPES

KELLER OLIVIER, MAZALAIGUE JOEL, MOREIRA VERONIQUE, REBREYEND SURDON CHRISTINE, BELKACEM LOUNES

SAVOIE

BENARAB ATTOU MALIKA ■

TEXTE SOUMIS AU VOTE



1 LES PÉRIPHÉRIES RENOUVELER PAR LES MARGES POUR PRENDRE LE LARGE

Nous sommes dans une période où les renouvellements sont possibles dans nos instances, et ils sont plus que jamais nécessaires. **Ce renouvellement doit se faire de la périphérie vers le centre** pour briser le vase clos dans lequel s'enferme naturellement les cercles de pouvoirs.

Comme dans nos vies, qu'elles soient rurales ou urbaines, les centralités dominent : le patron, l'État... il en est de même pour notre parti. Ce n'est pas du centre, où les rapports sont « évidents », que vient le renouvellement, mais des périphéries : les contradictions y sont fortes, mais elles engendrent les innovations et les dépassements nécessaires au changement et au rassemblement le plus large.

Faisons le parallèle entre exclus sociaux et exclus du pouvoir politique : plus on s'éloigne du centralisme parisien ou des grandes villes, plus on trouve une proximité de richesse et de pauvreté qui ne se côtoient pas, car depuis des décennies les planificateurs ont imposé des barrières.

Habiter les quartiers populaires, de l'autre côté du périph, dans un désert rural, c'est être stigmatisé, ou oublié, être affiché

comme « prioritaire », mais être relégué dans les faits.

Pour combattre les inégalités, les dominations multiformes : lutter contre la pauvreté, le démontage des mécanismes générateurs d'exclusions, seule une décentralisation généralisée à tous les secteurs de la vie donne des résultats.

Mais l'échec de l'action politique est patent : 2013 est la date anniversaire des trente ans de la marche pour l'égalité ! Nous l'attendons toujours cette égalité !

C'est ce que nous ne voulons pas pour notre parti : un centre qui pense pour sa périphérie, un sommet qui décide de sa base.

Le rapport global/local qui nous est cher est le même que le rapport centre/périphérie. Nous savons que c'est dans le local que se construisent les alternatives, dans le local que se constituent les initiatives citoyennes, les solidarités de terrain, les collectifs de parents, de femmes, de jeunes, qui font, tout autant que les circuits courts ou les AMAP, notre ancrage dans la société.

Aujourd'hui, les populations des quartiers défavorisés ont

su s'adapter à leur condition de vies souvent très dures. Ils ont réussi dans les études et la vie professionnelle : ils créent des entreprises, des associations d'entraide, de soutien scolaire, d'insertion sociale, de lutte contre les discriminations. Des talents pourtant délaissés et ignorés qui restent au stade du local car ils ne bénéficient pas des « bons » réseaux.

Mais c'est bien là que résident les dépassements nécessaires, c'est là que s'élabore la politique au sens noble du terme, avec difficulté, mais avec des avancées.

Aujourd'hui, ce sont dans les périphéries que les crises d'identité et de la représentation politique se font le plus ressentir. C'est là, dans les périphéries rurales et périurbaines, que l'abstention bat des records et que le FN fait ses meilleurs scores.

Mais c'est aussi là que se trouvent les forces vives et dynamiques avec qui nous pourrions convaincre les électeurs.

Les habitants de la dite périphérie ont envie de croire en la reconnaissance de la république. Notre parti doit associer les métissages de cultures et ce brassage de savoirs, d'horizons divers à son cap.

N'en restons pas comme le pouvoir politique aux diagnostics sur diagnostics : emploi, logement, sécurité... chaque gouvernement de gauche ou de droite élabore rapports et plans chocs pour les quartiers populaires : plan espoir banlieue de 2007, plan Marshall des banlieues, emplois avenir, emplois francs. Ces dispositifs éphémères et médiatiques sont sans suite réelle sur le terrain et souvent générateurs de précarité.

Évitons cet écueil pour notre parti : le diagnostic ne saurait remplacer l'action offerte à ceux-là mêmes qui ont à agir pour changer leur condition.

Nous, écologistes, militants et élus, pourrions incarner une vérité dans ce que nous disons et faisons pour changer la pratique politique si nous donnons des responsabilités à ceux qui sont la diversité du pays, de la banlieue, du quartier.

La formation en direction du plus grand nombre est donc une priorité pour donner ce pouvoir d'agir.

Notre congrès est un moment de choix politiques, il est là pour libérer nos potentiels de créativité et de coopération.

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



LES PÉRIPHÉRIES RENOUVELER PAR LES MARGES POUR PRENDRE LE LARGE

Chacun(e) redevient un centre créateur de sens et d'utilités, pour soi et pour les autres.

Ces choix sont aujourd'hui devant nous : **Remettre les "marges" au "centre"** pour partager l'action avec elles. **Changer vraiment, c'est permettre à la périphérie de dire et de faire au cœur du centre de décision.** Ce n'est pas qu'une question de reconnaissance et de dignité, c'est une exigence de réussite et un choix stratégique à long terme. ■

ALSACE

BURVINGT FLORENCE

BOURGOGNE

BERNHARD CAROLE, GIRAULT GENEVIEVE, LAOUES MOURAD, MALLARD CLAIRE, MOUREY ERIC

BRETAGNE

KILL NIELSEN LARS

CENTRE

BLANCHARD MARIE NOELLE

CHAMPAGNE-ARDENNE

ANDRIOT PATRICIA, LOISELET ERIC, VARNEY PATRICK

FRANCHE-COMTE

LACHAMBRE BERNARD

HAUTE-NORMANDIE

CORMAND DAVID

ÎLE-DE-FRANCE

AARSSE RODERIC, AINAS ADEL, AINAS SOUSSENE, AINAS YANIS, AIT OUARET FARRAH, AIT OUAZZOU LILIA, AIT OUAZZOU MEHANNA, AKTAS DENIZ, AKTAS SUPHI, AKTAS VEDAT, ALFRED GERARD, ALPHONSE MIREILLE, ALPTUZUN SADREDDIN, ALTUN SAMI, Aoustin Marie, ARAS ZAFER, ARCHIMBAUD ALINE, ASLAN ABDURRAHMAN, ASLAN BESRA, ASLAN DENIZ, ASLAN GUVEN, ASLAN RAMAZAN, AUGER SUZANNE, AZOUG NADIA, BAILLON JEAN FRANCOIS, BAUPIN DENIS, BAVAY FRANCINE, BAYER SAMIA, BEKKAYE DJAMILA, BENADDA SONIA, BENAZZOUZ MOURAD, BENDO FELIX, BENHAMMADI MALIKA, BENTAHAR FATIMA, BENTAHAR KADER, BERTHOU AURELIEN, BOUGHILAS ZAIA, BOUGUEN JEAN MARIE, BOUNOURI SALEHA, BOURASSI MELISSA, BOUZAR KARIMA, BRIERE SERGE, BUABDELLAH

BRAHIM, BUABDELLAH JAMAL, BURBAGE FRANCK, CALZETTONI GERALD, CHAGAM DRISS, CHALLAL MADJID, CHALLAL MOUNIR, CHAPPELLIER BERNARD, CHATELAIN CYRIELLE, CHIBANE KADER, CHIBANE SAMIA, CHIKH MOURAD, CICEK FIRDES, CICEK HACI, CICEK LEYLA, CICEK NEJLA, CICEK MEVLUT, DEBBAH NORA, DEBBAH RAFIK, DELPEYROU DIDIER, DEMDOUM HOURIA, DERIN ALAIN, DERIN EMRAH, DESDAMES GUY, DIF FAWZI, DIF HAKIMA, DIF KAMEL, DOGAN AKDOGAN, DOUIDI HETMAN, DUSSUD ARNAUD, EL MAHOUTI KAMAL, EL MALEH YASMINA, ERDOGDU HAZAL, FERREIRA LINO, FRANJOU PATRICK, GECMEZ METIN, GUL EMRE, GUL ERKAN, GUL ERDAL, GUL FUNDA, GUNENIN JACQUELINE, GUTIEREZ GREGORY, HABRECHE ANISSA, HALEM SARA, HALEM TAOUFIK, HAMOUDI FODHIL, HOFFMANN BRUNO, JAAOUAR YOUSSEF, JADOT YANNICK, KANOUTE HALIMATA, KARTAL SIBEL, KERSPERN SYLVAIN, KEZZAL ABDENOR, KHAIDER MOHAMED, KHOUIDRAT MOHAMED, KOYUNCUVEYSEL, LAKEHAL KALIDA, LAROUI KARIM, LASCOUX PATRICK, LAVERNE PHILIPPE, LAZREG FATNA, LEBEAU PHILIPPE, LEGHMIZI DJAMAL, MAMACHE AHMED, MATOUSSI SOFIA, MENHOUDJ HALIMA, MENHOUDJ MOURAD, MEROUANE YASMINA, MEROUANE ABDELKADER, MILENKOVIC DOMINIQUE, MONINO JEAN FRANCOIS, MOREL LENA, MORISSEAU DESSALINES, NADOURI ALEXANDRA, NAOUNNEC ALAIN, NIELBIEN EVE, NIROJ EDWARD, NISHANTHAN UTHAYAKUMAR, OUCHEN FARRAH, OUSSEKINE NASSERA SARAH, OZDEMIR SONAY, OZDEMIR YUNUS, OZER HASSAN, PELISSIER COMBESURE

FLORENCE, PERSICO DANIELLE, PICARD JACQUES, PLACE JEAN VINCENT, POIZART VINCENT, PROUST FRANCIS, QUETRON CAROLE, RABIA LYDIA, RANAVANA ERANDA, SAHOUM DJAMILA, SARFATI GILLES, SARI OKTAY, SATOURI MOUNIR, SEKER MEHMET ALI, SI MEHAND CHERIF, SIBY COUMBA, SLIMANI AHCENE, SLIMANI MOURAD, TAIEB FELIX, VAIGUNTHANATHAN VISINTHIRA, VERSTRAETE CHRISTOPHE, VUIDEL PATRICK, WANNAKUWATTE PUSHPA, YAHIAOUI MAMACHE DAHBA, YALCIN ALTO, YAZGAN NURAY, YAZGAN SERVET, ZEMOURI DOUNIA, ZEMOURI ESSAID, ZEMOURI LILIA, ZHANI MEHDI, ZHANI SAMIR

LANGUEDOC-ROUSSILLON

MARAIS DAVID

LA RÉUNION

CLEMENTE MICHEL, TAGLIAFERRI JEAN MARC

MIDI-PYRÉNÉES

BARBIER PASCAL, BROZIO BRIGITTE, ROD DIDIER, SAUVAIRE GEORGETTE

NORD-PAS-DE-CALAIS

DRAPIER VIRGINIE, IFRI MICHEL, TONDELIER MARINE

PAYS DE LA LOIRE

BENHADJBA ALI, BRAUD ALEXIS, CROZEL BERNARD, ZEDIRA OIRDA

POITOU-CHARENTES

DELICOURT GABRIEL

RHÔNE-ALPES

MITTELBERGER ALAIN, ■

TEXTE SOUMIS AU VOTE



12 LA DISPARITION

« *Il a disparu. Qui a disparu ? Quoi ? D'abord on voit mal la modification. On croit qu'il n'y a qu'un tracas instinctif qui partout vous fait voir l'anormal, l'ambigu, l'angoissant. Puis, loin, un l'on sait trop quoi qui vous distrait, vous agit, vous transit... L'on voudrait un mot, un nom; l'on voudrait rugir : voilà la solution, voilà d'où naquit mon tracas. L'on voudrait pouvoir bondir, sortir du sibyllin, du charabia confus, du mot à mot gargouillis. Mais l'on n'a plus aucun choix : il faut approfondir jusqu'au bout la vision.* »

Georges Perec
La Disparition

Singulière, épatante. Belle hardiesse de pensée par une bien facétieuse personne de lettres ! Écrire une œuvre romancée de 300 et quelques pages, sans jamais utiliser la lettre E, de telle sorte que l'absence ne soit jamais remarquée. Une disparition si habilement instrumentée qu'en définitive elle n'existe pas, puisqu'elle nous échappe, qu'elle nous est rendue invisible...

Cette partition joliment orchestrée, sibylline en apparence, nous interroge... « *A la manière de* » d'autres choses ? Des

créatures ? Et pas seulement la lettre E, auraient-elles pu ainsi disparaître en toute impunité ? Olympe, Simone ou Albertine, disparues ?

« *Mais non !* », nous direz-vous, elles sont bien là, à leur place. Mais où exactement ?

Comme muses, très certainement. Dans la symbolique, évidemment. La Justice, La Paix, La République, Marianne jetant la semence d'une main généreuse et nourricière...

Et dans l'Histoire, et dans la Presse, et dans nos chambres représentatives de La Politique, où sont-elles ? Tournons les pages de nos revues favorites, de droite comme de gauche, quand les femmes apparaissent-elles ? Combien de tribunes, de photographies les mentionnent, en dehors des publicités ? Combien de résistantes, d'héroïnes, glorifiées dans notre grande histoire de France ?

Et dans nos discussions ? Nos conférences ? Nos causeries ? Quelles luttes pour obtenir la présence de femmes, d'expertes, de savantes, de professionnelles, d'entrepreneuses, d'écrivaines et de femmes banales pour faire résonance à tant d'autres personnalités,

toutes aussi banales parfois, mais si souvent conviées...

Cette disparition si bien orchestrée, « *à la Perec* », nous l'avons admise, digérée. Et sans interroger cette anomalie, elle ne se manifeste pas d'elle-même. La disparition est bien ce qu'elle est. Une absence. Elle n'est pas patente. Ne voir que certaines personnes et pas d'autres, nos consciences y sont habituées, ces déficiences sont de longue date intégrées. Si l'on ne les compte pas, elles ne comptent plus.

Dès lors, lorsqu'entre autres actions, nous rendons par la langue et l'écriture leur juste visibilité aux femmes, rajoutant ici une lettre E majuscule, ici une barre, là une incise... comprenez la bataille que nous menons contre l'invisibilité. Certes, une certaine incommodité visuelle et rythmique est parfois évoquée à propos de la féminisation des locutions. Mais n'est-elle pas la frappe nécessaire à une APPARITION ?

Note : Pour vous rendre la lecture de cette prose agréable et sans écorchure visuelle, en dehors de la citation initiale, j'ai bien pris garde de l'expurger de toute expression masculine ou neutre, les rendant de fait invisibles !

**CHERES AMIES
ÉCOLOGISTES,**

Tout changement suscite des freins, mais rien n'est impossible avec un peu de volonté. Nous proposons donc que cette Apparition commence par une bonne habitude qui, si elle peut sembler difficile à prendre pour certainEs, n'en est pas moins indispensable pour nous, écologistes, qui militons pour l'égalité des droits et la non-discrimination. "J'ENRAGE" à chaque fois que je lis un texte non généré !! C'est pourquoi le congrès d'Europe-Ecologie-Les-Verts, réuni les 16 et 30 Novembre 2013, propose que toute prose, interne ou externe, émanant de notre parti soit systématiquement générée.

suite page suivante ►

TEXTE SOUMIS AU VOTE



LA DISPARITION

ALSACE

DEBEIRE PHILIPPE, HAUSS YVES,
PETROVIC CELINE, ROLLI
GENEVIEVE

AQUITAINE

DERAVIN ISABELLE, MINNAERT
ANNICK

AUVERGNE

PETIT BELOUIN MARIE
CHRISTINE, RONDEPIERRE
DANIEL

BASSE- NORMANDIE

HEDOUIIN GUILLAUME

BRETAGNE

DEVAL MAGALI, HAMON
LAURENT, KIIL NIELSEN LARS, KIIL
NIELSEN NICOLE, LE BOULICAUT
JOCELYNE, MECHIN BRUNO,
SILORET MARTIN, CENTRE
HARCHI SAADIKA

CHAMPAGNE- ARDENNE

PETIT MARIE ANGE

FRANCHE-COMTÉ

THOMAS MARIE CLAIRE

HAUTE- NORMANDIE

MICHAUX CATHERINE, OTTE
JEANINE

HORS DE FRANCE

DELAHAYE TIMUR, SUPIOT
FREDERIC

ÎLE-DE-FRANCE

ASTIER LILIANE, BARBIEUX
MOREL JOELLE, BELKHODJA
CATHERINE, BELLARD DAVID,
BENARD GILLES, BENHAIM
FREDERIC, BERANGER ALIX,
BLACHE CHRIS, BLANCHE
CATHERINE, BOCK MICHEL,
BONNET DELPHINE, BOUTAULT
JACQUES, BRULE JEAN MARC,
CANTAT XAVIER, CARLIER AGNES,
CHENAIS JOEL, COLOMB

PHILIPPE, COSSE EMMANUELLE,
DARGERIE DIDIER, DE RUGY
ANNE, DELMAS ANNE MARIE,
DUMESNIL JEAN LUC, FASSI FIIHRI
HICHAM, FAUGERON CORINE,
FOURNIER DANIELE, GALLAIS
SEREZAL ANNE CLAIRE, GAY
CYPRIEN, GIRAULT SYLVAIN,
GRUBER MICHEL, GUEROUT
VALERIE, GUERRIEN FREDERIC,
GUTIEREZ GREGORY, HOSTEN
JULIETTE, JOMIER BERNARD, JOXE
CECILIA, JULIEN PASCAL,
JUMEAUX WANDRILLE, JUTIER
DAVID, KERVIEL SIMONE, KIEFE
FRANCOISE, KNOWLES XAVIER,
LACOUR BLANDINE, LAPALUD
PASCALE, LE BESCO JOWAN,
LEBRANCHU MARTINE,
LECLERCQ SEVERINE, LECUYER
COLETTE, LEIBUSKY POLACK
ANNE LISE, LEVY GERARD,
LORTHOIS JACQUELINE, LOUP
BERNARD, LOUP MICHELE,
MILLOT PATRICIA, MINACA
MONIQUE, MORLAIS JEAN,
NAJDOVSKI CHRISTOPHE,
PELISSIER COMBESURE
FLORENCE, POIRIER MICHEL,
POIRIER BRIGITTE, POLO DE
BEAULIEU MARIE ANNE,
POURSINOFF ANNY, REMY
CHARLES, REYNAUD CHRISTINE,
RIBES CATHERINE, RODRIGUEZ
EMMANUEL, ROUMET FABIENNE,
SAMSON PERRIN VALERIE,
SCHAFFAUSER THIERRY, SERNE
PIERRE, SOREL JONATHAN,
SOULABAILLE FRANCOIS,
SOUYRIS ANNE, THEBAULT ERIC,
TISSIER CATHERINE, TOUSSAINT
MARIE

LANGUEDOC- ROUSSILLON

ALAMARTINE FRANCOISE,
BENBAKIR ABDELHALIM, DE SMET
SYLVAIN, MINGO KATIA, MORLOT
LYDIA, ZLOCH ASSIE JULIEN

LA RÉUNION

BUSSER ALAIN, DENYS THIERRY,
SAND AURELIE, TAGLIAFERRI JEAN
MARC

LIMOUSIN

ALDRIDGE EVE, TEYSSENDIER
LAURENT

LORRAINE

CHRISTOPHE PIERRE

MIDI-PYRÉNÉES

BARBIER PASCAL, CHESSE
HELENE, GREZE CATHERINE,
HORLAVILLE MICHELE, LECOURT
YVES, PEGUIN CECILE, SEIGLE
VATTE MARIE CECILE

NORD- PAS-DE-CALAIS

GOSTIJANOVIC FREDERIC,
LECAILLE JULIEN, POULTRENIER
ENZO, SCAVENNEC CELINE,
STEINAUER MATHILDE

PAYS DE LA LOIRE

BARD CHRISTINE, BELLANGER
MONIQUE, DEBOST ELEN,
HOFFMANN LIONEL, LAPLANE
ANTOINE, THOUMINE ELEN,
TRICHET ALLAIRE DOMINIQUE,
TRICHET ALLAIRE SARAH

POITOU- CHARENTES

COLLON JEAN, COUPEAU DIDIER,
COUTANT FRANCOISE, REAU
LAURENCE

PROVENCE-ALPES- CÔTE-D'AZUR

FAUGERE LAURIE, GUENNEAU
DENIS, HERNANDEZ NICAISE
MARI LUZ, INAUDI ROSY, NICAISE
GHISLAIN, RECROSIO LUCIEN,
URBAN ISABELLE

RHÔNE-ALPES

BOURET OLIVIER, DE BEAUMONT
ANNE, DELBOS CORFIELD
GWENDOLINE, JAILLET NICOLE,
LAGARDE CAROLINE, LE
GARDEUR HELENE, MINNAERT
JACQUES, MOREIRA VERONIQUE,
REBREYEND SURDON CHRISTINE,
ROUSTAN GAEL, TROUSSELLE
MARIE

SAVOIE

COULOMBEL ALAIN ■

TEXTE SOUMIS AU VOTE

SAVOIR CE QUE NOUS VOULONS ET AGIR EN CONSÉQUENCE



Parlons clair : depuis que notre parti s'est enflammé, début septembre, sans qu'aucun pompier ne parvienne ni à étouffer les braises ni même à localiser distinctement l'origine du feu, nous avons donné de nous-mêmes le pire spectacle. Ce qui s'est passé souligne nos faiblesses collectives, s'agissant tant de notre cohésion interne – rudement malmenée – que de notre capacité à faire vivre, avec constance et cohérence, nos propres choix stratégiques.

LE CONGRÈS DE CAEN DOIT ÊTRE LE MOMENT D'UN SURSAUT.

Paradoxe révélateur : nos choix stratégiques de 2012 ne sont, pour l'heure, remis en cause par aucune des motions présentées au vote des adhérent-e-s. Aucune d'entre elles ne propose explicitement de quitter, dès maintenant, le gouvernement et la majorité. Car même les plus déçus d'entre nous n'ont pas oublié que les années 2002–2012 ont durablement abîmé la société française. Les pertes massives d'emplois, la déshérence de territoires entiers, les peurs et les déchirures consécutives à l'accélération des crises financières, économiques et environnementales ont achevé de détruire le cœur des compromis sociaux tissés des décennies auparavant.

Avons-nous eu tort de ne pas dire plus tôt, et sans ambiguïté, que le changement serait long à mettre en œuvre, qu'il serait probablement chaotique et moins immédiat que ne voulaient le laisser croire les slogans de la campagne présidentielle ? Sans doute.

Avons-nous eu tort de ne pas céder aux voix nous invitant à rester les commentateurs – critiques, forcément – d'une politique gouvernementale que nous aurions laissée toute entière à d'autres ? Certainement pas !

Nous avons fait le choix d'une écologie de la responsabilité. De la responsabilité et de l'exigence. Vis-à-vis de nos partenaires, et vis-à-vis de nous mêmes.

Le constat est unanime parmi nous : la majorité n'a pas pris la mesure des mutations en cours. Ses dirigeants ne savent ni faire face aux défis climatiques et énergétiques ni percevoir les bouleversements – économiques, sociaux, culturels même – qu'ils impliquent. Dès lors persistent-ils à considérer, sur ces questions qui pourtant conditionnent toutes les autres, qu'il est encore permis de reporter à plus tard. De regarder ailleurs, puisque la maison ne brûle pas vraiment. De se suffire, parfois, d'un vague discours. Reste que les partis politiques sont aussi le reflet d'un certain état de l'opinion. Que **ce n'est pas tant nos partenaires qu'il faut convaincre en premier lieu, mais la société française.**

Faut-il en déduire qu'il est temps déjà de renoncer à défendre, au sein du gouvernement et de la majorité, notre point de vue ? Faut-il considérer, tout bien pesé, que ce que nous gagnons (ou ce que nous empêchons) vaut moins que ce que nous perdons (ou subissons) ? Nous ne le pensons pas.

Les écologistes sont faibles dans la majorité parce que l'écologie politique est faible dans la société. Expliquer que préparer l'avenir n'est pas négliger l'urgence, voilà le nœud que nous devons défaire. En montrant que les transitions vers une société écologique sont possibles et qu'elles peuvent être sécurisées. C'est d'autant plus vrai que, si nous peinons à en être la traduction politique et électorale, de multiples mouvements de transition existent, essaient et transforment, déjà, la société française et recréent du possible.

A nous de nous remettre sans délai au travail collectif. Cela suppose de vouloir nouer relation avec la société française dans sa diversité, pas seulement avec les secteurs de l'opinion a priori favorables. Cela suppose plus de modestie que de certitudes, davantage d'écoute que de jugement. Et cela suppose d'en finir avec les caricatures désolantes que nous savons si bien donner de nous-mêmes.

IL EST ENCORE TEMPS DE RÉUSSIR LE CONGRÈS DE CAEN, ET DE VOIR AU DELÀ.

Si nous rompons avec la surenchère des postures de confort, qui accommodent l'intransigeance verbale apparente à des méthodes de gestion interne, dont le procès expéditif du secrétaire national est la brutale expression, qui abîment profondément notre parti ;

Si nous savons aller plus loin que la tactique des à-coups et des coups de menton qui n'impressionnent plus personne ;

Si nous réaffirmons notre volonté d'un contrat de gouvernement clair et stable, qui inscrive dans la durée – et pas pour autant dans l'éternité ! - l'action des écologistes dans la majorité ;

Si nous définissons franchement les priorités que nous assignons à notre action et si nous savons, pour les porter, nous appuyer sur les envies, déjà là, d'une écologie qui aide au changement ;

Alors, ce congrès sera celui d'un sursaut collectif.

La société française est en attente d'une ligne d'horizon, et d'un chemin pour s'en approcher. Les écologistes peuvent lui proposer. C'est à nous de le décider. A nous de savoir ce que nous voulons.

suite page suivante ►



SAVOIR CE QUE NOUS VOULONS ET AGIR EN CONSÉQUENCE

ALSACE

BARBIER PATRICK, BELIER SANDRINE, FERNIQUE JACQUES, RIEBEL JEANMARC

AQUITAINE

VINCENT BERENICE

AUVERGNE

AUROI DANIELE, BESSET JEANPAUL

BASSE-NORMANDIE

ASTRUC ANTOINE, BOTHET ROMAIN, CHEHAB SAMIA, HERMILLY JULIEN, LEMASSON MARINE, LORPHELIN RUDY, MARIE MICKAEL, OSADTCHY CLARA, RIOU ERWANN, VIRLOUVET JEROME

BOURGOGNE

DEVIENCE GILLES, GENESTIER FLORENCE, HERVIEU PHILIPPE, HERVIEU CATHERINE, MONTAGNON RENE, MOUREY ERIC, ROY ANDRE, SEJEAU WILFRIED

CENTRE

BLANCHARD MARIENOELLE, BOUILLY NICOLE, CHOLLET DAVID, CROSNIER MOISETTE, DAVIDROUSSEAU SYLVIE, HARCHI SAADIK, HERPIN JEANSEBASTIEN, NOEL SYLVAIN, SOLER THIERRY

CHAMPAGNE-ARDENNE

DELIERE BENOIT, GRAIN PATRICIA, JOLY STEPHANE, VARNEY MICHELE, VARNEY PATRICK, WIPPLER THIERRY, WOJNAROWSKI MIREILLE, WOWAK FABRICE

CORSE

GALAVOTTI JEANCHRISTOPHE, GUARDIOLA SERGE, SANGUINETTI JULIA

FRANCHE-COMTÉ

ALAUZET ERIC, CHALUMEAUX MARIEAGNES, NOUVELLON ISABELLE

HAUTE-NORMANDIE

ADER MATHIAS, BLAIZOT FABRICE, BONNEAU ANNICK, DIEULAFAIT PIERRE, FLAMBARD MICHEL, FREMONT MICHEL, GODEFROY MARLENE, HOUDART SOPHIE, LAMBLIN FREDERIC, MAGOAROU PASCAL, MOINET VERONIQUE, MOREAU CYRILLE, MOUSSET DANIEL, PLANTAZ ALAIN, TALEB CLAUDE, TALEBTRANCHARD STEPHANIE, THOMAS JULIEN

ÎLE-DE-FRANCE

ALPHONSE MIREILLE, ARCHIMBAUD ALINE, ARCHIMBAUD JACQUES, AZOUG NADIA, BAILLON JEAN-FRANCOIS, BARTHELEMY GILLES, BAUPIN DENIS, BENAZZOZ MOURAD, BENHAIM FREDERIC, BERTHOU AURELIEN, BOULCH MARIANNE, BRENUGATVALPREDA PIERRE, BURBAGE FRANK, CALZETTONI GERALD, CANDELIER CATHERINE, CASALASPRO MURIEL, CHAIMOVITCH PATRICK, CHALLAL MADJID, CHALLAL MOUNIR, CHAMBAUD MAITE, CHAPLAIN MATHIAS, CHARLES OLIVIER, CLOAREC DOMINIQUE, COUMBA SIBY, DEFFARGE SOPHIE, DENJEAN JEANMARC, DESCAMPS BRUNO, DESDAMES GUY, DIEHLMANN FRANCOISE, DUSSUD ARNAUD, FERREIRA LINO, FERRETTI SERGE, FERRI MIREILLE, FRANJOU PATRICK, GATTOLIN ANDRE, GAUTHIER PHILIPPE, HAMOUDI FADHIL, HOFFMAN BRUNO, JADOT YANNICK, JOMIER BERNARD, KADER CHIBANE, LARAOUI KARIM, LASCoux PATRICK, LAZREG FATNA, LEBEAU PHILIPPE, LEGHMIZI JAMEL, LERT DAN, LEVY

GERARD, MAIRE SEBASTIEN, MARTIN RENAUD, MENHOUDJ HALIMA, MENHOUDJ MOURAD, MEROUANS ABDELKADER, MICHEL AGNES, MILENKOVIC DOMINIQUE, MIRAMONT YVES, MONTEAGLE ALAIN, MOREL LINA, NAOUENNEC ALAIN, PERRIER STEPHANIE, PERRIN DAVID, PILON CATHERINE, PROKOPIEV ALEXIS, PROUST FRANCIS, RABIA LYDIA, RANGUIN CECILE, RIBES CATHERINE, ROGER JEANCLAUDE, ROWE DALE, SAHOUM JAMILA, SARFATI GILLES, SARKIS FREDERIC, SLIMANI AHCENE, SLIMANI MOURAD, TAIEB FELIX, TAILLAT PASCALE, THEBAULT ERIC, VERMOT DANIELE, VOYNET DOMINIQUE, ZHANI MEHDI, ZHANI SAMIR

LANGUEDOC-ROUSSILLON

BARAIZE FRANCOIS, CANILLAC SOPHIE, CAVARD CHRISTOPHE, DUBOURG ANTOINE, DUBOURG NICOLAS, DUBOURG FRANCOISE, FLANK NADJA, FOUILLEUX EVE

MIDI-PYRÉNÉES

BROZIO BRIGITTE, CROS GUILLAUME

NORD-PAS-DE-CALAIS

CASSEZ PRISCILLA, DEVEYLDER BERNARD, DHAINNE DAVID, FLAUTRE NATHALIE, RAVAUX SERGE

PAYS DE LA LOIRE

BASSAL AICHA, BRAUD JEANMICHEL, BRINGUY SOPHIE, BULARD OLIVIER, CARDET CHRISTELLE, CARDET CHRISTOPHE, COIRIER JEAN, COTREL PATRICK, DEMEURANT TONY, DOUGE CECILE, DOUGE CHRISTOPHE, GOICHON CLAUDINE, GUITTON JEANSEBASTIEN, LAERNOES JULIE, MAGNEN JEANPHILIPPE, METIVIER

ANNETTE, NAIZAIN PATRICK, NAULIN HELENE, SERS CLOTILDE, TALLIO JEAN-FRANCOIS

PICARDIE

BROCHOT THIERRY, CHRISTMAN MARYSE, JOURDAIN DOMINIQUE, PORQUIER CHRISTOPHE, REY MARCHERVE, ROGER PHILIPPE

POITOU-CHARENTES

COLLON JEAN

PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR

DELHAYE ANNICK, DELPORT BRUNO, FAUGERE LAURIE, HADRIEN MICHEL, LECHARTRE SANDRA, MICHEL EMMANUELLE, MICHEL ROBERT

RHÔNE-ALPES

COMBE JEANMICHEL, DEDONDER ERIC, DUBOT FANNY, HEMON PIERRE, MOREL MAURICE ■

POUR UNE ÉCOLOGIE EXIGEANTE



Ce siècle avait douze ans ! Hollande remplaçait Sarkozy, tournant la page d'un quinquennat outrancier. L'espoir était immense. Las ! Il inaugura sa politique en avalisant le Pacte budgétaire de son prédécesseur (TSCG), s'inscrivant dans la logique mortifère de l'austérité. Puis le gouvernement gratifia les entreprises de 20 milliards d'euros, par le Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), sans contrepartie. La marge pour financer la transition écologique avait vécu – déjà.

Et ses fondements sont menacés. Elle nécessite un pilotage fin de l'économie mais le conditionnement des aides est devenu tabou. Elle appelle une réduction des inégalités sociales mais le droit du travail s'affaiblit (ANI) et on augmente la TVA. Elle implique une réduction du temps de travail mais la durée de cotisation retraite est allongée. La ligne du gouvernement est simple : la croissance nous attend au coin de la rue et c'est en restaurant la compétitivité des entreprises qu'on la trouvera. On ne découvre pas que les socialistes ne sont pas écologistes. Il n'était toutefois pas dit qu'un gouvernement de gauche préférerait parler de ras-le-bol fiscal que de service public. Qu'il ferait supporter aux ménages la fiscalité des entreprises. Qu'il stigmatiserait un peuple.

Que faisons-nous dans cette galère ? Il n'incombe pas à un parti d'incarner la pureté d'un discours. Son rôle est de s'exposer dans le champ politique, pour changer les politiques. Parce que nous sommes écologistes, que nous savons l'urgence des changements qu'il faut impulser, nous choisissons de participer à des majorités sans

croire au grand soir. Nous assumons le compromis lorsqu'il permet d'agir. Des ministres socialistes n'auraient pas transformé la politique du logement ni verdi les critères de l'aide au développement. Quand il faut dénoncer une atteinte au pacte républicain, la voix d'une ministre porte davantage que celle d'un simple parti d'opposition. De tout cela nous pouvons être fiers.

Mais un compromis ne peut se faire à n'importe quel prix. Nous trahirions aussi notre responsabilité en cautionnant une politique dilatoire de petits pas trop peu substantiels pour remettre en cause le modèle libéral et productiviste. Il faut se défier de la tentation gestionnaire, de l'embourgeoisement cotonneux : nous voulons changer le monde et le changement ne s'institutionnalise pas, il est mouvement, nécessairement. Le parti qui n'a plus de radical que le nom a déjà tracé la voie à ne pas suivre.

Un compromis sans compromission : voilà l'équilibre que nous avons à chercher dans le rapport de force. Faire entendre une voix forte et collective, ne pas étouffer nos désaccords avec la majorité socialiste, ne pas voter contre nos fondamentaux par crainte de déplaire, construire l'autonomie aux élections en sont des préalables. Il est difficile de dire aujourd'hui quand, comment et à quelles conditions une sortie de la majorité sera opportune. La question se résoudra probablement d'elle-même, dans toute sa complexité.

Et c'est précisément parce que cette décision cruciale ne peut être formalisée par avance qu'il nous semble primordial de nous accorder

dès maintenant, clairement, sur un constat et une vision. Ce devrait être le rôle d'un congrès. La Boussole a incarné cette ligne que nous appelons de nos vœux et que nous pensons largement partagée. Mais l'exigence de rassemblement a fait éclater le consensus. Nous le déplorons et nos attentes et convictions restent entières.

Les prochaines élections seront difficiles. Le parti socialiste, fidèle à sa culture hégémonique, ne nous laisse pas l'espace d'un vrai partenaire : il s'approprie certaines de nos propositions et caricature le reste. Notre image est brouillée et l'extrême-droite est haute. Nous devons retrouver ce qui a fait notre succès : l'originalité, une voie décalée, des propositions justes et innovantes. Pour cela il faut à la fois une ligne claire et un parti résilient, à même d'imposer son agenda, au-delà de l'actualité parlementaire et ministérielle.

Par-delà les choix des uns et des autres, signataires de motions différentes, nous nous engageons ici à faire vivre au sein du parti et dans toutes les institutions où nous serons, une écologie lucide et exigeante. Une écologie qui lutte pied à pied contre le pillage du monde et promeut la solidarité entre les peuples et les humains. Une écologie qui ne renonce jamais à ses idéaux de justice sociale et d'égalité de toutes et tous devant l'éducation et la culture. Une écologie qui ose encadrer le marché, partager le temps de travail, transformer radicalement nos modes de production et de consommation. Une écologie de conquête, fidèle à ses valeurs. Pour retrouver le sens de notre engagement. ■

suite page suivante ►

POUR UNE ÉCOLOGIE EXIGEANTE



AQUITAINE

DUPOUY MARIECLAIRE,
ROSSIGNOLPUECH CLEMENT

AUVERGNE

BEZLI FATIMA, BONNET NICOLAS,
RONDEPIERRE DANIEL

BOURGOGNE

BOURGADE CLAUDE, CORDIER
ALAIN, LOTTEAU FRANCOIS

BRETAGNE

AUCHER JEANPAUL, AUGEREAU
JEAN, BIGORGNE JEANPIERRE,
BRIELLE SERGE, CAREIL BENOIT,
CHENEBAU MICHEL, DEVAL
MAGALI, DORVAL FRANOISE, KILL
NIELSEN LARS, KILL NIELSEN
NICOLE, LETALLEC MICHELE,
TRILLET JEANPIERRE

CENTRE

BLANCHARD MARIENOELLE,
BOURCE JEANLOUIS, DECREMIERS
CHRISTELLE

FRANCHE-COMTÉ

MONNET BRIGITTE, PEDROCCHI
EVA

HAUTE- NORMANDIE

CARON MARIE, CORMAND
DAVID, NIVIERE THIBAUT,
SANCHEZ LAETITIA

ÎLE-DE-FRANCE

AINASDINAS YANIS,
AITOUAZZOU LILIA, ALTAS SYRKI,
ALTUN SAMI, ARAS ZAFER, ASLAN
DENIZ, ASLAN RAMAZAN,
AUDOUIN LAURENT, AUGER
SUZANNE, BAILLON JEAN-
FRANCOIS, BEKKAYE DJAMILA,
BELLEC LEA, BENBASSA ESTHER,
BENHAMMADI MALIKA,
BENTAHAR KADER, BERTHOU
AURELIEN, BOCK MICHEL,
BONNET DELPHINE, BOUGUEN
JEANMARIE, CHAPLAIN MATHIAS,
CICEK NEJLA, DARGERÉ DIDIER,
DEBBAH RAFIK, DELPEYROU
DIDIER, DERIN EMRAH, DERUGY

ANNE, DESRIAUX FRANOIS, DIF
FAWZI, FASSIFIHRI HICHAM,
GECMEZ METIN, GRUBER MICHEL,
GUL ERKAN, HERVE NICOLAS,
JOUVE NICOLAS, KOYUNCU
VEYSEL, LANCO PATRICE, LEONZI
FREDERIC, NADOURI
ALEXANDRE,
PELISSIER COMBESCURE
FLORENCE, PINTO HENRIQUE,
ROY PAULIN, SAS EVA, SCHMID
LUCILE, SEIGNAN GILLES, SEKER
MEHMETALI, SOULABAILLE
FRANCOIS, SZULZINGER OLIVIER,
VACHER PASCAL, VERSTRATE
CHRISTOPHE, YALCIN ALTO

LANGUEDOC- ROUSSILLON

ABDRABI MARIA, AUBYGUYOT
LAETITIA, AZZAM MALIKA,
BAESER MELIH, BAESERLEFLEM
MELANIE, BEAUGIER REMI,
BEAUGIER JEAN-THOMAS,
BOLHOULBALHOUL SOUBAINE,
BOURGUET ZINA, BOURGUET
DANIEL, BRUDIEUX JEANPIERRE,
CABANTOUS STEPHANIE, COMPS
MICHELE, DAVID MICHELE,
DEADREU BEATRICE, DIFAIL
NABIL, DISSAUX CEDRICK,
ELKACHACH SALAH, EPINEAU
CLAUDE, ERGUN DELPHINE,
GILARDI GERARD, GUYOT
ARNAUD, HADJI ANOUAR,
HAMAM HAYATE, HAMAMKAMAM
ZOHRA, HARRAGA ABDELHAK,
HUETTE FRANCK, LEFLEM LINDA,
LEFLEM DANIEL, MAJDOUL
MUSTAPHA, MANAP DELPHINE,
MARAIS DAVID, MILLE
CHARLOTTE, MORLOT LYDIA,
NINIO ELIANE, PASHCHENKO
ANNA, REMY CHARLES,
SOULIEHARRAGA CAROLE, ZIANI
HANANE, LIMOUSIN HORVAT
MARC, NORMAND
DOMINIQUE, LORRAINE
CHRISTOPHE PIERRE

MIDI-PYRÉNÉES

EDON EMMANUEL, GREZE
CATHERINE, GUERMAT
MOHAMED, JEANDEL CATHERINE,

MAURICE ANTOINE, RENAUX
CATHERINE, ROD DIDIER CLAUDE,
SARRAILH JOCELYNE, SAUVAIRE
GEORGETTE, VINET VERONIQUE

NORD- PAS-DE-CALAIS

CAU EMMANUEL, JANUEL PIERRE,
POULTRENIÉZ ENZO, ROUSSEAU
SANDRINE, TONDELIER MARINE,
RUBIROLABLANC MICHELE

PAYS DE LA LOIRE

CROZEL BERNARD,
GUILHAMELOUSEMPENARIOO
MICHEL, BEAUMERT FRANCOIS

POITOU- CHARENTES

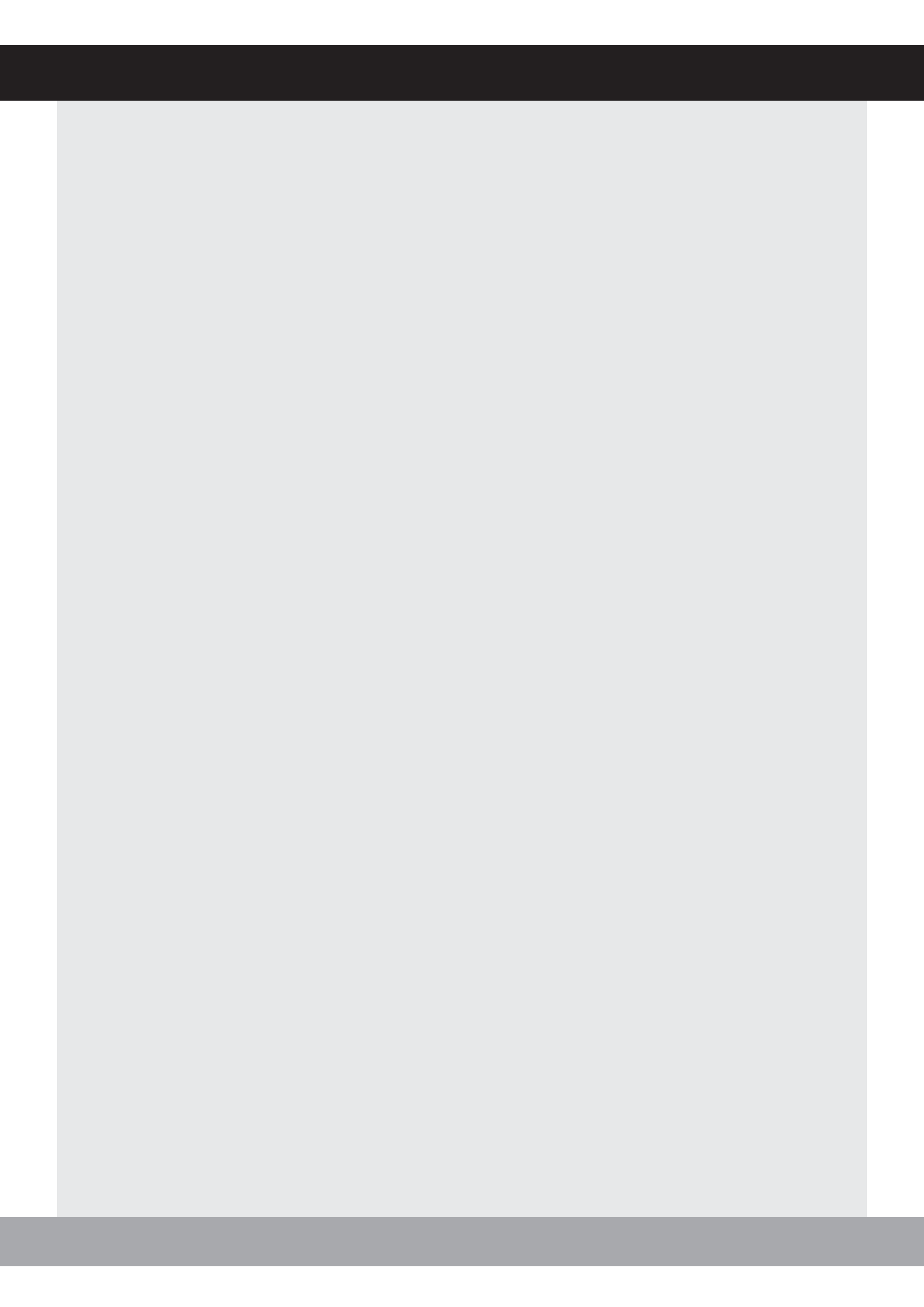
COUPEAU DIDIER

PROVENCE-ALPES- CÔTE-D'AZUR

PETIT JEANYVES

RHÔNE-ALPES

BOILEAU-COMPARAT
MARYVONNE, BOSSY SOPHIE,
COSSON MONIQUE, KOHLHAAS
JEANCHARLES, MEIRIEU PHILIPPE,
MERIAUX PIERRE, MONANGE
BENOIT, MONGABURU YANN,
PONCET RAYMONDE,
PONCET JEANLUC ■







En novembre 2010, à Lyon, se déroulaient les Assises fondatrices d'Europe Écologie Les Verts. En mai 2011 dans les régions, et en juin à La Rochelle, nous tenions le premier Congrès de notre nouveau mouvement. Nous sommes maintenant à l'heure du premier Congrès extraordinaire d'EELV. Il se déroulera en deux étapes : la première, samedi 16 novembre 2013, dans chaque région – tu es vivement invité-e à participer à ce rendez-vous pour faire entendre ta voix – ; la seconde phase réunira, samedi 30 novembre, à Caen, 600 délégué-e-s élu-e-s le 16 novembre.

Quelles orientations politiques souhaitons-nous pour la période qui s'ouvre et les séquences électorales de 2014, 2015, 2016 ? Comment faire passer au mieux les valeurs et les solutions de l'écologie ? Quel exécutif pour porter haut la parole de notre mouvement ?

Il nous faut choisir parmi les sept motions d'orientation proposées (A, B, C, D, E, F ou G, pages 26 à 88). Ce choix déterminera pour les trois années à venir la composition des 15 membres du Bureau exécutif (BE). Par ailleurs, 120 membres du Conseil fédéral (CF) seront élu-e-s le 16 novembre lors du Congrès décentralisé en région – auxquels se rajouteront 30 membres élu-e-s lors du Congrès fédéral le 30 novembre à Caen, soit un CF de 150 personnes. Tu vas également approuver ou rejeter les douze motions ponctuelles thématiques (I à 12, pages 90 à 113). Enfin, tu t'imprégneras de débats en cours en lisant les deux contributions (I et II, p. 114 à 117), qui ouvrent à la réflexion.

Pour voter le 16 novembre, il faut être adhérent-e à jour de cotisation 2013 – si tu étais adhérent-e en 2012 mais pas cette année, tu pourras régulariser ta ré-adhésion sur place le jour du Congrès décentralisé. Si tu ne peux participer personnellement, un formulaire de mandat est joint à cet envoi. Chaque personne présente au Congrès décentralisé ne peut porter qu'un seul pouvoir.

Ce Congrès extraordinaire d'Europe Écologie Les Verts, c'est l'opportunité de se prononcer, l'occasion de faire des choix. C'est le moment de donner de la voix pour nous donner une voie ! ■